
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

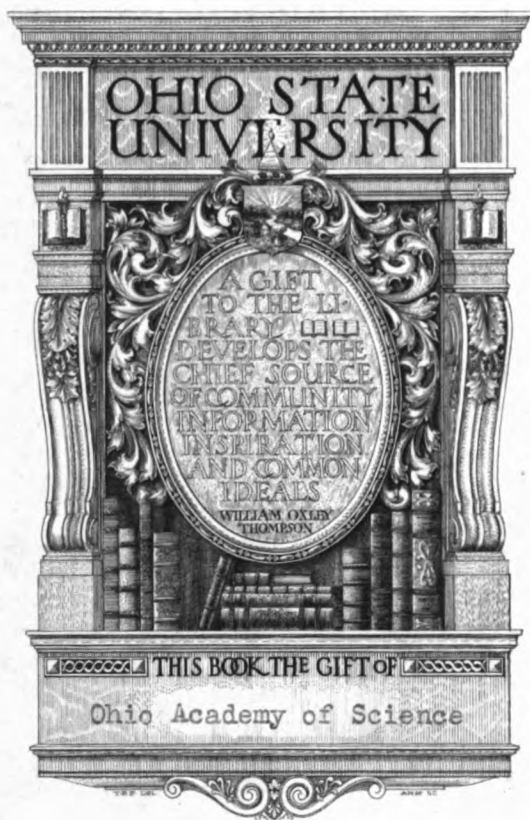
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



v-14

BULLETINS
DE LA
CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETINS

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

5^E SÉRIE — TOME XI

1925



BRUXELLES

MAURICE LAMERTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

58-62, Rue Coudenberg, 58-62

1925

100
100
100

MARCEL HAYEZ, imprimeur de l'Académie royale de Belgique,
rue de Louvain, 112, Bruxelles

100 000
100 000

Loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et à l'Académie royale de Médecine.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, **SALUT,**

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, l'Académie royale flamande, l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et l'Académie royale de Médecine jouissent de la personnification civile.

ART. 2. — Les dites Compagnies sont représentées vis-à-vis des tiers par leurs Commissions administratives.

Leur règlement organique est publié aux annexes du *Moniteur*. Il en est de même des noms, prénoms, professions et domiciles des membres de la Commission administrative. Cette dernière publication est renouvelée dans la première quinzaine du mois de janvier.

ART. 3. — Les dites Compagnies ne peuvent posséder, en propriété ou autrement, que les immeubles qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les donations entre vifs ou par testament, à leur profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour les libéralités purement mobilières, dont la valeur n'excède pas 5,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

L'autorisation n'est pas accordée quand l'auteur de la libéralité lui a attribué une affectation étrangère au but pour lequel l'Académie gratifiée a été instituée.

L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle

un immeuble est compris détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

ART. 4. — Chaque année la Commission administrative dresse le budget et les comptes relatifs au patrimoine propre à l'Académie et le soumet à l'approbation du Roi.

ART. 5. — Tous objets mobiliers quelconques et toutes valeurs affectées jusqu'à présent soit aux services de l'Académie, soit à la décoration des locaux qu'elle occupe, soit à l'acquittement des fondations dont elle a la gestion deviendront de plein droit sa propriété à compter de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 6. — Un arrêté royal réglera les mesures d'application de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée au *Moniteur* ⁽¹⁾.

Donné à Bruxelles, le 2 août 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. NOLF.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

P. POULLET.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

(1) La loi a été publiée dans le *Moniteur* du 13 décembre 1924, pp. 6057-6058.

Séance du lundi 5 janvier 1925.

M. Maurice DE WULF, *directeur de la Classe.*

Sont présents : MM. J. Waltzing, *vice-directeur*; le comte Goblet d'Alviella, baron Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, Eug. Hubert, Ern. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, H. Vander Linden, M. Ansiaux, H. Rolin, *correspondants*; Ch. Saroléa, *associé*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Wilmotte, Pirenne, Mercier, *membres*; J. Capart, comte H. Carton de Wiart, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts fait parvenir une copie de l'arrêté royal du 20 décembre 1924, nommant M. J.-P. Waltzing président de l'Académie pour 1925.

M. H. Capitant remercie l'Académie de l'avoir élu associé.

La Bibliothèque centrale de Zurich offre l'échange des publications de la Société des Antiquaires de Zurich avec le *Bulletin* de la Classe des Lettres. Cet échange est accepté.

La Société Dunkerquoise pour l'Encouragement des Sciences, des Lettres et des Arts fait connaître le programme du Concours pour le Prix quinquennal Émile Bouchet.

Séance du 5 janvier 1925.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

De la Cause des Obligations (contrats, engagements unilatéraux, legs), par H. Capitant.

Précis d'Histoire liégeoise à l'usage de l'enseignement moyen, par J. Magnette; présenté, avec une note bibliographique, par M. Cuvelier.

Le Second Empire vu par un diplomate belge, t. I, par le baron Beyens; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET. — ÉLECTIONS.

M. Eug. Hubert est élu directeur pour l'année 1926.

M. Ernest Mahaim est élu délégué auprès de la Commission administrative pour 1925.

M. De Wulf, directeur sortant, installe M. J.-P. Waltzing, directeur pour 1925, et lui adresse les félicitations de la Classe.

M. Waltzing remercie ses Confrères et exprime à M. De Wulf la gratitude de la Classe pour les services que lui a rendus son directeur pendant l'année 1924; il prie M. Hubert, vice-directeur, à prendre place au bureau et lui souhaite la bienvenue.

LECTURE POUR LA SÉANCE PUBLIQUE.

M. Ansiaux est chargé de faire cette lecture.

PRIX DE STASSART.

(9^e période; 1^{er} novembre 1920 au 31 octobre 1925.)

La Classe a reçu, en réponse à la troisième question, un manuscrit intitulé : *La Légende de Godefroid de Bouillon*, portant la devise : « Als eist dat hem Brabanters beroemen, dat si van der swane coemen ». (Jacob van Maerland.)

PRIX JOSEPH DE KEYN.

(23^e concours, 1^{re} période : Enseignement primaire, 1923-1924.)

La Classe désigne pour former le jury : MM. Ch.-J. de la Vallée Poussin, L. Fredericq, L. Parmentier, J. van Biervliet, H. Vander Linden, J. Vercoullie et M. Wilmotte.

PRIX AUG. BEERNAERT.

La Classe apporte au règlement de ce Prix, sous réserve d'accord avec l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, les modifications suivantes :

1^o Supprimer les sept premiers alinéas et les remplacer par les deux alinéas suivants :

Par décision de l'Académie royale de Belgique, en date du 4 juin 1923, le Prix Aug. Beernaert sera décerné par l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises.

Le jury, composé de cinq membres, comprendra trois membres désignés par l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et deux membres, professeurs de littérature française de deux Universités belges, alternativement Gand et Louvain. (période 1923-1924), Bruxelles et Liège (période 1925-1926), et ainsi de suite.

2^o Les alinéas huit à douze étant conservés, remplacer dans le treizième le mot « Classe » par les mots « Académie royale de Langue et de Littérature françaises ».

3^o Ajouter au quatorzième alinéa les mots : « de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises » :

PRIX BOUVIER-PARVILLEZ.

La Classe apporte au règlement de ce Prix la modification suivante, sous réserve d'accord avec l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises :

Après le troisième alinéa, ajouter les mots : « Par décision

Séance du 5 janvier 1925.

de l'Académie royale de Belgique, en date du 5 janvier 1925, le Prix Bouvier-Parvillez sera décerné par l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises. Celle-ci désignera, pour former le jury, quatre de ses membres.

DEMANDE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION
INTELLECTUELLE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Cette Commission ayant demandé à l'Académie d'adresser ses publications aux Institutions savantes de Hongrie, la Classe lui répondra qu'elle est disposée à envoyer ses publications en échange à celles des Institutions hongroises qui en exprimeraient le désir.

PRIX DÉCENNAUX ET QUINQUENNAUX.

La Classe émet le vœu de voir le Gouvernement majorer le montant des Prix quinquennaux et décennaux.

LECTURES.

La Révolution française et la Révolution bolcheviste, par Ch. Saroléa. Une discussion, à laquelle prennent part MM. de la Vallée Poussin, J. Leclercq, Vauthier et le baron Descamps a lieu à la suite de cette communication. — Impression dans le *Bulletin*.

Les préliminaires du chemin du Nirvāna, deuxième partie : si le laïc peut entrer dans le chemin, par L. de la Vallée Poussin. — Impression dans le *Bulletin*.

Les origines littéraires de « Gormond et Isembard », par M. Wilmotte. — Impression dans le *Bulletin*.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

F. MAGNETTE. — *Précis d'Histoire liégeoise à l'usage de l'enseignement moyen*. Liège, Vaillant-Carmanne, s. d. (1924). In-8° de vii-296 pages.

L'auteur du livre que j'ai l'honneur de présenter à la Classe n'est pas un inconnu à l'Académie royale de Belgique. Voici bientôt trente ans qu'elle accueillit, dans la collection de ses mémoires in-8° ⁽¹⁾, son étude très fouillée sur *Joseph II et la Liberté de l'Escaut*. Depuis lors, à plus d'une reprise, M. Magnette a fait paraître des communications, tant dans le *Bulletin de l'Académie*, que dans celui de la *Commission royale d'Histoire*. Pour le surplus, il collabore assidûment aux périodiques des cercles régionaux de la Wallonie : l'*Institut archéologique liégeois*, la *Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège*, *Wallonia*, la *Vie wallonne*, etc.

Tous ces travaux, autant que son enseignement à l'athénée, l'avaient admirablement préparé à la tâche qu'il avait assumée de « mettre à la disposition du corps enseignant et des élèves de nos établissements d'enseignement moyen un manuel pouvant contribuer à répandre la connaissance du passé si mouvementé et si riche de la ville de Liège et de l'ancienne principauté dont elle était à la fois le centre et l'âme ».

C'est dans ces termes, en effet, que MM. V. Chauvin, Ch. Francotte et Em. Digneffe exposèrent, dès l'année 1911, au conseil communal de Liège, leur proposition tendant à instituer un prix pour récompenser l'ouvrage qui serait considéré comme répondant le mieux au vœu émis par eux.

(1) Tome LV, décembre 1896-février 1898. In-8° de 254 pages.

Par suite de la guerre, ce ne fut qu'en 1923 que le jury, dans lequel siégèrent deux de nos confrères, MM. Pirenne et L. Leclère, put se réunir et décerner le prix à M. F. Magnette.

Ce jugement me dispense de m'étendre en appréciations élogieuses sur ce livre.

Connaissant à fond toute la bibliographie de son sujet, l'auteur n'a eu recours, dans son exposé, qu'aux auteurs les plus dignes de confiance. Homme d'enseignement, il a su choisir judicieusement les épisodes les plus propres à retenir l'attention de ses lecteurs, en leur accordant une place proportionnée à leur importance dans l'ensemble des événements qui composent le passé liégeois.

On ne s'attend évidemment pas à trouver dans ce « précis », qui constitue avant tout un livre d'enseignement et de vulgarisation, des découvertes sensationnelles. *Non hic est locus*. Si la place accordée à la vie sociale et économique est plutôt réduite, il faut en accuser uniquement, sinon l'absence complète, tout au moins la rareté des études consacrées à ces aspects de l'histoire dans la principauté de Liège. On ne pouvait demander à l'auteur que de résumer l'état des connaissances actuelles et nous croyons qu'en cela il a parfaitement atteint son but.

En appendice de son livre, M. Magnette a publié une série de petites études dont les deux premières, les *Notes sur l'administration de Liège et du département de l'Ourthe de 1794 à 1815*, et *Liège et la Révolution belge de 1830*, sont comme la suite de l'histoire de la terre liégeoise poursuivie, dans le livre même, jusqu'à la fin de l'ancien régime. Les cinq autres appendices touchent à des points spéciaux. Les lecteurs du précis prendront surtout intérêt aux deux derniers, qui traitent de *l'Organisation de la principauté et du diocèse de Liège au XVIII^e siècle*.

J. CUVELIER.

BARON BEYENS. — *Le Second Empire vu par un diplomate belge.* Tome I. Lille-Bruges, Desclée; Paris, Plon, 1924, 487 pp. in-8°.

J'ai l'honneur de présenter à l'Académie, au nom de son auteur, M. le baron Beyens, un ouvrage qui constitue une précieuse contribution à l'histoire contemporaine, si ce mot est encore de mise à propos du Second Empire. Fils d'un diplomate distingué, qui fut en rapports intimes et suivis avec les confidents des pensées de Léopold I^{er}, Van Praet et Jules Devaux, que les habitudes d'éducation et de profession avaient amené à observer, à noter, à juger, adjoint de bonne heure à son père dans l'importante légation de Paris, l'auteur a pu, par les relations intimes de sa mère, Espagnole de naissance, avec l'impératrice Eugénie, pénétrer dans l'intimité des Tuileries, de Compiègne et de Fontainebleau. De vivants souvenirs d'enfance et de jeunesse, les enseignements oraux d'un père soucieux d'initier son fils aux problèmes compliqués de la politique internationale, les mémoires de ce père, sa correspondance, ses rapports diplomatiques ont permis à M. le baron Beyens de retracer, d'une plume alerte, avec un égal souci de la vérité historique et de la forme littéraire, un tableau du Second Empire qui ne manquera pas d'impressionner et le public belge et le public français. C'est un diplomate étranger, ambassadeur d'un petit pays neutre, obligé à une grande réserve, mais, par devoir, forcé d'observer et d'être aux écoutes pour renseigner exactement son gouvernement, qui parle sans parti pris nationaliste, sans préjugés; mais qui dans l'intérêt de son propre pays devait pénétrer à fond la pensée de ce sphynx que semblait être Napoléon III.

Le premier volume s'arrête à la mort de Léopold I^{er}; c'est à la veille de la guerre austro-prussienne, c'est au moment où l'œil perçant de Bismarck a reconnu la faiblesse de l'Empire.

Mais jusque-là il semble que la splendeur du régime impérial ne soit pas encore à son déclin. On lira avec intérêt les pages sur la physiologie de l'empereur, dont les excès dans le travail et le plaisir font un vieillard avant le temps. C'est Napoléon qui a fait l'Italie, en partie malgré lui, entraîné par Cavour; il a laissé ou plutôt fait grandir la Prusse, et la rancune de l'Empereur contre l'Angleterre n'est pas étrangère à cette politique. Il espérait de la complicité prussienne l'accomplissement du projet qu'il caressait déjà dès 1860, et les preuves en sont données, d'annexer la Belgique à la France. Cette politique explique, sans les justifier, les jugements qu'il portait, et avec lui certain monde politique français, sur Léopold I^{er}. Celui-ci passait pour un voisin incommode, mais Léopold I^{er} savait que Napoléon III était l'ennemi né de notre nationalité; il s'en défiait et l'observait. En France on jugeait superficiellement notre pays; notre gouvernement savait et se prémunissait. Rien d'étonnant qu'il ait favorisé une entente franco-anglaise; de cette façon il sauvait notre pays et consolidait la paix de l'Europe.

Le livre abonde en portraits burinés avec art, en récits vivants, en souvenirs pittoresques, et ce n'est pas un des moindres mérites de cet ouvrage que d'avoir fait revivre dans son milieu familial le distingué diplomate qui de 1853 à 1894 servit si bien les intérêts de la Belgique à Paris.

D. U. BERLIÈRE.

NOTES BOUDDHIQUES

par L. DE LA VALLÉE POUSSIN, membre de la Classe des Lettres.

VI. — Notes sur le chemin du Nirvāna ⁽¹⁾.

§ 3. — LES FIDÈLES LAÏCS OU UPĀSAKAS.

Avant d'examiner si les laïcs peuvent entrer dans le chemin du Nirvāna, dans le « chemin », au sens technique du mot, nous chercherons à nous faire quelque idée de la place que les laïcs occupent dans le Bouddhisme ⁽²⁾.

1. Plusieurs pensent que les liens qui attachent au Bouddhisme ses adhérents laïcs sont assez lâches. Le laïc, *upāsaka*, féminin *upāsikā* ⁽³⁾, serait par définition, comme son nom l'indique, un dévot, un adorateur. Le moine seul est bouddhiste au sens propre du mot, candidat au Nirvāna. Les laïcs vénèrent le Bouddha, vénèrent et nourrissent les moines et acquièrent ainsi du mérite et des récompenses célestes. Nous citerons deux ou trois textes qui justifient cette définition.

a) Histoire des deux premiers fidèles laïcs. — Les laïcs apparaissent à l'origine même du Bouddhisme, avant les moines. —

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, 1925, p. 282.

⁽²⁾ Une étude systématique exigerait l'examen des sources de Grand Véhicule et des pays bouddhistes de Petit Véhicule, tels la Birmanie, le Siam, Ceylan. Nul doute aussi que la confrérie des laïcs bouddhistes n'ait présenté d'étroites analogies avec la confrérie des laïcs jâinas, sur laquelle les documents ne manquent pas. Cependant il suffit à notre propos de faire une petite moisson parmi les vieux textes bouddhiques.

⁽³⁾ Un autre nom est *yuta*, *dharmayuta*, « ceux qui s'efforcent », « ceux qui s'appliquent avec effort à la religion ». (SENART, *Origines bouddhiques*, p. 41.)

Çakyamuni venait de conquérir la Bodhi. Deux marchands, Tapussa et Bhallika, passèrent dans le voisinage. Alors un de leurs parents défunts, qui était rené dans un état divin, leur dit : « Sous cet arbre se trouve le Bienheureux qui vient de devenir Bouddha; allez, vénérez-le en lui offrant des gâteaux de riz et du miel. Cela vous sera utile et bon ».

Les marchands obéirent et prièrent le Bienheureux d'accepter leur offrande. Quand le Bienheureux eut mangé, en se servant du bol à aumônes confectionné avec les quatre bols offerts par les quatre gardiens du monde, les marchands, touchant de la tête les pieds du Bienheureux, dirent : « Seigneur, nous prenons refuge dans le Bienheureux et dans la Loi; regarde-nous, depuis ce moment, comme des Upāsakas qui, pour toute leur vie, ont pris refuge ». — Cette version de l'épisode (Mahāvagga, I, 4) est peut-être moins originale que la version des autres sources ⁽¹⁾, y compris les commentaires cinghalais, où l'histoire se continue : « Nous sommes, disent Trapusha et Bhallika, des marchands qui parcourons beaucoup de contrées et de royaumes. Il serait bon que le Bienheureux nous donnât quelque relique (*dhātu*) que nous puissions honorer d'un culte ». Alors le Bienheureux arracha de sa tête quelques cheveux et les leur donna, disant : « Faites un *stūpa* sur ces cheveux »; et il leur donna aussi ses ongles, disant : « : Faites un *stūpa* sur ces ongles; des pierres viendront que vous disposerez » ⁽²⁾.

(1) Un trait est généralement considéré comme archaïque : d'après le Mahāvagga, les marchands prennent seulement refuge dans le Bouddha et dans la Loi, non pas dans le Saṃgha. Il me semble que ce trait est l'indice d'une retouche.

(2) Minayef a consacré quelques pages de ses Recherches (pp. 157-161) à l'étude de l'histoire des deux marchands et à ses multiples variantes. Sources pâlies, Mahāvagga, I, 4 (Vinaya Texts, I, 81-84); Commentaire du Mahāvagga, cité par Minayef, p. 160 (l'épisode des cheveux y figure); un autre commentaire, *ibid.*, p. 131, sur les huit *stūpas* construits du vivant de Çakyamuni, Manorathapūraṇī, I, 383. Sources sanscrites, Mahāvastu, III, 303-310; Lalita, chap. XXIV; Fragments Stein, JRAS, 1913, p. 830; Beal, Romantic Legend, p. 240; Buddhacarita, XV, 76, Sur les *stūpas* des deux marchands, Watters, Yuan-chwang, I, 112, II, 131; Foucher, Art gréco-bouddhique, I, 415.

Bien différente l'attitude de Bouddha à l'égard des moines. Il réprimande les moines qui montrent trop d'affection pour sa personne, qui tiennent à le voir : « Très loin de moi, dit-il, celui qui ne voit pas la Loi, même quand il est à mes côtés. Celui qui voit la Loi me voit. Le vrai corps du Bouddha, c'est la Loi ».

b) C'est bien dans ce sens qu'il faut comprendre un des derniers entretiens de Çākyamuni avec Ananda : « Que ferons-nous, demande Ananda, du corps du Maître? » — « Ne vous occupez pas de mon corps, répond Çākyamuni, occupez-vous de votre salut. Il y a des Upāsakas, instruits, dévots au Bienheureux, qui rendront à mon corps le culte qui convient ».

En fait, la tradition ne dit pas qu'aucune partie des reliques ait été réservée aux moines. N'allons pas penser que les moines soient demeurés étrangers au culte du Bouddha et des reliques (Dīgha, II, 131); toutefois, c'est aux laïcs qu'appartient par définition le devoir et le droit d'adorer le Maître. On ne traduit donc pas mal le terme Upāsaka par les termes de dévot ou d'adepte.

2. Le *saṃgha*, la confrérie, ou le *gaṇa*, la troupe, d'un chef religieux — c'est-à-dire d'un *saṃghin* ou *gaṇin*, l'homme qui a une confrérie, une troupe — se compose exclusivement des ascètes (*cramana*), hommes et femmes, qui renoncent à la « vie de la maison » pour pratiquer sous ses auspices et conformément à ses préceptes le *brahmacarya*, la vie de continence et de méditation. Le Bouddhisme est un Dharma-Vinaya, « ce Dharma-Vinaya », c'est-à-dire un enseignement mystique et une discipline, une règle monastique. Le Bouddha désigne son institut, le Bouddhisme, par les mots *idaṃ me brahmacariyam* : « Cette Chasteté, cette Vie religieuse que j'enseigne ».

Les textes disent qu'il y a deux Saṃghas, deux assemblées ou troupes, le Saṃgha des Bhikshus ou Mendiants, le Saṃgha des Bhikṣuṇīs ou Mariantes. Ou, pour mieux dire, le Saṃgha est

double, Mendians et Mendantes. Il y a autant de Samghas qu'il y a de paroisses, c'est-à-dire de groupes de moines résidents dans un certain district : mais tous ces Samghas ne forment qu'un seul Samgha, « le Samgha répandu vers les quatre points cardinaux » (*cāturdiça*). Les expressions *śramaṇasaṃgha*, *bhikṣhusaṃgha* et *saṃgha* sont synonymes. Les laïcs ne font pas partie du Samgha.

Dès une époque fort ancienne, le Bouddhisme a trois joyaux (*ratna*) : le Bouddha, la Loi et le Samgha. C'est en prenant « refuge » dans ces trois joyaux qu'on devient Upāsaka. Prendre refuge dans le Samgha, c'est réclamer la protection spirituelle des moines et quelque part dans leurs mérites. Le froc du moine est l'étendard du Bouddha ; c'est le vêtement du saint (*arhat*). Le moine est le vrai bouddhiste : le laïc est, si l'on peut dire, un futur bouddhiste. Sa raison d'être est le service des moines, car c'est par lui que le moine a de quoi vivre :

Ils vous rendent de grands services, ô Bhikṣhus, les brâhmanes et maîtres de maison qui vous donnent vêtement, aumône, sièges, lits et remèdes. Et vous aussi vous leur rendez de grands services quand vous leur enseignez la Bonne Loi et la vie religieuse (*brahmacariya*). C'est ainsi que, par votre secours mutuel, peut être pratiquée la vie religieuse qui fait traverser la transmigration et met un terme à la souffrance. S'appuyant les uns sur les autres, hommes de la maison et hommes sans gîte font prospérer (?) la Bonne Loi. Les seconds sont à l'abri du besoin, car ils reçoivent vêtement et le reste ; les premiers... ayant pratiqué la loi ici-bas, le chemin qui mène aux bonnes destinées, se réjouiront dans le monde des dieux en possession des plaisirs. (*Itivuttaka*, § 107.)

3. Toutefois, il y a quatre *parishads*, quatre assemblées, Mendians, Mendantes, Upāsakas et Upāsikas ⁽¹⁾. Qu'ils soient

(1) Ailleurs sept « assemblées » en ajoutant les novices des deux sexes et les « probationnaires », les femmes qui, quoique encore novices, sont tenues aux obligations des religieuses.

religieux ou qu'ils vivent dans le monde, tous les adhérents du Bouddha reçoivent le nom de Çrāvakas et Çrāvikas, nom qu'on traduit généralement par Auditeur, Auditrice, mais qui, dans plusieurs textes (Lotus de la Bonne Loi), signifie nettement Prêcheur et Prêcheuse. — Aucune distinction n'est faite entre religieux et laïcs dans le « sermon sur l'ornement du Saṃgha » :

Quatre sont l'ornement du Saṃgha. le Mendiant sage, discipliné, habile, instruit, qui connaît la Loi, qui se conduit en conformité avec la Loi; la Mendiante, l'Upāsaka, l'Upāsikā, qui possèdent les mêmes qualités. (Anguttara, II, 8.)

Une réplique de ce sermon dans le récit des derniers jours du Maître :

Je n'entrerai pas dans le Nirvāṇa avant que mes Mendians, mes Mendiantes, mes Upāsakas et mes Upāsikas ne soient devenus des Prêcheurs et Prêcheuses (*sāvaka*, *savika*) sages, disciplinés, habiles, instruits... capables de réciter, d'enseigner, de promulguer, d'exposer, d'expliquer, de développer la Loi, capables de réfuter les objections, capables d'enseigner la Loi d'une manière persuasive. (Digba, II, 112.) ... Je n'entrerai pas dans le Nirvāṇa avant que cette mienne vie religieuse (*brahmacariya*) ne soit prospère, gonflée, étendue, nombreuse, multipliée, bien connue des hommes (*manussehi suppakasīlam*).

Il est donc légitime de penser que l'Upāsaka est vraiment un bouddhiste, un membre *minuto jure* de la confrérie.

4. L'Upāsaka, dès l'époque de la rédaction du Canon, dès l'époque des Sūtras de Mahānāman et d'Anāthapindada, les deux grands laïcs, est un bouddhiste, un disciple du Bouddha « qui reste dans la maison » (*grhastha*, *grhin*, *agārin*) et porte le vêtement de tout le monde, le vêtement blanc (*avadātavasana*).

Pour être un bouddhiste, un Upāsaka, il ne suffit pas de vénérer le Bouddha et ses moines, et de donner l'aumône aux moines. Il faut avoir adhéré solennellement au Bouddhisme et avoir contracté certaines obligations.

Est un Upāsaka celui qui, soit en présence d'un moine, soit en présence d'un Upasaka ⁽¹⁾, prend « refuge » dans les trois Joyaux, et demandé à être désormais tenu « pour un Upasaka qui a pris le Refuge ». Par le fait même, le non-bouddhiste devient un bouddhiste, — un homme qui, sous la protection spirituelle du Bouddha et de la communauté, et en vue de la Loi (c'est-à-dire conformément à la Loi, en vue du Nirvāṇa, disent les docteurs), renonce au péché, s'oblige à observer le pentalogue : ne pas tuer, ne pas voler, s'abstenir de l'amour défendu, ne pas boire d'alcool, ne pas mentir. — Ce sont les cinq premières des dix règles des Novices ⁽²⁾.

Aussi les docteurs établissent-ils entre moine, novice et laïc une différence de degré, non pas de nature. Tous trois sont des *sāṃvarikas*, des hommes qui ont accepté un *saṃvara*, une « discipline », une contrainte, dans la langue chrétienne, des hommes qui ont pris des vœux de religion. Tous trois possèdent la « moralité d'engagement », *samādānaṣīla*, moralité qui consiste, non dans la simple abstention du péché, mais dans la résolution de s'en abstenir. Chez le *sāṃvarika* l'abstention

(1) D'après le Koṣa. — Le Bhikṣuṇīkarmarācāna enseigne que les femmes prennent les vœux d'Upāsika en présence d'une Mendicante (*Bull. of School of Oriental Studies*, 1920, p. 123). Toutefois, d'après le Nanjio 1166, qui appartient aux Sarvāstivādins, l'Upāsaka est reçu, non par un « Puḍgala », un individu, mais par le Chapitre (WIEGER, *Bouddhisme chinois*, I, p. 147). — Il y a longtemps que les sinologues nous doivent un dépouillement et un sommaire du Vinaya.

(2) Les docteurs ne sont pas d'accord si toutes ces obligations — renoncement aux cinq péchés — sont essentielles à la qualité d'Upāsaka. Les Sarvāstivādins du Cachemire pensent qu'on ne peut être Upāsaka sans assumer la discipline d'Upāsaka, sans assumer le quintuple renoncement. D'autres tirent argument des textes où il est question d'un Upāsaka observant une règle, d'un Upāsaka observant deux, trois, cinq règles. — D'après une opinion, par le fait même qu'on prend le triple Refuge, on devient Upāsaka et l'on s'engage à observer les cinq règles; d'après une autre opinion, on peut prendre le Refuge sans devenir, pour cela, Upāsaka; d'après une troisième opinion, on devient Upāsaka par la prise du Refuge, mais on ne s'engage à aucune des cinq règles. — D'après Buddhaghosa, l'Upāsaka qui n'est pas croyant, qui n'est pas moral, qui est superstitieux... est un Candāla d'Upāsaka, une souillure d'Upāsaka. (*Samgaḷavilāsinī*, I, 235.)

du péché est préméditée, volontairement habituelle : dans sa personnalité a été introduit un élément nouveau et permanent. Fût-il endormi, distrait, eût-il même de mauvaises pensées et de mauvais désirs, la « discipline » qu'il a prise demeure jusqu'au moment où il répudie ou viole formellement cette discipline ; la discipline, « le vœu de religion », est pour lui une cause constante de mérite.

Certains docteurs (Sautrantikas) pensent que la prise des renoncements transforme la pensée et que la qualité de religieux, moine ou Upāsaka, consiste dans cette transformation subtile. L'école des Sarvāstivādins pense que certains actes, ceux qui sont entrepris avec grande foi ou grande passion, en outre les actes particulièrement méritoires (dons importants à la communauté), mais tout particulièrement les actes de la voix par lesquels on accepte rituellement les obligations de moine ou d'Upāsaka, déterminent la création d'une certaine substance, matérielle mais invisible, qui s'ajoute aux éléments matériels de la personne humaine. Cette substance, qu'on nomme *avijñapti*, ou, quand il s'agit des actes qui transforment l'homme en moine ou en Upāsaka, *saṃvara*, « contrainte, discipline », obéit à des lois propres. On la considère comme une sorte d'acte (*karman*), un acte perpétuel, se continuant par soi une fois qu'il a été projeté par un acte du corps et de la voix, fécond en fruits, ne prenant fin que par la mort, par l'abjuration, par des actes du corps et de la voix opposés à sa nature. Par exemple, le moine coupable d'homicide cesse d'être moine, parce que l'homicide est en contradiction avec la « discipline » de moine.

5. Nous disions que l'Upāsaka s'oblige à observer les cinq premières règles des religieux proprement dits. Toutefois la troisième règle est formulée de deux manières différentes suivant qu'il s'agit de l'Upāsaka ou des « religieux », novices, moines ou nonnes. L'Upāsaka renonce à l'amour défendu, le moine s'astreint à la parfaite chasteté. Nos textes expliquent la raison de cette différence.

L'Upāsaka renonce à l'amour défendu, parce que l'adultère, étant la corruption de la femme d'autrui, est un péché de nature, et non pas « un péché parce que défendu par le Bouddha » ; un péché qui sera rétribué dans une destinée infernale ou animale ; un péché très blâmé dans le monde. D'ailleurs, il est aisé aux maîtres de maison de s'abstenir de ce péché, tandis que la chasteté absolue est difficile dans le monde. Si les maîtres de maison ne se font pas moines, c'est précisément parce qu'ils ne se sentent pas capables des choses difficiles⁽¹⁾. Mais ils restent exposés aux nombreuses occasions de péché que comporte la vie du monde, et, même s'ils ne pèchent pas, difficilement obtiennent-ils le recueillement. Le Bouddha, cependant, n'a pas, sur ce point, un avis catégorique : il loue le bon laïc comme le bon moine ; il blâme le mauvais moine comme le mauvais laïc⁽²⁾.

Pour tout dire en un mot, il y a deux *brahmacaryas*, deux chastetés ; la première, obligatoire aux moines, est la continence ; la seconde, obligatoire aux laïcs, est le respect des lois du mariage, à commencer par la fidélité conjugale (*svadāra-saṃtoshā*). (Sumaṅgalavilāsini, I, 178.) Nos textes ont des prescriptions multiples qu'il serait intéressant de comparer aux théories et aux préceptes des Jāinas et des Brāhmanes. (Voir Koṣa, IV, trad. p. 157.)

L'Upāsaka a pris des « vœux de religion », mais il continue à vivre de la vie du monde, occupé de sa femme, de ses enfants, de ses biens, de toutes ses obligations de caste ; tel, en Occident, le membre d'un tiers ordre.

(1) Une raison plus subtile est exposée, Koṣa, IV, trad. p. 81.

(2) Majjhima, Sutta, 79 (II, 197), Samyutta, V, 18. A la question « Faut-il se faire moine ? » le Bouddha répond en distinguant (*vibhajjavāda*), non d'une manière catégorique. On dit ailleurs que les Upāsakas voient bien que les plaisirs (*kāma*) sont transitoires, mais qu'ils n'ont pas la force d'y renoncer. (Theragāthā, 187.) Dans Divya, 303 : « Pratique pour la vie entière la chasteté ! » — « Cela m'est impossible. » — « Alors fais-toi Upāsaka ! »

6. Quelques indications sur quelques-uns des devoirs de l'Upāsaka.

a) Par le fait même qu'il renonce au péché, l'Upāsaka s'interdit les professions qui comportent le péché, les mauvais *ajivas*, les professions de boucher, de pêcheur, d'oiseleur; il ne peut pas vendre des épées, des esclaves (?), de la viande, du poisson, du poison. Il semble bien que l'École tiennne pour souillées par le péché de meurtre, et péchés connexes, les bourreaux, les juges, les rois. Le soldat, comme le bandit, est coupable de meurtre, même quand il ne tue pas, car il encourage les autres à tuer : il évite toutefois le péché quand il prend la résolution : « Même au prix de ma vie, je ne tuerai pas ». (Koça, IV, 36c, 72c.)

b) L'Upāsaka ne doit pas chercher dans les sectes hétérodoxes le récipient de ses aumônes. Le Bouddha n'interdit pas l'aumône aux religieux non bouddhistes, même faite à un animal, même faite à un méchant : le don reste bon en soi. (Avis opposé à celui des Jainas.) Mais la semence, dans un mauvais sol, porte peu de fruits ou ne porte pas de fruits.

c) L'Upāsaka doit « avoir confiance » dans l'acte, dans l'acte moral, qui seul accompagne le défunt. — Les rites funéraires ne peuvent pas, de toute évidence, assurer le ciel à un assassin. (Samyutta, IV, 312.) — L'Upāsaka ne doit pas être superstitieux (*kotūhalaṃgaṇalika*.) Les points cardinaux qu'on doit adorer, c'est le père et la mère, la mère surtout, à qui le fils ne peut payer sa dette qu'en lui enseignant le Bouddhisme. Or, le danger est grand pour les laïcs de tomber dans la superstition qui règne souveraine autour de lui ⁽¹⁾. — Il n'est pas sûr que le

(1) Abhidharmakoça, IV, 86a : tenir compte des étoiles, du jour de la lune, etc. Les superstitions redoutables au moine sont d'un autre ordre : croire à un faux silence (vœu de silence), à une fausse pureté (bains rituels), V, 38. — Singalovāda, Digba, III, 180. — Septième édit d'Açoka.

Bouddha interdise tout ce qui, à nos yeux, paraît plus ou moins païen ⁽¹⁾.

7. A côté des obligations essentielles de la discipline d'Upāsaka, il y a place pour des « vœux » (*vratas*), exactement pour des « déclarations » (*pratijñā*) faites en présence d'une personne qualifiée, et qui sont autant d'engagements; par exemple : « Je ne mangerai pas avant d'avoir vénéré le Bouddha, avant d'avoir fait un *maṇḍalaka* ». « Le jour du jeûne, pendant une quinzaine, pendant un mois, pendant une année, je ferai des aumônes de nourriture ». « Je prendrai régulièrement le jeûne. » — Kern enseigne, sans indiquer sa source, que les Upāsakas sont autorisés à pratiquer deux des Dhutāngas, l'*ekāsanika* et le *pattapindika*. (Manual, p. 76.)

Le but de toutes ces règles est triple : abstention du péché, affermissement de la vigilance (*apramāda*), accroissement du dégoût pour les plaisirs et la transmigration. — Le souvenir du Bouddha, les jours de jeûne, est toujours présent. (Visudhi, 227.)

a) Il est normal que l'Upāsaka, deux fois par mois, prenne l'Upavāsa ou « jeûne » ⁽²⁾ : pour un jour et une nuit, il s'oblige à huit règles, à savoir aux cinq premières règles en entendant la troisième dans le sens de la continence absolue, et à trois règles dites d'ascétisme (*vratāṅga*) visant la nourriture, le coucher, la musique et les divertissements, le vêtement. Par le jeûne le laïc adopte, pour une courte période, la manière de vivre des Arhats et des moines. La prise du jeûne est une cérémonie dont les détails sont réglés ; le fidèle, agenouillé, pauvrement vêtu, les mains disposées en coupe ou « à la pigeon », « reçoit » le jeûne d'un religieux ou d'une religieuse, d'un profès ou d'un novice, ou encore d'un Upāsaka ou d'une Upāsikā. La femme

(1) Par exemple, Mahāparinibbānasutta, I, 4; le culte des *devatās*, etc.

(2) Abhidharmakośa. IV, trad. pp. 64, 94, 102. — Sur *maṇḍalaka*, les sources citées, p. 102, et Mahāvīyutpatti, 281, 78.

ne peut pas prendre le jeûne sans la permission du mari, comme on voit par l'histoire de la mère du Bouddha qui fit vœu temporaire de chasteté avant la nuit de la descente de l'éléphant aux six défenses.

L'Upāsaka peut s'engager à prendre toujours le jeûne deux fois par mois ⁽¹⁾.

b) D'après Buddhaghosa (Samantapāsādikā, I, 253, Visuddhi, 15), on distingue deux sortes d'Upāsaka, celui de cinq règles, celui de dix règles (*pañcasikkhāpadika*, *dasasikkhāpadika*) : ce dernier ajoute aux obligations du jeûne la règle de ne toucher ni or ni argent. C'est la discipline du novice (*Ārāmaṇera*). (Koça, IV, 15.) Les Sarvāstivādins ne parlent pas d'Upāsaka de dix règles. Mais les Sūtras, comme nous verrons, signalent des Upāsakas qui vivent dans la maison comme n'y étant pas, en pratiquant la stricte chasteté des ascètes.

8. L'observation des cinq règles constitue la moralité, le *çīla* ; mais on attend de l'Upāsaka la pratique du *dāna*, du don.

Le moine parfait possède quatre qualités : la triple foi, précédée d'intelligence (*avetyaprasāda*) — c'est-à-dire la foi dans Bouddha, la Loi et la Communauté — plus les « moralités des saints », l'ensemble des règles des livres de discipline. La formule, en ce qui concerne l'Upāsaka, est modifiée : l'Upāsaka doit posséder la triple foi ; mais les « moralités des saints » ne sont pas son affaire : il doit, « moral et vertueux (*silavanta* et *kalyāṇadhamma*), partager tout ce qu'il possède de choses à donner ⁽²⁾ ».

Le don, en soi, est « inférieur » ; il procure de grandes jouissances ; il « complète » la moralité et fait que les bonnes destinées (destinée humaine) obtenues par la force de la mora-

(1) Abhidharmakoça, IV, 28-30 ; Çikṣāsamuccaya, 175 ; Spence Hardy, Manual, p. 488 ; Suttanipāta, 400-403.

(2) Koça, VI, 292 ; Samyutta, IV, 304 ; doctrine différente ci-dessous, p. 34.

lité sont accompagnées de beauté, de richesse, santé, etc. ⁽¹⁾; il produit les destinées divines. Toutefois ses fruits sont du domaine du Kāmadhātu, de la sphère inférieure du monde : le recueillement est nécessaire à la conquête des cieux de Brahmā, à plus forte raison à l'intelligence profonde des Vérités.

Par le don versé dans les « champs de mérite » excellents que sont les Bouddhas, les saints, les simples moines, l'Upāsaka obtient de longues récompenses célestes : l'aumône est le vrai sacrifice (Suttanipāta, 487); — la liste des « bonnes œuvres matérielles », donner un jardin aux moines, etc., fut dressée de bonne heure; — mais, ce qui est bien plus important, il entre en relation avec les « hommes de bien » (*satpurusha*), les « amis spirituels » (*kalyānamitra*) dont l'enseignement portera des fruits de délivrance.

Le culte ou l'adoration (*bhakti*) se rattache au don. Le Bouddha a accepté, au Nirvāṇa, tous les dons, fleurs, lampes, etc., que l'humanité devait faire aux Stūpas. L'adoration possède une vertu en soi, même quand elle ne s'exprime pas par des hommages et des présents; mais les actes matériels ne sont pas superflus : « la dévotion qui produit ces actes l'emporte beaucoup sur la dévotion de l'homme qui adore et donne en esprit seulement ». (Abhidharmakoṣa, IV, 121 b.)

9. Les disciplines (*saṃvara*) religieuses sont prises pour la vie, *yāvajjivam* : l'engagement ne peut être ni incomplet, ni temporaire. On ne devient pas Upāsaka en disant : « je renonce au meurtre de telle personne; je renonce au meurtre pour tant de temps, hors telle circonstance » ⁽²⁾. Les vœux que prend le Mendiant sont donc des vœux pour la présente vie ⁽³⁾, et ils

(1) Abh dharmakoṣa, IV, 95 a, p. 199 et pp. 233-246.

(2) Abhidharmakoṣa, IV, 36 a, p. 89, et parallèles dans les Yogasūtras. La discipline du jeûne fait exception : le jeûneur ne s'engage que pour vingt-quatre heures, n'en déplaît aux Sautrāntikas, ibid., IV, 27 a, p. 62.

(3) Non pas pour la vie ou les vies à venir.

obligent sous peine de péché grave : le Mendiant, coupable de certains crimes, est exclu par le fait même de la Communauté et ne pourra pas y être réadmis. Mais ce n'est pas un péché, si c'est un grand malheur, de se sentir incapable des obligations de Mendiant et de renoncer solennellement à ces obligations ⁽¹⁾. Le Mendiant peut sortir de la Communauté ⁽²⁾. — Cependant les diverses disciplines religieuses sont distinctes ⁽³⁾ : le Mendiant possède les disciplines de Mendiant, de novice, d'Upāsaka. Renonçant à la discipline majeure, il ne renonce pas par le fait aux autres ; surtout il ne renonce pas à la discipline d'Upāsaka, dans laquelle se trouvent réunis tous les renoncements à ce qui est « péché de nature ». Nous savons que le Mendiant défroqué fait un bon Upāsaka ; que, souvent, il continue à rendre divers services à la Communauté et à vivre dans le couvent (*ārāmika*).

Au Siam, « tous les jeunes gens, parvenus à l'âge de vingt ans, doivent se faire ordonner bonzes. Les fils du roi ne sont pas exempts de cette obligation » (Pallegoix, II, 27, 317) ⁽⁴⁾. A date ancienne, l'Inde bouddhique a peut-être connu des usages analogues. Au Népal, les jeunes gens recevaient l'ordination archaïque de Mendiant ; puis ils déclaraient préférer le Véhicule des Bodhisattvas, qui permet, qui enjoint le mariage, et se faisaient ordonner comme Bodhisattvas : le Bodhisattva est, en

⁽¹⁾ Voir, par exemple, *Milinda*, 246 ; *Vinaya Texts*, I, p. 4 ; Oldenberg-Foucher, *Bouddha*, p. 345.

⁽²⁾ Sur le « renoncement aux règles », *Suttavibhanga*, I, 8, 3 ; *Samantapāsādikā*, I, 253 : « Considère-moi désormais comme un homme de maison (*gihin*), comme un Upāsaka de cinq règles, comme un Upāsaka de dix règles, comme un *ārāmika*... (Suivent des termes relatifs aux diverses fonctions dévolues aux laïcs dans les couvents, termes qu'il serait utile d'étudier.) P. Oltramare, *Bouddhisme*, p. 33, signale utilement I-tsing, *Takakusu*, 154. On devrait déterminer le caractère des *tsing jen* de Huan-tsang et de I-tsing.

⁽³⁾ *Abhidharmakośa*, IV, 14 d.

⁽⁴⁾ D'après Oldenberg-Foucher, *Bouddha*, 345, qui lui-même a lu Pallegoix (*Description du royaume Thai ou Siam*, 1859), dans Köppen, I, 338. Voir dans l'*Encyclopédie de Hastings*, les observations de Cabaton (XI, 482), de J. G. Scott, (III, 40), A. S. Geden (VIII, 800) ; il semble bien que les jeunes Birmans sont temporairement des « novices », non pas des Bhikṣus.

fait, un Upāsaka qui a formé le vœu de devenir Bouddha pour le salut du monde. Nous savons par le *Code du Mahāyāna* que cette étrange déformation du Vinaya n'est pas exclusivement népalienne ⁽¹⁾.

10. Le Bouddha a institué pour les Mendiants une cérémonie de confession. Rien de pareil en ce qui concerne les Upāsakas. Toutefois le principe s'applique à tous les hommes que « le péché confessé devient plus léger ». Il est clair que la détestation du péché, la confession, la résolution de ne pas recommencer, la pénitence enlèvent au péché un élément essentiel : le péché n'est complet que s'il est précédé de préméditation et de préparatifs, que s'il est suivi d'un « consécutif » semblable à lui-même ⁽²⁾. — Si le Bouddha, disent nos textes, a fait du renoncement au mensonge un « membre » essentiel de la discipline des Upāsakas, c'est pour que les Upāsakas s'engagent d'avance à confesser les péchés qu'ils pourraient commettre. Si ce « membre » manquait, interrogés, ils répondraient qu'ils n'ont pas fait ce qu'ils ont fait. (Abhidharmakoça, IV, 34a-b.) — Nous tirons de cette remarque la conclusion que les Upāsakas sont tenus de confesser leurs fautes.

A vrai dire, les seules fautes que nous voyons qu'ils confessent sont celles qui intéressent la communauté des Mendiants et la Religion. En huit circonstances, qui se ramènent à deux types, — lorsqu'un Upāsaka a causé quelque dommage à un Mendiant ou aux Mendiants, lorsqu'il a dit du mal des trois Joyaux, — la Communauté décide de refuser l'aumône de cet Upāsaka, « de lui retourner le vase à aumônes » : la maison de cet Upāsaka sera *agocara*, un lieu interdit aux Mendiants ; ceux-ci n'auront plus aucun rapport avec cet Upāsaka. Excommunication redoutable, mais non pas définitive.

(1) MINAIEV, *Recherches*, p. 271 ; DE GROOT, *Code du Mahāyāna*, p. 211.

(2) Abhidharmakoça, IV, 120, et aussi IV, 39 c.

L'histoire du Licchavi Vaddha est intéressante. Cet Upāsaka avait accusé un moine d'avoir séduit sa femme. Le chapitre vota contre lui « le renversement du bol à aumônes », et Ānanda vint lui faire part de cette décision. Le pauvre Upāsaka tomba faible et ne reprit connaissance que pour se lamenter. Sa femme et ses amis lui rendirent courage; en leur compagnie et avec tous ses parents, il alla auprès du Bouddha, vêtements et cheveux détrempés, et se prosterna en disant : « Le péché a triomphé de moi; comme un sot, un fou, un méchant, j'ai faussement accusé Dabba Mallaputta. Je reconnais ce péché comme un péché. Que le Bienheureux accepte ma promesse de ne plus recommencer ! » — Le Bienheureux pardonna ⁽¹⁾ et ajouta : « Il est un gain pour la Loi celui qui, reconnaissant son péché, confesse son péché et s'engage à ne plus recommencer ». (Culla, V, 20; Vinaya Tekts, III, 119.)

11. L'enseignement que le Bouddha et la Communauté donnent aux laïcs, aux laïcs déjà Upāsakas et aux laïcs du dehors, est un enseignement intégral, mais graduel ⁽²⁾. La première partie, qui comporte trois articles, est un exposé de la doctrine de l'acte et de la rétribution : sermons sur la moralité, sur le don, sur le ciel, qui est la récompense de la moralité et du don, — ce qu'on nomme le triple sermon ⁽³⁾. Le prêcheur fait appel à la raison, mais aussi à la foi, car « que le bien soit récompensé et le mal puni dans une autre vie, le Bouddha le voit, mais nous

⁽¹⁾ L'expression *atyayam pratigṛhṇāti*, « prendre le péché », n'est pas aisée à traduire. Le Bouddha, ici, n'est pas seulement un témoin, car il dit *tan te mayam patigaṇhāma* : « Puisque, ayant vu ce péché, tu te confesses conformément à la loi, nous te le remettons ».

⁽²⁾ C'est l'*ānupubbikatha* de Digha, I, 148, Majjhima, I, 379, Mahāvagga, I, 7, V, 1, VI, 26, Culla, VI, 4, Milinda, 228, et la bibliographie Milinda, trad. II, 31. — Divya, 616-617.

⁽³⁾ Voir les références et les judicieuses remarques de J. Przyluski, *Légende d'Açoka*, 196, 353.

autres nous ne le voyons pas ⁽¹⁾ ». Le triple sermon développe la triple racine du bien, — non-convoitise, non-aversion, vue correcte, — qui est vivante chez tous les hommes, hormis chez ceux qui ont coupé cette racine en niant le bien et le mal. — Vient ensuite le sermon sur le désir et les plaisirs, qui, même quand ils ne sont pas mauvais, sont source de souffrance. Enfin, lorsque la pensée de l'auditeur est « apaisée », quand l'auditeur, dégoûté du plaisir, est capable d'admettre des doctrines plus hautes, l'enseignement du Bouddhisme en abrégé — les quatre vérités des saints, *āryasatya*.

b) Nous savons que l'on peignait, dans le vestibule des couvents, des images du « cercle des transmigrations » (*samsāra mandala*, *Divyavadāna*, 300). On y voit les hommes travailler, les dieux s'égayer, et comme dans Villon les damnés torturés par les diables. Mais, en exergue, sont représentés les douze ou dix-huit membres de la chaîne de la production en raison des causes. (Przyluski, *J. As.*, 1920, II, 313.) Les moines expliquaient, en même temps que la loi de la rémunération des actes, la doctrine plus compliquée — qui est l'essence du Bouddhisme — de l'enchaînement des causes.

c) D'après *Majjhima*, III, 261, c'est exceptionnellement qu'on

(1) Notons ici que les bouddhistes ne partagent pas l'opinion exposée par Kumarila : « Pas besoin de livres pour savoir ce qui est péché, ce qui est bon ». Une des origines du péché, à côté de la convoitise (*lobha*) et de l'aversion, est le *moha*, l'erreur. — Je pense que les Sarvāstivādins évitent difficilement le reproche de contradiction : ils affirment, avec le Bouddha, que le péché est dans l'intention; l'acte accompli sans le savoir, plus exactement sans préméditation (*abudthipūrva*), bien plus, l'acte accompli sans délibération ou « en hâte » (*sahasū kṛtā*), n'est pas « accumulé » (*upacita*), c'est-à-dire « emmagasiné pour la rétribution ». Toutefois le péché commis à bonne intention est un péché. Surtout, semble-t-il, quand il s'agit de péchés graves, comme le parricide : « Les Perses tuent leurs parents âgés et malades et croient faire œuvre pie ». — Certain moine avait traité de « fils d'esclave » un jeune moineillon. Ce moineillon était un Arhat : il révéla sa qualité au coupable, qui reconnut son crime et, par le repentir, atténua ce crime; au lieu de renaître en enfer, il naquit cinq cents fois de suite comme esclave. — Tuer un Arhat sans savoir qu'on tue un Arhat, c'est se rendre coupable du meurtre d'un Arhat.

enseigne aux Upāsakas certaines doctrines. — Malade, Anāthapiṇḍada, « celui qui nourrit les sans-protecteurs », fait venir Ārīputra et entend de sa bouche un discours sur les « points d'appui de la connaissance ». Anāthapiṇḍada pleure, disant : « J'ai longtemps vénéré le Maître, et c'est la première fois que j'entends cet exposé de la Loi (*dharmī kathā*) ». Ārīputra répond : « C'est que semblables exposés ne sont pas expliqués aux laïcs, aux hommes vêtus de blanc ⁽¹⁾ ». Et Anāthapiṇḍada réclame pour les laïcs l'enseignement complet : « Qu'on les leur explique ! Car il y a des fils de famille qui, faute d'avoir entendu la Loi, tombent et qui, par l'instruction, deviendront des connaisseurs complets (*aññatāro*) de la Loi. »

d) « Certes, dit Asibandhakaputta, Bhagavat a pitié de tous les êtres. Pourquoi enseigne-t-il la Loi « de son mieux » (*sakkaccam*) aux uns et non pas ainsi aux autres ? » — « Il y a, dit le Bouddha, des champs bons, médiocres, mauvais : le cultivateur qui désire semer sème dans le bon champ ; après avoir semé dans le bon champ, il sème dans le médiocre ; il sème ou ne sème pas dans le mauvais : car ce champ donne au moins de la nourriture pour les bêtes. De même j'enseigne ma Loi et la vie religieuse complète aux Bhikshus et aux Bhikshunis qui sont le bon champ, aux Upāsakas et aux Upāsikās qui sont le champ médiocre : les uns comme les autres ont en moi leur lampe, leur gîte, leur protection, leur refuge. J'enseigne aussi, de même, ma Loi et la vie religieuse aux membres des sectes ascétiques hétérodoxes, qui sont le mauvais champ ; et pourquoi ? si au moins ils comprennent un mot, cela leur sera fort utile » ⁽²⁾.

(1) *Na gihinam oḍatavasananam evamrupi dhammī kathā patibhāti.*

(2) Suit la comparaison des trois cruches, celle qui n'a pas de fissure et n'est pas poreuse ; celle qui n'a pas de fissures et qui est poreuse ; celle qui a des fissures et est poreuse.

12. a) Les bouddhistes, comme tous les Hindous, attachent grande importance à la dernière pensée, la « pensée à la mort » (*maranacitta*). L'existence immédiatement à venir est déterminée par cette pensée. Les bouddhistes n'admettent pas l'existence d'une âme : la seule cause concevable de la première pensée d'une existence nouvelle est donc la pensée du mourant : la « pensée de renaissance » ou « pensée à la conception » (*upapatticitta*) est la suite de la « pensée à la mort ».

Le mystérieux mécanisme de la rétribution de l'acte fait que, dans le grand nombre des cas, la pensée du mourant est déterminée par les causes qui rendent telle ou telle renaissance nécessaire. La dernière pensée de l'homme qui est coupable d'un crime nécessairement rétribué en enfer sera donc mauvaise et, telle quelle, sera suivie d'une pensée d'être infernal. Les actes graves de leur nature, les actes habituels aussi, qualifient donc la pensée du mourant. Mais « le bien est plus fort que le mal », « la loi de la rétribution est mystérieuse » : il importe donc de provoquer chez le malade, chez le mourant, des pensées bonnes. Dans cette intention, les bouddhistes ont imaginé des rites intéressants à plus d'un titre ⁽¹⁾.

b) Parmi les moines de la paroisse, celui qu'on nomme l'*āvāsika* a particulièrement charge d'âmes. C'est lui qui annonce aux Upāsakas l'arrivée des mendiants itinérants : « Voici le moment de gagner du mérite » ; c'est lui qui doit prêcher ou expliquer la Loi : le don de la Loi passe tous les autres dons ; surtout il doit visiter les malades « qui sont un excellent champ de mérite », et encourager les mourants à « produire de bonnes pensées ».

c) Digne d'une traduction rapide, le discours de la mère de Nakula à son mari mourant. (*Aviguttara*, III, 295.) :

La maîtresse de maison, la mère de Nakula, dit au maître de maison, le père de Nakula : « Maître de maison, ne meurs pas avec l'esprit

⁽¹⁾ Voir notre note sur *Death* (Buddhist) dans l'*Encyclopédie* de Hastings, IV, 448; *Anguttara*, III, 261, 366; *Visuddhimagga*, 550; *Mahāvagga*, III, 5; Quatrième édit sur pilier.

préoccupé. Semblable mort est malheureuse, est blâmée par Bhagavat. Ne pense pas : « Après ma mort, la mère de Nakula ne pourra pas nourrir les garçons et tenir la maison ». Je suis habile à filer le coton, je pourrai nourrir les garçons et tenir la maison. Donc ne meurs pas avec l'esprit préoccupé : semblable mort est malheureuse, est blâmée par Bhagavat.

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ira dans une autre maison. N'aie pas semblable idée. Tu le sais bien comme moi que nous avons, pendant seize ans, pratiqué la chasteté de la maison (*gahatthaka brahmucariya*). Par conséquent ne meurs pas avec l'esprit préoccupé. Semblable mort...

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula n'aura plus le désir de voir Bhagavat, de voir les moines. N'aie pas semblable idée. Après ta mort, plus que jamais, je désirerai voir Bhagavat, voir les moines. Par conséquent ..

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ne remplira plus parfaitement les règles de la morale bouddhique. N'aie pas semblable idée. S'il est des disciples femmes, demeurant dans la maison, portant l'habit laïc et qui remplissent les règles de la morale, je suis l'une d'entre elles. Lorsque quelqu'un a doute ou anxiété, Bhagavat est ici dans le Parc aux cerfs, on peut aller l'interroger. Par conséquent...

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ne possédera pas le calme intérieur de l'âme. S'il est des disciples femmes...

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ne possédera pas, pour la religion (*dharmavinaya*), la pénétration, la confiance, l'absence de doute, l'absence de scepticisme, la parfaite sérénité; ne demeurera pas dans la Loi du Maître par une conviction personnelle. Ne va pas avoir semblable idée. S'il est des disciples femmes qui ont cette foi, je suis l'une d'elles.

d) On voit dans Samyutta, V, 408, que l'Upasaka n'est pas seulement saint pour lui-même, mais encore pour le compte d'autrui.

Bhagavat se prépare à quitter Kapilavastu pour trois mois avec beaucoup de moines. Son cousin, Mahānāman, vient le trouver et lui dit : « J'ai entendu dire que Bhagavat allait partir avec les moines ». Bhagavat comprend sa pensée, son anxiété d'être privé des secours spirituels, et dit : « N'as-tu pas entendu dire

par Bhagavat qu'un Upāsaka muni de sagesse doit exhorter un Upasaka muni de sagesse qui est mal, qui souffre, qui est gravement malade » ?

Le sermon débutera par la quadruple consolation : « Tu possèdes la foi intelligente dans le Bouddha, dans la Loi, dans le Saṅgha, dans les règles de morale chères aux saints ». Ensuite on demande : « As-tu souci de tes père et mère » ? Si le mourant répond : « Oui », on lui dit : « Tu es destiné à mourir; que tu aies ou non souci de tes père et mère, tu mourras. Il est donc bon que tu abandonnes semblable souci ». Si le mourant répond : « Non », on l'interroge de même : A-t-il souci des fils, de la femme, des cinq plaisirs des cinq sens humains ? S'il répond qu'il tient en effet à ces plaisirs, on lui dit : « Les plaisirs dégustés par les dieux du ciel des Quatre Rois sont bien supérieurs. Abandonne le désir des plaisirs humains, fixe ta pensée sur le ciel des Quatre Rois ». Ensuite on invite le mourant à renoncer au ciel des Quatre Rois en faveur des paradis supérieurs du monde du Désir. S'il répond enfin que sa pensée s'est dégagée de tout désir pour le plus élevé de ces paradis, que sa pensée est fixée sur le ciel de Brahmā, on lui dit : « Ce ciel même de Brahmā est impermanent, non définitif; il comporte l'idée de soi (*sakkāyapariyāpanna*). Éleve ta pensée au-dessus. Applique ta pensée à la destruction du soi ».

Si le mourant, ajoute Bhagavat, répond : « Ma pensée s'est élevée au-dessus du monde de Brahmā; j'applique ma pensée à la destruction du soi ⁽¹⁾; je déclare qu'il n'y a aucune différence, quant à la délivrance de la pensée, entre semblable Upāsaka et un Bhikṣu dont la pensée est délivrée des passions ».

(1) *Sakkāyanirodhe cittam upasaṃharāmi*. — Comparer Aṅguttara, IV, 423.

Les origines littéraires de « Gormond et Isembard »,

par M. WILMOTTE.

I

Il y a déjà bien longtemps que je me proposais de publier ces quelques pages sur la composition du fragment de Bruxelles, intitulé ordinairement *Gormond et Isembard*, du nom de ses deux héros, et dont le principal intérêt, outre sa date, vient de ce qu'il est unique, que nous n'en possédons ni un remaniement littéraire, ni une véritable version étrangère, ce qui l'isole tout à fait dans la littérature épique. Si je me décide à dire mon mot sur ce curieux fragment, c'est qu'une étude récente de M. Pauphilet ⁽¹⁾ a remis en question les origines de l'œuvre, en ébranlant des données qui semblaient à beaucoup définitivement acquises ⁽²⁾; M. Pauphilet a rouvert une polémique qui ne touche pas seulement au thème légendaire, mais aussi à la présentation que nous offre, de ce thème, un auteur inconnu dans la première moitié du XII^e siècle.

Les conclusions de M. Pauphilet, si elles sont acceptées, n'auront pas pour unique effet de rendre caduque toute l'étude de M. Bédier; je crains qu'elles n'ébranlent, du même coup, l'édifice entier des *Légendes épiques*. Ou, du moins, étant donné que M. Bédier a employé le même procédé d'investigation, dans ce cas-ci, qui lui avait semblé infailible dans d'autres cas, il pourrait résulter de son erreur, si elle se confirmait, la nécessité de reviser toute une série de procès qu'on croyait gagnés, sans chance d'appel. Ce n'est pas, en effet, M. Pauphilet, c'est

⁽¹⁾ *Romania*, tome L (1924), p. 161.

⁽²⁾ BÉDIER, *Les Légendes épiques*, t. IV, pp. 21-91.

M. Bédier qui, à la fin de sa démonstration, jugée par lui victorieuse, des origines de la légende d'Isembard, se pose à lui-même (et au lecteur) l'objection formulée en ces termes : « Faut-il admettre que saint Riquier ne serait devenu que sur le tard le patron céleste de la légende? qu'Isembard n'aurait été rattaché que récemment et artificiellement à son église? C'est une théorie semblable que quelques-uns soutiennent pour Girard de Rousillon... Et, c'est ce que quelques-uns disent aussi d'Yves de Ribemont... Et de Renaud de Montauban... Et d'Ogier le Danois » ⁽¹⁾. Bref, il solidarise les destinées épiques de tous ces personnages avec celles du héros qu'il vient d'étudier, et il entend établir, par là même, que si l'un d'eux a été conçu par sa critique comme il devait l'être, c'est-à-dire rattaché à une dévotion, qui fait de sa légende une légende « d'orgueil et de pénitence », il n'y a nulle raison de traiter différemment les autres, qui sont aussi des orgueilleux et des rebelles, victimes de leur *desmesure* « jusqu'au jour où Dieu les courbe sous sa main ». Enfin, il admet que c'est ce dénouement chrétien qui a assuré la persistance de leur souvenir et, sauf pour Isembard, mort *renoié*, qui a fini par entourer leur tombe d'une vénération à laquelle nous devons la création légendaire d'où sont sortis nos vieux poèmes. Et, comme un hasard heureux a inscrit l'abbaye de Saint-Riquier, dont notre fragment mentionne le nom, sur un itinéraire de pèlerinage, il ne faut pas donner un bien fort coup de pousse à l'histoire pour rattacher la mémoire fragile du *renoié* à cette abbaye et aux manifestations dévotes dont elle fut le théâtre : « Ces chevaliers assemblés autour de leur seigneur, ces pèlerins, ces marchands attirés par la foire, voilà les premiers

(1) C'est ainsi que l'a entendu, de son côté, M. Pauphilet; car, avec tous les ménagements de forme et tous les compliments d'usage envers un maître de nos études, il souligne soigneusement, sa propre démonstration achevée, ce que sa méthode générale a d'opposé à celle de M. Bédier, « plus voisine de l'ancienne école, puisqu'elle admettait l'existence de traditions locales et l'intervention préalable de clercs... », et il ajoute : « Et peut-être sera-t-on tenté de soupçonner, dans

auditeurs de la chanson de *Gormond et Isembard*. Cette légende s'est formée pour eux et par eux » ⁽¹⁾.

Il est vrai que les vestiges du *renoié* sont plutôt rares à Saint-Riquier, que rien n'atteste l'intervention des moines de l'abbaye dans la formation de sa légende, qu'en tout cas ni la *Tumba Isembardi* d'un texte du XIII^e siècle, ni la soi-disant *Tour Margot* (mentionnée plus tardivement et qui porterait le nom de la fille de Gormond, épousée par son complice), ne sont contemporaines de notre texte, ou du moins que cette contemporanéité reste problématique; il est, hélas! non moins vrai que le moine Hariulf, chroniqueur de saint Riquier, nous parle, dans un texte antérieur au XII^e siècle, donc au fragment de Bruxelles, de chansons qui, concurremment avec les récits historiques, auraient eu un certain Isembard (ou Esembard) pour héros, de moitié avec un certain *Guaramundus* (*non solum historiis, sed etiam patriensium memoria quotidie recolitur et cantatur*), ce qui atteste une diffusion déjà surprenante d'un thème où notre auteur aurait simplement puisé; il est vrai, enfin, que la suite de raisonnements ingénieux et de déductions subtiles, par lesquels M. Bédier s'efforce d'établir que le *Gormond* de notre fragment de chanson est celui dont parle un chroniqueur anglais, ne repose pas sur une base bien solide et que, comme dit modérément M. Pauphilet, « il y a, dans ce bel édifice logique, quelques faiblesses... ».

Oui, tout cela est vrai et bien d'autres choses le sont encore. C'est très certainement ce qui a décidé M. Pauphilet à substituer une autre théorie à celle qu'il juge chancelante. Et sa théorie à lui c'est, ou à peu près, celle de la création *ex-nihilo* : « Ce ne

la présente étude, une arrière-pensée systématique : ne serait-ce pas là l'essai d'une théorie générale? A vrai dire, je ne vois pas pourquoi les chansons de geste s'expliqueraient toutes de la même manière. En un problème aussi complexe... je tiendrais plutôt la diversité des solutions particulières pour un indice de vérité » (p. 194). C'est ce que j'ai, en somme, écrit en 1915 dans la *Revue historique*.

(1) *Op. cit.*, IV, 90.

sont pas des textes historiques mal compris qui ont fini par produire la belle *Chanson d'Isembard* : c'est la chanson, interprétée par des clercs trop ingénieux, qui a produit des textes pseudo-historiques. Au commencement était le poète. Un homme, d'un génie fruste et fort, eut un jour l'idée de mêler au souvenir des incursions barbares en France la peinture d'un caractère héroïque et criminel » ⁽¹⁾. Et partant de là, non sans un peu d'exagération à mon sens, lorsqu'il qualifie notre piteux débris d'« œuvre cohérente, équilibrée » et l'obscur rimeur qui nous l'a léguée, de « bel artiste inventif », M. Pauphilet nous montre cette histoire d'amour et de haine passant dans les chroniques, telle qu'on les concevait et les composait alors, utilisée çà et là pour des fins plus ou moins intéressées, corrigée et adaptée par toute une série de remanieurs.

Cette nouvelle doctrine est-elle mieux fondée en raison que celle de M. Bédier? Je vous avoue que je n'ose me prononcer, la partie constructive de l'étude de M. Pauphilet me semblant moins solide que la partie critique. J'avoue être moins sensible que lui aux beautés littéraires de notre fragment, si je suis disposé à le suivre, lorsqu'il réduit à leur véritable portée, qui est faible, les données historiques contenues en ces 660 vers. En quoi consistent, en somme, ces données? En une alliance immorale entre un chrétien, qui renie sa foi, et un prince païen. Mais est-ce que nous n'avions pas la même alliance dans la *Chanson de Roland* et n'y produit-elle pas des effets aussi funestes? Ganelon est traître et meurt comme tel : c'est cependant, comme Isembard, un véritable preux. Gormond est brave comme Marsille et Baligant et, comme ce dernier, il succombe dans un combat singulier avec le roi de France. Ainsi que le dit M. Pauphilet, « c'est vraiment l'Empereur des païens, une transposition de nos plus beaux héros épiques ».

J'ajouterai qu'il n'en est pas la seule transposition, puisqu'il

⁽¹⁾ *Loc. cit.*, p. 193

y a Desramé et bien d'autres. Les combats où il triomphe, et où il finit pas succomber, n'avaient rien d'imprévu en un temps où la gloire de Roland et d'Olivier était déjà claironnée. De même, la mort d'un héros avait été déplorée avant la sienne, puisque nous avons la « regretée » de Roland, pour ne pas remonter jusqu'aux strophes « déploratoires » de la chanson d'*Alexis*. De même on avait dit, avant Isembard, combien les Français sont vaillants et quelle folie c'était de vouloir les vaincre. Bref, je ne découvre pas un seul trait dans cette historiette assez banale qui n'ait son précédent en une œuvre déjà notoire et, qui mieux est, une œuvre pour ainsi dire intacte, ce qui est un avantage incontestable et autorise des conclusions moins téméraires que le fragment de Bruxelles, dont il se pourrait qu'il fût la moindre partie d'une chanson. Et quant à voir, comme M. Pauphilet, dans ces 660 vers « l'œuvre cohérente, équilibrée d'un bel artiste inventif », je m'y refuse énergiquement. Ah ! si la *Chanson de Roland* n'existait point, ou si nous n'avions pas l'heur de posséder une de ses versions les plus anciennes, je pourrais subir l'entraînement auquel a cédé mon très distingué collègue.

Mais nous avons le manuscrit Digby 23 et, familier depuis longtemps avec lui, je n'ai pas eu trop de peine à retrouver, dans la chanson fragmentaire de Bruxelles, sinon quelques-unes des inspirations les plus belles de son auteur, du moins, quelques-uns des traits les plus caractéristiques d'un poème mieux conservé (s'il est incomplet des deux bouts) et construit avec un art que l'état assez misérable des feuillets de la Bibliothèque Royale nous interdit, à mon sens, de vanter chez leur auteur inconnu.

II

Chose curieuse, aucun des critiques, que les dits feuillets ont rendus attentifs, n'a songé à certains rapprochements d'évidence entre *Roland* et eux. Rapprochements de fond et de forme, et

si tentants, me semble-t-il, que je ne conçois pas que MM. Bédier et Pauphilet n'en aient pas été impressionnés.

Il y avait pourtant une raison essentielle de ne pas négliger la chanson, familière à toutes les mémoires, lorsqu'on s'occupait de *Gormond et Isembard*. Le second de ces personnages — qui devient le premier pour M. Pauphilet — est, dès sa première apparition, qualifié assez bizarrement. Voici le premier vers conservé où l'auteur le nomme (422) :

Li Margariz les cris en ot.

Qu'est-ce que le « Margarit » ? Tous les critiques y ont perdu leur latin. Ils nous disent bien qu'il est synonyme de *renoié* ou, si vous voulez, de *renégat*, et ils renvoient à des textes déjà allégués et d'ailleurs fort vagues. M. Bédier, qui veut être plus explicite, ajoute ⁽¹⁾ : « Ni la *Chanson de Roland*, ni le *Pèlerinage*, ni la *Chanson de Guillaume*, etc., ne donnent, il est vrai, le mot *margari* ; mais ces textes ne donnent pas davantage son concurrent *renoié*, pourtant bien vivant ».

Quel étrange lapsus chez l'homme qui venait de consacrer à la *Chanson de Roland* une magistrale étude et qui devait en publier une traduction ! S'il s'était reporté au texte, — ou simplement à l'Index de l'édition Gautier, — il aurait constaté que *Margari* est un des douze pères musulmans qui combattent sous Marsille et qu'à plusieurs reprises il est mentionné de façon insistante. Deux laisses entières (la LXXVII^e et la CIII^e de l'édition Jenkins) lui sont consacrées, et il est remarquable que, seul des douze chevaliers païens opposés aux plus fameux paladins de Charlemagne, il échappe à la mort, qui est le châtiment de leur audace. A la différence de ses compagnons, il est peint physiquement et moralement sous le jour le plus favorable ⁽²⁾ :

Margariz est mult vaillant chevalers
Et bels e forz e isnels et legers.

(1314-12.)

⁽¹⁾ *Op. cit.*, t. IV, p. 46, note 3.

⁽²⁾ Je cite les vers d'après l'édition paléographique de Stengel et ceux de *Gormond* d'après la transcription du manuscrit dans Bayot, *Classiques français du moyen âge*, n° 14.

Mais, précédemment, l'auteur nous l'avait déjà présenté comme une sorte de Don Juan à qui les femmes, tant il est beau et séduisant, ne savent dire non; les vers qu'il consacre à un personnage ainsi particularisé sont peut-être les seuls vers de l'œuvre où le ton du roman se substitue à celui de l'épopée, plus sobre et plus austère :

Cil tient la tere entre qu'as Cazmarine;
Pur sa beltet dames li sunt amies;
Cele nel veit vers lui ne s' esclargisset,
Quant ele le veit, ne poet muer ne riet :
N'i at paien de tel chevalerie. (956-960.)

Comme Don Juan, Margarit est de Séville, ce que confirmerait l'identification des Cazmarines avec le Camariñas galicien. Comme Don Juan, il n'est pas seulement coureur de filles, il est brave, et il a la fatuité de son courage. Il se fraie un passage jusqu'au roi Marsille et lui annonce le dessein de tuer Roland et Olivier; voyez, ajoute-t-il, mon épée :

Veez m'espee ki d'or est enheldie
Si la tramist li amiralz de Primes,
Jo vos plevis qu'en vermeill sanc ert mise. (966.8.)

J'ai souligné quelques mots de cette fière déclaration. Est-ce un simple hasard qui nous en fait retrouver l'écho dans *Gormond et Isembard*? Ils figurent en un même épisode où, il est vrai, c'est le premier et non le second des deux héros de l'œuvre dont « le sanc vermeil » jaillit d'une blessure que lui fait un chrétien (173). Gormond n'est pas démonté pour si peu, et, interpellant son adversaire, il le menace à son tour :

Il traist [le brant] d'or enheudi,
Sil fiert a munt el helme enclin (1).

(1) Une autre coïncidence curieuse m'apparaît au vers 3504; ici aussi il s'agit d'un *amiral* (= *Gormond*, 528 : *rei amiré*).

Li amiralz en ad le helm enclin.

Comp. 3866, 3887; l'expression *enheldi(dé) d'or* est familière à l'auteur de la chanson.

Il est difficile de ne pas trouver, dans le passage cité du fragment, une vague réminiscence des deux épisodes dont Margarit fait les frais. On a vu que, dans le premier, il s'offrait à aller combattre Roland et Olivier; le fait est qu'il se mesure très bravement avec le second de ces héros; il brise son écu et

Lez le costet li conduist sun espiet. (1315.)

Que serait-il advenu sans une intervention céleste? L'auteur ne le dit pas, mais il nous le laisse pressentir :

Deus le guarit quell cors ne l'ad tuchet. (1316.)

vers que le fragment a pieusement conservé, à une retouche près :

Deu le guarri...
K'il ne l'ad mie en char tochié, (386.7)

Et ce n'est pas un mince honneur pour le personnage que d'avoir choisi pour adversaire le *compain* de Roland et de s'en aller sans avoir subi l'ordinaire riposte, qui coûte la vie aux Sarrazins, assez audacieux pour provoquer un chevalier français ⁽¹⁾; seul des « pairs » de Marseille, Margarit échappe à la mort.

Utre s'en vait qu'il n'i ad destorber. (1318.)

On avouera que ce sont là des constatations qui ne sont pas négligeables. Elles suffiraient à poser un problème, dont la solution est évidemment malaisée, la relation historique des deux textes restant obscure et leurs auteurs inconnus. Mais il y a autre chose : A cette identité du personnage (principal d'un côté, secondaire de l'autre) et à quelques vagues analogies de forme, vont venir s'ajouter des points de ressemblance plus nombreux et plus précis. Ils ont trait à l'art guerrier et à la façon dont, des deux parts, sont narrés les exploits des chrétiens

(1) Voyez vers 1195, sq.; 1224, sq.; 1243, sq.; 1261, sq.; 1269, sq.; 1275, sq.; 1281, sq.; 1280, sq.; 1297, sq.; 1304, sq. Dans la version allemande, au contraire, il est blessé et va retrouver Gormond, avec qui il échange des propos assez vifs (5191, sq.)

et de leurs adversaires. Que le roi s'appelle Louis, fils de Charles⁽¹⁾, ou que ce soit Charles lui-même, *Charles li magnès*, il importe peu. Ce sont les mêmes coups qui sont échangés, la même fièvre qui anime les combattants. Sans doute on pourra objecter qu'à consulter un troisième, un quatrième texte, on trouverait la matière de constatactions peu différentes. Et il est trop assuré qu'il y a un style des batailles dans notre épopée, un style, pour ainsi dire, immuable, comme le vocabulaire guerrier des XII^e et XIII^e siècles⁽²⁾. Mais il convient de faire ici d'expresses réserves : 1^o nous sommes aux environs de 1100, au plus tard de 1120 à 1130, c'est-à-dire un bon demi-siècle plus tôt que le moment où nos chansons se multiplient, et où se forme, à en juger par ce qui nous en a été transmis, le style dont il s'agit; 2^o une comparaison entre la langue de *Roland* et celle du fragment nous démontrera que nous avons là deux vocabulaires étrangement dissemblables malgré la proximité du temps, sinon du lieu, et il résulte de cette constatation que les analogies relevées ont d'autant plus de prix qu'elles ne reposent point sur des emprunts faits communément à un même fonds terminologique, à un même magasin de clichés déjà entrés dans l'usage vulgaire⁽³⁾.

(1) Voyez l'observation de M. Pauphilet, art. cité, p. 188-9.

(2) C'est ce que M. Appel, dans une note longue et quelque peu dédaigneuse (Z. f. R. Ph. XLII, 1922, p. 457), insinue, sous couleur de réfuter, sans donner d'autres précisions, certaines pages de mon étude de la *Romania*, XLIV (1915), où je crois avoir établi la dépendance de la *Chanson de Willame* par rapport à notre chef-d'œuvre épique. Il se tire assez plaisamment d'affaire, en comparant le style des trouvères du XII^e siècle, qui sont de l'école de Guillaume de Poitiers, aux premiers épiques, dont le style serait fixé comme terminologie et comme rhétorique (on verra tantôt s'il l'est peu). Mais je reviendrai sur ce point ailleurs.

(3) Les traces d'influence que je vais relever ne sont évidemment pas les seules qu'une comparaison plus minutieuse encore nous révélerait. Ou je m'abuse, ou elles suffiront à montrer l'action exercée par une œuvre qui, indépendamment de sa valeur intrinsèque, répondait à des préoccupations plus générales et avait l'avantage de ressusciter des figures héroïques d'une bien autre stature.

Oui, mais tout cela suppose l'antériorité de fait de la *Chanson de Roland*, ou du moins de la version fort altérée qui nous en reste et sur le texte de laquelle je me

Qu'on en juge par cet exposé, qui n'a pas l'ambition d'être complet et qui, s'il devait l'être, rendrait la lecture de ces pages encore plus fastidieuse.

L'essentiel du thème est, dans notre fragment, la description d'une suite de combats singuliers; c'est, au moins, l'objet de plus de mille des quatre mille vers de *Roland*; il n'y a donc nulle disparité entre la totalité de *B.* et la partie concernée de *R* ⁽¹⁾. Suivons les péripéties de ces combats des deux parts. Ils débutent par l'impétueuse attaque d'un chevalier, qui a choisi dans la mêlée l'adversaire auquel il veut s'en prendre. Dans *B.* la formule varie peu :

Eis lor puinnant.	(41.)
Eis lur puinnant.	(47.)
Eis vus puinant.	(67.)

C'est la même que *R.* emploie, au moins une fois, au vers 889 :

As vos poignant.

La même provocation se lit des deux parts, et elle s'attire les mêmes ripostes. Mais voici le corps à corps :

S'il fiert (19, 50, 122, etc.).
E vait ferir (92).

De même *R.* dit *vait (le) férir* (1198, 1226, 1275, 1282, 1291).

suis appuyé. A cet égard, la tâche nous a été singulièrement facilitée par notre vénéré maître, Gaston Paris, qui, dès 1892 (*Romania*, XXXI, 445. sq.), démontrait l'impossibilité de dater, comme on l'avait fait, du XI^e siècle, le fragment de Bruxelles. Il est vrai qu'il terminait une brève étude, menée avec sa précision et sa vigueur ordinaire, en disant qu'on « peut continuer à le [fragment] placer vers la fin du premier tiers » [du XII^e siècle], c'est-à-dire entre 1130 et 1135. Mais lui-même avait écrit, à la page précédente, ces mots un peu énigmatiques, que je crois tout à fait justes : « D'autres raisons encore empêchent de faire remonter notre poème aussi haut que le *Roland*... ». On verra plus loin qu'il en est de précises, que G. Paris n'a pas eu le temps ou pris la peine de développer. Encore y aurait-il lieu d'ajouter à mon exposé une étude des sons et des formes. Au point de vue où je me place, elle manquait d'intérêt et, si j'ose dire, d'actualité. C'est pourquoi je m'en suis abstenu.

(1) Je désignerai désormais notre fragment par *B.* (= Bruxelles) et la *Chanson de Roland* par *R.*

Parfois le coup porte, et l'homme est désarçonné et frappé mortellement :

Que ambes dous les abat mort el camp. (28.)
Que, de cel cop, mort l'abat. (185.)

C'est le tour usuel de Roland, qui ne répugne pas, ici, à la monotonie la plus totale ⁽¹⁾.

Plus encore que Roland ou Olivier, Gormond reste toujours maître du champ; n'est-il pas

Li meudre reis e le plus franc
Qui unques fust el monde vivant (29-30.)
Unches meillors nen out reis. (R., 1850.)
... ne crent hune vivant. (R., 562; comp. 1074.)

Et il faut entendre avec quel dédain il s'exprime sur le compte de ces chrétiens « non savant »

Qui de juster me vont hastant Ne voil que ja un sul s'en vant, Tuz serrunt mort u recreant. (34-36.)		... De ferir mult se hastet ... ni ert un sul... (R., 3445.) Or est le jur qu'els estuvrat murir. Ne finirai... (R., 1241-42.) Josqu'il seit mort u tut vis recreant. (R., 2663.)
--	--	--

Mais il arrive que le poète entre dans le détail d'un combat qui se répète plusieurs fois et toujours avec la même issue funeste pour les chrétiens; ici encore les analogies s'imposent :

S'il fiert sur la targe novele Qu'il la li freint e escantele; Sa hanste brise par asteles. (50-52.)		Lescut del col li freint et escantele. (R., 1292.)
--	--	---

Autre périphéte :

Mult li costa le hauberc dubler, E le vert helme que ot al chief, Al col sun escu de quartiers, Le fer del bon trenchant espié, Qui de lé ot un demi pié, (401-5.)		En lur cols pendent lur escuz de quarters En lur puing destres unt lur trenchanz [espiez...] Grant demi pié mesurer i pout hom. (R., 3867-8; 1218.)
--	--	---

⁽¹⁾ Les seules variantes portent sur l'endroit où choit la victime (*sur l'erbe drue*, 1334; *en la pree*, 1375; *sur l'erbe verte*, 1614, etc. Mais partout reparait l'agaçante formule *que (tot) l'abat mort*. Cf. 1204, 1229, 1250, 1273, 1279, 1302, 1307, 1334, 1375, etc. La seule variante notable est *mort le tresturnet*, 1287, 1357, 1385, 1498; on a deux fois *le getet*, 1341, 1971.

Et que d'autres réminiscences, auxquelles je ne puis m'attarder ⁽¹⁾! Mais il faut avancer. Tantôt c'était Gormond qui l'emportait. Maintenant, ce sont les Français du roi Louis :

Païen nel porent endurer

.....

A tant s'en sunt fuiant turnez;

Le rei l'en enchaûça asez. (604; 604-5.)

Fuiant s'en vint, qu'il n'i pout mes ester
Li emperere l'at ench[alci]et asez.

(R., 2784-5.)

Et, pour rendre plus saisissante cette débandade, l'auteur trouve une image... qu'on ne trouve pas deux fois (car elle est à peu près unique dans *Roland*) :

Si cum li cers se fuit la lande

Si s'enfuïrent ces d'Irlande. (609-10.)

Si cum li cers s'en vait devant les chiens,

... Si s'en fuient païens. (R., 1874-5.)

Mais j'ai omis la mort du héros qui a provoqué ce désastre. Celle de Roland est restée inoubliable pour tous ceux qui ont lu la chanson. Rien d'étonnant que l'auteur de *B.* en ait été impressionné, et si le fragment ne s'arrêtait juste à cet endroit pathétique, qui sait quelle révélation nous eût été apportée! Mais déjà les derniers vers sont instructifs :

Sor là fresche herbe s'est asis;

Contre Orient turna sun vis;

A terre vait, culpe bati. (658-60.)

Sur l'erbe verte si est culchet adenz,

.....

Envers Espaigne en ad turnet sun vis,

.....

Cleimet sa culpe...

(R., 2358, 2376, 2383.)

Qu'un héros si glorieux soit l'objet de déploration, nul ne s'en étonnera. Dans *R.*, à trois reprises, Charlemagne exhale une douleur que rien ne peut apaiser. Dans *B.*, un sentiment généreux inspire au poète sinon une douleur égale de la mort de Gormond (il ne peut oublier qu'il s'agit d'un ennemi de sa foi), du moins un sentiment de commisération profonde et le

(1) Voyez encore : *Nen avras mes guarantisun*; comp. R., 924; *el pré l'abat* (295); comp. R., 1373; *Deus le guarit*,... *K'il ne l'ad mie en char tochié* (386-7); comp. *Deus le guarit, qu'el cors ne l'at tuchet*. (R., 1316.)

regret qu'une telle force n'ait pas été employée pour une plus sainte cause :

Si crëissiez en Damne Deu,
Meudie hom ne pust trover. (532-34; Comp. R., 898-9.)

Mais déjà Isembard s'était agenouillé devant ce chef qui gisait

... mort en la pree,
Envers, sanglent, gule baee (4). (464-5.)

Et il avait employé des mots qui sonnent, en partie, comme des réminiscences. Les plus curieux pour nous, ce sont ceux qui contiennent l'éloge de la bravoure traditionnelle des Francs. On les trouve déjà dans le *Waltharius* (2), et ils sont particulièrement impressionnants dans la bouche de Bramimonde, l'épouse du roi musulman vaincu, qui, elle aussi, fait *grant duel et grant pasmee* et loue, comme malgré soi, *cele gent hardie, ki si sunt fier, n'unt cure de lur vies* (2603-4), et l'empereur, si plein de *vasselage*. Tout le passage serait à rapprocher des vers 473, sq. de *B.*, où la *gentil gent e l'onurée* et le *bon emperere* semblent des échos de la chanson fameuse.

J'ai négligé bien des menus faits (3) qui confirment l'imitation sans doute assez libre, mais constante, d'un auteur qui n'est pas un simple plagiaire et, par exemple, se garde du sans-gêne et de la gaucherie des procédés du médiocre rimeur de la *Chanson de Willame* (4). Cela ne veut pas dire qu'il soit toujours

(1) Comp. R., 1656-7 : Tant hume mort et nafret et sanglent. (23-24.)
L'un gist sur l'autre et envers et adenz.

(2) Voyez le vers 582.

(3) Comparez encore 21 avec R., 2158 (même emploi de *desmailet*); *bataille fort et pesme* 42 avec un *estur fort et pesme*, R., 2122; *bataille fort et grant* 66 avec R., 4118; *a haute voiz s'est escriés* 131 avec R., 891, 1518, 3641, 3767; *martir(i)e* avec la même acception 159 et quatre fois dans R; *escuz.. malmis* (168, et R., 3483); *Deu qui ne mentit* 177, 208; R., 1865, 2384; *Deus, la grant paterne* 221; comp. R., 2384, 3100; *Li resalt sus* 279; comp., R., 2085; *n'avez recet*, 439; comp. R., 1430; *Lowis ést el pui munté* 525; comp. R., 1028, 2869.

(4) Voir mon étude de la *Romania*, XLIV, pp. 53, sq.

heureux dans ses emprunts ⁽¹⁾; et son érudition historique et géographique me semble encore plus discutable que celle de l'auteur de *R.* ⁽²⁾. Mais, de façon générale, l'inconnu, s'il n'a pas le « génie fruste et fort » dont M. Pauphilet le dote un peu libéralement, n'est pas le simple collecteur de clichés que deviendra tel auteur de chanson du siècle suivant.

III.

Et voici qui le prouve et qui réfute, en même temps, l'objection déjà mentionnée de M. Appel. Nous allons constater que l'auteur de *B.* a sa langue à lui, comme il a son rythme propre et que ce n'est pas seulement l'octosyllabe à refrain qui le singularise dans un genre, où la tradition fut plus tyrannique que partout ailleurs. La meilleure méthode, m'a-t-il semblé, pour lui rendre pleine justice, c'est, encore une fois, la méthode comparative. Elle nous montrera que loin d'être assujetti aux mêmes habitudes littéraires que l'auteur de *Roland*, il s'écarte fortement de celui-ci, comme aussi de cette *Chanson de Willame*, qui est le troisième et dernier texte prêtant à un parallèle plus ou moins rigoureux ⁽³⁾. J'ajoute que la comparaison est à

(1) Les vers 622-3 sont ainsi libellés : *Li uns li fiert en sun escu; — Les tres, al blanc hauberc menu.* Une lacune du ms. (v. 620) rend le sens général obscur; on s'attendrait à *li tres* (ils sont quatre); mais la fin du vers s'éclaire du rapprochement avec *R.* 1329, *le blanc osberc dunt la maile est menue.*

(2) Ici encore, il y a des réminiscences point négligeables :

Nostre emperere de Leutiz

Qui nos dona les granz païs.

(444-5.)

Comp. E Dapainmort, un altre rei Leutiz,

.

Jo vos durrai un pan de mun païs.

(*R.* 3205, 3207.)

Comp. les *Turz, Persanz et Arabiz* du v. 433 avec *R.* 3240.

(3) J'ai déjà dit qu'il n'y avait que trois textes épiques, dont les dates soient à peu près assurées avant 1150, et que c'était le nôtre, *Roland* et la *Chanson de Willame*. On continue à considérer comme leur aîné le *Pèlerinage*; mais il n'a pas de vocabulaire guerrier, ou peu s'en faut, et c'est pourquoi je l'ai négligé ici, de même

l'avantage du fragment de Bruxelles, mieux ordonné (mais ici des réserves s'imposent, puisque de l'édifice disparu, il ne reste qu'un large pan de mur), plus varié de langue et plus riche en tours neufs et images. S'il n'y avait pas d'autres raisons ⁽¹⁾ de le rajeunir un peu par rapport à Roland, celles que nous fournit l'étude de la langue seraient déjà à considérer.

L'auteur inconnu de *B.*, dont nous ne pouvons apprécier complètement la virtuosité littéraire (puisqu'un hasard malheureux ne nous a conservé de son œuvre qu'un fragment contenant des récits de bataille), évite habilement les répétitions de tours et de mots qui rendent parfois pénible la lecture du *Roland*. Examinez celui-ci dans la suite épisodique de ces combats singuliers et vous serez rendu attentif aux lassantes répétitions d'idées et de mots qui attestent l'indigence inventive de l'auteur et aussi, peut-être, la médiocrité du vocabulaire dont il disposait. Veut-il nous dire comment se termine chaque combat singulier entre un chrétien et un Sarrazin? Il ne trouve guère que cette formule inlassablement répétée et à peine variée dans sa lettre :

Pleine sa hanste del cheval l'abat mort...
Que mort l'abat...
Tot l'abat mort...
Si l'a mort abatut...

Du vers 1204 au vers 1622, soit en tout 418 vers, je note *treize* exemples de ce tour et j'en note quatre de la principale variante, *trestornet mort* aux vers 1287, 1357, 1385, 2291. Au

que le fragment d'*Alexandre*. En ce qui concerne la *Chanson de Willame*, il y aurait beaucoup à dire. L'examen des cinq cents premiers vers, fait comparativement avec *B.*, m'a prouvé qu'elle était beaucoup plus proche de ce dernier que de *Roland* par le vocabulaire et, de façon générale, par un style dont les négligences et les redites mettent l'œuvre à un étiage inférieur, malgré quelques frustes beautés. Je citerai quelques vocables : *oneste* (sens spécial), *sablon*, *eslaissier*, *aprof*, *arestuel*, *revertir* parmi ceux qu'on chercherait en vain dans *R.*, ainsi que des tours comme *Deu le tot poant*, *de l'un or desqu à l'autre*, qu'on retrouve dans *B.* Mais je m'en voudrais d'insister.

(1) V. *supra*, p. 44, note.

contraire, dans *B.*, on observe une agréable variété de tours pour exprimer cette fin prévue du corps-à-corps : *abatre mort* (28, 185); *vestir de mort* (46); *li cors chet jus* (77); *geter de vie* (148, 153); *encliner contre terre* (236) *trebuchier jus à la terre* (254); on peut rapprocher de ces tours celui-ci : *avoir en la char*, qui a, du reste, une acception un peu différente (95, 110); *tochier en char* (387); *ataindre en char* (568).

D'autre part, les termes militaires que *Roland* ignore affluent littéralement dans ces 660 vers. Les uns désignent les armes offensives, *tuenart* (8, 40, 64, etc.), *tambre* (74), *guivre* (149), à quoi se rattachent *astele* (52), *lance enquarterée* (503); les armes défensives : *escu bendé* (122), *brant letré* (126), *hauberc dubler* (401), *helme vergié* (342) (je pense aux épithètes distinctes); les parties du vêtement : *alqeton* (271), *pelicon* (272, 550), le *ver*, le *gris* et le *ermin* (446); les *pelices engulées* (496); les autres termes et tours sont relatifs aux coursiers ⁽¹⁾, aux blessures faites ⁽²⁾, à la façon dont les chevaliers en viennent aux mains ⁽³⁾; ils ne sont pas moins nombreux et sont toujours différents.

Il ne m'en coûterait guère de multiplier ces constatations; d'autre part, il est loisible d'en faire d'aussi curieuses en ce qui touche un vocabulaire général, où les divergences sont plus caractéristiques entre *R.* et *B.* Ici ce n'est non plus un procès-verbal de carence qu'on dresserait; il serait aisé, et non sans profit, de montrer que les deux anonymes, à peu près contemporains, parlaient une langue différente et que des façons de

(¹) Le cheval est *moreis* (91), *gascon* (551) ou *bauzan* (415); on le tient par les *resnes*; il se laisse *acoler* (310); il est *estraier* (303), quand il a perdu son cavalier.

(²) *Esboeler* (44), *faire grant pasmee* (468); *mire* (267), sans parler de la mention du *cuirie[n]* (343, 410); *curaille* est des deux parts ainsi que *brael* (128, etc.). Add. *gule baée* (465).

(³) *Drecier la lance* (81); *depleier son gonfanon* (287); *joster* (sa gent), 499; à *joste requierre* (389), *faire* (prendre) *tur(t)* (292, 296); *cobrer* (570); *conquaster* (479); *conquestiz* (593); *metre jus* (de son cheval), 625, etc. Il faudrait aussi mentionner les épithètes de bataille : *esbaldie*, *manevie*.

dire, même les choses coutumières, leur étaient distinctement propres ⁽¹⁾. En veut-on simplement quelques attestations? *Creistre* (381) a un sens inconnu à *R.* De même *encliner*, devenu terme guerrier (98, 236). De même *se retenir*, inconnu à *R.* (400); *se pendre* (se pencher), 225; une gent *adurée*, dit *B.*, tandis que *R.* ne dit que *bataille a; metre jus* 625 = culbuter de son cheval; dans *R.*, on *met jus les seles*. Alors que *R.* a *feiz, pasmeison, conquerre*; on trouve ici *feïée, pasmée* (subst), *conquester*. *Joster* est des deux parts; mais ici on *joste la gent* (499, 520) et cela veut dire : faire le rassemblement, ce que *R.* ignore. De même encore, *chier comparer*, qui deviendra banal, est ici avec son sens traditionnel (486); dans *R.*, on dit : *molt chier vendre*, et ce n'est pas la même chose. J'ai cité plus haut *aveir* (*tochier, ataindre*) en *la char* si réaliste et si vivant. *R.* a un seul exemple du tour, mais sensiblement différent :

Treuchent.....

Ces vestemenz entresque as charz vives

(4613.)

IV.

Comme on a pu le voir par un exposé dont je m'excuse de n'avoir pu atténuer la minutie, il y avait place, à côté de la thèse de M. Bédier et de celle de M. Pauphilet, pour une démonstration d'un genre un peu différent. Je n'ai pas à revenir sur les conclusions du premier de ces savants, ni sur ce qu'en a dit, à son tour, M. Pauphilet, presque exclusivement préoccupé des détails d'imagination dont est tissée la fable épique, que *B.* a été le premier, en langue vulgaire, à nous conserver. Il a essayé de nous montrer ce qu'un poète avait fait de cette fable, et peut-être, je l'ai dit, a-t-il été enclin à exagérer la valeur de son œuvre.

(1) Pour les différences phonétiques, je n'ai à ajouter quoi que ce soit aux notes de MM. Sostmann et Bayot.

Au contraire, je me suis simplement efforcé de replacer celle-ci dans son temps et de la confronter avec telle autre qui, pour des raisons connues, les unes externes, les autres internes, ne pouvait laisser indifférent un auteur de chanson en quête d'un sujet, comme le conjecture ingénieusement M. Pauphilet. Cela n'implique point que cet auteur ait trouvé, tout d'abord, devant lui ce que j'appellerais volontiers la table rase. Car je n'ai pas l'intention de faire, aussi allègrement que mes devanciers, abstraction du témoignage d'Hariulf, et j'admets volontiers que l'auteur de *B.* n'a point été le premier à « chanter de Gormond et d'Isembard », pas plus que l'auteur du *Roland* d'Oxford (je veux dire d'un poème dont le plus ancien manuscrit conservé est à Oxford) n'a été le premier à s'emparer de ce beau thème, dont la popularité devint universelle. Que l'on ait composé avant lui de courts poèmes sur le *renoié* et son compagnon de bataille ou même une œuvre de longue haleine, qu'on ait composé celle-ci ou ceux-là en français ou en latin, c'est ce que je trouve superflu d'envisager, le *canitur* d'Hariulf permettant toutes les conjectures et ne nous fournissant aucun indice précis. On comprend maintenant pourquoi j'ai cru devoir formuler de prudentes réserves sur certains passages de la très remarquable étude de M. Pauphilet. S'il n'a ni le bénéfice de l'invention de son thème (le témoignage d'Hariulf s'y oppose), ni le bénéfice d'une mise au point personnelle (puisqu'il a pris de-ci de-là dans une œuvre antérieure des motifs, des développements et même des détails littéraires), je ne vois pas, en effet, le moyen de décerner une couronne de poète-lauréat au rimeur obscur, mais point méprisable du reste, qui a écrit la chanson, dont le fragment de Bruxelles nous a conservé un débris.

P. S. — Ce petit travail était donné à l'imprimerie, quand mon collègue et ami, M. Gustave Cohen, m'a signalé une étude de M. Salverda de Grave, parue en 1922 dans les *Mededeelingen der Koninklijke Akademie* d'Amsterdam (Classe des Lettres,

53^e partie, série A, n° 11). J'ai demandé à mon aimable confrère hollandais communication de ce travail qui m'avait échappé, et dont le titre nous renseigne déjà sur son caractère spécial : « *Strofen in Gormont et Isembart* ». De fait le savant auteur n'y traite guère que des objets n'ayant avec le mien que des rapports fort éloignés. Néanmoins il est amené, vers la fin, à conclure d'observations ingénieuses, quoique fortement conjecturales, sur la métrique de notre texte, qu'il serait antérieur en date à la *Chanson de Roland*. Il ne donne à vrai dire que d'assez faibles raisons (p. 300) à l'appui de cette assertion, d'abord la forme *devret* (vers 633) dont G. Paris, qui antidate, du reste, notre chef-d'œuvre épique, avait déjà noté le caractère très ancien; ensuite le fait que *Roland* étant écrit en vers décasyllabiques et *Gormond* en octosyllabes, il est peu vraisemblable, en raison du succès de la première œuvre, que l'auteur de la seconde ait adopté un autre mètre que son devancier; enfin, *Margariz* dans *Roland* ne serait qu'un « nom supposé » sans autre importance, tandis qu'ici il désigne un personnage essentiel de l'œuvre et a toute sa valeur. On conviendra que ce sont des arguments peu décisifs, si on les oppose à ceux que m'a fournis un examen minutieux de la langue et du style des deux ouvrages. Pour le surplus, j'ai lu avec intérêt le remarquable essai de M. Salverda de Grave et j'espère avoir l'occasion de revenir sur la thèse générale à laquelle il se rattache.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Geraldini (Antonio)*. The Eclogues. Introduction and notes by Wilfrid Mustard. Baltimore, 1924; in-16 (82 p., rel. de l'édit.). [29.493]
- Mazérat (R.)*. La doctrine administrative. L'administration expérimentale. Le Fayolisme. Paris, 1924; extr. in-8° (32 p.). [30.120]
- Pergameni (Charles)*. La Roumanie actuelle. Bruxelles, 1924; in-32 (17 p.). [30.121]
- Roussel Le Roy (André)*. L'abrogation de la neutralité de la Belgique. Paris, 1923; in-8° (217 p.). [31.042]
- Selliers de Moranville (Général de)*. Du Haut de la Tour de Babel. Paris, 1925; in-16 (218 p., pl.). [31.043]
- Vaidya (P. L.)*. Études sur Āryadeva et son catuhçataka. Paris, 1923; in-8° (173 p., chap. VIII-XVI). [29.495]
- Van Bemmelen (Baron J.)*. De l'évolution des faits et des idées, I. Bruxelles, 1925; in-16 (186 p.). [29.494]
- Vannérus (J.) et Feller (J.)*. Une ancienne traduction du suffixe *Ster* Commanster-Gommelhausen. Complément sur les noms de lieux en *Ster*. Verviers, 1924; in-8° (42 p.). [30.091]
- Winiwarter (H. de)*. Kiyonaga et Chōky, illustrateurs de livres. Liège et Paris, 1924; pet. in-4° (144 p., pl.). [29.496]
-

Séance du lundi 2 février 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, J. Vercoullie, Ern. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehayé, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, A. Roersch, H. Rolin, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. le baron A. Rolin, M. De Wulf, P. Hymans, *membres*; H. Vander Linden et J. Capart, *correspondants*.

M. le Directeur notifie à la Classe la mort de M. Louis Havet, associé de la Section d'Histoire et des Lettres. Il exprime les regrets que cause à l'Académie la disparition de cet éminent philologue.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts transmet une circulaire du Comité Nobel du Parlement norvégien relative au Prix Nobel pour la Paix en 1925.

M. le Ministre de l'Intérieur fait parvenir un exemplaire du rapport du jury du Prix Heuschling pour la période 1919-1923 et une expédition de l'arrêté royal du 15 décembre 1924 attribuant le prix à M. Armand Julin.

L'Académie royale de langue et de littérature françaises fait connaître qu'elle se rallie aux modifications apportées aux règlements des Prix Aug. Beernaert et Bouvier-Parvillez.

HOMMAGE D'OUVRAGE.

Université de Gand. Manifestation en l'honneur de M. le professeur Thomas, 2 juin 1923.

— Remerciements.

FONDATION PIRENNE.

La Classe, se ralliant aux propositions de la Commission, accorde les subventions suivantes :

1,000 francs à M. Lefèvre, pour la continuation de ses recherches sur l'Histoire de l'Abbaye d'Averbode;

1.500 francs à M. Favresse, pour l'aider dans ses recherches sur l'Histoire du Brabant au début du XV^e siècle.

PRIX JOSEPH GANTRELLE.

(17^e période : 1925-1926.)

La Classe propose les questions suivantes :

PREMIÈRE QUESTION (3,100 francs) : *On demande une étude sur la langue (formes dialectales, vocabulaire, etc.) des textes littéraires conservés en prose dorieenne.*

DEUXIÈME QUESTION (3,100 francs) : *Athènes sous le règne d'Auguste (institutions, mœurs, arts, etc.).*

PRIX CHARLES DUVIVIER.

(7^e période : 1925-1927.)

La Classe propose les questions suivantes :

PREMIÈRE QUESTION (1,300 francs) : *On demande une étude sur le droit successoral, soit en Belgique, soit dans une province belge à la fin de l'ancien régime.*

DEUXIÈME QUESTION (1,300 francs) : *Étudier le formalisme dans les modes de preuves judiciaires, depuis la période franque jusqu'à la fin de l'ancien régime, dans une région déterminée de la Belgique.*

LECTURE.

Un projet d'impôt au temps du duc d'Albe,

par J. CUVELIER, correspondant de l'Académie.

Le titre de cette communication comprend deux mots, un nom commun et un nom propre, qui ne furent jamais très sympathiques en Belgique. Mon intention n'est pas de chercher à les réhabiliter ni l'un ni l'autre. Je veux simplement rappeler un épisode peu connu, j'ose même dire absolument inconnu, se rattachant aux graves événements qui provoquèrent la disgrâce du duc d'Albe.

Nous sommes en 1570.

Albe venait de se rendre compte des difficultés qu'il allait avoir à surmonter dans la perception du 10^e, du 20^e et du 100^e denier. Prévoyant un échec, il n'a plus d'autre souci que de rejeter sur Philippe II l'entière responsabilité de sa déplorable innovation fiscale et de hâter la date de son départ des Pays-Bas. Il se fait écrire de Madrid des lettres pressantes sur la nécessité de lever les impôts. Il a soin d'ailleurs d'en faire miroiter le produit, en le grossissant considérablement, aux yeux du Roi, dont il connaît la détresse financière extrême ⁽¹⁾.

Mais Philippe II a des scrupules. Il craint, avec raison, que les nouveaux impôts ne nuisent sérieusement au commerce, la principale subsistance du pays.

Bien malgré lui, le duc doit céder à la volonté de son maître et consentir à la modération de la levée du 10^e et du 20^e, sous

(1) GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 126.

la forme de l'abonnement préconisé par les États de la plupart des provinces. C'est que, un an après l'acceptation, contrainte et forcée, il est vrai, des impôts abhorrés, il n'était pas parvenu à toucher un rouge liard ⁽¹⁾. Il continuera d'ailleurs à protester contre l'insuffisance des deux millions de florins que lui donnera l'abonnement, sous prétexte que des capitalistes lui ont offert jusqu'à quatre millions pour obtenir les impôts à ferme.

Mais il convient de se défier de ses affirmations. Alors qu'il évalue, au même moment, le produit du 100^e denier sur les biens meubles et immeubles à cinq millions de florins, il est obligé d'avouer, six mois plus tard, que le rendement a dépassé à peine les trois millions ⁽²⁾.

Fanfaronnade aussi que son assurance ⁽³⁾ qu'il tient en caisse assez d'argent pour pouvoir soutenir éventuellement la guerre pendant deux ans sans devoir recourir au trésor royal. Au moment où il espérait pouvoir quitter les Pays-Bas, dont il voyait la situation s'aggraver de jour en jour, il voulait jeter de la poudre aux yeux de son souverain dans le but d'obtenir sa pleine approbation et l'obliger à poursuivre, avec l'entêtement qu'il lui connaissait, une politique dont il augurait — ou feignait d'augurer — d'aussi brillants résultats.

Malheureusement pour lui, en dépit de ses instances, Philippe II remettait toujours l'envoi aux Pays Bas de Medina Celi, désigné dès lors pour prendre la succession de Louis Alvarez de Tolède. Celui-ci en fut d'autant plus navré que, dès la fin de l'année 1570, il dut faire à son royal maître le pénible aveu que les finances des Pays-Bas étaient dans le marasme le plus complet. De son côté, le Roi lui déclara sans ambages que toutes ses ressources étaient épuisées et qu'il se trouvait dans l'impos-

⁽¹⁾ GACHARD, *loc. cit.*, p. 147. Lettre du 10 août 1570. L'impôt avait été consenti pour deux ans à partir du 13 août 1569.

⁽²⁾ IDEM, *ibid.*, Lettre du 21 février 1571.

⁽³⁾ IDEM, *ibid.*, Lettre du 5 mai 1570.

sibilité de lui envoyer un seul réal. A partir de ce moment, c'est entre Madrid et Bruxelles un véritable chassé-croisé de doléances et de plaintes, où la courtoisie de la forme ne réussit pas toujours à dissimuler l'âpreté de la désillusion ⁽¹⁾.

Et voici qu'au moment où Albe était aussi pleinement convaincu qu'on pouvait l'être de ce qu'il n'écrit que l'année suivante, à savoir que « ni les têtes qu'il avait fait tomber, ni les privilèges qu'il avait abolis, n'avaient excité autant de répugnance que l'établissement des impôts du 10^e et du 20^e denier » ⁽²⁾, un de nos compatriotes lui soumet un projet financier qui, à en croire son auteur, ramènerait la prospérité dans le pays et alimenterait le trésor dans des proportions inconnues jusque-là.

Dans le mémoire qui lui sert d'exposé des motifs, comme on dirait en langage parlementaire moderne, ce sauveur du gouvernement fait une description enthousiaste des bienfaits que l'exécution de son projet vaudra à toutes les classes de la société. Si nous ne les connaissions par ailleurs, on ne pourrait trouver un témoignage plus éclatant des misères de l'époque ⁽³⁾.

En échange de l'octroi qu'il sollicite dans les conditions que l'on verra tout à l'heure, le promoteur du nouveau système fiscal s'engage à assurer les avantages suivants :

Tout d'abord *au Commun* il promet assistance et secours

⁽¹⁾ Voir notamment GACHARD, *op. cit.*, t. II, pp. 168, 170, 181, 191, etc. « Ce n'est pas merveille que tout le pays me voie de mauvais œil, écrit le duc, car je ne leur ai rien fait pour qu'ils m'aiment; mais ce qui s'écrit de Madrid ne peut pas contribuer à me faire aimer davantage... ». (*Ibid.*, p. 167.)

⁽²⁾ En réalité, cet établissement, qui visait à la permanence de l'impôt, supprimait le plus grand privilège des États, celui qui constituait en somme leur raison d'être, à savoir le vote annuel des impôts. Le duc d'Albe s'en rendait si bien compte qu'il écrivait au roi : « Le motif qui fait agir ceux du pays, c'est qu'ils ne peuvent plus, comme par le passé, dicter la loi à leur souverain; c'est là ce qui cause leur mécontentement; ce n'est ni l'intérêt des manufactures et de la pêche, ni aucune autre chose ». (Lettre du 4 novembre 1571 *apud* GACHARD, *op. cit.*, t. II, p. 209.)

⁽³⁾ Les documents dont il s'agit ici sont conservés aux Archives générales du Royaume, Papiers d'État et de l'Audience, cartons 2544 et 2662.

« pour parvenir à leurs biens et droietz de justice, oïres qu'ilz ayent de l'argent ou non ». (Critique amère de l'exercice de la justice, en l'absence de toute assistance gratuite.) ⁽¹⁾. Tous les habitants pourront vivre sans devoir mendier. (Dans tous les villages on rencontrait des mendiants par centaines.) Ils pourront acquérir le blé à bon compte. (Le peuple avait faim.) Tous les marchands pourront employer leur argent à des marchandises au lieu de le placer à intérêt, soit en loteries, soit en voyages. (Allusion à la crise commerciale et industrielle.) « Item — ici je cite textuellement — sera tellement fondée la draperie en ces Pays-Bas que ung chacun pourra porter tant de draps de layne que toutes sortes de toilles à millieur priz qu'ilz n'ont faict. Et tous aultres marchandises se multiplieront avec le bon priz à l'advenant ». (On sait qu'après l'ancienne, la nouvelle draperie, un moment florissante, venait de crouler.) ⁽²⁾. Tous les habitants pourront boire le vin « et servoise » sans les accises et impôts qu'ils ont payés jusque-là ; « et mangeront aussy le pain et chair sans impostz ». (C'était là une de ces perspectives heureuses auxquelles aucun Belge ne pouvait rester insensible.) Ils auront « toutes sustentations ou victuailles », à savoir chair, beurre, fromage, chandelles, etc., à meilleur prix qu'à présent. Il n'y aura plus de séditions, « destroussements », meurtres et larcins. Le commun sera dorénavant déchargé du logement et de l'entretien des soldats. Bref, il pourra vivre en repos.

Les *villes* seront déchargées de tous les frais, dépenses et intérêts sous lesquels elles plient. En peu de temps, elles pour-

⁽¹⁾ Il est à remarquer que l'Ordonnance sur la justice criminelle date du 5 juillet 1570 et celle sur le style de procédure du 9 juillet de la même année.

⁽²⁾ V. PIRENNE, *Une crise industrielle au XVI^e siècle. La draperie urbaine et la « nouvelle draperie » en Flandre.* [BULLETIN DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE (Classe des Lettres et des Beaux-Arts, 1905, pp. 489-521).]

ront payer toutes leurs dettes et rentes, et fournir au Roi tout ce qu'il faut pour l'entretien et la conservation des Pays-Bas. Elles ne connaîtront plus ni séditions ni commotions.

Les *États* seront déchargés des « molestations et facheries qui se présentent journellement » à l'occasion des demandes et impositions; de même des ennuis qu'on leur occasionne dans la gestion du bien public et la conservation des Pays-Bas. Les séditions qui, naguère, leur ont causé tant de dommages leur seront épargnées et ils jouiront des bénéfices accordés au commun.

Sa Majesté, enfin, n'aura plus besoin de lever argent à intérêt pour la conservation des Pays-Bas, car le trésor pourra pourvoir en tous temps aux nécessités. Le Roi pourra disposer à sa guise d'une « grande et excessive somme de deniers ». Il pourra récupérer sans difficulté une certaine quantité de biens (des domaines). Tous ses offices pourront être desservis « tant à la descharge de conscience de *Sa Majesté* que des officiers » et au grand contentement de ses bons vassaux et sujets.

Pour réaliser toutes ces promesses, le suppliant demande au duc de lui accorder un octroi ou une ordonnance dont l'exécution -- le duc peut en être assuré -- ne provoquera aucune opposition ni chez le commun peuple, ni de la part des villes, ni aux États. A cette assurance, qui devait produire sur Albe la meilleure impression, on en ajoutait une autre dont l'effet, en l'occurrence, ne dut pas être moindre : l'ordonnance devait procurer au trésor, annuellement, environ trente millions d'or !

En comparaison de cette manne, qu'étaient les deux millions des 10^e et 20^e et même les cinq millions escomptés une fois perçus du 100^e denier ? L'inventeur de ce merveilleux système réclamait, il est vrai, pour lui et ses amis, six du cent du produit total, moins de deux millions en somme, ce qui laissait encore au trésor plus de 28 millions par an ! Ils demandaient

aussi que l'exploitation de leur brevet leur fût réservée, à eux ou à leurs héritiers, pour un terme de cinquante ans.

Le duc d'Albe, on le comprend sans peine, prêta une attention particulière à la requête de ces solliciteurs qui sortaient vraiment de l'ordinaire et qui allaient lui permettre de se tirer avec honneur d'une situation désespérée. Au moment du départ d'Albe pour les Pays-Bas, le Roi lui avait accordé entre autres pouvoirs celui de procurer des ressources au trésor. Philippe ne lui avait donné sur ce point aucune instruction précise. Il lui fallait de l'argent par n'importe quel moyen : libre au duc de s'en procurer par n'importe quelle voie. Et, au fait, dès qu'il eut touché le sol des Pays-Bas, Albe s'informa auprès des personnes chargées de le recevoir, des moyens de faire de l'argent ⁽¹⁾. Dès la réception de la requête, le duc provoqua donc une consulte du Conseil des Finances et, le 31 mai 1570, les lettres patentes sont expédiées en bonne et due forme et enregistrées à la Chambre des Comptes ⁽²⁾. On y rappelle les engagements pris, en insistant tout particulièrement sur le relèvement de la draperie, la diminution du prix du blé et la fin du chômage. On réduit cependant la durée de l'octroi à vingt ans et les six du cent à trois, ce qui — si les prévisions se vérifient — doit encore valoir aux inventeurs un petit million d'or par an. Il doit être bien entendu, au surplus, que les moyens proposés n'ont pas déjà été mis en pratique. Il est aussi absolument indispensable que le consentement des États ne soit point requis en l'occurrence. Au bas de l'acte figure la signature du duc d'Albe à côté de celles de Berlaymont, de Noircarmes ⁽³⁾ et de Gaspar Schetz, seigneur de Grobbendonck,

⁽¹⁾ PIOT, *Correspondance de Granvelle*, t. IV, p. xiv.

⁽²⁾ Reg. 648, f° 44.

⁽³⁾ C'est ce seigneur de Noircarmes qui, le 5 septembre 1571, écrivit au Roi que la perception des 10^e et 20^e deniers répandait tant d'agitation parmi le peuple qu'il craint quelque malheur si l'on persiste à vouloir lever ces impôts. (GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 198.)

trésorier général des Finances. Un million de rente ! Par ce temps de dépréciation de l'argent on s' imagine difficilement ce qu'une somme pareille représentait il y a quatre siècles, encore qu'il ne répugnerait probablement pas à nos modernes théoriciens de l'économie politique de voir rémunérer à ce taux leurs idées en matière fiscale. Mais au XVI^e siècle, si l'on excepte les Fugger, quelques rares banquiers italiens et quelques commerçants d'Anvers ⁽¹⁾, de pareils revenus devaient être inconnus dans notre pays. Sait-on, par exemple, que les rentes de Guillaume d'Orange ne dépassaient pas 152,000 florins, auxquels correspondaient des charges atteignant près de 100,000 florins ; que le comte d'Egmont ne disposait que de 63,000 florins et le marquis de Bergues de 50,000 ? Les autres grands seigneurs ne méritaient même pas le titre de millionnaires, puisque le comte de Culembourg ne percevait annuellement que 31,000 florins, le comte van den Berghe 18,000 et le comte de Lalaing 16,000. Quant au seigneur de Montigny, ce ne fut évidemment pas pour s'emparer de sa fortune que Philippe II le fit disparaître, puisqu'il n'avait qu'un revenu de 11,000 florins, supérieur encore à celui du comte de Hornes et à celui du seigneur de Bréderode, qui ne dépassaient guère les 8,000 florins ⁽²⁾.

Il est vrai que l'inventeur du projet d'impôt devait partager son million avec ses associés, dont nous ignorons malheureusement le nombre. Mais en admettant même qu'ils aient été quatre ou cinq pour avoir conçu un système aussi remarquable, leurs ressources annuelles auraient encore considérablement dépassé, on vient de le voir, celles des plus riches seigneurs du pays. Si nous ne connaissons pas le nombre des consorts, il va sans dire que leurs noms nous sont plus inconnus encore. Et si

⁽¹⁾ « Trafiqueurs moult riches et aucuns très riches jusques à 400,000 escus pour teste et davantage » (GUICHARDIN). Le chef de la maison des Fugger d'Augsbourg laissa plus de 6 millions d'écus d'or.

⁽²⁾ GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 116.

nous n'avons pas encore cité le nom de celui qui représentait le consortium vis-à-vis du Gouvernement, c'est qu'en dehors de ce nom même nous ignorons absolument tout de celui qui le portait. Frédéric van den Sande était évidemment Belge, probablement Brabançon et peut-être Bruxellois de la ville ou de la banlieue. Mais nous n'avons rencontré son nom dans aucune chronique, dans aucun autre document de l'époque, ni dans les imprimés, ni dans les manuscrits. Il apparaît un instant, comme ces brillants météores, qui, pendant quelques secondes, traversent l'espace et ne laissent dans leur sillage qu'une fugitive traînée lumineuse.

Était-il le fils de ce Pierre van der Zande, signalé comme receveur de Vilvorde en 1516 et 1517? Était-il le père ou le frère de cet Adam van der Zande que l'on rencontre tour à tour, entre 1584 et 1610, comme receveur des Domaines d'Overzenne, de Tervueren et de Vilvorde, et encore comme receveur des Confiscations dans les quartiers de Vilvorde, Grimberghen et Campenhout? Nous n'oserions l'affirmer. Mais il ne sera pas téméraire au moins d'attribuer à notre inventeur d'un système nouveau d'impôts une certaine parenté avec ces personnages dont les fonctions consistaient précisément à collecter les impôts dans les environs de Bruxelles.

Quoi qu'il en soit, on comprend que le duc d'Albe ait été plus impatient encore que ne le serait un ministre des Finances de nos jours de connaître le moyen de remplir les caisses de l'État, sans devoir recourir constamment à ces organismes frondeurs — les États et même le Conseil des Finances ⁽¹⁾ — dont l'unique mission semblait consister à se dresser contre le pouvoir absolu du Souverain.

Le projet de Frédéric van den Sande et consorts devait provo-

(1) Le 3 août 1574, le duc d'Albe écrit au Roi que le Conseil des Finances, malgré ses embarras, refuse de consentir à la perception des 10^e et 20^e deniers en remplacement de l'abonnement de deux millions. (GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 491.)

quer une ordonnance en quatre-vingts articles. Il semble que les inventeurs n'aient pas donné d'emblée la nomenclature de toutes les matières à imposer. Dans les documents qui sont parvenus à notre connaissance, il n'est fait mention que de cinq articles dont le produit, à la vérité, devait s'élever à plus de 27 millions sur les 30 du total, ce qui est de nature à nous consoler un peu de la perte des septante-cinq autres articles, beaucoup moins importants, sinon sous le rapport de l'histoire des idées, du moins au point de vue fiscal.

La grosse partie des ressources escomptées, soit 12 millions 775,000 florins, devait provenir de l'impôt sur les successions en ligne collatérale. A cet effet, van den Sande s'est avisé d'estimer la fortune publique du pays et il est arrivé à la conclusion que si l'on procédait à un partage des biens, chaque ménage jouirait d'un revenu annuel de 50 florins. En réduisant même ce revenu de moitié et en estimant que dans chacune des quatorze mille paroisses du pays il mourût une personne par jour, il suffirait de percevoir dix pour cent du revenu des personnes décédées pour arriver à 12,775,000 florins. Les successions en ligne directe et celles des biens féodaux seraient exemptes de droits.

Après les décès, les mariages, qu'il estime devoir se produire dans les mêmes proportions. Les revenus maintenus à 25 florins se verraient appliquer l'impôt du 15^e denier, ce qui produirait annuellement, dit-il, 1,546,875 florins.

Enfin, en comptant le même nombre de baptêmes et en taxant les parrains et marraines — en moyenne au nombre de trois ⁽¹⁾ — à 7 sols par tête, le produit s'élèverait à 5,365,000 florins.

(1) Ce chiffre assez élevé de parrains et de marraines fut réduit, même jusqu'à une seule personne (parrain ou marraine) par le Concile de Trente; mais il semble bien que les prescriptions en cette matière ne furent guère observées dans les Pays-Bas. (Cf. J. VANNÉRUS, *Les registres paroissiaux en Belgique*, apud J. CUVELIER et L. STAINIER. *Actes du Congrès international des Archivistes et Bibliothécaires, à Bruxelles en 1910*, p. 495.)

Le quatrième article doit produire 7,280,000 florins. Il porte sur les 2 sols par semaine que donneront le maître et les serviteurs. Est-ce une taxe sur les salaires ou, comme on dirait de nos jours, la taxe professionnelle? Le texte ici manque de clarté.

Le cinquième et dernier article qu'on nous fait connaître produirait 560,000 florins. Il devait être alimenté par une taxe d'un demi-patard, payable par tous les habitants du pays, à chacune des quatre grandes fêtes religieuses de l'année. Chaque ménage se composant en moyenne de quatre personnes, la population du pays s'élevant ainsi à 1,400,000 âmes, le produit de cette dernière taxe serait donc de 560,000 florins. Le total des cinq articles s'élèverait ainsi, comme il est dit, à « environ 27 millions 5 tonneaux 75 mille 375 florins par an ».

Voici donc, dans ce pays où, à la même époque, des auteurs regrettent l'absence de tout élément statistique concernant la population, des quantités exprimées numériquement dans un document officiel. C'est le moment d'appliquer à l'étude de ce document les procédés de la statistique moderne.

« Parce qu'elles sont exprimées en chiffres, dit avec raison A. Julin⁽¹⁾, les conclusions de la statistique paraissent empreintes d'une certitude absolue. On ne discute pas contre un chiffre, dit-on; non, mais on discutera utilement la méthode à l'aide de laquelle ce chiffre a été obtenu et l'on pourra ainsi discuter sa signification véritable. Il faut éviter avec soin que l'esprit critique ne soit annihilé par l'appareil rigide dont sont entourées les données statistiques. »

Si l'on examine de près les chiffres de van den Sande, on y trouve un singulier mélange d'erreurs et de vérités. Son estimation de 14,000 paroisses est certainement exagérée. L'étude des pouillés de nos divers diocèses ne permet guère de dépasser la moitié de ce nombre. Par contre, en estimant à cent la

(1) *Principes de Statistique*, t. I, p. 9 (Bruxelles, 1922).

moyenne des habitants de chaque paroisse, il reste non moins certainement au-dessous de la vérité.

Quant à ses chiffres de baptêmes, de mariages et de décès, ils sont de la plus haute fantaisie ⁽¹⁾. La seule chose qu'on en puisse retenir c'est qu'ils étaient très élevés; mais, à ce titre, ils n'ont guère plus de valeur que ceux des chroniqueurs du moyen âge lorsqu'ils citent le nombre de morts restés sur un champ de bataille ou celui des victimes d'une épidémie.

Il y a cependant quelques chiffres qu'on aurait tort de rejeter sans autre examen. Lorsque, par exemple, il estime les revenus moyens de chaque ménage à 50 florins, ses calculs ne s'éloignent guère de ce que nous savons de la fortune publique du pays par ailleurs. En effet, le duc d'Albe avait estimé le produit total du 100^e denier sur tous les biens meubles et immeubles à 5 millions de florins, ce qui correspond à l'évaluation de la richesse totale du pays à 500 millions ou un demi-milliard de florins. Mais on sait aussi que la recette donna, non pas 5 millions, mais seulement 3,300,000 florins, ce qui ferait chiffrer la fortune globale à 330 millions.

Si l'on se rappelle, d'autre part, que la fraude et la dissimulation furent pratiquées sur une large échelle ⁽²⁾, le total auquel on arrive, d'après l'évaluation de van den Sande, soit 350 millions, devait certainement se rapprocher davantage de la réalité ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Il est évident que si, à certains moments, le nombre des naissances et celui des décès ont pu être approximativement les mêmes, à aucun moment on n'a pu enregistrer une quantité égale de mariages.

⁽²⁾ Le 17 février 1571, Philippe II nomme des commissaires pour le récolement et le contrôle des cahiers des 100^es deniers, à la suite de la constatation de nombreuses erreurs et tromperies. (*Papiers d'État et de l'Audience*, carton 2543.)

⁽³⁾ Cinquante florins de revenus peuvent faire supposer une fortune de mille florins par ménage. Or, van den Sande, qui évalue la population du pays à 1,400,000 âmes, dont en moyenne quatre par ménage, arrive ainsi à 350,000 ménages, qui, d'après ses calculs, devaient donc posséder une fortune globale de 350 millions de florins. L'évaluation de la population est, au demeurant, incontestable.

Il y a encore un autre chiffre que nous voulons retenir, parce que, tout en modifiant sensiblement les idées courantes, nous estimons qu'il est exact, car van den Sande était à même de le contrôler personnellement sans se déplacer et sans avoir recours à des hypothèses plus ou moins fondées. Ce chiffre c'est la moyenne de quatre personnes qu'il compte par ménage.

Il est incontestablement plus bas qu'on ne l'admet généralement. Lorsqu'on évalue la population au XVI^e siècle d'un pays dont on connaît le nombre de ménages, il est d'usage de multiplier celui-ci au moins par cinq. Cela peut faire une différence assez sensible. Les Pays-Bas, par exemple, dont, à l'arrivée du duc d'Albe, on a évalué de cette manière la population à 3 millions d'individus, n'en auraient guère compté plus de 2,400,000.

Les évaluations exagérées proviennent en partie de ce fait qu'on croit généralement que la limitation voulue des naissances est une idée absolument moderne née sous l'influence des doctrines néomalthusiennes. Il ne serait pas difficile de trouver, dans la littérature épicurienne du XVI^e siècle, des considérations amères sur les nombreuses progénitures. Bornons-nous à citer ici le fameux sonnet de Plantin, où l'austère prototypographe du roi proclame sans détours qu'une des conditions du « bonheur de ce monde » consiste à avoir peu d'enfants (¹).

Il est d'ailleurs incontestable que, depuis lors, le mal a empiré et que les naissances au XVI^e siècle étaient beaucoup plus nombreuses que de nos jours. Les exagérations mêmes de

tablement inférieure à la réalité, peut-être même de la moitié. Il faudrait, en conséquence, doubler aussi le nombre de ménages; et le revenu de 25 florins, qu'il semble accorder comme une large concession, correspondrait ainsi, bien plus que son premier chiffre, à la juste moyenne.

(¹) MAURITS SABBE, *Uit het Plantynsche Huis*, pp. 33 et suiv. L'auteur se défend d'ailleurs de reconnaître à ces mots un sens plus ou moins néomalthusianiste; il faudrait dire plutôt prémalthusianiste.

van den Sande le prouvent. « L'air du pays est surtout... génératif », dit Guichardin. Mais les décès aussi étaient beaucoup plus nombreux. « Comme les gens mangent et boivent beaucoup trop, continue le gentilhomme florentin, il en est peu qui vivent vieux. » Les progrès de la science ont armé l'individu contre les assauts de la mort à tel point que — vous le savez — la moyenne de la vie a doublé depuis cent ans.

Une autre cause a faussé nos idées en matière de familles nombreuses au temps passé, et il y a lieu de s'étonner qu'elle n'ait pas été — à ma connaissance du moins — relevée jusqu'ici. Bien peu d'entre nous n'ont pas cherché à connaître leurs ascendants, à dresser leur arbre généalogique, tout au moins jusqu'à la cinquième ou sixième génération. Et ils ont constaté, naturellement, que leurs ancêtres avaient beaucoup plus d'enfants que le commun des mortels de nos jours. Mais, s'ils se sont donné la peine de s'intéresser à d'autres branches que la ligne directe, aux branches collatérales, ils ont dû s'apercevoir de l'énorme quantité d'enfants morts en bas âge. Et, surtout, il importe de ne pas oublier qu'on ne dresse généralement les généalogies qu'à la demande de descendants en vie. On ne s'occupe guère des milliers et des milliers de familles qui s'éteignent chaque jour ⁽¹⁾. Le fait même qu'on s'intéresse à une famille vivante constitue déjà une présomption de famille nombreuse chez les ascendants, puisqu'il est admis aujourd'hui que, pour assurer la perpétuation du nom, il faut une moyenne de cinq naissances par famille.

Lorsqu'on étudie attentivement les rares documents qui renseignent d'une manière complète sur la composition des familles et des ménages au XVI^e siècle, et qu'on se détache résolument des estimations qui, trop souvent, manquent de

⁽¹⁾ Sait-on, par exemple, que depuis la Révolution française il a disparu plus de mille familles belges nobles? Ce chiffre est d'autant plus impressionnant que la noblesse belge actuelle ne se compose que d'environ 650 familles.

base sérieuse, on constate, avec Schönberg et Bücher, que le ménage comptait moins d'habitants ou du moins pas plus d'habitants que de nos jours. Notre confrère H. Pirenne constate qu'à Ypres, en 1506, il y a 4.1 individus par ménage, chiffre en augmentation sur ceux du XV^e siècle et, *a fortiori*, sur ceux du XIV^e, époque de la pleine prospérité de la draperie.

A Bâle, au XV^e siècle, les chiffres varient entre 3.3 et 3.6. A Louvain, à la fin du XVI^e siècle, en pleine décadence, nous en avons relevé 4.9, mais, par contre, dans les campagnes environnantes, à Wesemael, nous n'en avons trouvé que 4.5 par maison; à Pellenberg, 4.2; à Nethen, 3.7; à Hamme, 3.7 par ménage; à Corbeek-Dyle, 4.

C'est cette même moyenne de 4 que nous rencontrons, cent ans plus tard, à Haren ⁽¹⁾, tandis qu'elle était alors, d'après nos calculs, de 4.7 dans quelque deux cents communes rurales du Brabant ⁽²⁾.

Dans ces conditions, on peut accepter comme véridique la moyenne de 4 donnée par van den Sande, et ses chiffres nous apportent au moins un élément important pour la statistique de nos provinces au XVI^e siècle.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul. S'il propose de taxer les naissances, les mariages et les décès, c'est qu'il comptait bien avoir à sa disposition des moyens de contrôle à cet égard. Ces moyens de contrôle, le Concile de Trente venait, en 1563, de les prescrire à tous les curés, par l'obligation de tenir les registres paroissiaux. Or, alors qu'il fallut, pour la généralité des paroisses du pays, un édit d'Albert et Isabelle, pour mettre les prescriptions du Concile de Trente en vigueur, on constate

(1) Ville de Bruxelles. Rapport sur le service des Archives communales, p. 7 (Bruxelles, 1924).

(2) A simple titre de comparaison, rappelons que lors du recensement de la population en 1910, on constata, en Belgique, une moyenne de 4.05 habitants par ménage; en 1920 ce chiffre était tombé à 3.73.

qu'un grand nombre de paroisses brabançonnnes ⁽¹⁾ n'avaient pas attendu les ordres concernant la tenue de ces registres, sur laquelle le premier synode de la province de Malines, tenu précisément en 1570, insiste particulièrement. Dans trois des quatre paroisses primitives de la ville de Bruxelles, la tenue de ces registres remonte à 1565 et 1571 ⁽²⁾. Dans diverses paroisses voisines, elle remonte à la même époque : à Anderlecht, à 1551 ; à Forest, à 1560 ; à Hal, à 1562 ; à Ixterbeek, à 1568 ; à Haren, à 1569 ; à Steyn-Ockerzeel, à 1570, etc. ⁽³⁾.

Du fait que van den Sande comptait utiliser les registres paroissiaux au point de vue statistique, nous n'avons d'ailleurs nullement l'intention de conclure qu'il faille voir en lui un lointain prédécesseur de Peter Süssmilch, dont l'*Ordre divin dans les variations du genre humain* ne parut qu'en 1741 ; moins encore, de ce qu'il s'est appliqué à évaluer la fortune du pays, pourrait-on tirer la conclusion qu'Adam Smith, qui ne publia sa *Richesse des Nations* qu'en 1776, ait été devancé par notre compatriote. *Non licet omnibus adire Corinthum !*

Il n'en est pas moins vrai que, sans prétendre pour lui au titre de génie méconnu, il mérite une place dans l'histoire de la statistique belge ⁽⁴⁾. Il en mérite une encore dans l'histoire sociale et dans l'histoire du droit.

(1) Cf. J. VANNÉRUS, *Les registres paroissiaux en Belgique*, LOC. CIT., p. 495.

(2) Sainte-Gudule : naissances 1565, mariages 1482, décès 1570. — Notre-Dame-de-la-Chapelle : naissances et décès 1565, mariages 1562. — Sainte-Catherine : naissances 1587, mariages 1571, décès 1635. — Saint-Géry : naissances 1589, mariages et décès 1603. (Renseignement dû à l'obligeance de M. G. Des Marez.)

(3) A Vilvorde ils ne nous ont été conservés qu'à partir de 1574 et à Grimberghen depuis 1577.

(4) Comme partout ailleurs on remarquera que ce qui a donné lieu ici à l'établissement d'éléments devant servir à la statistique, ce sont les efforts faits pour connaître les ressources de l'État. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les premiers auteurs qui ont écrit sur la statistique, et qui datent précisément du XVI^e siècle, aient créé avant tout une science descriptive de l'État, dont tous les éléments

Le 10^e denier du duc d'Albe, sur la vente des biens meubles, devait frapper à leur source même l'industrie et le commerce des Pays-Bas, déjà si éprouvés.

Dans un des articles du système van den Sande il était également perçu, on l'a vu, un 10^e denier. Mais au lieu d'atteindre exclusivement les marchands et les artisans, la charge était répartie entre tous les habitants. En réalité, il introduisait dans notre droit fiscal l'impôt sur les successions. On sait que la loi *Julia, de maritandis ordinibus*, sous Auguste, attribuait au fisc la vingtième partie des successions dévolues à des individus riches et autres que les héritiers naturels. Élevé plus tard du 20^e au 10^e et appliqué à toutes les hérédités, à tous les legs indistinctement, cet impôt subit ensuite des restrictions successives et tomba en désuétude au IV^e siècle ; c'est ainsi qu'il n'en reste plus trace dans la législation de Justinien ⁽¹⁾. Au moyen âge, dans le droit coutumier qui régissait nos provinces, il n'apparaît que sous la forme du droit de mortemain ou de meilleur catel et de relief dans la transmission des biens féodaux ⁽²⁾. Ceux-ci, on l'a remarqué, van den Sande les tenait, à juste titre, en dehors de son système. L'initiative de notre compatriote, dans une matière qui devait fournir à l'État moderne la plus claire partie de ses ressources, est d'autant plus remarquable qu'en France il faut attendre jusqu'en 1706 pour voir assujettir au 100^e denier toutes les successions en ligne collatérale, celles en ligne directe continuant à en être exemptes ⁽³⁾, comme dans le projet van den Sande.

Mais indépendamment de l'idée hardie d'introduire partout l'*homme vivant et mourant*, il semble bien que van den Sande

étaient destinés à l'État lui-même. Ils ont étudié la population, non pour elle-même, mais en tant que facteur de la prospérité de l'État. (Cf. A. JULIN, *Principes de Statistique*, t. I, p. 13.)

(1) DEFACQZ, *Ancien Droit belge*, t. II, p. 235.

(2) Pour les censives on payait au seigneur un droit de saisine.

(3) NAQUET, *Droits d'Enregistrement*, t. I, n^o 9.

se soit proposé de taxer le luxe et les dépenses somptuaires, idée tout aussi peu banale, s'il faut s'en rapporter aux imitateurs qu'il a trouvés depuis lors dans tous les pays. Nous disons le luxe et les dépenses somptuaires, puisque chacun sait qu'au XVI^e siècle — et même après — les naissances, les mariages et les funérailles étaient, chez nous, prétextes à de plantureux banquets et à des dépenses insensées.

« Aux accouchements des femmes et baptêmes des enfans, dit Guichardin (¹), s'y faict semblablement grand festin et aussi les parins et marines donnent de beaux présens aux femmes accouchées et elles estants hors de gésine leur font un beau convive. » — « Les nopces et festes de quelque mariage que ce soit, continue le même auteur, chacune selon son degré, se font abondantes et sumptueuses, avec grans convies aux parens et aux amis, durans ordinairement l'espace de trois jours. L'espoux se vest très bien et l'espouse encore mieux, changeans par chacun d'iceux jours de nouveaux habillemens et ornez richement et gayement. »

Enfin « les funérailles et obsèques semblablement se font fort somptueuses et avec beaucoup d'aumosnes ».

Puisque tout le monde, à ces occasions, faisait de grosses dépenses, l'État, à court d'argent, pouvait bien prendre sa part.

Cependant les propositions de van den Sande ne furent pas admises. Il aurait été intéressant de lire le compte rendu des débats qui eurent lieu, à ce propos, au Conseil des Finances. Malheureusement, on le sait, la plus grande partie des archives de ce Conseil furent brûlées lors de l'incendie de la Cour en 1731. Il est d'ailleurs probable, qu'étant donné le caractère très concis des notules des séances officielles de cette époque, l'information aurait laissé à désirer.

Au surplus, on se représente sans peine que les grands personnages, en majorité régnicoles, qui composaient le Conseil

(¹) *Description de tout le Pais-Bas*, p. 146.

ne devaient guère être enthousiastes de cette saignée à blanc dont ils devaient être les premières victimes. Même réduits à des proportions beaucoup plus modestes et correspondant davantage aux réalités, les impôts proposés devaient atteindre durement les classes possédantes. Les conseillers, cela va sans dire, auront grossi démesurément les erreurs de chiffres de van den Sande, pour démontrer que son système était inapplicable. Et le duc d'Albe, en dehors de toute autre considération, devait trouver au projet un défaut capital : c'est que, malgré l'assurance qui lui avait été donnée, il n'aurait pu se pratiquer sans l'intervention des États. Il n'en fallait pas davantage pour le faire écarter par l'homme d'État dont toute la politique avait tendu à se libérer de cette intervention. Le duc ne se faisait d'ailleurs pas la moindre illusion que, pour cette nouvelle forme d'impôt permanent, le concours des États lui aurait fait défaut comme pour ses *alcabalas*.

Les derniers détails concernant cette affaire nous sont révélés par une nouvelle supplique que van den Sande adressa au gouverneur en 1572, et dans laquelle il lui disait que s'il n'était pas suffisamment informé sur l'excellence de son projet, il devait s'en prendre aux commissaires qu'il avait chargés de l'examen. Il prie le duc de le faire examiner à nouveau, non seulement par les Conseillers des Finances, mais aussi par les membres du Conseil d'État, du Conseil privé et du « Conseil de Sa Majesté lez Son Excellence ». C'est sur ces derniers — la chose ne fait malheureusement pas de doute — que van den Sande semble avoir fondés derniers mais vains espoirs. L'apostille mise en marge de sa requête, le 23 février 1572, et signée par le duc d'Albe, concluait au rejet pour le motif que le système proposé ne pouvait être mis à exécution « sans communication des Estatz ».

Or, à ce moment, le duc traitait avec les États des questions importantes pour le service de Sa Majesté et qui ne souffraient aucun retard. En guise de consolation, l'apostille ajoutait que

si le Gouvernement venait à se servir de certains moyens recommandés par van den Sande, il se conformerait aux clauses stipulées dans l'octroi qui lui avait été concédé.

Les questions importantes qui préoccupaient tant le duc, nous les connaissons aujourd'hui. Il s'agissait d'empêcher à tout prix le départ pour Madrid des délégations des États, décidés à porter leurs doléances au Roi en personne. On sait que, malgré la défense formelle du duc, malgré l'opposition de Philippe II lui-même, les délégués quittèrent la Belgique dans les premiers jours de mars ⁽¹⁾. Trois mois après, le Roi faisait surseoir à la perception des 10^e et 20^e deniers ⁽²⁾. Mais il faudra attendre encore plus de deux siècles avant de voir introduire dans notre législation fiscale les principes du système préconisé par Frédéric van den Sande.

⁽¹⁾ *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, 2^e série, t. XI, p. 254.

⁽²⁾ *Piot, Correspondance de Granvelle*, t. IV, p. XIX.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Beyens (Baron)*. Le second empire vu par un diplomate belge (tome I^{er}).
Bruges-Paris, 1924; in-16 (484 p.). [31.049]
- Capitant (Henri)*. De la cause des obligations. Paris, 1924; in-8°
(506 p.). [31.048]
- Ojeda (Luis Thayer)*. Traduccion de la inscripcion numero XXXV de la
monumenta de Hübner. Vina del Mar, 1924; in-4° (3 p.). [30.124]
- Vannérus (Jules)*. L'origine des seigneurs de Brandenbourg et de Neuer-
bourg, s/l. s. d.; in-8° (33 p.). [30.125]
-

Séance du lundi 2 mars 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, Jean Capart, H. Vander Linden, A. Roersch, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Mahaim, *membre*; A. Nerinx et H. Rolin, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts demande si l'Académie désire voir créer éventuellement de nouveaux Prix décennaux ou quinquennaux. — Renvoi à une Commission formée de MM. Waltzing, Wilmotte, de la Vallée Poussin, Bidez, Vercoullie, De Wulf, Pirenne, Mahaim.

L'Université hébraïque de Jérusalem prie l'Académie de se faire représenter à la cérémonie de son inauguration, le 1^{er} avril 1925.

La Fédération archéologique et historique de Belgique fait

connaître qu'elle tiendra son prochain Congrès à Bruges, du 2 au 5 août 1925.

M. J. Cuvelier adresse un rapport sur des documents historiques inédits concernant le Japon. — Renvoi à l'Union académique internationale.

Le Comité d'organisation prie l'Académie de se faire représenter à la Conférence internationale pour l'emploi de l'Espéranto dans les Sciences pures et appliquées, qui se tiendra à Paris, du 14 au 16 mai 1925.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Traité des Obligations en général, tome V; présenté, avec une note bibliographique, par G. Cornil.

Li Voyèdje di Tchaufontaine, édition critique, par J. Haust; présenté, avec une note bibliographique, par M. Wilmotte.

Université de Nancy, 60^e anniversaire du rétablissement de la Faculté de droit.

Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par A. Henry; présenté, avec une note bibliographique, par H. Pirenne.

Histoire de Lorraine, tome III et *Index général*, par R. Parisot; présenté, avec une note bibliographique, par H. Pirenne.

Geschiedenis van België, tome IV, par H. Pirenne.

Napoléon et la Pologne, par S. Askenazy, traduit par H. Grégoire; présenté, avec une note bibliographique, par L. Leclère.

Byzantion, Revue internationale des Études byzantines, t. I; présenté, avec une note bibliographique, par le P. Delehaye.

Manuel du Droit international belge, par P. Pouillet; présenté, avec une note bibliographique, par le baron Descamps.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe prend connaissance des candidatures, présentées, par la Section d'Histoire et des Lettres, pour la place d'associé vacante par suite du décès de L. Havet et, par la Section des Sciences morales et politiques, pour la place de membre titulaire vacante par suite du décès de G. De Greef et pour la place d'associé vacante par suite du décès de Ch.-F. Ferraris.

CONCOURS DE 1925. — RAPPORTS.

Section des Sciences morales et politiques.

PREMIÈRE QUESTION. — *On demande une étude sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la Belgique, à l'exclusion de la Campine, de la Hesbaye, de l'Ardenne, du Hageland, du Condroz, du Pays de Waes et de la Lorraine belge.*

Rapport de M. Des Marez, premier commissaire.

Le long rapport que j'ai consacré déjà au mémoire relatif à la « Condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans la région de l'Entre-Dendre-et-Senne » me permettra d'être bref, cette fois ⁽¹⁾.

J'y indiquais les chapitres qui me paraissaient trop peu étudiés; j'y signalais un certain nombre de points nouveaux et j'y laissais entrevoir tout l'intérêt que pouvaient présenter, pour l'étude du sujet, certaines sources d'information qui avaient échappé à l'auteur. Celui-ci a bien voulu tenir compte des observations que mes confrères et moi avions formulées, et il

⁽¹⁾ *Bulletins de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques*, séance du 1^{er} mai 1922, pp. 88 à 99, n^o 5.

nous renvoie son mémoire considérablement remanié et complété.

Le chapitre de l'*Habitation* a été entièrement refait. Les différents types de maisons y sont successivement étudiés, et l'ajoute de quelques plans terriers aide à mieux faire comprendre leur distribution intérieure. Le chapitre de la *Culture maraîchère et fruitière* a été revu avec soin et enrichi de données puisées dans des dossiers administratifs. Le chapitre *Voies et Communications*, par trop négligé dans la première rédaction, est traité *ex professo* et illustré de cartes montrant le réseau des routes anciennes et modernes. L'étude des plans cadastraux de Grand-Bigard, de Zellick, de Berchem-Saint-Laurent, a permis à l'auteur de décrire le système d'après lequel les premiers occupants ont pris possession du sol, système intermédiaire entre le *Hofsystem* et le *Dorfsystem*. Elle lui a permis également de préciser l'importance des exploitations agricoles. A Zellick, la disposition en blocs, tels qu'on les trouve dans le système des fermes isolées, est encore nettement visible; à Grand-Bigard, la permanence des parcelles est frappante, et il a été possible de retrouver, inchangés, les biens de l'ancienne abbaye.

Nous avons reproché au chapitre qui traitait de l'*Exploitation agricole en général* d'être trop confus, de manquer de perspective historique, faute de divisions. L'auteur a habilement remanié cette partie importante de son étude. Il l'a rendue plus lumineuse en la divisant en trois parties : l'une allant de la fin de l'ancien régime jusqu'à l'avènement du machinisme (1800-1850); l'autre, de la crise linière à la crise agricole (1850-1895); la troisième, traitant de la période de relèvement, de 1895 à 1914.

L'auteur a joint à son mémoire une intéressante illustration et quelques cartes. Je voudrais insister auprès de la Classe pour que ces illustrations, du moins certaines d'entre elles, — celles qui sont les plus typiques, — soient reproduites. Elles donne-

ront au mémoire une impression de vie et fixeront, pour les générations futures, l'image d'un pays que le voisinage trop proche de la grande ville transforme à vue d'œil.

Tel qu'il se présente, le mémoire répond pleinement à la question posée. Je demande à la Classe de vouloir bien lui décerner le prix.

Rapport de M. E. Mahaim, deuxième commissaire.

Je me rallie bien volontiers aux conclusions du premier commissaire.

Les chapitres du mémoire, qui nous reviennent aujourd'hui, ont été considérablement améliorés; les annexes contiennent des documents intéressants.

J'avais demandé à l'auteur d'essayer de dresser des budgets de ménage typiques. Il déclare qu'il s'est heurté, sur ce point, à des difficultés insurmontables. Je suis le premier à reconnaître, en effet, qu'il est rare de rencontrer les circonstances favorables à l'établissement de budgets de ce genre. Je pense aussi, avec l'auteur, que les fluctuations dans la valeur de la monnaie qui existent aujourd'hui rendent les comparaisons presque impossibles. Aussi, j'aurais mauvaise grâce à insister. Je me plais à reconnaître l'effort de l'auteur pour satisfaire aux critiques qui lui avaient été faites par le premier commissaire.

Je conclus donc en exprimant l'avis qu'il y a lieu de décerner le prix.

Rapport de M. Wodon, troisième commissaire.

Je me rallie en tous points aux conclusions de MM. Des Marez et Mahaim.

La Classe adopte ces conclusions. Le prix est décerné à M. Louis Verhulst, directeur au Ministère des Finances, à Bruxelles.

RÈGLEMENT DE LA CLASSE.

La Classe décide :

1° De placer l'article 13 (relatif aux concours) immédiatement avant l'article 19 (relatif aux questions de concours) ;

2° De mettre l'article 19 d'accord avec l'article 12 du Règlement général de l'Académie, en le remplaçant par le texte suivant :

« Chaque année, dans la séance qui précède la séance publique, la Classe désigne les anciennes questions de concours à maintenir au programme, détermine les matières sur lesquelles doivent porter les questions nouvelles et choisit ces dernières.

» Si le nombre des questions proposées dépasse le nombre réglementaire, la Classe peut nommer, dans chaque section, une Commission de trois membres qui proposera à son choix, dans la séance suivante, les questions qui paraissent le mieux appropriées.

» La liste des questions posées sera publiée au moins deux ans avant la clôture du concours » ;

3° De mettre l'article 22 en rapport avec l'article 9 du règlement général, en supprimant les huit derniers mots de cet article 22.

TRAVAIL A L'EXAMEN.

La Légende de Saint Jean l'Hospitalier, par L. Karl. — Renvoi à MM. Wilmotte, Delehay et Doutrepont.

LECTURES.

Les décimes pontificales dans les anciens diocèses belges, par dom Ursmer Berlière. — Impression dans le *Bulletin*.

Documents hittites du XIV^e siècle avant Jésus-Christ sur les rois d'Achaïe. — *Sur quelques papyrus littéraires récemment découverts*, par L. Parmentier.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

RENÉ DEMOGUE, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. — *Traité des Obligations en général*. — I. *Sources des obligations* (suite et fin). Tome V, in-8° de 678 pages. Paris, Arthur Rousseau, 1925.

Au nom de l'auteur, j'ai l'honneur de faire hommage à la Classe du tome cinquième du *Traité des Obligations*. (Voir, sur les tomes précédents, le *Bulletin* de l'année 1923, aux pages 188 à 190, et de l'année 1924, aux pages 261 à 263.)

M. le professeur Demogue termine, dans ce tome, l'étude des sources des obligations. Il nous initie ici à tous les mystères de la responsabilité juridique pour autrui et de la responsabilité à raison du fait des choses.

Ce tome nouveau est aussi touffu que ses aînés. Je ferai donc pour lui ce que j'ai fait pour ceux-ci, c'est-à-dire que je me bornerai à cueillir au hasard une question, pour servir d'illustration de la méthode remarquable de l'auteur.

Le régime de la responsabilité des communes pour les dégâts commis par des attroupements n'est plus, en France, le régime de la vieille loi révolutionnaire du 10 vendémiaire an IV. Tandis que le système de l'an IV est demeuré immuable en Belgique, il a été rajeuni à deux reprises, en France, par des lois du 5 avril 1884 et du 16 avril 1914. Le régime nouveau assure en tout cas à la victime de troubles une indemnité dont la charge est répartie entre deux administrations publiques : l'État et la commune. Normalement, la répartition de la charge est égale entre l'État et la commune, qui sont responsables en vertu du risque social et, par conséquent, même sans faute. Si cependant, il y a eu faute soit de l'État, soit de la commune, il en

sera tenu compte pour modifier la répartition de la charge, au point que la part de l'administration en faute pourra monter jusqu'à 80 % du total.

Or, voici les réflexions critiques qu'inspire à M. le professeur Demogue ce système assez complexe (pp. 182-183) : « Il (le système actuel) part d'un point de vue social de mise en commun des pertes, mais il maintient en partie le rôle de l'idée de faute pour raréfier les actes condamnables des administrations municipales. C'est un système très moderne et très raffiné. S'il se limite aux dommages nés de troubles, c'est qu'il y a entre eux et les administrations un certain lien de causalité occasionnelle qui se retrouve moins dans les autres dommages. Socialement et politiquement, la loi de 1914... est le signe d'une période troublée par des grèves fréquentes, où se mêlent souvent des fléchissements d'autorités municipales; elle est en même temps le signe d'une époque avide de sécurité, malgré certains désordres; enfin, d'une civilisation riche où l'on n'hésite pas à accroître les responsabilités administratives. » Et l'auteur ajoute en note : « Il y a au fond dans cette loi cette arrière-pensée, non sans vérité, mais très dangereuse, qu'il ne faut pas trop regretter des troubles sociaux qui préparent la société de demain et que pour cela il faut, tout en indemnisant les victimes, ne pas trop charger les communes indulgentes à certaines violences ».

En vérité, les anciens exégètes du Code civil ne nous avaient pas accoutumés à des observations critiques de ce genre, qui marquent très heureusement le chemin parcouru par la dialectique des juriconsultes.

GEORGES CORNIL.

J. HAUST. — *Li Voyédje di Tchaufontaine*.
Liège, Vaillant-Carmanne, 1924.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe une édition nouvelle d'un petit ouvrage liégeois du XVIII^e siècle, qui n'intéresse pas

seulement l'histoire du théâtre en dialecte, car il constitue peut-être le tableau de mœurs le plus vivant et le mieux brossé qu'on possède de ce temps-là en Belgique. La langue en est vigoureuse, charnue, vive en couleurs, parfois un peu brutale dans son réalisme; les caractères sont habilement tracés, avec un souci indéniable de vérité et d'humanité moyenne; le thème, insignifiant en soi, est pourtant fort heureusement choisi; nous revivons, dans sa simplicité et sa bonhomie, l'existence de ces bourgeois de l'ancienne Principauté, de ces petites gens qui grouillaient et s'agitaient autour de la cathédrale de Saint-Lambert et sur la rive de Meuse et qui, par leur franc parler, leur allure dégagée, leur soit de plaisir, ne se ressentaient pas trop de l'atmosphère alourdie d'une ville de prélats et de moinillons.

Li Voyèdje di Tchaufontaine a trouvé, pour le tirer de l'ombre, un éditeur avisé et consciencieux en M. le professeur Haust. Nul ne connaît mieux que ce dialectologue distingué les nuances, les vieux tours, les formes désuètes ou rares des patois wallons. Son commentaire aidera le lecteur non préparé à l'intelligence du texte, dont il retrace l'histoire et apprécie l'importance historique dans sa préface.

M. WILMOTTE.

A. HENRY. — *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*. Paris, Les Presses universitaires de France, 1924, 21 pages in-8°.

L'histoire économique et sociale de la guerre mondiale, dirigée par le professeur Shotwell, sous les auspices de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, s'est largement développée depuis que j'ai eu l'occasion d'en entretenir la Classe ⁽¹⁾. La série belge et la série française, dont aucun

(1) Voir le *Bulletin* d'avril 1924, pp. 112-129.

volume n'avait encore paru en ce moment, sont aujourd'hui en voie de publication. Elles sont imprimées et éditées à Paris par les Presses universitaires de France. Le format et la disposition typographique sont conformes à ceux de la série anglaise.

J'ai la grande satisfaction de pouvoir déposer sur le bureau le premier volume de la série belge. Œuvre de M. Albert Henry, il porte pour titre : *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*. Les publications antérieures de M. Alb. Henry, et surtout les fonctions qu'il a occupées pendant la guerre en qualité de secrétaire général du Comité de Secours et d'Alimentation, lui conféraient, pour traiter ce sujet, une compétence hors ligne. Son livre n'est pas seulement le fruit de l'étude approfondie des documents, il est aussi l'œuvre d'un homme qui a connu de science personnelle, pour y avoir pris une large part, l'organisation dont il retrace le fonctionnement. Il a été écrit sous l'impression directe de la réalité et constitue à cet égard une source historique à laquelle on sera toujours forcé de recourir.

Le but de M. A. Henry a été surtout de montrer comment on parvint, à force de perspicacité, de souplesse, d'énergie et de ténacité, à créer, au cœur même du pays, sous la surveillance soupçonneuse de l'armée et de l'administration allemandes, un organisme exclusivement national qui réalisa le miracle d'alimenter une population isolée du monde extérieur, et par cela même d'en soutenir le moral et de lui donner la force de supporter des épreuves si dures que ceux-là mêmes qui les ont connues ne peuvent plus que difficilement se les représenter. Sans doute, la *Commission of Relief for Belgium* a concouru d'une manière splendide à l'œuvre du Comité National; M. H. Hoover et ses collaborateurs ont donné alors au monde l'exemple de ce que peut l'esprit d'organisation soutenu par le sentiment de la solidarité internationale, et leur grandiose intervention ne s'effacera jamais de la mémoire des Belges. On pourrait s'étonner de ce que M. A. Henry ne l'ait pas décrite avec plus de détails,

si l'on ne savait que l'histoire de la *Commission of Relief* n'est pas encore faite, que les documents d'après lesquels on pourra l'écrire un jour ne sont pas publiés, qu'il était impossible à l'auteur de consulter les archives de la *Hoover War Library* à Stanford, et qu'enfin, comme je viens de le dire, il avait à exposer avant tout ce qui avait été fait dans le pays même.

Il suffira de parcourir la liste des chapitres de son ouvrage pour se rendre compte de l'étendue de la tâche ainsi comprise. Toutes les difficultés soulevées par le problème de l'alimentation dans les circonstances extraordinaires créées par l'occupation ont été exposées avec une clarté parfaite. M. Henry a assisté aux réunions hebdomadaires du jeudi dans lesquelles le Comité directeur, présidée par M. Francqui, communiquait aux délégués des provinces ses instructions et ses mots d'ordre. En peu de jours, par l'intermédiaire des Comités provinciaux, régionaux et locaux, l'impulsion partie du centre parvenait jusqu'aux hameaux les plus reculés et les vivres arrivaient à destination. 3,200,000 tonnes ont été réparties, et l'on comprend l'intérêt que présente la description du mécanisme qui a produit un tel résultat. Bien souvent, en présence du mauvais vouloir des autorités, il fallut recourir à des subterfuges dont on trouvera dans l'ouvrage l'instructive histoire. M. Henry montre que le Comité a fait tout ce qu'il était humainement possible de faire. Il n'a pu surmonter tous les obstacles qui lui étaient opposés, et ce serait une erreur de croire, comme il est arrivé parfois, que grâce à lui l'alimentation de la Belgique a été suffisante. En réalité, elle n'atteignit en 1917, comme l'auteur le montre, que 56 % de ce qu'elle aurait dû être. Malgré des prodiges d'énergie, le Comité n'a pu épargner au pays de cruelles souffrances. Mais que l'on s'imagine ce qu'il serait advenu s'il n'avait pas existé. Sans lui, la Belgique n'eût certainement pas traversé comme elle l'a fait les années les plus douloureuses et les plus glorieuses de son histoire. C'est ce qui fera à jamais l'honneur du Comité National, et c'est ce qui donne en même temps une valeur de

premier ordre au témoignage si consciencieux, si précis, si documenté et en même temps si direct que M. Henry porte sur ses travaux.

H. PIRENNE.

ROBERT PARISOT. — *Histoire de Lorraine*, t. III, de 1789 à 1919. Paris, A. Picard, 1924, viii-521 pages, in-8°. Index alphabétique général. *Ibid.*, 109 pages, in-8°.

J'ai le plaisir d'offrir à la Classe, de la part de notre associé, M. Robert Parisot, le tome III par lequel s'achève l'*Histoire de Lorraine* dont il a fait paraître le premier volume en 1919. La période envisagée est habituellement négligée par les historiens des provinces françaises, et cela se comprend sans peine, puisque la division de la France en départements y a fait disparaître les derniers vestiges de l'autonomie provinciale qu'avait épargnés l'Ancien Régime. Mais outre que M. Parisot est décidément « régionaliste », il avait les meilleures raisons du monde d'agir comme il l'a fait. La question lorraine, rouverte par la guerre de 1870, a été tranchée par la Grande Guerre et il était impossible de ne pas conduire le récit jusqu'à sa solution. Au reste, l'auteur a su adapter son exposé aux conditions nouvelles dans lesquelles se présentait son sujet. Il n'était plus nécessaire de décrire les institutions qui depuis 1815 ont régi une région devenue partie intégrante de la France. En revanche, il fallait étudier les transformations qui lui firent éprouver les réformes opérées au cours de la Révolution, du Consulat et de l'Empire dans tous les domaines. C'est là sans doute une des parties les plus instructives du volume. Mais on y lira aussi avec un vif intérêt les chapitres consacrés à la vie économique et aux diverses manifestations du mouvement social, intellectuel et politique. La tâche était ici d'autant plus délicate que l'historiographie locale ne franchissant guère la limite de 1789, de laquelle l'École continue à dater le début des temps contemporains,

M. Parisot ne pouvait recourir qu'à un bien petit nombre de travaux antérieurs. Guidé par la connaissance profonde qu'il a de son pays et soutenu par la tendresse qu'il lui porte, il a réussi dans une entreprise singulièrement difficile. Aucune autre province de France ne possède le pendant de l'histoire qu'il a consacrée à la Lorraine. Écrite pour le grand public, elle repose sur les bases solides d'une érudition dont son auteur a donné des preuves qu'il est inutile de rappeler ici. Les longues années qu'il a consacrées à cette œuvre de haute vulgarisation forment le prolongement d'une carrière dévouée tout entière à la région lorraine, dont les destinées, à tant d'égards, ressemblent à celles de la Belgique. L'Index général, qui a paru en même temps que ce dernier volume, sera le bienvenu auprès de tous les lecteurs de l'excellent ouvrage de notre confrère.

H. PIRENNE.

P. POULLET, professeur de droit international privé à l'Université de Louvain, membre de l'Institut de Droit international, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène. — *Manuel de Droit international privé belge*.

De la part de l'auteur, j'ai l'honneur de faire hommage à l'Académie de ce volume de 600 pages, qui est le fruit de plus de vingt années d'enseignement universitaire. Destiné avant tout aux étudiants de nos facultés de droit, il intéresse tous ceux qui, au barreau, dans la magistrature, dans le notariat, dans les consulats, désirent connaître le dernier état de la doctrine et de la jurisprudence sur l'ensemble des questions concernant le droit international privé.

Parmi toutes les branches de la science juridique, le droit international privé est assurément l'une des plus captivantes. Placé aux confins du droit privé, du droit public, du droit international et, même, aux confluent du droit et de la poli-

tique, le droit international privé s'efforce de concilier — d'une manière imparfaite, sans doute, mais toujours perfectible — les exigences de la solidarité internationale dans l'ordre des intérêts privés, avec le légitime respect dû à la souveraineté nationale des divers États.

Peu ou pas de textes, du moins dans la matière qui forme l'objet propre du droit international privé, à savoir les conflits de lois. Travaillant à même les faits, le juriste a la tâche délicate de construire la règle à la lumière de la science sociale, de l'expérience et de la raison.

Branche bien actuelle aussi, puisque l'œuvre née d'hier en est à ses débuts, qu'elle traduit les fluctuations de la politique mondiale et que, par suite du développement des rapports internationaux, les problèmes se posent et se succèdent avant même que l'unanimité soit faite sur la méthode de solution des conflits...

De tout temps, la Belgique a tenu une place remarquable dans l'élaboration d'un droit international unifié et vraiment scientifique. Rappelons la collaboration féconde que les divers gouvernements ont apportée aux tentatives anciennes de Mancini, puis à l'œuvre — malheureusement interrompue — de La Haye. Et signalons que l'effort principal est venu de l'initiative privée. Dès 1873, la Belgique donnait le jour à l'*Institut de Droit international*, dont les sessions se poursuivent avec un succès encore accru depuis la Grande Guerre. Nombreuse est l'équipe des internationalistes belges dont les travaux ont porté au loin la réputation de notre pays. Notre Académie en compte dans son sein d'éminents représentants. Et alors que la Belgique n'est pas très riche de revues juridiques, n'avons-nous pas deux périodiques autochtones de droit international qui rivalisent avec les meilleurs de l'étranger : la *Revue de Droit international et de Législation comparée* et le *Bulletin de l'Institut belge de Droit comparé*?

Il manquait, cependant, un Manuel bien à jour qui, en un cadre restreint, fournit à tous, étudiants, praticiens, spécialistes

des autres branches juridiques, un exposé d'ensemble du droit international privé belge en 1925.

Cet ouvrage, le voici.

Synthèse d'un enseignement dont les bénéficiaires s'accordent à reconnaître la haute distinction, nourri de l'expérience — précieuse en l'espèce — du parlementaire et de l'homme d'État, le Manuel de M. Pouillet réunit toutes les qualités de l'œuvre élémentaire bien venue : netteté des idées, clarté de la méthode, élégante simplicité du style.

Après une introduction attachante, — historique succinct des efforts tentés dans la voie du droit international privé, — le Manuel étudie successivement, d'après le plan classique, les quatre matières de la nationalité, de la condition des étrangers, du conflit des lois, de l'efficacité des jugements et des actes étrangers.

Sans entrer dans le détail des problèmes et des solutions, relevons quelques points saillants.

Toutes les questions concernant la nationalité sont remarquablement traitées dans le premier livre du Manuel, et l'auteur ne manque pas d'examiner l'influence des annexions et cessions de territoire sur la nationalité des habitants. Concernant le caractère juridique de la nationalité, l'auteur écrit que « d'après la doctrine courante d'aujourd'hui (Weiss, t. I, pp. 2 et suiv.) le lien de nationalité a un double caractère. Il est d'abord *contractuel*, c'est-à-dire qu'il ne naît et ne peut naître que d'un accord des volontés : celle de l'État, d'une part, celle du citoyen, de l'autre; et le contrat ainsi formé est *synallagmatique*, c'est-à-dire qu'il engendre des obligations réciproques entre les deux parties ». (N° 38, p. 35.)

La nationalité-contrat : doctrine bien « civiliste », apparentée à la théorie du contrat social. Il semble pourtant que la nationalité, — au moins la nationalité d'origine, — loin de résulter d'un contrat réel ou présumé, est un fait de nature et que nous naissons membres d'une patrie comme nous naissons membres

d'une famille. *Jus sanguinis* ou *jus soli*? Peu importe : il s'agit seulement de déterminer lequel des deux critères est le plus *naturel*. Mais quand la loi a choisi, — en s'inspirant d'ailleurs de l'intérêt national, — c'est bien elle qui décide et non la volonté de l'individu. Sans doute, la plupart des législations modernes admettent le changement de nationalité. Encore est-il que l'État originaire peut toujours apporter des restrictions ou des conditions à l'exercice du droit de changer de patrie, car le corps a des droits sur le membre. Fidèle à la doctrine de la nationalité-contrat, l'auteur néglige trop peut-être de rappeler le droit social, qu'il serait pourtant difficile de méconnaître.

Dans le livre II du Manuel, la condition des étrangers est étudiée sous tous ses aspects. Le chapitre concernant la condition des personnes morales étrangères en Belgique est particulièrement intéressant. L'auteur était préparé à cette étude par deux travaux particuliers parus sous ces titres : *De la situation légale en Belgique des personnes morales étrangères* (RÉPERTOIRE MENSUEL DE LA JURISPRUDENCE BELGE, 1902) et *La Condition des personnes morales étrangères d'après la Jurisprudence belge* (JOURNAL DE CLUNET, 1904). M. Pouillet n'hésite pas ici à défendre la thèse de la reconnaissance de plein droit. Sans doute, l'expérience antérieure à la guerre mérite d'être retenue, et nous ne devons pas être dupes. A l'autorité publique de veiller : c'est affaire de police. Mais le droit international est autre chose qu'une combinaison de règles dictées par l'unique souci de l'intérêt national. Il semble conforme à l'esprit international de ne point refuser dès l'abord aux personnes morales étrangères le bénéfice de la personnalité en dehors des frontières de l'État dont elles relèvent.

En ce qui concerne la méthode de solution des conflits de lois dont s'occupe le livre III du Manuel, M. Pouillet se rallie au système finaliste et réaliste exposé par M. Pillet dans ses *Principes de Droit international privé*. Rejetant les procédés antagonistes, mais également tranchés et factices, de la théorie

des statuts et de la théorie de la personnalité du droit, M. Pillet propose de s'arrêter au critère du but social de la loi. « Nous nous rallions, pour notre part, déclare l'auteur, à l'idée générale qui domine le système de M. Pillet et celui de Savigny et nous nous en inspirerons pour la solution des conflits de lois chaque fois qu'aucun texte des lois belges ne nous imposera de solution précise et déterminée. Dans tous les cas non expressément prévus par les législateurs, lorsque nous aurons à trancher des conflits de lois, nous rechercherons, avec MM. Savigny et Pillet, la nature des intérêts en cause, le but social poursuivi par le législateur, et nous donnerons la préférence à celui des législateurs en présence dont l'intervention peut assurer aux intérêts en cause la législation la mieux appropriée à leur nature, la législation qui permettra de réaliser le plus efficacement dans l'espèce envisagée le but social général qui sert de base aux dispositions légales » (p. 265).

C'est dans ces conditions que l'auteur groupe, en une série de chapitres, les lois d'après leur but social, d'après la nature des intérêts en cause et qu'il recherche pour chacun de ces groupes le principe général de droit international privé, applicable en cas de conflit. Il passe ainsi en revue les conflits de lois relatifs à l'état et à la capacité des personnes, au régime des biens, aux actes juridiques, aux lois successorales, consacrant d'ailleurs un chapitre spécial à l'étude de l'ordre public international belge, pour en déterminer la signification et la portée.

Il ne pouvait être question dans un Manuel tel que celui-ci de faire l'application des principes généraux à toutes les matières du droit civil et du droit commercial. L'auteur a dû se borner à quelques-unes des matières qui se présentent le plus fréquemment dans la pratique. C'est pourquoi, dans le domaine des lois d'état et de capacité, il a étudié le mariage, le divorce, la tutelle des mineurs, les questions de filiation; dans le domaine des lois relatives au régime des biens, il a fait l'application de prin-

cipes généraux à l'usufruit, à l'hypothèque maritime, aux titres au porteur; dans le domaine des obligations conventionnelles, il a traité du contrat de mariage et du régime des biens des époux, de la lettre de change, ainsi que de la prescription libératoire en général; dans le domaine des lois successorales, il s'est occupé des conditions requises pour succéder ou pour recevoir, du règlement des dettes du défunt et du testament.

La dernière partie du Manuel, contenue dans le livre IV, traite de l'efficacité, en Belgique, des jugements des tribunaux étrangers et des actes passés à l'étranger, en signalant le dernier état de la législation de la doctrine et de la jurisprudence.

Un esprit large et élevé anime tout cet ouvrage. Profondément respectueux des exigences essentielles de l'ordre national, l'auteur n'en poursuit pas moins de toutes ses forces les solutions internationales justes. C'est la disposition d'esprit requise de tout juriste internationaliste, en l'absence de laquelle le droit international ne s'élèvera jamais.

N'est-ce pas aussi la disposition requise de tout bon patriote belge? La vocation de la Belgique, qui lui est assignée par la géographie, par l'histoire, par son intérêt évident, n'est-elle pas de contribuer, dans la mesure de ses forces, au rapprochement fraternel des peuples et au règne de la justice internationale?

BARON DESCAMPS.

Byzantion. Revue internationale des Études byzantines. Tome I, publié par PAUL GRAINDOR et HENRI GRÉGOIRE. Paris, Édouard Champion, et Liège, Vaillant-Carmanne, 1924, in-8°, viii-755 pages, portrait et gravures.

La section des Études byzantines du V^e Congrès international des Sciences historiques, tenu à Bruxelles en 1923, avait émis le vœu que fût créé un organe international des études byzantines, d'un caractère nettement scientifique, mais s'adressant à un public plus étendu que la plupart des revues consacrées à la

même discipline. Un comité provisoire de rédaction fut désigné. Au premier Congrès des Études byzantines qui se réunit à Bucarest en avril l'année suivante, ce comité fit place à un comité directeur composé de MM. Ch. Diehl, N. Iorga, G. Millet et Sir W. Ramsay. Le secrétariat de la *Revue* fut confié, pour deux ans, à deux de nos compatriotes, MM. Paul Graindor et Henri Grégoire. Le beau volume qui paraît aujourd'hui suffit à montrer combien les directeurs ont été bien inspirés dans leur choix.

Le résultat doit se mesurer aux difficultés de l'entreprise. Il a fallu d'abord arrêter le cadre de la nouvelle publication, lui assurer une exécution typographique en rapport avec son importance, obtenir la collaboration de spécialistes appartenant à une douzaine de nationalités différentes, les soumettre à la discipline que requiert toute œuvre collective, traduire des travaux en langues étrangères, faire subir parfois à la copie un travail de préparation fastidieux. Tout cela représente un effort dont le public profite sans en apprécier le mérite.

Voici en quels termes les secrétaires font connaître le plan adopté : « *Byzantion* publiera chaque année, en deux fascicules, outre des articles de fond, des comptes rendus et une chronique comprenant des bulletins régionaux, des bulletins spéciaux d'histoire, d'archéologie, de philologie, de théologie, d'épigraphie, de numismatique, de sphragistique, de papyrologie, enfin, toutes les informations relatives à l'organisation du « byzantinisme » et à la vie même de notre discipline. Toutes ces rubriques sont déjà représentées, les unes largement, les autres comme en germe, dans ce tome I (1924), correspondant à deux fascicules semestriels. Mais le caractère spécial du présent volume justifie la place importante qu'y occupent les articles de fond. Ils donneront au grand public une idée exacte de la fécondité et de la richesse de nos études ».

Nous ne pouvons songer à analyser les trente articles du recueil, et ce serait trop peu d'en transcrire les titres. Il est plus

important de faire connaître les noms des auteurs qui, presque tous, jouissent d'une réputation bien établie. Nous les grouperons dans l'ordre des matières traitées.

Histoire et Sciences auxiliaires : F.-M. Abel, N.-A. Bees, H.-I. Bell, L. Bréhier, C. Diehl, H. Delehayé, J. Gay, B. Granić, J. Laurent, C. Marinesco. *Archéologie et Histoire de l'Art* : N.-P. Kondakov, D. Aynalov, A. Andréadès, V. Benešević, A. Blanchet, A. Grabar, P. Graindor, V. Grecu, P. Henry, G. de Jerphanion, A. Muñoz, J. Puig y Cadafalch, J. Strzygowski. *Philologie et Histoire littéraire* : D.-C. Hesseling, E. Jeanselm, L. Oeconomos, G. Mercati, P. Peeters, J. Psichari, V. Valdenberg. Suivent les comptes rendus de vingt-deux ouvrages importants, confiés aux meilleurs critiques, et des bulletins régionaux rédigés, pour l'Amérique par A.-K. Porter, pour la Bulgarie par B. Filov et P. Moutafchiev, pour la Grèce par G. Sotiriou et N.-I. Giannopoulos, pour l'Italie par A. Muñoz, pour la Roumanie par N. Bănescu, pour la Yougoslavie par L. Karaman. Le premier bulletin spécial, consacré à l'épigraphie, est rédigé par H. Grégoire.

Un souvenir mélancolique s'attachera au premier volume de *Byzantion*. Le Comité avait approuvé l'idée d'en faire une sorte de recueil de mélanges en l'honneur de M. N. Kondakov, qui fêtait, en 1924, son 80^e anniversaire. Le jour même (20 février 1925) où l'on achevait le tirage du volume, on apprenait la mort de l'illustre savant, décédé à Prague le 16 février. Les collaborateurs de *Byzantion* portent le deuil de celui qu'ils considéraient comme le patriarche de l'archéologie byzantine. Tous ceux qui s'intéressent aux progrès de la science s'y associeront.

Il nous reste à féliciter de leur œuvre tous ceux qui ont contribué par leurs travaux ou leur appui à créer *Byzantion*. A tous, comme à l'œuvre elle-même, nous souhaitons πολλά τῇ ἔργῃ.

HIPPOLYTE DELEHAYE.

SIMON ASKENAZY. — *Napoléon et la Pologne*, tome I. Traduit du polonais par Henri Grégoire, professeur à l'Université de Bruxelles. Avant-propos d'Arthur Chuquet. Lettre-préface de G. Lacour-Gayet. Bruxelles, Lamertin; Paris, Leroux, 1925. 404 pages.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe, au nom de l'auteur et du traducteur, la première partie de l'œuvre consacrée par M. Askenazy aux rapports de Napoléon et de la Pologne. Le savant historien a étudié, dans une grande partie de ses livres et de ses cours, l'époque napoléonienne. Il a publié notamment une biographie très complète du prince J. Poniatowski, maréchal de l'Empire français (1904). Il a couronné ses travaux par un ouvrage de synthèse : *Napoléon a Polska (Napoléon et la Pologne)*. La première partie en a paru en 1919. Elle expose les relations franco-polonaises, du Partage de 1772 au Traité de Presbourg (1805). La deuxième et dernière partie (1806-1815) sera bientôt éditée à Varsovie.

Le premier volume de la traduction française correspond aux deux premiers livres du tome publié en polonais. Il se termine à la veille du départ de Napoléon pour l'Égypte en 1798. Huit chapitres, traitant successivement des trois partages de 1772, 1793, 1795, de Napoléon, de la formation des légions polonaises (1796-1797), des négociations de Leoben et de Campo-Formio.

De ses longues recherches d'archives, M. Askenazy a tiré beaucoup de renseignements inédits, soit qu'il ait consulté les papiers des grandes familles polonaises, soit qu'il ait exploré les dépôts officiels de Varsovie et de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, de Londres et de Paris. Partout il a fait des trouvailles, selon l'expression de M. Chuquet. Ces trouvailles, il a su les utiliser avec un grand talent de composition et d'exposition. Son livre est vivant, riche en scènes pittoresques. Mais au-dessus de la narration animée des événements, au-dessus des portraits expressifs des principaux personnages — et, avant tous les autres, de Napoléon (pp. 186-188) — plane l'idée générale qui donne à l'ouvrage sa cohésion, son unité : « La

Pologne, écrit l'historien, a gardé son cœur à Napoléon. Cela ne veut pas dire que des erreurs et des fautes de Napoléon la Pologne ne se soit pas rendu compte ou qu'elle ne les lui ait pas reprochées avec amertume et chagrin. Mais, en somme, elle lui a conservé son amour... pour deux motifs : d'abord, parce que la Pologne a été maltraitée par toutes les puissances européennes ; secondement, parce que Napoléon est le seul souverain étranger, le seul grand Européen qui ait jamais fait du bien à la Pologne (p. 3). »

Au début du livre, l'auteur montre — en ajoutant beaucoup de neuf à ce qui était déjà connu — comment, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la Pologne a été asservie par la Russie, la Prusse et l'Autriche ; comment aussi les puissances occidentales ont regardé ces partages avec une sorte d'indifférence, oubliant que la Pologne était un facteur de l'équilibre européen. C'est Bonaparte, le premier, qui eut des vues différentes. Il évalua, lors de la première campagne d'Italie, le surcroît de puissance militaire que l'annexion de la Pologne méridionale avait donné à l'Autriche ; il apprécia l'accroissement de force que les partages avaient procuré à la Russie et à la Prusse ; il comprit qu'il fallait restaurer la Pologne. Voilà pourquoi, dès 1796, il crée les légions polonaises ; voilà pourquoi la question polonaise occupe dans sa pensée, pendant tout son règne, une grande place ; voilà pourquoi, plus tard, il crée le grand-duché de Varsovie ; pourquoi, enfin, à Sainte-Hélène, il reconnaît qu'il faut, pour l'équilibre de l'Europe, relever, rétablir la Pologne.

L'œuvre de M. Askenazy constitue une introduction historique indispensable à consulter pour qui veut comprendre l'ensemble des événements qui, au XIX^e et au XX^e siècle, ont abouti à la résurrection de la Pologne. M. Lacour-Gayet le dit avec raison : « Outre le mérite scientifique, ce travail a le mérite de l'opportunité ». Il faut remercier l'habile traducteur d'en avoir donné une version française, claire et élégante. Elle se lit avec grand agrément et avec un intérêt qui ne faiblit jamais.

L. LECLÈRE.

Les décimes pontificales

dans

les anciens diocèses belges aux XIII^e et XIV^e siècles,

par DOM URSMER BERLIÈRE, membre de l'Académie.

Les décimes extraordinaires que les papes imposaient sur les revenus ecclésiastiques, en vue de couvrir les frais des croisades et d'expéditions contre les hérétiques ou pour subvenir aux besoins de l'Église romaine, remontent au début du XIII^e siècle, au pontificat d'Innocent III (1). L'insuccès de la dime saladin, que les rois de France et d'Angleterre avaient décrétée en 1184 ou 1185, que des synodes de 1188 avaient adoptée, promulguée cette année et retirée aussitôt, devait avoir sa répercussion dans le monde religieux par l'échec auquel il venait toute idée de croisade. Le pape, invoquant sa mission de chef de la chrétienté et son autorité sur les personnes, prit alors l'initiative de sauver la foi et de reconquérir les Lieux Saints. Dès la fin de 1199, il

(1) Sur les décimes, voir GOTTLOB, *Kreuzzugssteuern*. Heiligenstadt, 1892; J.-P. KIRSCH, *Die päpstlichen Kollektorien in Deutschland*. Paderborn, 1894, pp. xv-xxii; A. PROFESSIONE, *Contributo agli studi sulle decime ecclesiastiche e della crociata*. Turin, 1894; BERLIÈRE, *Inventaire analytique des Libri Obligationum et Solutionum des Archives Vaticanes*. Bruges, 1904, pp. xxii-xxiii; SAMARAN et MOLLAT, *La fiscalité pontificale en France au XIV^e siècle*. Paris, 1905, pp. 41-42; G. LOY, *Der kirchliche Zehnt im Bistum Lübeck von ersten Anfängen bis zum Jahre 1340*. Diss. Kiel, 1909; E. HENNIG, *Die päpstlichen Zehnten aus Deutschland im Zeitalter des Avignonesischen Papsttums und während des grossen Schismas*. Halle, 1909; E. GOELLER, *Die Einnahmen der apost. Kammer unter Johann XXII*. Paderborn, 1910, pp. 97*-102*. En 1881, M. Gerbaux a publié les conclusions d'une étude sur *Les décimes ecclésiastiques au XIII^e siècle* (POSITIONS DES THÈSES DE L'ÉCOLE DES CHARTES, 1881, pp. 23-29). Il y a aussi de nombreux renseignements dans E. BERGER, *Saint Louis et Innocent IV*. Paris, 1893, pp. 185-202; M. PROU, *Registre d'Honorius IV*. Paris, 1888, pp. xxiii-xxix; G. LE BRAS, *L'immunité réelle*. Rennes, 1920, pp. 124-144.

ordonna la levée d'un quarantième des revenus ecclésiastiques⁽¹⁾, puis, en 1215, d'un vingtième pendant trois ans, « pour venir en aide à la Terre-Sainte »⁽²⁾.

A partir de ce moment, dès que la croisade est en jeu, qu'il s'agisse des Musulmans ou des Albigeois, la Papauté intervient pour faire accorder aux princes les subsides nécessaires. Philippe-Auguste obtient, en 1218, ici un vingtième, là un quarantième des revenus ecclésiastiques pour lutter contre les Albigeois; Louis VIII, en 1226, un subside annuel pendant cinq ans⁽³⁾. C'est à l'aide des sommes recueillies dans la chrétienté qu'Innocent IV (1243-1254) mène la lutte contre Frédéric II⁽⁴⁾, soutient l'empereur de Constantinople Baudouin II, vient au secours de Louis IX et des rois de Castille et d'Aragon contre les Maures, contribue à l'expédition contre les païens du Nord. Lorsque le duc de Brabant s'est montré disposé à se rendre en Terre-Sainte, le même pape charge son légat et les évêques de lui procurer les ressources nécessaires, prises sur la levée des décimes dans les diocèses de Cambrai, Liège et Utrecht⁽⁵⁾.

Les invasions des Tatares inquiètent Alexandre IV, et l'on voit le concile de Bordeaux (10 avril 1260) répondre au pape que les évêques se sont entendus avec le roi pour prescrire une contribution générale, qui ne retombe pas uniquement sur l'Église, déjà accablée d'impôts⁽⁶⁾. L'archevêque de Ravenne

(1) POTTHAST, n. 913-916, 922-913; A. LUCHAIRE, *La dime de croisade de 1185* (REVUE HISTORIQUE, t. LXXII, 1900, pp. 334-338; voir t. LXXIII, pp. 61-63; t. LXXVI, pp. 329-330); G. LE BRAS, *L'Immunité réelle*. Rennes, 1920, pp. 122-123.

(2) MANSI, *Concilia*, t. XXII, col. 1062.

(3) POTTHAST, n. 5901-5902; MANSI, *Concilia*, t. XXIII, col. 10-11.

(4) Octrois de subsides à l'évêque de Liège (RODENBERG, *Epistolae*, t. II, pp. 385, 387; E. BERGER, *Reg. d'Innocent IV*, t. I, n. 3841, 3842); subsides accordés au roi Guillaume en 1249 (IBID., n. 4325). Sur les versements de l'abbaye de Saint-Trond, en 1256-1257, voir H. PIRENNE, *Le Livre de Guillaume de Ryckel*. Gand, 1896, pp. 98, 101, 324, 335, 357.

(5) Lettres des 19-20 juillet 1246 (RODENBERG, *Epistolae*, t. II, pp. 169-172.)

(6) MARTÈNE, *Ampl. coll.*, t. VII, col. 170-172; MANSI, *Concilia*, t. XXIII, col. 1047-1049.

réunit aussi un concile provincial dans le même but en mars 1261 ⁽¹⁾. La même année, d'autres réunions se tinrent à Mayence et à Magdebourg, pour s'occuper de ce grave problème ⁽²⁾.

La situation désespérée des chrétiens d'Orient détermine Urbain IV à tenter un effort en leur faveur. Dès 1262, il ordonne de recueillir de l'argent pour la Terre-Sainte et prescrit la levée d'un centième des revenus ecclésiastiques pour trois ans. En Allemagne, les archevêques de Magdebourg et de Cologne sont chargés de recueillir l'argent; en France, c'est l'archevêque Gilles de Tyr qui préside à cette opération et qui a aussi dans son ressort les diocèses de Cambrai, Liège, Toul, Metz et Verdun ⁽³⁾; la fixation de la levée avait été réglée dans une réunion d'évêques tenue à Paris le 18 novembre 1263 ⁽⁴⁾. Le 26 janvier 1264, Clément IV chargeait l'archevêque de Tyr, en même temps que Jean de Valenciennes, seigneur de Caïphas, de rassembler les sommes recueillies par les collecteurs et de les employer pour le bien de la Terre-Sainte ⁽⁵⁾. Des prédications ont lieu en vue de procurer les secours nécessaires, et l'on signale le passage des missionnaires dans les diocèses de Thérouanne et de Tournai, en août, septembre et octobre 1265 ⁽⁶⁾. Le 27 avril 1265, Clément IV fait procéder à la levée du centième par l'archevêque de Tyr dans le diocèse de Cambrai ⁽⁷⁾; le 30 juillet 1266, il charge son légat, Simon, cardinal de Sainte-Cécile, de prêcher la croisade en France et dans les diocèses de

⁽¹⁾ MANSI, *Concilia*, t. XXIII, col. 993-998.

⁽²⁾ IDEM, *ibid.*, t. XXIII, col. 1074.

⁽³⁾ GOTTLÖB, p. 59.

⁽⁴⁾ Lettre de l'archevêque de Tyr à l'évêque d'Uzès, datée de Tournai, le 14 octobre 1264 (*Bull. de la Comm. royale d'Hist. de Belgique*, 4^e sér., t. II, p. 96, d'après Coll. Baluze, Bulles, t. XIV, n° 390); voir BARONIUS, ad an. 1263, n. 1-12, éd. Theiner, t. XXII, pp. 93-95; POTTHAST, n. 18461.

⁽⁵⁾ MARTÈNE, *Thesaurus*, t. II, col. 47; POTTHAST, n. 18788.

⁽⁶⁾ BORRELLI DE SERRES, *Compte d'une mission de prédication pour secours à la Terre-Sainte (1265)*, dans MÈM. DE LA SOC. DE L'HISTOIRE DE PARIS ET DE L'ÎLE-DE-FRANCE, t. XXX, 1903, pp. 243-280.

⁽⁷⁾ MARTÈNE, *Thesaurus*, t. II, col. 126; POTTHAST, n. 19113.

Cambrai, Toul, Liège, Metz et Verdun ⁽¹⁾, et de remettre au comte de Flandre une somme de 20,000 livres en vue du voyage de Terre-Sainte ⁽²⁾, et, le lendemain, il lui confie la levée du centième pour le restant du terme de cinq ans dans les diocèses de Metz, Toul, Liège et Verdun ⁽³⁾, puis, le 29 octobre, après le décès de l'archevêque de Tyr, dans le royaume de France et dans le diocèse de Cambrai ⁽⁴⁾. La levée fut faite en Flandre par Baudouin d'Eyne, chanoine de Tournai, délégué par Guillaume de Saint-Just, commissaire désigné par le légat Simon de Brion ⁽⁵⁾. Sur l'argent recueilli par le légat, des sommes furent octroyées à différents princes, notamment aux comtes de Gueldre, de Luxembourg, de Juliers et au seigneur d'Houffalize ⁽⁶⁾.

Quand, pour la deuxième fois (25 mars 1267), Louis IX eut fait le vœu de la croisade, Clément IV s'empressa de venir à son secours. Le cardinal-légat Simon, de concert avec l'archevêque de Reims et ses suffragants réunis à Compiègne, décréta la levée d'une décime de trois ans ⁽⁷⁾. C'est sans doute à l'occasion de cette décime que l'abbaye de Ter Doest protesta, au nom des privilèges de son ordre, contre les collecteurs qui réclamaient d'elle ce subside ⁽⁸⁾.

(1) POTTHAST, n. 19768; voir aussi les lettres au cardinal Simon des 5 et 23 mai 1267 (IDEM, n. 19997, 20015).

(2) IDEM, n. 19769; JORDAN, *Reg. de Clément IV*, p. 95.

(3) IDEM, *ibid.*, n. 19770-19771.

(4) IDEM, *ibid.*, n. 19865.

(5) KERVYN DE LETTENHOVE, *Dime levée en Flandre pour la croisade de Tunis* (ANNAL. SOC. ÉMUL. BRUGES, 2^e série, t. X, pp. 274-276, sans indication de provenance du document).

(6) Lettres du 1^{er} août 1266 (POTTHAST, n. 19777, 19778, 19780, 19781); GOTTLÖB, pp. 59-61.

(7) KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*. Bruxelles, 1875, pp. 551, 570.

(8) IDEM, *ibid.*, pp. 120-121; GOTTLÖB, pp. 61-62. L'ordre de Cîteaux était exempt des décimes, mais la Papauté lui imposa des subsides caritatifs, justifiés d'ailleurs par la richesse de ses monastères, et dans certains cas le paiement des décimes (actes de 1278, 1281, voir GAY, *Reg. de Nicolas III*, n. 165; *Reg. de Martin IV*, n. 54, 55; GUIRAUD, *Reg. de Grégoire X*, n. 887; KERVYN DE LETTENHOVE, *Études sur l'Histoire du XIII^e siècle*. Bruxelles, 1854; SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. II, n. 2021; t. V, n. 914).

Le 21 août 1268, Clément IV, sur le centième prélevé en faveur de la Terre-Sainte, accorda au comte de Flandre un subside de 20,000 livres tournois à prendre sur les sommes recueillies dans les parties des diocèses de Cambrai, Tournai et Arras en dehors du royaume de France ⁽¹⁾. Le 19 janvier 1277, Jean XXI lui attribua de même les décimes levées dans ses États en faveur de la Terre-Sainte ⁽²⁾.

La décime, décidée lors du concile de Lyon (1274) pour une période de six ans, fut confiée à des collecteurs spéciaux, à la tête desquels on retrouve pour la France le cardinal Simon de Sainte-Cécile ⁽³⁾. Le roi de France devait en bénéficier, en vertu d'une concession de Grégoire X ⁽⁴⁾. Dans les provinces de Cologne, Brême, Magdebourg et le diocèse de Cammin, c'est le chanoine de Liège, Renier d'Orjo, qui a été député par le Saint-Siège ⁽⁵⁾. Pour la partie du diocèse de Cambrai qui relevait de l'Empire et pour les territoires du comte de Flandre, Jean XXI nomma l'abbé cistercien de Vaucelles et le doyen de Cambrai, Jean de Bruyères, auxquels fut adjoint le chanoine Renier de Paissy. On voit ces trois personnages, collecteurs de la décime de Cambrai, consigner en février 1282 aux échevins de Bruges une somme de 15,000 livres tournois, qui devait être remise, par concession de Rome, au comte de Flandre, Guy de Dampierre ⁽⁶⁾, et, en janvier 1286, une autre somme de 2,000 livres parisis ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ JORDAN, *Reg. de Clément IV*, n. 652.

⁽²⁾ POTTHAST, n. 21217; BONDOIS, *Catal. des manuscrits de la collection des Mélanges de Colbert*. Paris, 1922, t. II, p. 32.

⁽³⁾ GOTTLÖB, pp. 94-116.

⁽⁴⁾ GUIRAUD, *Reg. de Grégoire X*, n. 498.

⁽⁵⁾ Actes de 1278 et 1279 (BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartul. de l'église Saint-Lambert à Liège*. Bruxelles, 1895, t. II, pp. 304-305).

⁽⁶⁾ GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Invent. des archives de la ville de Bruges*. Sect. I. Invent. des chartes, t. I. Bruges, 1871, pp. 11, 15. Sur cette collecte, voir SAINT-GENOIS, *Invent. des chartes des comtes de Flandre*. Gand, 1843, n° 293, p. 91; LE GLAY, *Invent. des archives départementales du Nord*. Chambre des comptes, t. I. 1863, p. 38.

⁽⁷⁾ GILLIODTS, p. 19. On a la quittance du collecteur de la décime octroyée à Guy de Dampierre, qui fut donnée aux chanoinesses de Sainte-Waudru de Mons le

Sur les produits de leur collectorie, l'abbé de Vaucelles et Jean de Bruyères devaient, en vertu d'un ordre d'Honorius IV rappelé dans une lettre de Nicolas IV du 22 juin 1288, prêter au comte de Flandre 40,000 livres, que ce prince devait restituer endéans les quatre ans ⁽¹⁾. Le 24 février 1289, Nicolas IV, rappelant cet ordre, demanda aux deux collecteurs de la décime levée par eux pour le comte de Flandre en faveur de la Terre-Sainte dans la partie du diocèse de Cambrai ne relevant pas de la France, de même dans les diocèses d'Arras, Tournai, Liège et Utrecht, de lui rendre leurs comptes ⁽²⁾. Guy de Dampierre reçut les sommes promises en vertu d'une lettre de Nicolas IV du 1^{er} août 1291 ⁽³⁾.

Aux décimes pour la croisade venaient parfois s'ajouter d'autres taxes d'une nature plus politique. Pour soutenir Charles d'Anjou contre le prince Manfred de Tarente, Urbain IV avait décidé, le 3 mai 1264, de lever une décime de trois ans

21 décembre 1283 (DEVILLERS, *Chartes de Sainte-Waudru*. Bruxelles, 1899, t. I, p. 396). — Levée dans le diocèse de Cambrai en 1286 par le comte de Flandre (LE GLAY, *Nouveaux Analectes*. Paris, 1852, p. 178). — Sur l'opposition des chapitres cathédraux de la province de Reims à la levée des taxes en faveur du roi de France dans une réunion tenue à Saint-Quentin le 11 juillet 1283, voir les décisions de leurs procureurs (DUCHET et GIRY, *Cartulaires de l'église de Théroutanne*. Saint-Omer, 1881, pp. 203-205).

⁽¹⁾ E. LANGLOIS, *Reg. de Nicolas IV*, n. 149. — Sur les dépôts d'argent faits par les collecteurs aux échevins de Bruges, en janvier 1287, voir SAINT-GENOIS, n. 425-426, pp. 128-129, et sur l'emploi des sommes, n. 463, p. 140. — Paiement des décimes par l'abbaye de Parc 1284-1288 (R. VAN WAEFELGHEM, *Status monasterii Parcensis*, dans BULL. DE LA COMM. ROYALE D'HISTOIRE, t. LXXXVII, 1923, p. 323). Sur les levées dans le diocèse de Cambrai, en 1284, 1289, voir *Recueil des hist. des Gaules*, t. XXI, p. 532, et la valeur des levées dans les diocèses de Cambrai, Théroutanne et Tournai entre 1289 et 1307 (IBID., pp. 341, 546-547), en 1313 (pp. 557-558), entre 1318 et 1330 (p. 561).

⁽²⁾ LANGLOIS, n. 679, 680; RONDOIS, *Mélanges de Colbert*, t. II, p. 33 (Lettres de Jean XXI, du 24 février 1290, et de Célestin V du 1^{er} décembre 1294, au sujet de cette concession de décime).

⁽³⁾ LANGLOIS, n. 5739, 5740, 6196; SAINT-GENOIS, n. 599, pp. 175-176; voir nos 604-605, 608, 609, 647, 651, pp. 177-178, 179, 191, 192; LE GLAY, *Invent. des archives départementales du Nord*. Chambre des comptes, t. I, pp. 53, 59; GILLIODTS, *Invent. des archives de Bruges*, t. II, p. 315.

en France, en Flandre, en Provence et dans les provinces ecclésiastiques de Lyon, Vienne, Embrun, Tarentaise et Besançon ⁽¹⁾. Le cardinal de Sainte-Cécile, Simon de Brion, établi collecteur général de cette levée, réunit à Paris, le 24 août suivant, les archevêques et les prélats des provinces de Bourges, Sens, Rouen et Reims. D'autres synodes furent convoqués par le légat à Clermont (11 septembre 1264) et à Lyon (26 septembre ⁽²⁾); une autre réunion fut fixée à Bourges pour les abbés de l'ordre de Cîteaux ⁽³⁾. Le 17 novembre 1265, Clément IV pria le clergé de France et celui des diocèses de Tournai et de Cambrai de venir en aide au roi de Sicile ⁽⁴⁾; exception était faite pour les parties des comtés de Flandre et de Hainaut ne relevant pas de la France ⁽⁵⁾.

L'occupation de la Sicile par Pierre d'Aragon, la déposition du roi Pierre, l'acceptation des offres pontificales par le roi de France devaient avoir pour suite une guerre, une croisade, comme on disait alors, contre l'Aragon. Cette expédition malheureuse, faute politique du pape Martin IV, l'ancien cardinal-légat Simon de Brion, devait être entreprise aux frais de la chrétienté. Le cardinal Jean de Sainte-Cécile, envoyé comme légat en France et dans les diocèses de Liège, Metz, Verdun et Toul (5 mai 1284) ⁽⁶⁾, nomma des collecteurs pour les décimes accordées par le Saint-Siège en raison des affaires d'Aragon et de Valence, en exemptant l'ordre de Cîteaux de contribuer à ce subside ⁽⁷⁾. Cette décime fut levée en Brabant, comme on le

⁽¹⁾ KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*, pp. 116, 323-325.

⁽²⁾ GOTTLÖB, pp. 90-91.

⁽³⁾ KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*, p. 325.

⁽⁴⁾ POTTHAST, n. 19450-19451.

⁽⁵⁾ Exemption de cette taxe pour plusieurs abbayes du diocèse de Cambrai, le 30 juin 1267 (JORDAN, *Reg. de Clément IV*, n. 479).

⁽⁶⁾ POTTHAST, n. 22130. On voit que le 11 juillet 1288 l'abbaye de Parc lui paie 10 livres (*Bull. de la Comm. royale d'Histoire*, t. LXXXVII, p. 323).

⁽⁷⁾ Lettre datée de Saint-Germain-des-Près à Paris du 3 décembre 1284 (*Cartulaire des Dunes*. Bruges, 1864, pp. 631, 903).

voit par la quittance donnée le 24 décembre 1284 à la priure de Grand-Bigard ⁽¹⁾ et par une lettre du 22 octobre 1286 adressée aux collecteurs par les dix chanoines mineurs de Sainte-Gudule à Bruxelles ⁽²⁾. Une lettre du 5 octobre 1291 fait connaître le nom de celui qui avait été chargé de colliger dans la province de Reims les décimes pour les affaires d'Aragon et de Valence, en même temps que celles de Terre-Sainte : M^e Pierre de Trocha, chanoine de Saint-Quentin en Vermandois ⁽³⁾. Celui-ci avait nommé des sous-collecteurs, notamment, pour le diocèse de Tournai, deux chanoines de cette ville, Jacques de Gand et Jean de Camba ⁽⁴⁾.

Le roi de France ne cessait de réclamer de l'argent, et il fallait bien que Nicolas IV, sous le prétexte que le roi s'intéresserait à l'affaire d'Aragon, lui concédât à ce titre une décime de trois ans en France avec sursis pour les diocèses de Liège, Metz, Verdun et Toul, et réserve pour l'Église romaine d'une somme de 200,000 livres tournois ⁽⁵⁾. Le 31 mai suivant, les diocèses susdits furent astreints à payer la décime ⁽⁶⁾.

Cependant la levée de décimes ne chôma pas dans nos pays. Nous voyons que le 19 juin 1290, M^e Jean de Liège, chanoine de Cambrai, et Gilles de Tournai, sigillifère de cet évêché, chargés de les recueillir, déclarent que l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés à Tournai ne doit rien payer, puisqu'elle n'est pas

(1) Archives générales du Royaume. *Cartul. du Grand-Bigard*, 2529, n. 147. Sur les paiements de l'abbaye de Parc à Liège et à Cambrai de 1284 à 1288 (*Bull. de la Comm. royale d'Histoire*, t. LXXXVII, p. 323).

(2) *Analectes pour servir à l'hist. eccl. de Belgique*, t. III, p. 295.

(3) SAINT-GENOIS, n. 385, p. 117; n. 594, p. 173; O. DELEPIERRE, *Précis analyt. des documents que renferme le dépôt des Archives de la Flandre occidentale*. Bruges, 1840, t. I, p. CVIII.

(4) *Idem. ibid.*, pp. CIX-CX; SAINT-GENOIS, n. 595, p. 174; n. 605, p. 177; n. 608, p. 178; n. 640, 642, p. 188.

(5) LANGLOIS, *Reg. de Nicolas IV*, n. 615 (acte du 25 septembre 1288).

(6) *Idem. ibid.*, n. 991-1009. Sur les produits des décimes en faveur du roi de France, voir les textes publiés par L. DELISLE (*Recueil des Historiens des Gaules*, t. XXI, pp. 523-560), où l'on énumère les comptes de décimes accordées au roi depuis 1247.

soumise à l'évêque de Cambrai ⁽¹⁾. Les abbés-pères de l'ordre de Cîteaux, réunis à Dijon, avaient voté en 1294 une décime de deux ans ⁽²⁾. Des réclamations se firent entendre au sujet de la décime votée à Compiègne pour les diocèses de Théroutanne, Arras et Tournai, où les seigneurs temporels exigeaient déjà une subvention sur les biens ecclésiastiques, ce qui devenait une menace de charge double ⁽³⁾. Les monastères des Dunes et de Ter Doest, notamment, protestèrent contre cette double exigence, avec d'autant plus de raison que la majeure partie de leurs biens étaient situés dans l'Empire ⁽⁴⁾.

L'expédition de Charles de Valois en Sicile pour combattre Frédéric d'Aragon, patronnée par Boniface VIII, eut pour conséquence la levée de nouveaux subsides.

Le 15 mai 1297, le pape notifiait aux évêques de France, y compris ceux de Tournai et de Théroutanne, qu'il les chargeait de colliger une décime biennale en faveur du roi de France ⁽⁵⁾. L'évêque de Tournai avait désigné pour collecteurs dans son diocèse M^e Jacques Le Personne, chanoine de la cathédrale, et Hugues d'Anizy, curé d'Eyne, son sigillifère ⁽⁶⁾. Une lettre du chapitre de Tournai convoqua les chefs des monastères et des chapitres à une réunion plénière qui devait se tenir à Tournai, à l'effet de délibérer sur le subside à lever dans le diocèse ⁽⁷⁾. Mais déjà les prélats des monastères et les chefs des chapitres relevant du comté de Flandre dans les quatre diocèses de Tournai, Arras, Théroutanne et Cambrai s'étaient concertés

⁽¹⁾ J. Vos, *L'abbaye de Saint-Médard ou de Saint-Nicolas-des-Prés près Tournai* (MÉM. DE LA SOC. HIST. DE TOURNAI, t. XIII). Tournai, 1876, p. 25.

⁽²⁾ *Codex Dunensis*, pp. 192-194.

⁽³⁾ *Ibid.*, pp. 194-195.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 195. Documents sur ces décimes aux Archives départementales du Nord, à Lille, Chambre des comptes, B. 1456-1458 (BRUCHET, *Répertoire numérique*, fasc. 4, p. 67).

⁽⁵⁾ POTTHAST, n. 24516; *Codex Dunensis*, pp. 498-500.

⁽⁶⁾ 5 octobre 1297 (*Ibid.*, p. 500).

⁽⁷⁾ KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*, pp. 93-95; GOTTLOB, pp. 111-132.

en mai et avaient désigné leurs procureurs pour protester en cour de Rome contre la concession du subsidie au roi de France ⁽¹⁾. Cette concession, de même que l'autorisation accordée par Boniface VIII à Philippe le Bel, le 9 août de la même année, de percevoir pendant un an les revenus des bénéfices vacants ⁽²⁾, constituait un secours indirect contre le comte de Flandre. Les protestations des sujets du comte étaient donc justifiées, de même que celles de l'abbaye des Dunes, contre le subsidie accordé par les pères de l'Ordre ⁽³⁾, et des monastères de Soetendael ⁽⁴⁾ et de Ter Doest contre les commissaires chargés de l'exécution de la bulle du 15 mai ⁽⁵⁾.

Le 1^{er} octobre 1298, Boniface VIII avait ordonné en France la levée d'un subsidie à l'effet de soutenir l'Église romaine dans la lutte pour la récupération de la Sicile et contre les Colonna ⁽⁶⁾. Le 3 septembre 1301, il annonçait aux archevêques de Lyon, Vienne, Besançon, Tarentaise, Embrun, Aix et Arles et à leurs suffragants, ainsi qu'aux évêques de Metz, Verdun, Toul, Liège et Cambrai, pour la partie de ce dernier diocèse qui ne relevait pas de la France, l'imposition d'une décime triennale à partir de la Saint-Jean-Baptiste de cette année ⁽⁷⁾.

Le soin de colliger cette décime dans les diocèses de Metz,

⁽¹⁾ SAINT-GENOIS, nos 892-895, pp. 261-262; *Codex Dunensis*, p. 510.

⁽²⁾ *Codex Dunensis*, p. 273; POTTHAST, n. 24727.

⁽³⁾ 13 septembre 1298 (*Codex Dunensis*, pp. 294-296). A la date du 16 août 1300, on voit que c'est l'écolâtre de Tournai, Ange de Rome, et Henri, prêtre du grand autel de la même église, qui fonctionnent comme collecteurs et donnent quittance d'un premier versement opéré par l'église de Saint-Nicolas au pays de Waes (DE SCHOUTHEET DE TÈRVARENT, *Inventaire général anal. des Archives de la ville et de l'église primaire de Saint-Nicolas*. Saint-Nicolas, 1872, p. 11).

⁽⁴⁾ *Codex Dunensis*, pp. 209-211.

⁽⁵⁾ *Ibidem*, pp. 159-160.

⁽⁶⁾ POTTHAST, n. 24727.

⁽⁷⁾ H. SAUERLAND, *Vatikanische Urkunden und Regesten zur Gesch. Lothringens*. Metz, 1901, t. I, n. 60, pp. 35-36. Les comptes du sous-collecteur de cette décime pour le diocèse de Bâle (1302-1304) ont été publiés par M^{sr} KINSCH, *Päpstliche Kollektorien*, t. I, pp. 3-32.

Verdun, Toul, Liège et Cambrai fut confié le même jour à Jean de Calonne, archidiacre de Gand, dans l'église de Tournai, et, le 29 septembre suivant, des instructions lui furent données pour cette levée ⁽¹⁾. En Allemagne, notamment dans les provinces de Cologne et de Trèves qui nous intéressent, c'était Gabriel, pléban de Valleneto, qui devait remplacer les collecteurs désignés jadis par Grégoire X ⁽²⁾.

Le collecteur se mit aussitôt à l'œuvre et, dès le 27 septembre 1302, il donnait de Paris procuration à Pierre Velli et à Clarus Damanzati, agents de la Société des Spine, de Florence, pour recevoir l'argent recueilli par les sous-collecteurs ⁽³⁾. Le 27 décembre suivant, Pierre Velli recevait à Cambrai des sous-collecteurs Jacques de Marly et Jacques de Douai, chanoines de Cambrai, un premier versement de 7,700 livres petits tournois en monnaie courante ⁽⁴⁾, puis, le 8 août 1303, un autre versement de 7,570 livres tournois pour le deuxième terme de la deuxième année, échu le 24 juin précédent ⁽⁵⁾, tandis que Clarus Damanzati donnait quittance aux sous-collecteurs dans le diocèse de Verdun, Albert de Pargny et Jean d'Épinal, chanoines de Verdun, des sommes recueillies pour le troisième terme, échu à la Saint-Jean 1303 ⁽⁶⁾.

Cependant les décimes imposées par les papes depuis Grégoire X ne rentraient pas régulièrement; il importait de recouvrer les arriérés. Boniface VIII tenta un sérieux effort en ce sens, mais il n'obtint que des résultats insignifiants. Benoît XI renouvela cette tentative en entourant ses mandataires de toutes

⁽¹⁾ SAUERLAND, n. 62, pp. 36-42.

⁽²⁾ IDEM, *Urkunden und Regesten zur Gesch. der Rheinlande*. Bonn, 1902, t. I, n. 103, p. 51; n. 147, p. 73.

⁽³⁾ Archives Vaticanes. *Instrum. Miscellanea*, n. 372; BERLIERE, *Invent. des Instrumenta Miscellanea*, dans BULL. DE L'INSTITUT HISTORIQUE BELGE DE ROME, fasc. IV, 1924, n. 11, p. 12.

⁽⁴⁾ IDEM, *ibid.*, n. 3, pp. 7-8.

⁽⁵⁾ IDEM, *ibid.*, n. 4, p. 8.

⁽⁶⁾ IDEM, *ibid.*, n. 5, pp. 8-9.

les garanties possibles de succès. Tandis que son chapelain Bonaiutus de Casentino, chanoine d'Aquilée, est délégué en Hongrie, Pologne, Bohême et Moravie (11 février 1304), Gérard de Pecoraria, chanoine de Reims, est désigné pour l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande (15 février 1304); Gabriel, pléban de Valleneto, l'est dans les provinces d'Allemagne (23 mai 1304), alors que Jean de Calonne, prévôt d'Aire, avait déjà reçu, le 13 janvier, le renouvellement du mandat qui lui avait été conféré par Boniface VIII pour les diocèses de Metz, Toul, Verdun, Liège et Cambrai, sauf pour la partie française ⁽¹⁾.

La France n'était pas atteinte par la mesure du pape, sans doute en raison de l'épuisement du pays par Philippe le Bel, à qui la papauté se voyait obligée de faire sans cesse des promesses de secours ⁽²⁾. Il n'en était pas de même dans les provinces voisines qui, étant fiefs, échappaient à l'autorité directe du roi. Dès le 13 janvier 1304, Benoît XI ordonna à Jean de Calonne, qui parcourait alors le diocèse de Tournai, de lever sans retard les sommes dues à l'Église ⁽³⁾ et, entre le 13 janvier et le 26 mars de la même année, il lui mandait de consigner son argent aux marchands de la Société des Circuli, de Florence ⁽⁴⁾. Dès le 16 mai suivant, les procureurs de cette Société, Boninus Bonicontri et Michel Marchi, donnaient quittance à Jean de Calonne et aux sous-collecteurs Jacques de Marly et Jacques de Douai d'une somme de 6,500 livres petits tournois pour le terme

(1) CH. GRANDJEAN, *Recherches sur l'Administration financière du pape Benoît XI* (MÉLANGES D'ARCHÉOL. ET D'HIST., t. III, pp. 55-63); *Reg. de Benoît XI*, n. 146, 357.

(2) Pour indemniser le roi de France des frais que lui occasionnerait le rehaussement de la monnaie, Benoît XI lui accorde, le 14 mai 1304, le droit de lever pendant deux ans une décime sur le clergé, et d'encaisser les revenus des bénéfices vacants pendant trois ans (GRANDJEAN, pp. 63-64; voir *Codex Dunensis*, pp. 162-164). Cette mesure provoqua des protestations dans les diocèses de Tournai et de Thérouanne (pp. 159-174, 401-402). Remise fut faite à l'Ordre de Cîteaux à la suite d'un accord (acte du 3 juin 1310, HAUTCŒUR, *Cartul. de l'abbaye de Flines*, Lille, 1874, t. II, p. 12); remise à l'abbaye de Flines (acte du 4 février 1314, IDEM, *ibid.*, pp. 518-519).

(3) GRANDJEAN, *Reg. de Benoît XI*, n. 181, col. 145-146.

(4) IDEM, *ibid.*, n. 534, col. 357-358.

échu le 25 décembre 1303 ⁽¹⁾ et, le 25 mai suivant, Michel Marchi délivrait quittance à Arnoul de Blankenheim, prévôt, et à Henri d'Orjo, chanoine de Liège, sous-collecteurs dans ce diocèse, des sommes levées pour le troisième terme de la Noël et non encore remises à d'autres marchands ⁽²⁾. Le 4 octobre 1304, Jean de Calonne donnait quittance aux deux sous-collecteurs de Cambrai de leurs comptes des deux premières années : 15,910 livres 8 sous 9 deniers tournois de recette, dont 11,613 livres 9 sous 1 denier ont été versés à Bonicontri et à Marchi, et 1,297 livres 9 sous 8 deniers de reste à payer ⁽³⁾. La somme totale de l'argent recueilli la première année avait été de 15,646 livres 12 sous 4 deniers, sur lesquels il fallait imputer 552 livres 17 sous 4 deniers de dépenses; la deuxième année, 15,509 livres 18 sous 4 deniers de recette, avec des dépenses se montant à 613 livres 10 sous 4 deniers ⁽⁴⁾. Une quittance de Jean, élu de Spolète, camérier du pape, donnée le 15 février 1305 à Jean de Calonne, fait connaître le montant des recettes et des versements opérés pour Liège, Toul, Metz, Verdun et Cambrai et des restes à verser ⁽⁵⁾, de même que d'autres des 16 mars et 27 juillet 1306 du cardinal camérier Arnaud ⁽⁶⁾. A cette dernière date, Jean de Calonne versait encore 446 florins d'or à la Chambre apostolique ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ BERLIÈRE, *Inventaire des Instr. Miscell.*, n. 7, p. 9. — Par lettres du 24 mars 1304, Bonacursus Bonicontri, au nom de la Société des Circuli, donnait procuration pour recevoir de Jean de Calonne les sommes levées dans sa collectorie et non encore remises à d'autres marchands, en vertu d'un mandat de Boniface VIII (IDEM, *ibid.*, n. 6, p. 9).

⁽²⁾ IDEM, *ibid.*, n. 8, p. 10. — Sur les paiements de l'abbaye de Parc à Liège et à Cambrai en 1303, v. R. VAN WAEFELGHEM, *Status monasterii Parcensis* (BULL. DE LA COMM. ROYALE D'HIST. DE BELGIQUE, t. 87, 1923, pp. 334-335).

⁽³⁾ BERLIÈRE, *Invent. des Instrum. Miscellanea*, n. 9, pp. 10-11.

⁽⁴⁾ IDEM, *ibid.*, n. 10, p. 11.

⁽⁵⁾ *Reg. Clementis V.* App. I, pp. 350-352; SAUERLAND, *Vatikan. Urkunden zur Gesch. Lothringens*, t. I, n. 100, pp. 68-72; voir acte du 2 juillet 1305 (IDEM, *ibid.*, n. 101-102, p. 73).

⁽⁶⁾ IDEM, *ibid.*, n. 114, pp. 78-79; n. 117, pp. 79-80, v. n. 126, p. 83; BERLIÈRE, *Invent. des Libri Obligat.*, n. 12.

⁽⁷⁾ *Reg. Clementis V.* App., t. I, n. 294, pp. 276-277.

Clément V organisa aussi la levée des décimes ⁽¹⁾, mais il était bien entendu que le roi Philippe ne devait rien perdre personnellement, même dans le cas où il se permettait des générosités à Charles d'Anjou sur le dos du clergé ⁽²⁾; Clément V lui prorogea d'un an la concession d'une décime ⁽³⁾.

Les décimes en faveur de la Terre-Sainte continuent de se lever dans toute la chrétienté. Le 18 octobre 1307, Clément V nomme collecteurs en Allemagne M^e Gabriel, son chapelain, pléban de Valleneto (diocèse de Pise), et Pierre de Garlenx, pour restaurer la levée de la décime de Terre-Sainte ⁽⁴⁾. Le Concile de Vienne (1311-1312) ayant mis dans son programme la reprise de la croisade, Clément V publia une décime sexennale s'étendant du 1^{er} octobre 1313 au 1^{er} avril 1319 ⁽⁵⁾. Cette collecte se poursuivit pendant une vingtaine d'années en Allemagne ⁽⁶⁾. Le roi de France, qui devait tirer tant de profit de ces levées d'argent, constata bientôt que le clergé de Flandre était peu disposé à payer les décimes qui lui avaient été accordées et, le 6 septembre 1316, Jean XXII chargea l'évêque de Meaux et l'archidiacre d'Orléans de forcer les récalcitrants à s'exécuter ⁽⁷⁾. Peu après, le pape réclame les comptes des collectories d'Allemagne ⁽⁸⁾; on les a pour les années 1317-1320 ⁽⁹⁾.

(1) 5 mai 1307 (*Reg. Clementis V*, n. 1604), 3 juin 1307 (*Ibid.*, n. 1755, 1756).

(2) *Ibid.*, n. 1757-1758.

(3) 3 juin 1307 (*Ibid.*, 1758); *Codex Dunensis*, pp. 159, 161, 167-169, 340, 401.

(4) *Reg. Clementis V*, n. 1944; SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. I, n. 208, 261, 375-377, 383; GOTTLOB, pp. 243-244. Pierre de Garlenx fut, en 1312, attaqué par le prévôt de Saint-Denis à Liège, Jean de Looz, blessé et dépouillé d'une somme de 1700 florins d'or (*Reg. Clementis V*, n. 8861).

(5) Lettre du 19 décembre 1312 (*Reg. Clementis V*, n. 8986, 8987, 9983).

(6) Sur la levée des décimes en Allemagne au XIV^e siècle, voir HENNIG, *Die päpstlichen Zehnten aus Deutschland*. Halle, 1909, pp. 14-45; KIRSCH, *Kollektorien*, pp. XVIII-XIX.

(7) FAYEN, *Lettres de Jean XXII*, n. 14.

(8) 11 novembre 1316 (SAUERLAND, t. I, n. 426), 14 janvier 1317 (n. 446, v. 455, 498, 559-561; actes de 1329 à 1341, n. 1806, 1809, 1852, 1423, 2077, 2300, 2351, 2372, 2383).

(9) KIRSCH, *Kollektorien*, t. I, pp. 33-82.

A la même date, une lettre de même teneur est adressée à l'archevêque de Reims et à ses suffragants, qu'il charge de recueillir l'argent avec Jean Du Pin, chanoine de Saint-Pierre-de-Tonnerre ⁽¹⁾.

A l'expiration de la sexennale, en 1318, la décime fut renouvelée en faveur du roi de France, doublée pour trois ans, puis concédée simple pour un an en 1322. Nouvelles concessions les 18 décembre 1324, 13 juillet 1328 et 16 juin 1330 ⁽²⁾. Il est vrai que le roi avait prohibé le paiement d'un subside volontaire sollicité du clergé de France et que, pour retirer cette défense, il avait exigé une décime de deux ans ⁽³⁾. On a publié le registre du sous-collecteur dans le diocèse de Tournai, Hugues, abbé de Saint-Nicolas-des-Prés, à Tournai, pour 1330-1331 ⁽⁴⁾.

Simultanément, Jean XXII avait sollicité un subside pour réprimer les hérétiques d'Italie et, le 17 mai 1327, il désigna des collecteurs pour la province de Reims ⁽⁵⁾ et leur adjoint pour les diocèses de Cambrai, Tournai, Thérouanne, Arras, des auxiliaires qu'il munit de lettres de recommandation auprès du comte de Hollande et du duc de Brabant ⁽⁶⁾. On constate que les collecteurs se mirent à l'œuvre dans le diocèse de Cambrai le 16 janvier 1328 ⁽⁷⁾. On possède la comptabilité

⁽¹⁾ FAYEN, n. 209.

⁽²⁾ J. VIARD, *Un chapitre d'histoire administrative. Les ressources extraordinaires de la royauté sous Philippe de Valois* (REVUE DES QUEST. HISTOR., t. XLIV, 1888, pp. 206-215).

⁽³⁾ J. HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*. Berlin, 1903, p. 117.

⁽⁴⁾ Registrum decime biennalis domino regi Francorum concessa pro anno (13. 30 et (13) 31 recepta per ven. P. D. Hugonem abbatem S. Nicolay de Pratis juxta Tornacum (ms. aux Archives de l'État, à Gand, publié par CH. PIOT (*Annales de la Soc. d'Emulation de Bruges*, 3^e série, t. V, 1870, pp. 184-224). — Sur des versements pour Cambrai et Tournai, voir GOELLER, *Einnahmen*, p. 508.

⁽⁵⁾ FAYEN, *Lettres de Jean XXII*, n. 1960.

⁽⁶⁾ IDEM, *ibid.*, n. 2060, 2118, 2120.

⁽⁷⁾ Arch. Vatic., *Collectoriae*, 186, f^o 14. Sur les versements opérés de 1330 à 1339, voir FAYEN, n. 2656, 2657, 3199, 3200, 3547, 3548; FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, p. XXXI.

du collecteur Arnaud Regis de 1328 à juillet 1335, dont une partie concerne le subside sollicité du clergé séculier et régulier ⁽¹⁾.

Cependant Jean XXII chargeait, le 18 février 1331, Olric Saumate de réclamer des prélats et des ecclésiastiques de la province de Reims un subside caritatif pour soulager l'Église romaine de ses charges ⁽²⁾. Il songeait à publier une décime sexennale en faveur du roi de France, qui, le 26 juillet 1333, s'était engagé à partir pour la Terre-Sainte; la mort l'empêcha de la promulguer. Benoît XII le fit en 1335 ⁽³⁾; la situation politique de l'Allemagne en provoqua l'annulation ⁽⁴⁾.

Le 8 janvier 1335, Benoît XII avait réservé les revenus des bénéfices vacants ou à vaquer près le Saint-Siège « usque ad beneplacitum » en faveur de la Chambre apostolique, et chargé M^r Jean de Cojordano, chanoine de Béziers, chapelain du Saint-Siège, de les faire lever ⁽⁵⁾; le 11 du même mois, il se réservait la nomination aux bénéfices ecclésiastiques ⁽⁶⁾, réserves confirmées et spécifiées dans des lettres des 22 et 30 septembre 1336 et du 7 août 1337 ⁽⁷⁾. Le 23 janvier 1335, Arnaud Regis était invité à venir devant la Chambre apostolique rendre compte de la levée des vacants et du subside offert par le clergé ⁽⁸⁾. Le 23 mai, on lui enjoignait d'exiger les vacants réservés par Jean XXII, dont le terme n'était pas expiré lors du décès de ce pape ⁽⁹⁾ et, le 1^{er} juillet suivant, on lui mandait de s'informer

(1) Arch. Vatic., *Collectoriae*, 186, 187. Ceux qui concernent la province de Trèves ont été publiés par M^{rs} KIRSCH, *Päpstl. Kollektorien*, pp. 145-157. Des comptes du trentième imposé par Clément VI on n'a que ceux du diocèse d'Amiens (Archiv. Vatic., *Collectoriae*, 188).

(2) FAYEN, *Jean XXII*, n. 2984, 2985.

(3) SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. II, n. 2223; DAUMET, *Benoît XII. Lettres closes*, n. 66; A. FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, n. 158.

(4) GOTTLÖB, p. 164.

(5) FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, n. 1.

(6) IDEM, *ibid.*, n. 25.

(7) IDEM, *ibid.*, n. 325, 327, 422.

(8) IDEM, *ibid.*, n. 32.

(9) IDEM, *ibid.*, n. 141.

de la valeur exacte des revenus des bénéfices vacants⁽¹⁾. L'argent ne rentrait pas facilement, et l'on a plus d'un témoignage de la résistance du clergé à ces levées incessantes⁽²⁾, résistance d'autant plus légitime que ni Philippe le Bel, ni Louis X, ni Philippe V, ni Philippe VI ne se souciaient guère de partir pour la Terre-Sainte. Sur le refus de ce dernier d'accomplir sa promesse, Benoît XII révoqua la décime sexennale imposée par Jean XXII⁽³⁾ et, le 19 septembre 1338, il donnait ordre aux archevêques de Rouen et de Sens et aux évêques de Bayeux et de Tournai de réclamer en son nom l'argent des levées aux bourgeois qui le détenaient⁽⁴⁾. S'il consentit à tirer le roi d'embaras, ce fut non en lui remettant l'argent destiné à la croisade, mais en lui accordant deux décimes, exigibles chaque fois pendant deux ans, pour prévenir les dangers que faisaient courir à l'Église de France les menées de Louis de Bavière⁽⁵⁾.

En dépit de la mauvaise volonté qu'on manifestait en Allemagne au sujet des subsides, Clément VI imposa une décime triennale générale le 1^{er} décembre 1343⁽⁶⁾, dont il réclama la levée régulière⁽⁷⁾, qu'il renouvela pour deux ans en 1355⁽⁸⁾, sans arriver cependant à briser l'opposition⁽⁹⁾.

Il renouvela de même les décimes en faveur du roi de France : 15 octobre 1342 et 4 mars 1345 (biennale), 25 juillet 1347, 23 janvier 1348 (biennale); il abandonna même l'argent de la croisade toujours refusé par Benoît XII; il concéda, le 29 janvier 1351, le trentième (tricesima) de la taxe fixée pour la décime, dont Innocent VI dut hâter la rentrée par lettre du

⁽¹⁾ FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, n. 179.

⁽²⁾ SAMARAN-MOLIAT, p. 14.

⁽³⁾ Lettres des 18 décembre 1336 et 21 janvier 1337 (DAUMET, *Benoît XII*, n. 251-252, 260, 262, 271).

⁽⁴⁾ IDEM., *ibid.*, n. 499, col. 311-312.

⁽⁵⁾ IDEM., *ibid.*, n. 420, 696 (Lettres des 27 mars 1338 et 1^{er} mars 1340).

⁽⁶⁾ SAUERLAND, t. III, n. 298; v. 487, 490, 514-516.

⁽⁷⁾ IDEM., 487, 490, 514-516, 567-568, 644-646, 827.

⁽⁸⁾ KIRSCH, *Kollektorien*, p. 183.

⁽⁹⁾ IDEM., *ibid.*, p. XX.

1^{er} mars 1353 ⁽¹⁾. On possède une partie des comptes du collecteur de Tournai pour le trentième concédé au roi de France par Clément VI, dont le premier terme commençait le 1^{er} novembre 1350; ceux de 1354 à 1360, que nous comptons publier plus tard ⁽²⁾, et ceux du sous-collecteur d'Amiens ⁽³⁾. L'argent devait profiter au roi de France; celui-ci en disposa comme d'une lettre de change qu'il passa à d'autres, et ceux-ci de même, suivant leurs intérêts. C'est ainsi que le comte de Flandre put disposer de la décime en 1350 et qu'il désigna lui-même les receveurs pour les diocèses de Tournai et de Thérouanne ⁽⁴⁾, et qu'à son tour il versa à des créanciers le montant de ces décimes ⁽⁵⁾. Lui-même fait prélever les sommes que le clergé de Flandre lui a octroyées en 1357 ⁽⁶⁾.

Simultanément, les monastères de France avaient été imposés à raison du vingt-cinquième de leurs revenus en faveur de la Chambre apostolique ⁽⁷⁾.

La faveur dont Philippe de France bénéficiait si largement s'étendit aussi au roi de Bohême, qui put également prélever des décimes biennale et triennale sur le Luxembourg en 1343, puis en 1352 ⁽⁸⁾.

(1) SAMARAN-MOLLAT, pp. 16-17. — Quittance de la décime de la seconde année imposée par Innocent VI pour l'évêque de Cambrai, du 27 juin 1360 (BERLIÈRE, *Invent. des Obligat.*, n. 479).

(2) Archives Vaticanes, *Instrum. Miscellan.*, n. 2007. — Documents relatifs à cette levée (BERLIÈRE, *Invent. des Obligat.*, n. 227, 229, 233, 276, 281, 316, 384, 431).

(3) Archives Vaticanes, *Collectoriae*, 188, f° 1.

(4) Jean II lui fit don de l'arriéré des décimes qui lui étaient dues dans l'évêché de Thérouanne, le 30 septembre 1350 (BONDOIS, *Mélanges Colbert*, t. II, p. 12); voir lettres du 11 décembre 1350 (DE LIMBURG-STIRUM, *Cartulaire de Louis de Maele*, t. II, pp. 117-118). — Quittance de 1350 (IDEM, *ibid.*, pp. 379-380), de 1357 (IDEM, *ibid.*, p. 341). — Remise partielle à l'abbaye de Saint-Bavon le 25 juin 1350 (VAN LOKEREN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon*. Gand, 1853, p. 126); — le 13 juin 1352 pour le chapitre de Wallaincourt par le roi Jean de France (LE GLAY, *Nouv. Analectes*. Paris, 1852, p. 151).

(5) DE LIMBURG-STIRUM, t. II, p. 386.

(6) IDEM, t. II, pp. 197-199.

(7) HAIGNERÉ, *Chartes de Saint-Bertin*, t. II, p. 365.

(8) 11 juillet 1343 (SAUERLAND, t. III, n. 196).

Innocent VI réclame les arriérés de la décime imposée par son prédécesseur ⁽¹⁾, demande la levée de celle qu'il a décrétée pour trois ans en Allemagne ⁽²⁾ et à laquelle on opposait une résistance de principe ⁽³⁾, et qui malgré cela fut renouvelée en 1357 pour trois ans ⁽⁴⁾. L'opposition générale trouva un appui dans le roi Charles IV, et le résultat des discussions soulevées à ce propos à la diète de Mayence (1359) fut la révocation de la décime en échange d'un subside équivalent à deux procurations ⁽⁵⁾.

La rentrée du trentième, imposé en France par Clément VI le 21 janvier 1351, s'opérait avec tant de difficultés, malgré les rappels d'Innocent VI, qu'Urbain V le révoqua, le 27 février 1363, pour la province de Reims notamment et, le 9 février 1364, pour toute la France ⁽⁶⁾. La taxe des décimes fut même réduite de moitié pour ce pays ⁽⁷⁾.

Héritier de la bienveillance de Clément VI pour Charles IV, roi des Romains et de Bohême, Urbain V imposa, en vue de l'expédition de ce prince en Italie, une décime qui devait être levée en Allemagne et en Bohême ⁽⁸⁾, décime transformable en subside au gré des intéressés ⁽⁹⁾. Grégoire XI en imposa une nouvelle en Allemagne le 15 avril 1372 ⁽¹⁰⁾, également transformable en subside ⁽¹¹⁾.

Si des décimes furent encore accordées aux rois de France

⁽¹⁾ SAUERLAND, t. IV, n. 93-94, 96.

⁽²⁾ 15 mai 1355 (IDEM, n. 231, 232).

⁽³⁾ IDEM, 254-257, 268-271, 295, 311-316, 321, 355.

⁽⁴⁾ IDEM, 438, 523.

⁽⁵⁾ WERUNSKY, *Excerpta ex registris Clementis VI et Innocentii VI*. Innsbruck, 1885, p. 122; KIRSCH, *Kollektorien*, pp. xx-xxi.

⁽⁶⁾ SAMARAN-MOLLAT, p. 18; FIERENS, *Lettres d'Urbain V*, n. 667-668.

⁽⁷⁾ SAMARAN-MOLLAT, pp. 21-22.

⁽⁸⁾ SAUERLAND, t. V, n. 533, 533, 558, 585, 587-589, 591 (21 octobre 1366); BROM, *Bullar. Trajecten.*, t. II, n. 1766, 1834, 1875.

⁽⁹⁾ SAUERLAND, n. 541-543.

⁽¹⁰⁾ IDEM, n. 888, 918, 921, 928, 929, 943, 957-962.

⁽¹¹⁾ IDEM, n. 994, 999, 1012, 1020, 1022; BROM, n. 2052; KIRSCH, *Kollektorien*, pp. xxi-xxii.

sous Urbain V (31 mars 1363, sexennale ⁽¹⁾ ; 19 juillet 1365, 20 octobre 1367, biennale ; 21 juillet 1369, biennale) ⁽²⁾, sous Grégoire XI ⁽³⁾ et sous les papes d'Avignon Clément VII et Benoit XIII, ceux-ci n'entendirent pas renoncer à leur profit personnel ⁽⁴⁾. La suppression des procurations dues pour les visites épiscopales et archidiaconales et leur transfert à la Chambre apostolique amenèrent de nouvelles levées d'argent en faveur du Saint-Siège, et nous possédons les comptabilités du collecteur Jean de Champigny pour les anciens diocèses de Cambrai, Théroutanne et Tournai de 1364 à 1397 ⁽⁵⁾, du sous-collecteur de Théroutanne, Jean Capel, pour 1383-1388 ⁽⁶⁾. Jean de Champigny lève les arrérages des décimes de 1382 à 1388. Le compte de Jean Capel, sous-collecteur dans le diocèse de Théroutanne, nous permet de relever les impositions de décimes par Clément VII en 1382, 1383 (annuelles pour la Chambre apostolique) ⁽⁷⁾, puis en 1388 d'une décime biennale, dont un quart fut concédé au roi de France. Ces indications sont complétées par les comptes généraux de Jean de Champigny de 1388-1393 ; il y est question des arriérés des décimes de 1382, 1383, 1384, de la décime de 1385, partagée par moitié entre le pape et le roi, de la décime

(1) FIERENS, *Lettres d'Urbain V*, n. 717, 719, 721.

(2) PROU, *Étude sur les relations politiques du pape Urbain V avec les rois de France Jean II et Charles V*. Paris, 1888, pp. 24-28, 61, 80, 133, 154 ; SAMARAN-MOLLAT, p. 19.

(3) VALOIS, *Grand Schisme*, t. I, pp. 110-111 ; t. II, pp. 375-387 ; SAMARAN-MOLLAT, *loc. cit.*, voir HAIGNERÉ, *Chartes de Saint-Bertin*, t. II, p. 395 ; notification à l'évêque de Théroutanne (23 octobre 1369) et de celui-ci aux abbés en octobre 1370 (IDEM. *ibid.*, t. II, pp. 397, 399). — Versement de l'abbaye de Saint-Bavon de Gand, 1368-1372 (Bibl. Univ. Gand, Cod. 256, fo 187). — Comptabilité pour le diocèse de Cambrai en 1376 (Archiv. départ. du Nord à Lille. Évêché de Cambrai, reg. 2079).

(4) SAMARAN-MOLLAT, p. 20.

(5) Archiv. Vatic., *Collectoriae*, 189.

(6) *Ibid.*, 192, fos 244-245.

(7) *Ibid.*, 192, 194. — Versement de 3,000 francs au roi de France par le collecteur de Reims sur ordre de Clément VII, du 12 juin 1383 (Archiv. Vatic., *Instr. Miscell.*, n. 1702).

imposée en 1389. De nouvelles décimes furent décrétées en 1392 ⁽¹⁾, en 1393, pour Louis, roi de Jérusalem et de Sicile ⁽²⁾.

Des collectories des papes de Rome, nous n'avons rien. On sait qu'Urbain VI avait envoyé en Flandre un collecteur apostolique, Jacques Dardain, dont on peut suivre l'activité pendant les années 1380 et 1381 ⁽³⁾; il est désigné comme collecteur dans la province de Reims le 2 mars 1381 ⁽⁴⁾, et l'on rencontre comme sous-collecteur, à Cambrai, Nicolas de Mossier (6 décembre 1388-3 décembre 1389) ⁽⁵⁾, et Robert Malasseney dans le diocèse de Théroutanne, en 1389 ⁽⁶⁾; à Tournai, Jean de Paris en 1379 ⁽⁷⁾ et Jacques de Pomeriis en 1389, peut-être encore en 1391 ⁽⁸⁾. Son légat dans les diocèses de Cambrai, Théroutanne et Tournai, Guillaume de la Vigna, évêque d'Ancône, fut aussi chargé d'y solliciter les subsides du clergé (1387-1390) ⁽⁹⁾. Urbain VI avait imposé une décime dans le diocèse de Cologne et dans quelques parties d'Allemagne, mais cette mesure rencontra une opposition générale à Cologne, appuyée d'ailleurs par l'archevêque (1386) ⁽¹⁰⁾. Boniface IX imposa une décime biennale le 19 décembre 1390 ⁽¹¹⁾; elle ne dut pas y être plus populaire que celle qu'il accorda en 1392 au roi des

⁽¹⁾ Archives départementales du Nord, à Lille. Évêché de Cambrai, vol. 1776, pour le diocèse de Laon; rôle des décimes de 1392 (*Ibid.*, reg. 4).

⁽²⁾ Archiv. Vatic. *Collectoriae* 368, f^{os} 221-222, 251 vo-253, prorogation de terme pour le chapitre de Tournai (4 mai, 23 juin 1393), de même pour l'abbaye de Saint-Bertin (8 mai 1393), (*Ibid.*, f^o 238 vo), pour le clergé du diocèse de Théroutanne (9 mai 1383, *Ibid.*, f^o 254 vo-255 vo); remise de la moitié pour le chapitre de Saint-Omer (4 novembre 1393) (*Ibid.*, 371, f^{os} 149-150).

⁽³⁾ VALOIS, *Grand Schisme*, t. I, p. 268.

⁽⁴⁾ VAN DOREN, *Inventaire des archives de Malines*, t. II, pp. 21-22.

⁽⁵⁾ BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, n. 29.

⁽⁶⁾ *Idem*, *ibid.*, n. 9, 16.

⁽⁷⁾ VALOIS, *Grand Schisme*, t. I, p. 260 note 6.

⁽⁸⁾ BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, n. 10, 38, 39.

⁽⁹⁾ VALOIS, t. II, pp. 239-233.

⁽¹⁰⁾ SAUERLAND, t. VI, n. 65, 66.

⁽¹¹⁾ *Idem*, n. 302.

Romains pour sa descente en Italie, mesure à laquelle on s'opposa énergiquement à Trèves ⁽¹⁾. D'ailleurs il fallait compter avec l'opposition des partisans du pape d'Avignon. Ainsi Gilles de Pomponi, chanoine de Bologne, qui opérait, en vertu d'un mandat de Boniface IX, dans la province de Reims et dans les diocèses de Liège et d'Utrecht en qualité de collecteur des redevances dues à la Chambre apostolique, avait été capturé par les Clémentistes et, à la date du 6 février 1391, il se trouvait en prison ⁽²⁾. Nouvelle imposition le 1^{er} octobre 1403 lors de l'élection de Rupert comme roi des Romains, y compris le Brabant et la Flandre ⁽³⁾; même faveur pour le duc de Juliers et de Gueldre de la part de Jean XXIII le 25 avril 1411 ⁽⁴⁾ et pour le comte de Clèves et de la Marck ⁽⁵⁾.

Comme on l'a vu, les rois de France bénéficièrent amplement des largesses faites par la papauté sur le compte des églises de la chrétienté; ils ne furent pas les seuls. Ceux d'Angleterre, de Bohême, de Hongrie, de Suède, de Castille, de Pologne; les ducs d'Autriche et de Bavière en profitèrent également ⁽⁶⁾. C'est que les princes ont besoin d'argent et les États doivent songer à restaurer et à réorganiser des entrées plus ou moins régulières d'impôts. « Or, dans tous les États de la chrétienté, l'Église est le plus riche des propriétaires. Les princes et les villes, loin de songer à l'exonérer, comptent surtout sur sa fortune. Solliciter, puis exploiter sa charité, jusqu'à la rendre obligatoire et régulière, telle est la politique des légistes et des gouverne-

⁽¹⁾ SAUERLAND, t. VI, n. 471.

⁽²⁾ *Bijdragen en Mededeelingen van het Historisch Genootschap te Utrecht*, t. XXVIII, 1907, pp. 401-402; v. BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, n. 21.

⁽³⁾ SAUERLAND, t. VII, n. 395.

⁽⁴⁾ IDEM, n. 860.

⁽⁵⁾ IDEM, n. 861.

⁽⁶⁾ M. FAUCON, *Prêts faits aux rois de France par Clément VI, Innocent VI et le comte de Beaufort, 1345-1360* (Bibl. École des Chartes, t. 40, 1879, pp. 570-578); HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*, pp. 117, 135-136.

ments » (1). De tous les États, ce fut la France qui en tira le plus grand avantage, surtout dans sa guerre contre l'Angleterre. Clément VI donna sans compter; Grégoire XI fit des prêts onéreux au roi de Navarre, au duc d'Anjou; Clément VII suivit son exemple. Les évêques bénéficient aussi de subsides caritatifs, qui vont toujours en se multipliant, et, dans certains cas, perçoivent une partie des levées pontificales, s'ils apportent leur aide pour leur perception (2), quand ils ne se l'approprient pas sans autorisation du pape (3).

Ce prélèvement continu et intensifié sur les biens du clergé ne pouvait manquer de provoquer de vives réclamations. Les satires contre les exigences pécuniaires de la curie romaine ne manquent pas (4). Le synode de Paris de 1262 rejette la demande de Rome. Les évêques déclarent au légat que l'Église des Gaules gémit depuis longtemps sous des charges trop lourdes, et, parmi ces charges, ils mentionnent, en dehors des sommes levées pour les croisades, les subventions spéciales accordées aux papes; à l'heure présente, comme il n'est question d'aucune entreprise déterminée, d'aucune guerre sainte, ils se refusent à un sacrifice qui n'est pas suffisamment motivé (5). Protestation du clergé de Würzbourg le 14 septembre 1277 contre la décime imposée par Grégoire X (6); refus en 1280 du clergé de Bâle de payer la décime pour la croisade (7); protestation en 1283 du clergé de la province de

(1) G. LE BRAS, *Évolution générale de la Théorie de l'Immunité réelle* (REVUE DES SCIENCES RELIGIEUSES, oct. 1922, p. 415).

(2) Concession de Jean XXII, du 22 novembre 1329, à l'archevêque de Cologne et à ses suffragants (FAYEN, *Lettres de Jean XXII*, n. 2587, 2600).

(3) Comme l'archevêque de Cologne (lettre de Jean XXII du 23 août 1320, SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. I, n. 558).

(4) *Neues Archiv*, t. XXIII, pp. 208-212; t. XXIV, pp. 522-524, 781.

(5) Eudes RIGAUD (*Rec. des Hist. des Gaules*, t. XXI, pp. 587-589); v. *Bibl. École des chartes*, t. XXXI, 1870, pp. 171-173.

(6) *Monumenta boica*, t. XXXVII, pp. 480-482.

(7) J.-P. KIRSCH, *Prozess gegen den Klerus von Basel wegen Verweigerung der Zahlung vom Kreuzzugszehnten im J. 1280* (ZEITSCHRIFT F. SCHWEIZ. KIRCHENGESCH., t. VIII, 1914, pp. 81-92).

Reims ⁽¹⁾; un peu plus tard, protestations réitérées du clergé de Flandre ⁽²⁾ et des monastères flamands ⁽³⁾; en 1288, protestation des abbés cisterciens à propos du centième imposé par le concile provincial de Reims ⁽⁴⁾; en 1297, protestation du clergé de Flandre ⁽⁵⁾. C'est que le clergé et le peuple de Flandre, ressortissant aux diocèses de Tournai, de Théroutanne et d'Arras, trouvant que leurs évêques étaient trop à la dévotion du roi de France, se croyaient obligés de prier Boniface VIII de leur donner des pasteurs qui, au lieu d'agir pour les ennemis de leur pays, s'occuperaient d'y entretenir la foi religieuse ⁽⁶⁾.

L'opposition ne désarma pas au XIV^e siècle. A Bâle, en 1306, il faut intenter un procès contre des ecclésiastiques qui s'opposent à la levée des décimes ⁽⁷⁾. A Liège, en 1312, on en vient à des voies de fait : le collecteur Pierre de Garlenx est attaqué par le prévôt de Saint-Denis et dépouillé d'une somme de 1,700 florins d'or ⁽⁸⁾. Protestations et résistance dans la province de Mayence, à Würzburg, à Cologne en 1313-1314 ⁽⁹⁾; protestations à Liège en 1337 ⁽¹⁰⁾; résistance assez générale en Allemagne, à Trèves, à Liège en 1350, 1355, 1365, 1367, 1372, 1373 ⁽¹¹⁾; protestations de l'abbaye de Saint-Bavon de

(1) DUCHET et GIRY, *Cartul. de l'église de Théroutanne*. Saint-Omer, 1881, pp. 203-205.

(2) *Codex Dunensis*, pp. 194-195, 510; SAINT-GENOIS, *Invent. des chartes des comtes de Flandre*, pp. 261-262.

(3) *Codex Dunensis*, pp. 209-211, 294-296, 159-160.

(4) *Reg. de Nicolas IV*, n. 287 (acte du 5 septembre 1298).

(5) DE LIMBURG-STIRUM, *Codex diplom. Flandriae*, t. I, p. 248; DE SAINT-GENOIS, *Invent. des chartes des comtes de Flandre*, pp. 261-264; *Codex Dunensis*, p. 401.

(6) KERVYN DE LETTENHOVE, *Études sur l'histoire du XIII^e siècle* (MÉM. DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, in 4^e, t. XXVIII, 1854, p. 91).

(7) KIRSCH, *Päpstliche Kollektorien*, t. I, pp. 425-439.

(8) *Reg. Clementis V*, n. 8861. Sur les difficultés de la charge de collecteur, voir KIRSCH (*Römische Quartalschrift*, t. XXI, 1907, pp. 67-68).

(9) *Monumenta boica*, t. XXXVIII, pp. 551-554; t. XXIX, pp. 2-8; SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. I, n. 404.

(10) SCHOONBROODT, *Invent. des chartes de Saint-Martin*. Liège, 1871, p. 62.

(11) SAUERLAND, *Reg. und Urkunden zur Gesch. der Rheinlande*, t. III, n. 827; t. IV, n. 254, 256, 257, 355; t. V, n. 366, 562, 921, 931, 943, 944, 950, 1149, 1150.

Gand en 1371 ⁽¹⁾ et dans le diocèse de Tournai en 1376 ⁽²⁾. Certes les procédés peu scrupuleux de certains collecteurs étaient de nature à surexciter contre eux l'opinion publique, mais il n'en restait pas moins vrai que la levée des décimes sur les églises mécontentait profondément le clergé, qui voyait trop bien l'abus qu'on faisait de cet argent. Le continuateur de Guillaume de Nangis s'élève en termes énergiques contre ces prélèvements perpétuels sur les églises de France, par le pape d'abord avec le consentement du roi, ensuite par le roi lui-même avec l'autorisation du pape : « La pauvre Église ! s'écrie-t-il, lorsqu'un la tond, l'autre l'écorche ⁽³⁾. » Certes on ne discutait pas le principe du droit des pontifes romains d'imposer le clergé de la chrétienté pour des causes d'intérêt général et religieux. S'il n'y eut pas d'opposition de principe, la raison en doit être cherchée dans le fait que les princes profitaient trop de ces levées pour y opposer une résistance radicale ; comme condition expresse ou tacite à leur consentement, le cas échéant, ils réclamaient un pourcentage. Les tailles régulières, les subsides caritatifs, les dons gratuits, les droits de procuration ou d'amortissement, les pains d'abbayes, au besoin aussi une participation aux concessions d'indulgences, remplacèrent avantageusement pour eux les décimes quand celles-ci tombèrent en désuétude.

Pour les débuts du XV^e siècle, il n'existe aux Archives vaticanes qu'un seul registre de collectorie pour la province de Reims comprenant les années 1403-1407 ; c'est celui du collecteur Julien de Dole, chanoine d'Amiens, nommé par Benoît XIII le 30 août 1403. Malheureusement, ce volume est fort endommagé par l'humidité. D'ailleurs, son importance est relative, car, à cette époque, la situation du pays d'Avignon est fort

⁽¹⁾ VAN LOKEREN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon*, documents, p. 84.

⁽²⁾ Arch. Vatic., *Reg. Avin.*, 201, f° 7.

⁽³⁾ *Chronique*, édit. Géraud, Paris, 1843, t. II, p. 77.

ébranlée, et les comptes ne comportent guère que des indications d'arriérés ⁽¹⁾. Je trouve des traces d'une imposition de décime en 1405 et la présence du sous-collecteur Pierre de la Tour dans le diocèse de Thérouanne en 1405, quand Jean sans Peur interdit toute saisie pour refus de payer, vu les pertes faites par les monastères ⁽²⁾; puis en 1412, à Cambrai ⁽³⁾, la même année qu'une décime avait été accordée à Philippe de Bourgogne par le clergé de Flandre pour l'expédition du duc de Charolais en France ⁽⁴⁾. Il en est encore question après le concile de Constance ⁽⁵⁾, pour lequel on avait imposé une demi-décime ⁽⁶⁾.

Le 11 septembre 1423, on voit que le clergé de Flandre est taxé pour payer les frais du concile de Pavie ⁽⁷⁾. Martin V, qui avait accordé à Sigismond, roi des Romains, la décime intégrale d'une année sur les bénéfices ecclésiastiques d'Allemagne, suspend cette mesure en faveur du pays de Liège, le 21 juin 1425 ⁽⁸⁾. Même exemption donnée par le concile de Bâle, le 20 août 1435, à propos de la semi-décime frappée pour l'extirpation des hérésies et le retour des Grecs à l'unité ⁽⁹⁾. Lorsque Philippe de Bourgogne manifeste le désir d'entreprendre une croisade,

(1) Archiv. Vatican, *Collectoriae*, 195, 306 ff., in-fol.

(2) HAIGNERÉ, *Chartes de Saint-Bertin*, t. III, pp. 106-107.

(3) Remise de la décime papale aux chapellenies de la collégiale de Saint-Géry de Cambrai le 12 mars 1412 par le sous-collecteur Jean du Pont (DEMAX, *Sceaux de Flandre*, t. II, n. 5787).

(4) VAN LOKEREN, *Saint-Bavon*, p. 141; documents, p. 104.

(5) F. MILTENBERGER, *Versuch einer Neuordnung der päpstlichen Kammer in den ersten Regierungsjahren Martins V (1417-1420)* (RÖMISCHE QUARTALSCHRIFT, t. VIII, 1894, pp. 393-430).

(6) Protestation de l'évêque d'Arras, du 26 janvier 1415, aux Archives départementales du Nord. B. 417 (communication de M. H. Nélis).

(7) DE COUSSEMAKER, *Cartulaire de l'abbaye de Bourbourg*. Lille, 1891, t. I, p. 308.

(8) E. PONCELET, *Cartul. de l'église Saint-Lambert de Liège*. Bruxelles, t. V, n. 2297.

(9) IDEM, *ibid.*, n. 2453.

Eugène IV lui accorde, en 1441, une décime ⁽¹⁾. Mais ce serait dépasser les limites de notre étude que de poursuivre à travers le XV^e siècle les traces des décimes concédées par les papes.

(1) ADRIEN D'ODENBOSCH, *Chronique*, éd. de Borman, p. 19; Archives générales du Royaume, Chambre des comptes, 48216¹ (voir *Analectes pour servir à l'hist. eccl. de Belgique*, t. I, pp. 243, 250); Archives départementales du Nord, à Lille, Chambre des comptes, B. 214 (voir BRUCHET, *Répertoire numérique*, fasc. I, p. 15; *Bull. de la Soc. d'études de la prov. de Cambrai*, t. IV, pp. 24-25); documents de 1443 (FRUIN, *Het archief der O.-L.-V. abdij te Middelburg*. La Haye, 1902, nos 758, 760-762), de 1446 (BONDOIS, *Mélanges Colbert*, p. 34), de 1456 (FEYS et NÉLIS, *Cartulaires de la prévôté de Saint-Martin à Ypres*. Bruges, 1884, t. I, p. 170), de 1460 (*Annal. Soc. d'Émulation de Bruges*, t. LX, 1910, pp. 9*-10*). — Dispenses pour le pays de Liège du 16 avril 1442 (PONCELET, n. 2580), 13 février 1443 (n. 2593); déclaration du collecteur de Tournai du 20 février 1443 (n. 2594); — voir sur les plans de croisade de Philippe le Bon, H. PIRENNE, *Hist. de Belgique*, t. II, pp. 237-238, et HINTZEN, *De Kruistochtplanen van Philips den Goede*. Rotterdam, 1918. Il y aurait d'ailleurs toute une étude à faire sur les relations du duc de Bourgogne avec Rome à l'aide des documents conservés au Vatican. M. H. Nélis a eu l'obligeance de compléter mes notes pour cette période, en me signalant une série de documents des Archives Vaticanes et des Archives départementales du Nord, à Lille; je préfère les réserver pour une étude ultérieure.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Askenazy (Simon)*. Napoléon et la Pologne, traduit du polonais par Henri Grégoire, t. I. Bruxelles-Paris, 1925; in-8° (xiii-405 p.). [31.057]
- de la Vallée Poussin (Louis)*. Nirvana. Paris, 1925; in-16 (194 p.). [31.052]
- Haut (Jean)*. Li Voyèdge di Tchaufontaine. Opéra comique de 1757, en dialecte liégeois. Édition critique commentaire et glossaire. Liège, 1924; in-16 (96 p.). [31.054]
- Henry (Albert)*. Le ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande. Paris, 1924; in-8° (209 p.). [31.055]
- Monier (Raymond)*. Les institutions judiciaires des villes de Flandre. Lille, 1924; in-8° (261 p.). [31.051]
- Poullet (P.)*. Manuel de droit international privé belge. Louvain-Paris, 1925; petit in-4° (622 p.). [31.053]
- Thomas (Paul)*. Manifestation. Mons, 1923; in-8° (35 p.). [30.135]
- *** Université de Nancy. LX^e anniversaire du rétablissement de la Faculté de droit (1864-1924). Nancy, 1923; in-8° (89 p.). [30.136]
-

Séance du lundi 6 avril 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, E. Vandervelde, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, comte Carton de Wiart, H. Rolin, *correspondants*; S. E. M. Adatci, *associé*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Ern. Mahaim, *membre*; H. Vander Linden, J. Capart, et M. Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. Verhulst remercie l'Académie du prix qu'elle lui a accordé.

M. le Recteur de l'Université de Paris prie l'Académie de désigner son délégué à la Commission de la « Bourse Émile Verhaeren ». L'Académie désigne M. J. Leclercq.

L'Académie de Droit international de La Haye adresse le programme de son enseignement pour l'année 1925.

La Fédération archéologique et historique de Belgique prie l'Académie de se faire représenter par une délégation à son

Congrès de Bruges (du 2 au 5 août 1925). La Classe délègue MM. Waltzing, Berlière et Des Marez.

La rédaction du *Répertoire d'Art et d'Archéologie* (Paris) demande à échanger ce recueil avec le *Bulletin* de la Classe. — Accepté.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Institut de Sinologie de l'Université nationale de Pékin, 1925, adressé par S. E. l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République chinoise.

La clientèle d'un maître à danser à Bruxelles au XVII^e siècle, par le comte d'Arshot et J. Cuvelier.

- *De Bevaarbaarheid des Schelde op het einde der XVI^e eeuw*, par J. Cuvelier.

Le Mariage de Léopold II, par A. de Ridder; présenté, avec une note bibliographique, par M. Hubert.

La Roumanie actuelle, par Ch. Pergameni; présenté, avec une note bibliographique, par M. Leclercq.

Remarque sur le Nirvāna, par L. de la Vallée Poussin, *Anthologie Bouddhique*, par R. Guyon, et *Samanta-Pasadika*, vol. I, par MM. Takakusu et Nagai; présentés, avec une note bibliographique, par M. L. de la Vallée Poussin.

COMITÉ SECRET.

La Classe examine les titres des candidats présentés par les sections pour les places vacantes et décide de ne pas inscrire de nouvelles candidatures.

PRIX ANTON BERGMANN.

La Classe arrête la liste de dix noms à présenter au Gouvernement pour la formation du jury de ce prix.

CONCOURS ANNUEL DE 1925.

Section d'Histoire et des Lettres.

DEUXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur l'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et sur ses développements jusqu'à la fin du règne d'Albert et Isabelle.*

Un travail en réponse à cette question a été soumis à l'examen de MM. Hubert, Leclère et Delehay.

Rapport de M. Eugène Hubert, premier commissaire.

Dans un des chapitres les plus neufs et les plus intéressants de son *Histoire de Belgique*, Pirenne a fait cette juste remarque : « la profondeur et l'intensité du sentiment catholique dès le commencement du XVII^e siècle ne se comprendraient pas si, à côté de l'intervention officielle des évêques, on ne tenait compte de l'intervention spontanée des ordres religieux.

» Parmi ceux-ci, comme dans tous les pays conservés à l'Église, les Jésuites se sont fait une place singulière. Nulle part, peut-être, cette infatigable milice de Rome n'a plus vaillamment combattu pour la contre-réforme et joui d'une semblable influence. Elle s'est mêlée avec une ardeur joyeuse à la grande lutte confessionnelle qui se déroulait sur le seuil des Pays-Bas. Elle a fait de cette contrée, menacée de tous côtés par l'hérésie, une véritable place de guerre spirituelle. Elle l'a choisie comme base de l'armée de missionnaires qu'elle envoyait à l'assaut du protestantisme en Angleterre et en Hollande. Son activité combative s'y est développée au milieu du mouvement des troupes et du bruit des batailles, et il n'est pas jusqu'à l'internationalisme de ses tendances qui ne l'ait attirée vers ces provinces si ébranlées par tous les mouvements de la politique européenne, et sur lesquels amis et ennemis de l'Église et de la Maison d'Autriche fixaient leurs regards avec la même attention ⁽¹⁾ ».

(1) IV, 361.

Le sujet mis au concours par l'Académie : *L'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et ses développements jusqu'à la fin du règne d'Albert et Isabelle* n'avait pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble. L'auteur du mémoire soumis à votre jugement a tenté l'entreprise. Il nous présente, en un manuscrit de près de 1000 pages, une étude très complète, dont les éléments ont été puisés aux sources les plus diverses ⁽¹⁾, qui dénote un travail énorme, et dont l'intérêt ne faiblit que très rarement.

Ce vaste travail est divisé en deux parties : *l'histoire générale* et *l'histoire spéciale*. La première embrasse trois périodes : I. L'arrivée des premiers Jésuites, la conquête de la reconnaissance officielle par les pouvoirs publics, et la première efflorescence des collèges qui, la plupart, seront dispersés par la tempête de 1578. II. Le rétablissement des positions perdues. III. Le point culminant, l'âge d'or sous les Archiducs.

L'histoire spéciale est un exposé des œuvres de la Compagnie : l'activité apostolique et sociale dans l'enseignement; le ministère des âmes dans les hôpitaux et les prisons; les missions de Hollande, des camps et de la flotte. Elle se termine par un coup d'œil sur l'influence exercée dans l'histoire des idées par les travaux scientifiques et littéraires des Jésuites belges. Leur œuvre pédagogique et leurs controverses théologiques avec Douai et avec Louvain sont étudiées d'une manière plus approfondie qu'elles ne l'avaient été jusqu'à présent, grâce à de laborieuses recherches, couronnées de succès.

Avant de raconter l'histoire des Jésuites belges, il fallait faire connaître le milieu dont ces hommes sont sortis, déterminer les idées et les aspirations qu'ils lui ont empruntées, montrer ce qu'il attendait lui-même de leur zèle et de leur activité.

(1) Archives de la Compagnie. — *Monumenta historica*, S. J.; publiés par les Espagnols, contenant de nombreux documents inédits, détaillés en tête de chaque chapitre. — Correspondance des Généraux de l'Ordre. — Documents des archives du Royaume à Bruxelles. — Archives du Collège Saint-Michel et de la Congrégation des Bollandistes. — Documents imprimés en nombre considérable.

L'auteur nous retrace d'abord à grands traits l'état religieux des Pays-Bas au milieu du XVI^e siècle, et, tout en déclarant que cette esquisse ne peut être que provisoire, parce que les documents dont on dispose ne permettent pas de se rendre un compte exact de l'évolution des idées et des sentiments, il estime que l'esprit religieux a faibli : l'influence de l'humanisme produit dans les classes supérieures « un paganisme de pensée » ; sous la conduite d'Érasme et de ses amis, la société polie se désintéresse des spéculations et souvent des pieuses pratiques. Chez les pauvres, la foi est compromise par l'ignorance et la superstition. De plus, les masses populaires en veulent au clergé à cause de ses richesses, des mœurs relâchées de plusieurs de ses membres, des franchises d'impôts dont il jouit, de la concurrence que le travail de certains couvents fait aux métiers, et « tout n'est pas injustice dans cette désaffection ».

L'Église conserve les apparences de la puissance et continue à donner l'impression d'une machine encore formidable. Mais quelle est sa vigueur réelle ?

La commende a révélé de graves inconvénients ; la simonie n'a pas disparu ⁽¹⁾ ; la prédication est négligée, et le clergé oublie souvent sa mission charitable. Beaucoup de monastères ont vu le relâchement gagner leurs religieux ; incapables de se recruter, ils déclinent, se ruinent et se vident. Enfin, l'hérésie a progressé avec une rapidité presque foudroyante ; les luthériens, les anabaptistes, les calvinistes surtout se multiplient chaque jour, en dépit d'une législation draconienne dont les rigueurs sont inefficaces.

Les débuts de la Compagnie dans les Pays-Bas furent modestes. Lorsque les hasards de la guerre avaient, en 1542, amené à Louvain les premiers Jésuites, Ignace de Loyola ne songeait pas à un établissement définitif dans cette ville ; dans sa pensée

(1) L'auteur fonde cette appréciation sur les documents conservés dans les archives des officialités.

il ne s'agissait que d'un refuge momentané, où les étudiants expulsés de Paris ⁽²⁾ auraient achevé l'année scolaire, en attendant d'être dirigés sur le Portugal et l'Italie. Informé du succès obtenu par ses religieux à Louvain, il se ravisa et reconnut l'importance de l'Université pour le développement de sa société : « La renommée de l'Université brabançonne, la nombreuse jeunesse, qui affluait de toutes les parties des Pays-Bas et de l'étranger, dans ce centre intellectuel resté absolument fermé aux idées de la Réforme, lui donnaient l'espoir d'un excellent recrutement pour son ordre. »

Mais avant de réussir, il faudra surmonter bien des obstacles ; les lois du pays sont formelles : l'érection d'un couvent est subordonnée à l'autorisation préalable du souverain, et Charles-Quint a décrété des mesures rigoureuses contre le développement des mainmortes. Lorsqu'en 1550, saint Ignace demande à pouvoir ouvrir un collège à Louvain, Marie de Hongrie refuse d'accueillir sa requête : « il existe à Louvain assez de religieux et de collèges, et, d'autre part, la Gouvernante générale craint que l'envoi à l'étranger d'un nombre considérable d'excellents sujets, recrutés à Louvain par la Compagnie, ne prive le pays de précieux auxiliaires ». Elle reproche aussi aux pétitionnaires de recevoir des novices en dépit de l'opposition de leurs parents.

L'auteur du mémoire explique cette attitude de Marie par l'influence de son « entourage érasmien, ennemi juré des ordres religieux et de l'idéal monastique ». On peut y ajouter celle du clergé, tant régulier que séculier, qui prenait ombrage des succès de l'ordre nouveau.

Les instances portées jusqu'au souverain n'obtinrent pas plus de succès, et les réponses furent toujours dilatoires. Charles-Quint était mal disposé. Il avait été profondément froissé par l'opposition « pas assez mesurée dans la forme » que le P. Bodabilla avait faite, en 1548, à la publication de l'*Interim*,

(2) A la suite de la guerre entre le Roi de France et l'Empereur.

et son ressentiment fut habilement exploité par les adversaires des Jésuites.

La situation devait se modifier sous le règne de Philippe II. Toutefois, au début, le monarque se montra fort hésitant malgré les démarches pressantes du P. Ribadeneyra. Le délégué d'Ignace insistait sur l'urgente nécessité d'arrêter les progrès de l'hérésie aux Pays-Bas et faisait valoir que les Jésuites avaient été admis à s'établir dans les autres pays de la Couronne : il ne demandait ni faveurs ni subsides, mais simplement l'autorisation de fonder un collège.

Le Roi, sans doute, était favorablement disposé, mais ces tergiversations s'expliquent par la double action de Granvelle et de Viglius. Celui-ci déclarait inacceptables dans les Pays-Bas les privilèges concédés par le Pape à la Compagnie, au grand préjudice de la juridiction épiscopale. Il estimait d'ailleurs qu'il valait mieux réformer et améliorer les ordres existants que d'en fonder de nouveaux. Sans être aussi catégoriquement hostile que Viglius, Granvelle exigeait comme condition préalable que les Jésuites renonçassent à l'exemption et prissent l'engagement de ne pas prêcher sans la permission de l'Ordinaire.

Ces pourparlers, parfois orageux, durèrent près d'un an. Le 19 août 1556, les Jésuites, ayant fait de notables concessions, et obéissant aux directions de leur Général, qui leur prescrivait de n'user de leurs privilèges qu'avec une extrême modération, et de montrer partout la plus grande déférence aux évêques, obtinrent un premier succès, qui devait être notablement étendu en 1584. Incorporés d'abord dans la province de *Germanie inférieure* ⁽¹⁾, ils en furent détachés lorsque l'on constitua en province séparée les Pays-Bas avec Liège et la mission d'Angleterre.

Les débuts ne furent guère paisibles. Si Marguerite de Parme, ancienne pénitente de Saint-Ignace, manifesta des dispositions

(1) C'est-à-dire les maisons de Cologne, Louvain et Tournai. La *Germanie supérieure* comprenait les établissements de la Compagnie en Autriche, en Bohême, en Bavière et dans la Haute-Allemagne.

bienveillantes, les Jésuites n'eurent pas à se louer du duc d'Albe, bien qu'ils eussent d'abord approuvé sa politique, même après l'exécution des comtes d'Egmont et de Hornes. Le duc leur refusa l'autorisation d'ouvrir un collège à Anvers, et son fils, Frédéric de Tolède, alla jusqu'à écrire : « Il ne faut à aucun prix laisser les Jésuites s'établir dans le pays ; leur institution n'est approuvée ni par l'Église ni par les hommes instruits ».

On comprend que les sentiments des Jésuites à l'égard du cruel gouverneur se soient refroidis, surtout lorsqu'il les eut forcés de payer l'impôt du vingtième denier. Dans les correspondances échangées entre les autorités de l'Ordre, on déplore les violences dont la Belgique est le théâtre, et, on en arrive à considérer presque comme un malheur les victoires remportées sur les révoltés.

Requesens était mieux disposé, mais son administration fut éphémère et sans résultats marquants.

Les Jésuites ont à lutter contre des difficultés de tout genre, dont la moindre n'est pas la question financière. Leur enseignement doit être gratuit : c'est un principe essentiel de leurs statuts ; il faut donc assurer à un collège nouveau une dotation importante, et il n'est pas aisé de la trouver dans l'état précaire où se débat le pays.

D'autre part, si la Cour est hostile, les autorités de province ne le sont guère moins. Le Magistrat communal de Louvain accumule les objections ; il est d'ailleurs fortifié dans son opposition par une notable partie du clergé. L'abbé de Sainte-Gertrude, organe d'un grand nombre de ses confrères, se prononce absolument contre l'institution nouvelle : « Leur Société (des Jésuites) causerait beaucoup de tort, et serait de peu d'utilité pour la ville. Ces hommes, qui prétendent réformer tous les abus, s'ils sont vraiment vertueux, n'ont qu'à entrer dans les ordres existants, afin de les ramener à leur première ferveur. »

Granvelle, revenu de ses premières défiances, appuya la

requête des Jésuites et se heurta d'abord à une irréductible opposition. C'est seulement en 1565 que ses efforts purent aboutir. Cette année-là s'ouvrit à Louvain un collège ⁽¹⁾ destiné à devenir pour la province belge un séminaire de philosophie et de théologie et comprenant un cours public de pastorale, en vue de la formation du clergé des paroisses.

L'auteur nous apporte beaucoup de détails inédits, notamment sur les succès qu'obtinent les prédications de Bellarmin et le cours public de théologie scolastique que ce célèbre religieux poursuivit à Louvain jusqu'en 1576.

Nous assistons à la naissance et au développement des collèges de Tournai (1562), Dinant (1563), Cambrai (1563), Saint-Omer (1567), Bruges (1575), Maastricht (1575), Liège (1581).

Un chapitre très substantiel relate les efforts déployés par les Jésuites en vue d'enrayer les progrès de l'hérésie et ce qu'ils endurent de souffrances au cours de cette lutte acharnée.

Le calvinisme était maître de la Hollande, de la Zélande, de Tournai, de Lille, de Valenciennes; il faisait de rapides conquêtes en Flandre et dans la ville d'Anvers : « Le peuple n'a plus confiance dans son souverain et, ne voyant pas de secours venir de ce côté, beaucoup se jettent de désespoir dans les bras des hérétiques. »

Les chefs belges de la Compagnie réclament la présence du Roi, l'éloignement des conseillers étrangers et leur remplacement par des nationaux; ils insistent auprès du Pape pour qu'il exige l'exécution des décrets du Concile de Trente, surtout celui qui prescrit l'établissement d'un séminaire dans chaque diocèse.

Mais une véritable tourmente se déchaîne sur le pays en 1578. Les Jésuites subissent le contre-coup de l'irritation du peuple belge contre les Espagnols; la plupart doivent fuir, pour ne rentrer qu'en 1585. Leurs établissements sont dans un état lamentable : seul le collège de Saint-Omer n'est pas ruiné.

(1) Il comprenait un pensionnat, qui fut supprimé en 1572.

Les Jésuites se plaignent amèrement de leur situation au double point de vue économique et juridique. Le droit de posséder en commun des immeubles et des rentes était de fait illusoire, puisqu'il dépendait du bon ou du mauvais vouloir des magistrats locaux. D'autre part, pour exercer leur ministère, les réguliers devaient obtenir l'autorisation des évêques, et leur zèle était souvent entravé de ce chef. L'Université de Louvain invoquait ses privilèges pour leur interdire de faire des cours publics et de conférer les grades académiques.

Dès 1573, ils avaient réclamé avec instance un nouveau statut juridique; mais ils s'étaient heurtés à l'opposition absolue du duc d'Albe. Ils espéraient mieux de Farnèse, et leur espoir ne fut pas trompé; toutefois il fallut soutenir des luttes longues et opiniâtres avant de vaincre l'hostilité du Grand Conseil; ce corps faisait les réserves les plus formelles sur les franchises judiciaires et financières accordées aux Jésuites par le Saint-Siège; il s'efforçait de maintenir dans toute leur étendue les privilèges de l'Université ⁽¹⁾ et déconseillait de toutes ses forces au Roi la moindre concession en matière de juridiction épiscopale ⁽²⁾.

L'Université défendit naturellement son monopole avec une énergie extrême. L'auteur du mémoire est favorable aux revendications des Jésuites; il admet cependant que « si, parmi les motifs invoqués par l'Université, beaucoup étaient dépourvus de valeur, ou du moins singulièrement exagérés, quelques-uns avaient un caractère très sérieux. En particulier, écrit-il, la gratuité de l'enseignement donné par les Jésuites était de nature à nuire à l'Université. Pour celle-ci, la gratuité était impossible : elle devait rémunérer ses professeurs, et, dans ces conditions, ce ne serait plus une lutte à armes égales; les

(1) « Il est à redouter que l'agrégation de ce point pourrait ci-après causer des dissensions entre les collèges de la Société [de Jésus] et les universités, et même la non-fréquentation et la décadence d'icelles. »

(2) « Il faut diminuer le moins possible la juridiction épiscopale, pour le bien et la tranquillité du pays, et afin d'éviter toute contention entre ecclésiastiques. »

pédagogies risqueraient d'être désertées et de ne garder que les boursiers... Était-il prudent d'élever ainsi chaire contre chaire? Et ce dédoublement des facultés rivales ne serait-il pas une source de troubles et de discordes entre maîtres et étudiants? »

Ces longs débats aboutirent à une transaction : la collation des grades demeura réservée à l'Université; les Jésuites pourraient faire des leçons publiques et gratuites de philosophie et de théologie, mais leurs élèves devraient subir leurs examens devant un jury universitaire. Ils ouvriraient librement des collèges et cesseraient d'être soumis aux Ordinaires en ce qui concerne les sacrements de l'Eucharistie et de la Pénitence; enfin, au point de vue de l'impôt, ils seraient traités comme les ordres mendiants.

Ce réel succès était dû au P. Manata ⁽¹⁾, qui sut communiquer à sa « province » une vie nouvelle et la fit entrer dans la voie d'une prospérité inespérée.

Sous son administration, grâce à la protection active de Farnèse, les fondations se multiplièrent. Un grand nombre de monastères et de prieurés étaient vides ou près d'être abandonnés. L'idée surgit d'utiliser leurs revenus pour la fondation ou l'amélioration des collèges de la Compagnie. Le Pape, administrateur suprême de ces biens, avait le droit d'en disposer dans l'intérêt de l'Église, et il en usa. Toutefois cette transformation fut la source de bien des procès ⁽²⁾. Aussi le général Acquaviva ne se montrait-il guère partisan de ces mesures, où tout n'était pas avantageux, et il y apporta certaines restrictions très nettes ⁽³⁾.

⁽¹⁾ L'auteur nous donne son attachante biographie.

⁽²⁾ « Les résignataires étaient souvent fort peu résignés; on excitait bien des rancunes et, la milice aidant, on était exposé à se voir accusé de cupidité. »

⁽³⁾ « Avant tout, ne jamais accepter de biens ecclésiastiques là où il y a espoir de relèvement, ni sans indemnité pour les religieux survivants, et sans s'être assuré du consentement explicite des supérieurs des ordres intéressés : il ne faut pas faire à autrui ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit à nous-mêmes. » — Le Général recommande aussi à ses religieux de ne prendre aucune part directe aux négociations touchant les biens des couvents en décadence.

Le développement des institutions d'enseignement de la Compagnie fut rapide, et le gouvernement d'Albert et Isabelle devait favoriser encore cet essor si brillant.

Les Archiducs confirment les privilèges antérieurement accordés, facilitent les cessions d'immeubles, multiplient les concessions de bénéfices et manifestent une constante libéralité ⁽¹⁾; à l'occasion, ils chargeront leurs ambassadeurs à Rome d'aplanir les difficultés que les Jésuites rencontrent encore parfois dans les congrégations pontificales; l'Archiduc n'hésite pas, dans certains cas, devant une intervention directe dans nos cours de justice, lorsque ses protégés sont en cause ⁽²⁾.

Le mémoire suit pas à pas les progrès accomplis : il signale la création de nombreux postes d'influence; il montre comment « l'initiative des inférieurs a été dirigée, modérée, corrigée par les autorités de l'ordre »; comment les ressources financières — chose de la plus grande importance — ont été assurées. Il y a là un chapitre d'histoire économique hautement intéressant.

Donc les établissements se multiplient et prospèrent. Cette fois, l'auteur ne fait pas l'histoire particulière de chacune des maisons nouvelles; comme leurs destinées se ressemblent singulièrement, il les groupe en un exposé synthétique.

Si le succès est certain, il ne se réalise pas sans rencontrer des oppositions plus ou moins vives, soit de la part de certains magistrats communaux (Hal, Huy), soit de la part des évêques (Malines), ou bien encore d'ordres religieux concurrents (Augustins et Oratoriens) et du clergé paroissial ⁽³⁾. Les fondations se

(1) En 1625, à Dunkerque, en moins de trois mois, l'archiduchesse Isabelle donne aux Jésuites 5,097 florins.

(2) En 1644, à Tournai. Le collège des Jésuites de cette ville avait été gratifié de biens confisqués pendant les troubles. La puissante famille des comtes de Lannoy prétendit qu'en vertu de la Trêve de Douze ans, ces propriétés devaient faire retour aux familles lésées. Elle croyait bien obtenir gain de cause, mais l'Archiduc ordonna au Conseil de repousser ses revendications.

(3) Le clergé paroissial se croit menacé par l'arrivée des nouveaux venus, qui, dit-on, se posent en réformateurs des mœurs ecclésiastiques.

font de plus en plus nombreuses, mais il y a une ombre à ce brillant tableau : les libéralités « dépassent les limites de l'effort utile ». D'autre part, « à un moment donné, dans les collèges, trop nombreux, le niveau des études baisse, parce que les maîtres sont hâtivement préparés. Dès la seconde moitié du XVII^e siècle s'ouvre une crise inquiétante, qui dévoilera à tous les yeux les erreurs d'une expansion trop rapide ».

Dans la seconde partie de son vaste travail, l'auteur dépeint d'abord largement les œuvres créées par les Jésuites belges au cours du premier siècle de leur existence. Puis il s'étend spécialement sur l'enseignement des humanités dans les collèges, et enfin il expose, avec plus de détails qu'en ne l'avait fait avant lui, les grandes controverses que l'enseignement supérieur de la Compagnie a provoquées à Douai et surtout à Louvain. C'est dans leurs collèges, répandus sur toute la surface de nos provinces, que les Jésuites fournissent l'effort le plus intense et le plus efficace ⁽¹⁾. Ils réussissent à attirer les fils de l'aristocratie, de la haute et de la moyenne bourgeoisie. Leurs collèges de Bruxelles et d'Anvers comptent 600 élèves ; ceux de Douai et de Maastricht plus de 700. Leurs trente-sept établissements d'enseignement moyen sont régis par des règlements, uniformes sans doute, mais dont l'uniformité n'est pas absolument rigide. L'esprit d'opportunisme, qui est une des caractéristiques de la Compagnie, assouplira la règle quand ce sera nécessaire et saura l'accommoder aux situations particulières ; mais l'inspiration générale, les programmes, les auteurs expliqués sont les mêmes partout ; la *Ratio studiorum*, due à Saint-Ignace, demeure la base de toute l'organisation. En 1625, l'*Instructio pro scholis*

(1) Les Jésuites ne se sont pas voués à l'enseignement primaire, ce qui eût été important pour combattre le développement de l'hérésie, mais le personnel nécessaire à cet effet leur fait défaut.

D'autre part, si leur collège de Douai peut être considéré comme un établissement d'enseignement supérieur, c'est une exception. Le vrai champ d'action des Jésuites belges est l'enseignement moyen.

codifiera toute la législation antérieure; nous y trouvons un tableau d'ensemble fort instructif.

Le mémoire nous donne une classification détaillée du personnel scolaire et des explications très complètes sur la formation des maîtres, sur les méthodes et les programmes, la disposition des horaires, les procédés imaginés pour provoquer l'émulation parmi les jeunes gens, les représentations théâtrales, etc.

A ce propos, l'auteur mentionne les critiques fréquemment adressées à ces procédés, et il défend les Jésuites en faisant remarquer que l'atmosphère créée par l'humanisme les obligeait en quelque sorte à agir de cette manière ⁽¹⁾.

Quant aux représentations théâtrales, notre auteur, tout en admettant qu'on peut reprocher aux Jésuites d'avoir dépassé la mesure, tant par la fréquence de ces représentations que par la mise en scène exagérée, le luxe des costumes et des décors, fait observer cependant qu'il y avait là une formation intellectuelle et morale d'une réelle valeur, et il remarque que les pièces sont souvent inspirées par des vues patriotiques, qu'elles servent avec efficacité le sentiment de l'unité nationale, en exaltant les gloires du passé ⁽²⁾.

L'éducation proprement dite des jeunes gens fait l'objet de soins tout particuliers; les maîtres, auxquels l'habit religieux

⁽¹⁾ « On a souvent reproché aux Jésuites d'avoir exploité à l'excès le désir des honneurs; on s'est amusé de la ferblanterie (*sic*) de goût douteux qu'ils faisaient parfois miroiter aux yeux de leurs élèves, de ces titres ronflants et vains, qui servaient de stimulants et de récompense.

» Ces critiques dénotent une ignorance souvent impardonnable de l'atmosphère que l'humanisme avait créée dans les écoles au XVI^e et au XVII^e siècle. »

⁽²⁾ Le P. provincial Scribani reçut cependant du Général un rappel à l'ordre, formulé en termes assez durs : « J'apprends que dans les comédies et exercices littéraires se mêlent parfois des farces et des bouffonneries peu dignes de notre vocation religieuse, et destinées à provoquer le gros rire d'un peuple inculte.

» Je constate qu'elles entraînent le relâchement chez les jeunes gens et le scandale des gens réfléchis : ils attendent autre chose de la formation de la Compagnie. On pourra assaisonner les représentations, mais avec modération et en conformité avec notre vocation. Il faudra donc ne permettre les comédies que très rarement, et après les avoir soigneusement examinées. »

confère une autorité incontestable, s'efforcent de faire prévaloir des mœurs policées, de faire acquérir à leurs élèves une tenue correcte et des manières distinguées. Cependant, là aussi quelque exagération s'est manifestée, et les Généraux de l'Ordre n'ont pas ménagé leurs conseils pour faire régner plus de simplicité dans la toilette et la coiffure.

La surveillance est organisée avec une vigilance extrême; on l'a même quelquefois qualifiée d'espionnage. L'auteur du mémoire ne blâme pas formellement le système; toutefois on sent bien qu'il ne l'admire pas ⁽¹⁾, pas plus qu'il n'est partisan des châtiments corporels en usage : *Ubi verba valent, ibi verbera non dare*, était, rappelle-t-il, un excellent principe pédagogique du XVI^e siècle.

Il conclut en disant que les Jésuites ont eu le mérite d'avoir coordonné et systématisé, en un ensemble méthodique et savant, les moyens les plus efficaces de leurs prédécesseurs dans l'art d'éclairer les esprits et de former les caractères.

L'Université de Louvain, nous l'avons vu, avait victorieusement maintenu son monopole en matière de grades académiques. Cette grosse querelle une fois apaisée, les relations de l'*Alma Mater* avec la Compagnie de Jésus étaient redevenues amicales, au moins en apparence. Elles devaient être de nouveau et profondément troublées par la célèbre controverse sur la question de la grâce.

On sait que Baïus, professeur de la Faculté de théologie de Louvain, avait soutenu en cette matière des doctrines qui furent censurées par la Sorbonne et condamnées par le Saint-Siège.

Les Pères Bellarmin et Lessius prirent un grande part à ces

(1) « Pour prévenir les abus de ce système, l'autorité recommande aux maîtres de ne jamais agir sur une dénonciation, car les enfants sont souvent entraînés par leur impétuosité ou par leur naïveté : ils interprètent en mauvaise part ou exagèrent souvent. »

discussions, qui remuèrent profondément le monde religieux. Les débats ne tardèrent pas à s'aigrir, et les accusations d'hérésie ne furent ménagées de part ni d'autre; l'épiscopat se divisa, les Dominicains se jetèrent dans l'arène contre les Jésuites, et la querelle s'envenima à un degré extrême.

Ces dissensions devaient ouvrir également l'ère des conflits au sujet du droit de pratiquer l'enseignement supérieur.

A Douai, les Jésuites, dûment autorisés par une ordonnance royale, avaient institué, en 1584, des cours de philosophie et de théologie. En l'an 1600, ces cours étaient fréquentés par six cents étudiants. Ceux-ci étaient astreints à payer les droits et à remplir les formalités d'usage; ils devaient subir les examens habituels devant les professeurs de l'Université, et s'ils y satisfaisaient, ils étaient admis aux grades.

La Faculté des Arts avait contesté la portée de l'acte royal, mais elle n'avait pas été suivie par les autres Facultés, et les Jésuites l'emportèrent.

A Louvain, la lutte fut plus âpre, et cette fois les Jésuites furent battus.

Aucun historien n'avait jusqu'ici exposé intégralement les péripéties de ce différend. Leurs écrits, fort abrégés, dit notre auteur, sont souvent tendancieux et remplis d'inexactitudes, tandis que lui-même, ayant examiné des milliers de documents, « espère être plus fidèle, étant plus complet ».

De fait, il consacre de nombreuses pages à cet incident.

Nous venons de rappeler l'ordonnance de 1584 due à Philippe II.

Forts de cette autorisation, les Jésuites de Louvain ouvrirent dans leur collège un cours de théologie, et ils se bornèrent à cela pendant dix ans. Mais, en 1594, une riche dotation, fournie par l'évêque d'Anvers, Torrentius, leur permit de créer, en plus, une section de philosophie.

L'Université protesta immédiatement : les nouveaux cours

des Jésuites étant gratuits, disait-elle, les auditoires de la Faculté des arts seraient désertés à leur profit.

La lutte fut d'une rare violence, et il semble bien au lecteur désintéressé que des deux côtés se manifesta une intransigeance extraordinaire. Toutes les autorités étaient entrées en lice, et l'affaire fut portée jusqu'à Rome. L'Université obtint gain de cause, le Pape Clément VIII ayant été circonvenu, affirme l'auteur du présent mémoire.

Une lutte non moins ardente surgit, quand, à Liège, en 1599, l'inquisiteur Chapeville eut demandé aux Jésuites d'ajouter à leur enseignement des humanités un cours de dialectique, science qui ne figurait pas au programme du séminaire.

La Faculté des Arts de Louvain vit dans cette création une atteinte à ses privilèges, et saisit la cour de Rome de protestations qui demeurèrent sans réponse pendant de longues années. Cette situation existait encore en 1615. Cette année-là, le même Chapeville préconisa l'établissement d'un cours complet de philosophie.

Il justifiait sa proposition par le fait que beaucoup de jeunes clercs menaient à Liège une vie de désœuvrement : « Un cours de philosophie offrirait un aliment à leur activité et un préservatif pour leur vertu. »

Louvain, on le comprend aisément, protesta de plus belle et fit entendre contre les Jésuites les plaintes les plus amères : partout où ils étaient reçus, ils provoquaient le trouble et la discorde, partout ils travaillaient à ruiner les universités les plus florissantes.

Cette fois, l'archiduc Albert prit fait et cause pour l'Université, et enjoignit au Provincial de surseoir à toute innovation, « sinon il se verrait forcé de manifester combien ces nouveautés lui déplaisaient ».

Mais le recteur de Liège, Flerontinus, « d'un tempérament cassant et obstiné dans ses idées », passa outre. Les affaires se

complicquaient de plus en plus; le Gouvernement menaçait tantôt l'Université, tantôt les Jésuites, mais ne prenait aucune décision définitive, et il en fut ainsi jusqu'à la mort de l'Archiduc.

Enfin le long travail, dont nous avons tenté de résumer les parties les plus importantes, se termine par un exposé très minutieux des « œuvres » de la Compagnie : catéchismes, congrégations, propagande pour la fréquentation des sacrements, « thermomètre de la vie chrétienne », prédication, missions, et notamment la mission de Hollande où les Jésuites furent aux prises avec les vicaires apostoliques Sasbold Vosmeer et Rovennius, œuvres de miséricorde, prisons, hôpitaux, etc.

Un appendice est consacré à mettre en lumière la part que prirent les Jésuites belges au mouvement intellectuel. On y passe succinctement en revue les travaux publiés par eux dans le domaine théologique, exégétique, philologique, politique, littéraire, juridique, mathématique et historique.

L'auteur conclut que l'époque des archiducs Albert et Isabelle a été l'âge d'or de la Compagnie de Jésus en Belgique. L'appui des pouvoirs publics lui a été largement assuré, et l'on constate dans les Pays-Bas un engouement général à l'égard des Jésuites, engouement qui s'explique par l'excellence de leur système d'enseignement, par leur influence littéraire et scientifique, et surtout par le zèle apostolique qu'ils déployèrent durant ce premier siècle de leur existence.

L'auteur est un fervent admirateur des Jésuites et parle de leur œuvre avec un enthousiasme presque sans réserve. Cependant, il garde une certaine liberté d'appréciation, et juge parfois les hommes avec quelque sévérité. C'est ainsi qu'il nous dépeint le Père Adriaenssen comme ayant « un caractère inquiet et fantasque »; Trigoso, recteur de la Maison d'Anvers, « était malheureusement trop porté à s'immiscer dans les affaires séculières »; les dépenses excessives faites par certains chefs d'établissements trouvent en notre écrivain un censeur rigoureux,

qui ne dissimule pas les abus et ne cherche pas à les atténuer ⁽¹⁾. Ailleurs, il blâmera les excès de certains polémistes ⁽²⁾ et, parlant du degré de créance que méritent les sources d'information auxquelles il a puisé, il indique les points faibles ⁽³⁾; et si, par exemple, il excuse l'enthousiasme des auteurs de l'*Imago primi sæculi*, en disant que cet enthousiasme « s'appuie sur des faits, sur des succès et sur des victoires qui pouvaient tourner la tête même à des Néerlandais, gens peu portés à l'exagération », il réduit à sa juste valeur cette célèbre apologie et se garde bien de la citer comme un document à l'abri de la critique ⁽⁴⁾.

Concluons : le mémoire que nous venons d'analyser est une

(1) Le Général de l'Ordre écrit en 1630 : « La maison professe a considérablement empiré par la manière de vivre des nôtres. Malgré leurs dettes si formidables, nos Pères ne se sont pas souciés jusqu'ici d'introduire une plus grande frugalité dans leur régime et plus de réserve dans les dépenses moins nécessaires. L'intérêt de la maison réclame un supérieur plus préoccupé de faire observer la discipline religieuse et de ramener le train de la maison à plus de parcimonie... Ils préfèrent obtenir des diners plus délicats et vivre avec luxe et faste dans une maison qui gémît sous le poids des dettes. »

(2) On peut reprocher à plusieurs de ces polémistes de ne pas avoir suffisamment gardé la modération dans leurs écrits. Souvent Acquaviva lui-même les blâme d'être trop sarcastiques; il leur reproche des attaques trop personnelles, des paroles blessantes, qui aigrissent les adversaires et n'édifient pas les amis.

(3) « L'*Historia domus* a fourni une littérature très abondante... Les *Lettres annuelles*, envoyées à Rome, sont des lettres d'édification où il ne faut chercher qu'avec une grande discrétion les matériaux de l'histoire.

» En théorie, c'était au Recteur qu'incombait la rédaction; mais, dans la pratique, il se déchargeait de ce soin sur un de ses subordonnés, parfois de jeunes étudiants, qui n'y apportaient pas toujours la critique et le tact nécessaires.

» Par bonté de cœur ou par délicatesse de conscience, les auteurs s'appliquent à tout peindre sous des couleurs pieuses; ils jettent un voile de compassion sur les fautes des individus, là où ils ne peuvent les ignorer, s'étendant avec prédilection sur des événements de peu d'importance, mais élogieux pour la Compagnie, et, surtout, ils admettent avec une extrême facilité non seulement les actes de vertu, mais les faits prodigieux ou miraculeux qui sont à l'honneur de l'Ordre ou des personnages dont ils parlent. »

(4) Il faut en louer la belle ordonnance et l'élégante latinité; mais la *laus propria* est vraiment par trop naïve et hyperbolique.

« A la partie historique, où déjà s'accuse une note laudative outrancière, s'ajoutent des exercices oratoires, des inscriptions lapidaires, des emblèmes, où le diithyrambe et le lyrisme dépassent vraiment les bornes. Les adversaires de la Compagnie ne manquèrent pas de s'en faire une arme et de représenter l'ouvrage comme le produit gonflant du faste et de l'arrogance jésuitiques. Ces insinuations malveillantes eurent leur écho jusqu'à la Cour pontificale. »

œuvre de réelle valeur, bien écrite, résultat de recherches prolongées et consciencieuses. Sans doute, certaines appréciations pourront paraître discutables, et certaines expressions sembleront-elles excessives, mais il n'en est pas moins vrai que ce travail constitue un nouveau et très important chapitre de l'histoire religieuse des Pays-Bas au XVI^e et au XVII^e siècle. Je propose à la Classe de le couronner, estimant qu'il tiendra une place honorable dans nos recueils.

Rapport de M. L. Leclère, deuxième commissaire.

Le premier rapporteur a résumé si complètement le mémoire présenté au concours d'histoire de 1925, qu'il est inutile de revenir sur son analyse des diverses parties du travail qui nous est soumis. Nous nous bornerons à quelques observations générales.

Comme le constate M. Eugène Hubert, l'histoire de la Compagnie de Jésus dans les Pays-Bas catholiques, pendant le premier siècle de son existence, n'avait pas encore fait l'objet d'un exposé d'ensemble. Cette étude, l'auteur du mémoire a réussi à la mener à bonne fin, grâce à des recherches longues et méthodiques. Non seulement il a consulté tous les imprimés (recueils et ouvrages contemporains des événements, livres modernes); non seulement il a puisé aux sources que lui offraient les Archives générales du Royaume, les dépôts de Gand, Bruges, Mons, etc., mais aussi il a pu dépouiller les très nombreux documents conservés dans les archives de la Compagnie de Jésus. (Voir leur liste, pp. IV, V, VI.) Ses investigations n'ont, semble-t-il, laissé échapper aucun texte capable de lui fournir des renseignements intéressants.

Cette riche documentation lui a permis de trouver et de faire connaître beaucoup de neuf, beaucoup d'inédit. Sans doute il a dû nous rappeler des faits déjà connus, se rapportant à l'histoire générale de la Compagnie ou à son action dans nos provinces;

mais c'est là la moindre partie de son œuvre. Il ne serait pas suffisant d'affirmer qu'il a renouvelé son sujet ; il l'expose, à vrai dire, pour la première fois et sous tous ses aspects.

Il serait trop long d'énumérer les chapitres qui apportent des éléments particulièrement nouveaux à l'histoire de la Compagnie de Jésus dans les Pays-Bas et à l'histoire de notre pays pendant la seconde moitié du XVI^e siècle et le premier tiers du XVII^e ; aussi bien, le premier rapporteur les a-t-il passés en revue. Notons toutefois l'intérêt tout spécial du chapitre IV de la première partie : *Les Jésuites pendant les troubles religieux de 1566 à 1578* (1^{re} partie, pp. 277 et suiv.) ; et, dans la deuxième partie, les pages consacrées à l'enseignement (pp. 2 et suiv.), ainsi qu'aux controverses entre la Compagnie et les Universités de Louvain et de Douai, soit au sujet de la grâce, soit au sujet du droit d'enseigner (pp. 65 et suiv., pp. 103 et suiv.).

L'auteur ne dissimule pas ses sympathies ; il admire l'œuvre accomplie par la Compagnie de Jésus ; et l'on pourrait assurément relever des appréciations, des expressions qui s'écartent de « l'objectivité » absolue ⁽¹⁾. Mais si, comme il l'écrit, l'impartialité consiste à être juste et non à être neutre (1^{re} partie, p. III), il est permis de dire que le mémoire témoigne du soin qu'apporte l'auteur à formuler des jugements qui tiennent compte de tous les faits. Ses sentiments favorables aux actes et aux œuvres des Jésuites ne l'empêchent pas d'apprécier, sans aucun parti pris, la gestion financière de la maison professe d'Anvers (I, 484), la crise des établissements d'instruction de la Compagnie au début du XVII^e siècle (I, p. 518), les abus dans les représentations dramatiques organisées dans ses écoles (II, pp. 56, 235), la composition de l'*Imago primi saeculi* (II, p. 430), etc. Étudiant la participation des Jésuites au mouvement littéraire, il cite l'opinion de M. H. Pirenne, mais pour

(1) « La timidité des bons », c'est-à-dire des catholiques (I, p. 283) ; des habitants « restaient secrètement attachés à l'erreur », c'est-à-dire au protestantisme (II, 298).

la modifier : « L'éminent historien nous paraît avoir fait aux Jésuites la part trop large et avoir surévalué leur influence quand il ajoute : « De même que les Jésuites ont été les grands éducateurs des Pays-Bas catholiques, ils y ont aussi dirigé le mouvement littéraire et scientifique ». Il n'en est pas moins vrai qu'ils y ont occupé un rang honorable (II, pp. 362-363). »

La composition du mémoire est soignée. Grâce à un plan bien agencé, les nombreuses questions traitées dans ses mille pages ont été judicieusement réparties et exposées, presque toutes, avec le développement qui convenait. Peut-être le chapitre consacré au mouvement intellectuel (II, pp. 362 et suiv.) aurait-il gagné à l'adoption d'une autre subdivision qui aurait rapproché l'histoire de l'œuvre des Bollandistes; l'ascétisme, de la théologie, de l'exégèse et de la patristique; et qui aurait achevé la revue des publications des membres de la Compagnie par les mathématiques. D'autre part, il y a, çà et là, quelques longueurs. On pourrait sans inconvénient condenser, par exemple, les pages qui racontent l'expulsion des Jésuites d'Anvers en 1578 (I, p. 329), la visite des Archiducs Albert et Isabelle au noviciat de Malines (I, p. 465), le sixième chapitre de la deuxième partie : les catéchismes (p. 223), le récit des funérailles du frère Edmond Renard (II, 360)...

Quoi qu'il en soit, le travail est ordonné avec beaucoup de clarté. Il débute par une remarquable introduction qui peint, en traits expressifs, le milieu social et religieux dans lequel s'est exercée, à partir de 1550, l'activité de la Compagnie de Jésus. Il se termine par des conclusions qu'on aurait souhaitées moins brèves, à la fin d'une étude si vaste et si complexe (II, pp. 425-432). Elles auraient dû être accompagnées d'un résumé des deux parties du mémoire.

L'auteur constate que les Jésuites belges, par leur labeur ininterrompu depuis le milieu du XVI^e siècle, avaient conquis au début du XVII^e la faveur générale, parce qu'ils avaient découvert et servi les aspirations de leurs contemporains,

parce qu'ils avaient fondé de nombreux établissements d'enseignement, parce qu'ils avaient fait preuve d'un grand zèle apostolique et reconquis la Belgique à la foi catholique par des moyens aussi efficaces que populaires, parce qu'enfin leur effort avait enrichi la vie intellectuelle des Pays-Bas et augmenté leur patrimoine artistique. L'auteur émet, aux premières pages de son mémoire, une affirmation, pleine de sens historique, et qu'il aurait pu reprendre au terme de son étude : « L'introduction rapide et les succès de la Compagnie de Jésus sont dus en grande partie à sa constitution interne. Née au moment où s'organisent les monarchies absolues et centralisées, « elle était » centralisée et absolue, elle aussi, dans son gouvernement (I, p. 2) ». Il eût été utile de grouper dans les conclusions les indications éparses dans le travail au sujet des défiances, des résistances provoquées par l'action de la Compagnie; défiances et résistances du gouvernement central (Charles-Quint et Marie de Hongrie, Granvelle, Viglius, le duc d'Albe), des autorités locales, des Universités, du clergé séculier et régulier. La question des rapports de la Compagnie avec l'autorité civile et avec le clergé aurait dû être reprise avec quelque ampleur dans la conclusion, à cause de son intérêt historique.

Constatons, pour terminer, que le mémoire est rédigé avec une élégante précision ⁽¹⁾.

Je me rallie entièrement aux conclusions du premier rapporteur. L'étude sur l'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et sur ses développements jusqu'à la fin du règne des

⁽¹⁾ Signalons à l'auteur quelques *lapsus calami*. I^{re} partie, p. 6 : Des nobles « rapportaient de leurs études à l'étranger des idées *avancées* ». P. 9 : « comme elles *exacerbent* les contrastes sociaux ! » — P. 13 : « l'orthodoxie de l'Alma Mater ne sera pas entamée par les érasmiens ni par le protestantisme qu'ils *présaçaient* ». — P. 89. Le monastère où se retira, après son abdication, Charles-Quint I^{er} est celui de Yuste et non de S. Juste. — Pages 327-328 : « Le P. André Boccacius *posa un acte de courage héroïque* » — II^e partie, p. 369. Le livre du P. Delehaye a pour titre : *L'Œuvre des Bollandistes, 1615-1915*, et non : *L'Œuvre bollandienne, 1613-1915*.

archiducs constitue une contribution de grande valeur à l'histoire religieuse des Pays-Bas catholiques aux XVI^e et XVII^e siècles. Elle mérite d'être couronnée par l'Académie et insérée dans la collection de ses *Mémoires*.

Rapport du P. Delehay, troisième commissaire.

Après le rapport très complet des deux premiers commissaires, avec lesquels je suis heureux de me déclarer pleinement d'accord, j'ai cru pouvoir me borner à examiner à un point de vue très spécial le mémoire soumis à notre appréciation. Un travail aussi considérable ne gagnerait-il pas à être abrégé?

Nous ne le pensons pas. Certains chapitres se prêtent mal à des vues d'ensemble. Malgré le nombre et la variété des détails qu'il y accumule, l'auteur ne se perd pas dans les minuties. Les renseignements, laborieusement recueillis aux Archives du Royaume et dans les Archives de l'Ordre, n'ont pas seulement le mérite d'être inédits. Ils sont nécessaires pour donner à l'exposé la précision que réclame le sujet.

D'ailleurs, il paraît évident que l'auteur a volontairement restreint son cadre. Le complément naturel de l'ouvrage aurait consisté en une série de chapitres sur le gouvernement et l'administration de l'Ordre, sur la formation spirituelle et scientifique des sujets, sur les usages et la vie intérieure des communautés. Sur tous ces points il y avait matière à donner au public d'intéressantes informations. Ce n'est nullement, j'en suis sûr, le souci de ne pas livrer des secrets de famille qui a imposé cette réserve à l'auteur : c'est le désir de ne pas donner à son travail des proportions exagérées.

Nous ne lui demanderons pas d'élargir son plan ; mais nous n'exigerons pas non plus qu'il fasse subir à son texte des mutilations qui pourraient défigurer un ouvrage bien conçu. Dans deux ou trois chapitres, il est vrai, l'auteur s'étend avec complaisance sur des sujets qui ne mériteraient peut-être pas

d'aussi longs développements. M. Leclère les a fort bien indiqués et l'auteur jugera qu'il est de son intérêt de se conformer à ces sages suggestions. Notamment dans le chapitre, intéressant d'ailleurs, sur les catéchismes, la partie statistique pourrait être condensée au profit de quelques développements sur la méthode suivie. Le document signalé t. II, p. 223, *Methodus catechizandi pro provincia Flandro-Belgica*, en fournirait la matière.

La Classe, se ralliant à la proposition des rapporteurs, décide d'attribuer le prix à l'auteur de ce mémoire, M. Poncelet, et vote l'impression du travail couronné dans les *Mémoires* in-8°.

PRIX DÉCENNAUX ET QUINQUENNAUX.

La Classe, après avoir entendu le rapport de la Commission spéciale, décide de proposer au Gouvernement :

1° De remplacer le prix décennal unique de philologie par deux prix décennaux distincts : a) de philologie orientale et classique; b) de philologie moderne et de linguistique générale et comparée;

2° De majorer le montant de tous les prix décennaux et quinquennaux en doublant au moins leur valeur.

La Classe décide de surseoir à toute décision en ce qui concerne le fractionnement éventuel du prix quinquennal des sciences sociales.

CONCOURS POUR LE PRIX DE KEYN.

Rapport du Jury (1).

Le nombre de manuels et de travaux relatifs à l'enseignement primaire a augmenté dans de fortes proportions au cours des

(1) Le Jury se composait de MM. Léon Fredericq, président, Ch. de la Vallée Poussin, Parmentier, Van Biervliet, Vercoullie, Wilmotte et Vander Linden, secrétaire-rapporteur.

années 1923-1924. Depuis la guerre, aucune période n'en avait présenté un chiffre aussi considérable. Le Jury se plaît à reconnaître que, d'une manière générale, le niveau de ces publications tend à s'élever et que plusieurs d'entre elles ont retenu son attention. Après un triage minutieux, il a distingué les trois ouvrages suivants :

T. JONCKHEERE, *La Pédagogie expérimentale au jardin d'enfants* ;

J. SOBRY et J. EECKELS, *Exposé méthodique de la tenue des livres*, traduit sous le titre *Het boekhouden methodisch aangeleerd* ;

M. et E. THÉODORE, *Nos Enfants*.

Le livre de M. T. Jonckheere s'adresse aux institutrices des écoles maternelles. Il comble une véritable lacune de la littérature pédagogique. Jusqu'à présent il n'existait pas, en effet, de travail d'ensemble résumant et coordonnant les résultats des études spéciales sur la psychologie de l'enfant de 3 à 6 ans. Les traités généraux de pédagogie expérimentale n'abordent qu'incidemment les questions qui s'y rapportent, et quant aux travaux d'approche, ils sont très dispersés.

L'auteur ne s'est pas borné à compiler des documents épars dans un grand nombre d'études particulières, dont beaucoup sont dues à des étrangers. Il s'appuie sur une information aussi abondante que variée et il n'en utilise les données qu'en expliquant la méthode avec laquelle elles ont été obtenues ; il fournit une masse de renseignements bibliographiques détaillés et précis, qui permettront au lecteur de vérifier la valeur de chaque méthode, mais qui auraient gagné à être présentés d'une manière moins uniforme et avec quelques remarques critiques. L'auteur a joint, il est vrai, les résultats de plusieurs recherches personnelles, notamment en ce qui concerne la mesure de la faculté visuelle et de la faculté auditive. Chemin faisant, il suggère des observations et des expériences nouvelles : il met le lecteur en garde contre les solutions hâtives et les conclusions prématurées.

Il relève à l'occasion certaines causes d'erreurs et signale les procédés les plus perfectionnés. Peut-être eût-il pu donner à son livre un peu plus de perspective en insistant sur les conclusions essentielles qui se dégagent des travaux de ses prédécesseurs. Peut-être aussi eût-il facilité la tâche du lecteur en simplifiant la terminologie.

Mais telle qu'elle se présente, son œuvre constitue un guide excellent pour les institutrices des écoles maternelles désireuses de mettre leur enseignement en rapport avec les aptitudes de l'enfant et, en même temps, de contribuer par elles-mêmes, par des observations et des expériences personnelles, à déterminer quand et comment s'éveillent ces différentes aptitudes.

*
* *

Le manuel de MM. J. Sobry et J. Eeckels a été accueilli avec faveur par les maîtres chargés de l'enseignement commercial dans les écoles normales; en 1922, il en paraissait une huitième édition dans le texte original français; en 1923, une seconde édition en traduction flamande. Il traite une matière des plus ingrates et des plus ardues, mais les auteurs ont su la présenter sous une forme facilement accessible aux jeunes intelligences. Qu'il s'agisse d'éléments de droit civil, commercial ou fiscal, qu'il s'agisse de règles d'arithmétique commerciale, qu'il s'agisse de documents de paiement, de vente, de banque, de douane, simple et clair est l'exposé, tout en restant exact dans sa concision. Et l'on admire l'art avec lequel tant de notions diverses ont pu être condensées en un si petit nombre de pages. Seuls des hommes d'une compétence éprouvée, doublés de pédagogues rompus au métier, pouvaient y réussir.

Les pages consacrées à la comptabilité proprement dite forment la partie maîtresse de l'ouvrage, et c'est là que les auteurs ont pu le mieux déployer leurs qualités de praticiens et de professeurs. C'est là que se révèle surtout leur constant souci de se débarrasser de la routine livresque, de moderniser

et de simplifier les procédés, de mettre en relief et de rendre familiers à des non-initiés les documents les plus usuels et les principes essentiels de la tenue des livres.

Les auteurs ont heureusement illustré leur manuel d'exemples, c'est-à-dire d'exercices de premier choix. Ils les ont puisés dans la réalité même, offrant ainsi quelque chose de vrai, d'utile.

En somme, ils ont développé d'une manière remarquable une matière difficile et complexe; ils se sont inspirés des méthodes les plus récentes et ont indiqué les procédés les plus perfectionnés, tout en se maintenant dans les limites prescrites par le programme des écoles normales.

*
* *

Sous le joli titre *Nos Enfants*, M^{lles} M. et E. Théodore ont composé un volume agréablement illustré, qui tient à la fois du traité et du livre de lecture. Elles mettent à la disposition du public féminin le fruit de leur longue expérience pédagogique, évoquent leurs souvenirs personnels et notent leurs réflexions sur le rôle de la mère dans l'éducation contemporaine. Tout en exaltant la mission maternelle, elles s'attachent avant tout à souligner la multiplicité et les difficultés des devoirs qu'elle comporte. De là les divisions générales du livre : *Éducation physique*, *Éducation intellectuelle* (y compris les diverses méthodes pour enfants normaux et anormaux), *Éducation manuelle*, — chapitre qui, par ses aperçus détaillés, constitue peut-être la partie la plus originale et la plus attachante de l'œuvre, — *Éducation esthétique*, *Éducation morale*, *Éducation sociale* et *Éducation civique*.

L'exposé est toujours attrayant, empreint de poésie familière, d'un véritable charme communicatif, qui trop souvent fait défaut dans les ouvrages de l'espèce. Que de-ci de-là il se soit glissé des erreurs scientifiques, que l'on puisse contester le bien-fondé ou l'opportunité de tel avis émis, de tel conseil donné, c'était

inévitable. D'autre part, certains chapitres présentent des lacunes : les premiers débuent par une introduction historique, qui manque parfois dans les derniers. Mais l'ensemble est d'une belle venue et dénote un constant souci de vulgarisation aimable et de bon aloi.

Le Jury propose à la Classe d'attribuer un prix de mille francs à chacun des trois ouvrages précités.

La Classe adopte ces conclusions.

MOTION.

MM. Pirenne et Wilmotte proposent que l'Académie, dans son Assemblée générale du 5 mai prochain, examine les questions intéressant la Commission de coopération intellectuelle internationale et les organisations internationales existantes auxquelles l'Académie a adhéré : Union Académique Internationale et Conseil International de Recherches.

La Classe décide de demander l'inscription de cet objet à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et désigne MM. Bidez, Pirenne et Wilmotte pour présenter à la Classe, le 4 mai, un projet de résolution à ce sujet.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Le mariage de Léopold II d'après des documents inédits.
Bruxelles, Dewit, 1925; in-8°, 297 pages.

Au nom de mon distingué confrère de la Commission royale d'histoire, M. Alfred De Ridder, directeur général des Archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire hommage à l'Académie de ce livre tout récemment sorti de presse.

L'auteur est connu par ses excellents travaux d'héraldique ⁽¹⁾ et par ses ouvrages touchant l'histoire contemporaine, parmi lesquels je citerai comme particulièrement importants : *L'Histoire diplomatique du Traité du 19 avril 1839.* — *La Belgique et la Guerre.* — *La Belgique et la Prusse en conflit.*

Le nouveau travail qui nous est offert n'est pas la simple relation d'un événement intéressant pour l'histoire de la dynastie belge. Telle était cependant, tout d'abord, l'intention de notre historien. Préparant un article de revue, consacré à l'histoire diplomatique du mariage de Léopold II, et recueillant, à cet effet, les documents nécessaires, il s'aperçut, dit-il, que ce mariage constituait un épisode en quelque sorte culminant de l'histoire des relations franco-belges nées à la suite du coup d'État du 2 décembre 1851.

L'union du duc de Brabant avec l'archiduchesse Marie-Henriette d'Autriche avait été préparée par les rapports difficiles que nous eûmes, dès le commencement de 1852, avec le gouverne-

⁽¹⁾ *Législation héraldique de la Belgique.* — *Jurisprudence du Conseil héraldique.* — *La Noblesse en Belgique*, étude juridique. — *Devises et cris de guerre de la noblesse belge.* — *De la transmission des titres de noblesse aux Pays-Bas sous l'ancien régime.*

ment de Paris; elle était leur résultante; lorsqu'elle fut accomplie, elle domina de ses effets et de ses répercussions ces mêmes rapports, pendant de longs mois.

Elargissant son plan primitif, M. De Ridder entreprit d'étudier et de relater complètement les conflits et les rapprochements qui se produisirent entre le second Empire et la Belgique, de 1852 à 1855, et, au lieu d'un article, il nous a donné un livre qui nous apporte une foule de renseignements neufs et précis, puisés à des sources sûres et inutilisées jusqu'à présent, c'est-à-dire aux correspondances de nos agents diplomatiques conservées dans les archives du Ministère des Affaires étrangères.

On n'ignorait pas, notamment grâce aux travaux de Thonissen, de Discailles et de P. Hymans, les difficultés sérieuses que le jeune royaume de Belgique eut à surmonter au début du règne de Napoléon III : questions de presse, attitude des réfugiés républicains, rapports économiques, incidents de neutralité; mais les grandes lignes seules nous étaient connues. Dans le livre de M. De Ridder, ces graves questions sont exposées dans toute leur ampleur, et rien n'y est avancé qui ne soit étayé de preuves, conformément aux exigences d'une critique sévère.

Ce magistral exposé aide à faire comprendre l'importance politique du mariage contracté en 1853 par l'héritier du trône.

Le mariage de notre prince royal, observe M. De Ridder, infligeait à Napoléon une blessure d'amour-propre. « On n'a pu voir sans jalousie à Paris, disait à Saint-Petersbourg le chancelier de Nesselrode à M. Desmazières, chargé d'affaires de Belgique, le mariage du duc de Brabant avec une archiduchesse d'Autriche lorsqu'on n'est pas parvenu soi-même à épouser une princesse de maison souveraine. »

Mais l'effet politique de cet événement, souligné par un article de la *Gazette de Vienne*, qui, en annonçant dans sa partie officielle les fiançailles, les représentait comme constituant non seulement un lien entre deux familles régnantes, mais aussi entre deux nations; cet effet devait plus encore déplaire à

l'empereur. Il ne se soucia pas de dissimuler son déplaisir, alors que, dans d'autres États, le sentiment contraire se faisait jour très nettement. La presse anglaise, notamment, fut unanime à considérer l'union du duc de Brabant avec une princesse autrichienne comme une nouvelle garantie de stabilité pour la dynastie belge. D'après le *Times*, cet événement resserrait les liens entre la Belgique et la Confédération germanique.

Napoléon III manifesta publiquement son mécontentement à l'ambassadeur d'Autriche à Paris, au cours d'un bal donné à Saint-Cloud, en l'honneur du duc de Gênes. « Au moment, écrit le comte de Hübner dans son journal, où le bal devait s'ouvrir, l'empereur avec la princesse Mathilde, l'impératrice avec le duc de Gênes, occupaient déjà leurs places pour commencer la contredanse d'honneur. L'empereur Napoléon, en m'apercevant, quitta sa danseuse, s'approcha de moi, et, au milieu de la cohue qui nous entourait, donna un libre cours à ses doléances qui, en fait, étaient des menaces.

» Voyant dans le mariage du duc de Brabant avec une archiduchesse d'Autriche une attaque indirecte contre son pouvoir, se croyant trahi, menacé, humilié, il me faisait l'effet d'un homme presque affolé. Je ne pense pas que ces colères étaient jouées..., j'ai gardé mon calme..., j'évitai d'avoir l'air ému ou impressionné, et je me bornai à lui faire comprendre tout le tort qu'il se faisait à lui-même en menaçant constamment de s'allier avec la Révolution. J'écris au comte de Buol : « Colère, mauvaise humeur, » picoteries, rancunes ! voilà ce qui est à l'ordre du jour. La » bombe était chargée depuis longtemps, c'est le mariage belge » qui l'a fait éclater. Nous devons en prendre notre part ; mais » je pense que tôt ou tard on reviendra à la raison. » »

Le mécontentement impérial perdura d'abord ; le comte de Hübner écrit encore : « l'impératrice me questionna beaucoup sur le prochain mariage de l'archiduchesse Marie-Henriette avec le duc de Brabant. L'empereur continue à me boudier et moi à ne pas m'en apercevoir ».

Cependant l'orage ne devait pas tarder à se dissiper. Le rapprochement se produisit après la visite officielle de Léopold I^{er} à Boulogne, faisant suite à la démarche courtoise du prince Napoléon-Jérôme à Bruxelles, et surtout après le séjour que le duc et la duchesse de Brabant firent à Saint-Cloud, et qui se termina dans une atmosphère de « complète cordialité ».

Le mécontentement causé à Napoléon III par le mariage du futur roi des Belges paraissait complètement dissipé par l'hommage que celui-ci était venu rendre au nouvel Empire. Il eût été dangereux, toutefois, de se faire illusion sur les dispositions nourries envers nous dans la pensée du souverain français. Sylvain Van de Weyer jugeait bien son caractère quand, dans son rapport du 19 janvier 1853, il signalait « la disposition d'esprit qui a toujours porté l'empereur à préparer de longue main l'opinion publique et à ne pas se laisser détourner par un service momentané de la ligne qu'il s'est une fois tracée ».

Les événements qui allaient se dérouler de 1856 à 1870, conclut à bon droit M. De Ridder, devaient apporter une justification explicite de cette assertion.

Bien qu'une certitude absolue à cet égard fasse défaut, il semble qu'on puisse prêter à Napoléon III, sans émettre un jugement téméraire, d'avoir eu, aux premiers temps de son avènement, des velléités d'annexer la Belgique à la France. Tout au moins désira-t-il y rendre son influence prépondérante.

Pendant tout son règne, il rêva de remanier la carte de l'Europe d'une manière plus ou moins profonde. A plusieurs reprises, il songea vraisemblablement à comprendre nos provinces dans ce remaniement, voulant tantôt les garder pour lui, tantôt les partager avec la Hollande, et, pour ne point léser le roi Léopold, qu'il avait pris en haute estime, pensant à lui offrir un royaume sur les bords du Rhin ou en Pologne. Il chercha des complices à sa politique d'absorption, tantôt en Prusse, tantôt en Russie, peut-être même en Autriche. Il échoua, non par manque de désir, mais parce qu'il fut hésitant, peu

ferme en ses desseins, et parce qu'il ne sut pas profiter des circonstances où l'occasion de réaliser ses aspirations paraissait favorable.

Le Congrès de Paris allait s'ouvrir, peu après la visite à Saint-Cloud du duc et de la duchesse de Brabant : il montra que l'empereur et son gouvernement conservaient pour les institutions belges une véritable aversion. Ils nous en faisaient un grief qu'une politique habile, mais peu scrupuleuse, leur permettrait d'exploiter un jour, s'ils jugeaient utile à leurs intérêts de faire pénétrer leur troupes en Belgique. Dans l'histoire politique, s'ils avaient pu réaliser leurs conceptions, on aurait vu une application de la fable : du loup et de l'agneau.

Le livre de M. A. De Ridder, abondant en révélations pleines d'intérêt, enrichi de documents inédits, notamment d'une curieuse correspondance de Léopold I^{er} avec la Cour de Vienne, écrit avec un grand sens d'impartialité, d'un style simple et élégant à la fois, tiendra une place distinguée dans la *Bibliothèque d'histoire contemporaine de la Belgique*.

EUGÈNE HUBERT.

Esquisse géographique de la Roumanie actuelle.

Au nom de M. Ch. Pergameni, professeur de géographie à l'Université de Bruxelles, j'ai l'honneur de présenter à la Classe une esquisse géographique de la Roumanie actuelle. L'auteur, comparant la carte politique de l'Europe de 1914 à celle d'aujourd'hui, signale l'énorme accroissement territorial que la guerre mondiale a valu à la terre roumaine. La population, qui était celle de la Belgique avant la guerre, s'est accrue de dix millions, c'est-à-dire que la Roumanie compte actuellement 17 millions 300.000 âmes. Quant au territoire, il s'est accru de plus du double. L'auteur montre, contrairement à une conception fausse, que la Roumanie n'est pas un pays balkanique,

mais bien un État de l'Europe centrale. Il nous donne d'intéressants aperçus sur l'orographie roumaine, sur le climat, sur les ressources naturelles du pays, sur la civilisation roumaine, qui porte l'empreinte de la culture latine, sur la vie intellectuelle, scientifique et littéraire.

Tout cela est parfaitement résumé dans cette brève esquisse, consacrée à une noble nation qui fut l'une de nos fidèles alliées de la Grande Guerre, et dont 200,000 enfants moururent héroïquement pour écraser le despotisme prussien.

JULES LECLERCQ.

RENÉ GUYON. — *Anthologie Bouddhique*, en deux tomes, pp. 218 et 209, avec une introduction, pp. I-XI, et un appendice bibliographique, Paris, G. Crès et C^{ie}, 1924.

On doit louer l'initiative de M. R. Guyon et le tact avec lequel il a choisi les morceaux qui figurent dans son recueil. Ils sont pris dans l'Introduction de Burnouf, dans le *Bouddha* d'Oldenberg traduit par Foucher, dans le *Buddhism in translations* de Wauken, dans l'*Aradānaçataka* de Feer, dans le *Milinda* de Louis Finot, dans les *Psalms* de Mrs Rhys Davids, toujours, en un mot, dans de bons livres. L'auteur n'a pas travaillé sur les originaux; il reproduit des versions françaises ou met en français des versions anglaises. On voit d'ailleurs qu'il est fort bien au courant de la littérature, et le choix auquel il s'est arrêté est, dans l'ensemble, fort heureux : histoire de la Légende du Bouddha, enseignement bouddhique considéré surtout au point de vue de sa valeur morale, organisation de la communauté. Seuls certains morceaux, plus techniques, réclameraient soit un commentaire, soit une traduction plus fidèle et moins chargée de termes anglais. — Je voudrais n'avoir à dire que du bien de l'Introduction; la partie historique est trop écourtée pour n'être pas insuffisante et, en ce qui regarde les

considérations d'ordre général que l'auteur y a placées, quelques-unes au moins sont fâcheuses : « Les gens d'Israël, sujets de l'Empire romain, grands voyageurs devant l'Éternel et fort curieux de leur naturel, ne pouvaient guère ne point être pénétrés eux-mêmes d'idées qui certainement avaient passé d'Inde en Asie Mineure et dans la Grèce. Ces idées étaient, comme on dit, « dans l'air » : Jésus a la conduite et applique les préceptes d'un véritable *Bodhisattva*. Elles devaient forcément influencer toute doctrine à lancer et toute liturgie à venir. Cette constatation est une conquête de la psychologie moderne... » Ce n'est pas tout à fait comme cela que je crois qu'il faut examiner ces problèmes.

L'orthographe est bonne. La seule erreur — peu excusable dans un quatrième tirage, car ce petit livre obtient beaucoup de lecteurs — est à la dernière page, où les *Sacred Books of the East* et les *Sacred Books of the Bouddhists* deviennent des *Secret Books*.

L. DE LA VALLÉE POUSSIN.

SAMANTAPASĀDIKA, *Buddhaghosa's commentary on the Vinaya Pitaka*, edited by J. Takakusu assisted by M. Nagai, vol. i, pp. 284; PaliText Society, Humphrey Milford, London, 1924.

Je suis fier de faire hommage à l'Académie, au nom de mon collègue le professeur Takakusu, de Tokio, du premier volume de son édition d'un des livres les plus notables du Bouddhisme pali.

La première partie du texte — exactement 105 pages — n'est pas inédite, puisqu'elle fut publiée en 1883 par Oldenberg, le grand savant dont la mémoire reste chère aux bouddhisants.

La comparaison du texte de Takakusu avec celui établi par Oldenberg montre que la philologie palie a fait quelques progrès depuis quarante ans; mais elle montre surtout la parfaite

compétence de l'éditeur japonais. L'intérêt de la *Samantapāsādikā* est très grand : c'est un commentaire ancien écrit à Ceylan — le seul livre pali qui ait été traduit en chinois — sur les règles de la discipline monastique. Nous n'en avons ici qu'une très petite partie : l'étude de la loi qui prescrit aux moines la parfaite chasteté. Outre les détails relatifs à cette loi, — détails hétéroclites, comme ceux relatifs aux dix modes de fécondation (p. 214), au changement de sexe (p. 273); détails essentiels comme ceux relatifs au caractère plus ou moins grave de la faute, regard, parole, etc.; au renoncement au vœu de chasteté (248), — on y rencontre à chaque page des gloses utiles sur une foule de termes techniques, et de nombreux paragraphes consacrés aux diverses questions, plus ou moins controversées, qui préoccupaient les casuistes et les théologiens du Bouddhisme. (Sur les trois « sciences », p. 169; sur les « savoirs mystiques » ou *abhiññas*, p. 158; sur l'enseignement des anciens Bouddhas, p. 185; sur les huit modes d'ordination, p. 241; sur l'autorité en matières scripturaires, p. 230; sur la durée de la Loi, p. 184, etc.).

LOUIS DE LA VALLÉE POUSSIN.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Aftalion (Alb.)*. L'industrie textile en France pendant la guerre. Paris, s. d.; in-8° (264 p.). [31.063]
- Arschot (Comte d') et Cuvelier (J.)*. La clientèle d'un maître à danser à Bruxelles au XVII^e siècle. Bruxelles, 1924; extr. in-8° (15 p.). [30.163]
- Askenazy (Simon)*. Napoléon et la Pologne. Traduit du polonais par Henri Grégoire. Bruxelles-Paris, 1925; in-8° (404 p.). [31.061]
- Bertrand (L.)*. Edouard Anseele, sa Vie, son OEuvre. Bruxelles, 1925; in-16 (222 p.). [31.065]
- Crick (Lucien)*. Le « Memorie Boek » de Daniel Leyniers. S. v., s. d.; in-32 (15 p., pl.). [30.163]
- Cuvelier (J.)*. De Bevaarbaarheid der Schelde op het einde der XVI^e eeuw. Gand, 1924; extr. in-8° (21 p.). [30.164]
- de la Vallée-Poussin (L.)*. Remarque sur le Nirvāna. Ruremonde, 1925; extr. in-8° (pp. 25-43). [30.166]
- De Ridder (A.)*. Le mariage du roi Léopold II. Bruxelles, 1925; in-8° (296 p.). [31.067]
- Fontaine (Arth.)*. L'industrie française pendant la guerre. Paris, s. d.; in-8° (504 p.). [31.063]
- Herriot (Ed.)*. Lyon pendant la guerre. Paris, 1925; in-8° (99 p.). [31.063]
- Parra-Perez (C.)*. Miranda et la Révolution française. Paris, 1925; pet. in-4° (474 p., portr., pl.). [31.064]
- Pergameni (Ch.)*. La Roumanie actuelle. Bruxelles, 1924; in-32 (17 p.). [30.165]
- Takakusu (J.), Litt (M.-A.-D.) et Nagai (N.)*. Samanta-Pasadikā Buddhaghosas, commentary on the vinaya Pitaka (vol. I). Londres, 1924; in-8° (284 p.). [31.068]
- Vendryes (J.)*. Mélanges linguistiques (offerts à ...) par ses amis et ses élèves. Paris, 1925; gr. in-8° (392 p.). [31.062]
-

Séance du lundi 4 mai 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; le comte Goblet d'Alviella, baron Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. Parmentier, H. Delehayé, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, H. Van der Linden, M. Ansiaux, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. L. de la Vallée Poussin, G. Des Marez, *membres*; comte H. Carton de Wiart et J. Capart, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

Une lettre du Palais fait connaître que S. M. le Roi ne pourra assister à la séance publique de la Classe.

MM. les Ministres des Finances, de l'Intérieur, de la Défense Nationale, de l'Agriculture, de l'Industrie et du Travail, des Colonies, remercient l'Académie de les avoir invités à la séance publique de la Classe des Lettres et expriment leurs regrets de ne pouvoir se rendre à cette invitation.

L'Université de Pavie prie l'Académie de se faire représenter par une délégation à la célébration de son onzième centenaire, les 20, 21 et 22 mai 1925. — La Classe délègue MM. Waltzing et Delehayé.

La Commission du *Diplomatarium norvegicum*, à Oslo, offre

à l'Académie ses publications depuis 1847. — La Classe accepte et vote des remerciements à la Commission.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Études sur Antoine Sconhove, par A. Roersch.

Medieval cities, their origin, and the revival of Trade, par H. Pirenne.

Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la pratique, par B. S. Chlepner; présenté, avec une note bibliographique, par M. Vauthier.

Analecta Bollandiana, t. XLIII, fasc. 1 et 2.

De Abdij van Roosenberg te Waasmunster, par M. de Meulemeester; présenté, avec une note bibliographique, par dom Berlière.

Brialmont, par P. Crockaert; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq.

Histoire de la Philosophie médiévale, I, par M. De Wulf.

COMITÉ SECRET. — ÉLECTIONS.

M. R. Menendes Pidal est élu associé de la Section d'Histoire et des Lettres, en remplacement de L. Havet, décédé.

M. le comte H. Carton de Wiart est élu membre titulaire de la Section des Sciences morales et politiques, en remplacement de G. De Greef, décédé.

M. G. Tittoni est élu associé de la Section des Sciences morales et politiques, en remplacement de Ch. Ferraris, décédé.

COOPÉRATION INTELLECTUELLE INTERNATIONALE.

La Classe, après avoir pris connaissance du rapport présenté à ce sujet par la Commission spéciale, arrête comme suit la proposition qu'elle présentera à l'Assemblée générale des trois Classes.

La Classe des Lettres propose à l'Académie l'adoption du vœu suivant :

« Considérant qu'il y a eu accord des représentants officiels des Corps savants de la plupart des nations du monde, réunis en 1918 et en 1919, pour établir à Bruxelles le C. I. R. et l'U. A. I., c'est-à-dire les deux premières organisations de coopération intellectuelle entre les Nations, qui ont été créées après la guerre ;

» Considérant que cette décision prise à l'initiative de l'Institut de France (U. A. I.) a rencontré l'accord unanime des délégués de tous ces Corps savants ;

» Considérant que l'organisation d'un Institut de coopération intellectuelle internationale tel que la Société des Nations a décidé de le créer n'a encore reçu aucun commencement de réalisation et que la situation reste entière à cet égard ;

» l'Académie émet le vœu :

» 1° de voir maintenir entre l'U. A. I. et la Commission de Coopération intellectuelle internationale les relations confraternelles qui ont été établies en 1923 ;

» 2° de voir les mêmes relations s'établir entre le C. I. R. et le C. C. I. ;

» 3° de voir la Belgique conserver et même étendre le rôle international qui lui a été assigné après la guerre et auquel sa situation géographique, ses traditions et son caractère de petite Nation semblent la destiner particulièrement, — et par conséquent de voir établir à Bruxelles tout nouvel organisme de coopération intellectuelle internationale. »

PRIX EUGÈNE LAMEERE

(4^e période : 1^{er} mai 1920-30 avril 1925).

La Classe désigne pour faire partie du jury de ce prix :
MM. L. Leclère, J. Cuvelier, G. Des Marez, M. Huisman et Magnette.

Séance du 4 mai 1925.

CONCOURS ANNUEL DE 1928.

Prix pour chacune des questions : 1,500 francs.

(Délai : 1^{er} novembre 1927.)

Le programme en est arrêté de la façon suivante :

PREMIÈRE QUESTION : *Étudier l'avènement du régime démocratique dans une ville de Belgique au moyen âge.*

DEUXIÈME QUESTION : *Faire l'histoire des lettres belges sous la domination française.*

TROISIÈME QUESTION : *On demande une étude sur la vente des biens nationaux en Belgique (1794-1814) et sur ses conséquences économiques.*

QUATRIÈME QUESTION : *On demande une étude originale sur le problème du bien et de la beauté morale dans Aristote.*

CINQUIÈME QUESTION : *Faire l'histoire de la crise économique dans une région de la Belgique, de 1845 à 1850.*

SIXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur la condition de la classe ouvrière en Belgique, et plus spécialement dans la grande industrie, depuis l'introduction du régime français jusqu'à 1848.*

JAARLIJSCHE WEDSTRIJD VÓOR 1928.

(Termijn : 1^e November 1927.)

Het programma er van wordt vastgesteld als volgt :

EERSTE VRAAG : *De opkomst bestudeeren van het democratisch regime in een stad van België in de middeleeuwen.*

TWEDE VRAAG : *De geschiedenis opmaken van de Belgische letteren onder de Fransche overheersching.*

DERDE VRAAG : *Men vraagt een studie over den verkoop van de nationale goederen in België (1794-1814) en over zijn economische gevolgen.*

VIERDE VRAAG : *Men vraagt een oorspronkelijke studie over het vraagstuk van het goed en van de zedelijke schoonheid in Aristoteles.*

VIJFDE VRAAG : *De geschiedenis opmaken van de economische crisis in een streek van België van 1845 tot 1850.*

ZESDE VRAAG : *Men vraagt een studie over den toestand van de werkende klasse in België, en meer in 't bijzonder in de grootnijverheid, sedert de invoering van het Fransch regime tot 1848.*

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la pratique,
par B.-S. CHLEPNER, professeur à l'Université de Bruxelles,
collaborateur scientifique à l'Institut de Sociologie Solvay. —
Bruxelles, Maurice Lamertin, 1925. (Extrait de la *Revue de l'Institut de Sociologie*.)

On parle volontiers, à l'heure actuelle, de l'impôt sur le capital, tantôt avec une méfiance qui va jusqu'à l'effroi, tantôt avec une allégresse tant soit peu menaçante. En outre, il règne dans beaucoup d'esprits cette vague croyance que l'impôt sur le capital est un moyen efficace, encore bien que rigoureux, d'améliorer notre situation économique et notamment de nous mettre en mesure d'amortir la dette de l'État, de réduire une circulation fiduciaire excessive, etc.

Avant de se prononcer au sujet des qualités et des vices de l'impôt sur le capital, il serait bon de savoir en quoi cet impôt consiste précisément. Et c'est sur ce point — essentiel cependant — qu'il subsiste beaucoup d'obscurité. M. le professeur Chlepner, dans un ouvrage à la fois bref et substantiel, s'est

donné pour tâche de nous éclairer à cet égard, et l'on peut affirmer qu'il y a réussi. Certaines des idées qu'il développe, pour être simples et même d'une simplicité qui va jusqu'à l'évidence, n'en sont pas moins originales et dignes d'être méditées. Il n'y a pas, à proprement parler, d'impôt sur le capital doué de vertus mystérieuses. L'impôt sur le capital n'est pas autre chose qu'un impôt comme les autres, mais qui, en raison de son poids considérable, ne peut être acquitté qu'au moyen d'un *prélèvement* sur le capital, c'est-à-dire sur la richesse acquise. Un tel prélèvement est-il réalisable en fait et les tentatives que l'on ferait dans ce sens n'entraîneront-elles pas beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages? Tels sont les problèmes que M. Chlepner étudie avec autant de clairvoyance que d'impartialité et les constatations auxquelles il aboutit ne nous laissent que peu d'illusions sur les services que pourrait nous rendre ce procédé fiscal.

C'est surtout depuis la dernière guerre que plusieurs États, en proie à des difficultés financières trop naturelles, ont songé à chercher un remède dans un impôt sur le capital. Il en est même (et spécialement la Tchécoslovaquie) qui ont appliqué ce remède avec une courageuse décision. L'un des principaux mérites de l'ouvrage de M. Chlepner est de nous mettre au courant de ces expériences et des résultats qu'elles ont donnés. On doit reconnaître que ces résultats furent, au total, extrêmement médiocres, très inférieurs assurément aux espérances qu'avaient conçues les auteurs de réformes assez audacieuses. D'autres États ne persistèrent point dans la voie où l'on avait tout d'abord voulu s'engager. Qu'inférer de là? Non point que l'impôt sur le capital doive en toute hypothèse être condamné; il est des cas (par exemple celui d'un accroissement de fortune rapide et dû à des circonstances exceptionnelles) où il semble légitime d'y recourir. Mais on se tromperait singulièrement, et telle est bien la conclusion où nous amène M. Chlepner, en s'imaginant que l'impôt sur le capital est un remède héroïque et suprême, dont

les États auront toujours la possibilité de se servir afin de remettre définitivement l'ordre dans une situation financière compromise.

M. VAUTHIER.

MAUR. DE MEULEMEESTER (C. SS. R.). — *De Abdij van Roosenberg te Waasmunster*. St-Nicolas, Oudheidkundige Kring van het Land van Waas, 1925, gr. in-8° de ix-346 pp.

Le récent ouvrage du P. De Meulemeester consacré à l'abbaye des chanoinesses-régulières de Roosenberg à Waasmunster, que j'ai l'honneur de présenter, constitue une excellente monographie de cette antique maison religieuse, une des rares qui aient survécu aux troubles de la Révolution française. Succédant à un ancien hôpital fondé au lieu dit Hoogendonck, avec l'autorisation de l'évêque de Tournai, Gautier de Marvis, en janvier 1237, mais avec l'obligation d'assurer l'hospitalisation des malheureux, encore que l'acte épiscopal conservé en copie laisse entendre qu'il pouvait s'agir d'une fondation éventuelle en faveur de moniales cisterciennes, très en vogue alors, le monastère adopta les constitutions de l'abbaye de Prémy, près de Cambrai, qui suivait la règle de Saint-Victor de Paris, et il reçut sa première colonie de l'abbaye des Prés-Porchins à Tournai.

L'auteur ne s'est pas borné à nous donner un récit chronologique, bien documenté d'ailleurs, des annales du monastère et de la succession de ses abbesses depuis son origine jusqu'à nos jours; il a tenu à faire connaître la constitution du domaine, la vie claustrale, les transformations des édifices. Dans la composition du personnel, je n'aurais pas hésité à insérer les *fratres* ou *conversi* dont parle le nécrologe; leur admission pour les travaux et les négociations de l'extérieur est un fait général. Grâce à des recherches patientes et étendues, l'auteur a pu recueillir une documentation importante, dont le fonds est con-

stitué par les archives encore importantes qui nous sont parvenues du vieux Roosenberg, mais il a largement profité des perquisitions faites dans les fonds d'autres institutions religieuses des environs. En appendice l'auteur a publié de nombreux documents de 1237 à 1752, tirés des archives de Roosenberg. J'y relève (pp. 288-289) deux lettres du pape Jean XXII (1318, 13 et 18 janvier), qui ne se trouvent pas dans les registres du Vatican.

D. U. BERLIÈRE.

PAUL CROKAERT. — *Brialmont*.

Au nom de M. Paul Crokaert j'ai l'honneur de présenter à la Classe l'ouvrage qui porte ce simple titre, mais combien suggestif : *Brialmont*.

Qu'il me soit permis d'évoquer un souvenir personnel au sujet de Brialmont : Lorsque je me trouvais au fond de l'Asie Centrale, dans cette région du Turkestan, voisine de la frontière de Chine, je rencontrai un bataillon russe qui campait en plein désert. C'était l'heure du repas des soldats. Les officiers m'invitèrent à me reposer sous leur tente. Quand ils connurent ma qualité de Belge, ils m'offrirent la coupe de champagne et burent à la santé du général Brialmont. Quand Brialmont était président de notre compagnie, j'eus plaisir à lui raconter cette aventure de voyage. Si je rapporte ce petit incident, c'est pour montrer combien le nom de Brialmont était universellement connu. Il jouissait d'une réputation mondiale. Et ce général belge fut souvent consulté par des gouvernements étrangers.

C'est à cette grande figure que M. Crokaert a consacré un des livres les plus remarquables qui aient paru depuis longtemps. « Brialmont, dit notre confrère M. Paul Hymans, qui en a écrit l'avant-propos, aura le livre que mérite sa gloire. M. Paul Crokaert, en le publiant, acquitte une dette nationale. Il a rempli

sa tâche avec éclat. Il y a mis la ferveur d'un disciple et l'émotion d'un Belge. »

Nul, parmi nos écrivains, n'était mieux préparé à cette tâche que l'auteur de l'*Immortelle Mêlée*, une des plus émouvantes épopées qui aient paru sur la Grande Guerre. En écrivant *Brialmont*, il est resté dans son domaine. On retrouve dans ce livre son style ardent, nerveux et toutes ses qualités d'historien militaire. L'ouvrage est divisé en deux parties, dont la valeur documentaire est singulièrement rehaussée par une abondante illustration dont on peut se faire une idée en consultant la table iconographique, qui ne comprend pas moins de douze colonnes. Il y a près de 300 dessins originaux, dus à nos meilleurs artistes, estampes, gravures, portraits, fac-similés d'autographes, cartes, plans, etc. La première partie, l'*Éloge de Brialmont*, est une étude aussi approfondie que consciencieuse de l'homme considéré sous ses principaux aspects, l'historien, le philosophe, le poliorcète, le précurseur doué du don de prophétie. La seconde partie contient les *Mémoires de Brialmont*, entre autres ceux relatifs aux travaux de défense dont le célèbre Vauban belge fut chargé en Roumanie, en Grèce, en Bulgarie, en Turquie, au Siam.

Pour analyser un ouvrage de pareille envergure, il faudrait une compétence qui me manque sur l'histoire militaire de notre pays. Qu'il me soit permis d'exprimer à ce sujet le regret que notre Classe n'ait plus, comme au temps du général Henrard, un écrivain militaire qui pourrait apprécier en toute compétence un ouvrage consacré à un écrivain militaire. L'auteur de l'*Immortelle Mêlée*, qui a connu de si près Brialmont, qui a recueilli ses mémoires et ses lettres, était le mieux placé pour ériger un monument à la gloire de ce grand Belge. Son livre patriotique contribuera aussi à la gloire d'un autre grand Belge, Léopold II, ce connaisseur d'hommes qui avait déjà deviné Brialmont au temps où il était duc de Brabant. On trouvera dans les *Mémoires* toute une série de lettres que le duc de Brabant adressa à

Brialmont sur la défense du pays et sur les visées coloniales qu'avait à cette époque lointaine le créateur de notre colonie. Ce sont là de précieux documents qui projettent une vive lumière sur l'histoire d'un grand règne.

Un des chapitres les plus révélateurs est celui que l'auteur a intitulé *Brialmont et Banning*. Ces deux hommes se complétaient. Tous deux vécurent dans la constante préoccupation de la défense du pays. Tous deux furent prophètes. M. Paul Hymans rapporte cette prédiction extraordinaire et sinistre qu'il tient de la nièce de Brialmont : « Un jour on pleurera des larmes de sang pour n'avoir pas construit le fort de Lixhe ». Or, c'est par là que les Allemands passèrent. Cette prédiction, qui s'est réalisée, suggère d'amères réflexions. On a dit que sans Liège la bataille de la Marne n'eût pas été possible. Si Anvers eût tenu plus longtemps, qui sait ce qu'eût été le sort de la guerre?

Nous félicitons l'auteur d'avoir si bien comblé une lacune dans l'histoire de nos grands hommes. Il a su démontrer que c'est à trois hommes surtout : Léopold II, Brialmont et Banning, que la nation belge doit d'être encore en vie. Son livre est un monument national. L'exécution matérielle de l'ouvrage fait honneur aux presses de la maison Lesigne.

JULES LECLERCQ.

LECTURE.

Où Annibal a-t-il passé les Alpes ?

par J. LECLERCQ, membre de l'Académie.

Par où Annibal a-t-il passé les Alpes ? Sur cette question, qui a suscité d'innombrables controverses, M. Cecil Torr vient de publier un intéressant essai ⁽¹⁾. L'auteur part de cette considération que « l'automne était proche. C'était pour Annibal une question de vie ou de mort d'effectuer sa marche avant que les neiges eussent rendu les Alpes infranchissables. Il devait donc choisir la route la plus courte, sans s'éloigner plus qu'il ne fallait pour se procurer des vivres ou pour éviter l'armée de Scipion. Or, les deux routes les plus courtes sont le col de la Traversette et le col de l'Argentière ». M. Torr se prononce pour la première des deux passes, pour le motif qu'elle offre une échappée sur les plaines du Piémont. Car, à ses yeux, il ne suffit pas, pour une passe, qu'elle soit la plus courte, il faut encore qu'elle commande un panorama de l'Italie.

Sir Douglas Freshfield, ancien président de la Société de Géographie de Londres, combat cette opinion ⁽²⁾. Il rappelle que la thèse n'est pas nouvelle, qu'elle remonte au XV^e siècle, que ce fut le marquis de Saint-Simon qui le premier prétendit que c'est par ce col de la Traversette que passa Annibal, affirmant que le « promontoire » dont Annibal se servit comme d'une plate-forme n'est ni plus ni moins que le Monteviso. Cette thèse a été reprise dans les temps modernes (1830-1831) par Long et par un membre anonyme de l'Université de Cambridge.

⁽¹⁾ CECIL TORR, M. A., *Hannibal Crosses the Alps*. THE UNIVERSITY PRESS. Cambridge, 1924.

⁽²⁾ *More Talk about Hannibal*. GEOGRAPHICAL JOURNAL, September, 1924.

M. Freshfield a déjà soutenu, il y a dix ans, que c'est le col de l'Argentière que choisit Annibal. Ses arguments sont ceux d'un montagnard qui connaît à fond la configuration des Alpes. Il envisage tout d'abord la hauteur des passes en question, à laquelle M. Torr ne fait aucune allusion. La hauteur doit être considérée aussi bien que la distance par un chef qui doit choisir une route pour son armée, à travers une région montagneuse, au cœur de l'automne (on était au milieu d'octobre). Or, le col de la Traversette dépasse de 950 mètres le col de l'Argentière. Les hauteurs respectives des deux cols sont, en effet, de 2,947 mètres et de 1,995 mètres, tandis que la distance à franchir est la même dans les deux passes. En outre, le col de la Traversette ne peut être abordé de l'ouest que par des gorges sauvages et des vallées nues et désertes, et la passe même s'ouvre au-dessus d'un rocher très roide, dont la courbe finale fut percée en 1480, à 115 mètres du faite, par un tunnel destiné à faciliter le passage des mules. D'autre part, le col de l'Argentière est accessible de l'ouest par des pentes douces et habitables, couvertes de pâturages et de champs de blé, et un lac considérable dort au haut de la passe large et unie. Il faut reconnaître avec M. Freshfield que ces faits, tirés de la nature même du pays, contredisent la thèse de M. Torr et ébranlent fortement sa principale conclusion. Mais les ingénieuses considérations et les conjectures sur lesquelles il l'appuie ne résistent pas davantage aux arguments serrés de M. Freshfield.

Si M. Torr jette son dévolu sur le col de la Traversette, c'est qu'il lui faut une passe d'où se déroule une vue panoramique. Il appuie sur cette considération avec le zèle d'un *converti*. C'est à dessein que M. Freshfield emploie ce mot, car, dans un ouvrage précédent, *Small Talk at Wreyland*, l'auteur a écrit cette phrase : « Je doute si Annibal a jamais regardé le pays qui se déroulait au pied de la montagne. Je crois qu'il peut avoir montré à ses hommes sur une carte la voie à suivre ! »

M. Freshfield avoue que, pour sa part, il lui est difficile de

prendre au sérieux pareille suggestion. Peut-être l'auteur ne l'a-t-il lui-même pas prise pour telle, car il s'exprime actuellement ainsi : « Quelle que soit la passe qu'Annibal ait traversée, le sommet doit avoir commandé la vue de la plaine du Pô, sans quoi il n'aurait pas prononcé là son discours. On a pareille vue du haut du col de la Traversette, mais non du haut de la passe du mont Genève ou du haut du col de l'Argentière ou du haut de toute autre passe au sud du Petit Mont Cenis ou du col du Clapier. »

Certes, on ne voit pas l'Italie du haut du Petit Mont Cenis. Mais cela est indifférent pour l'argumentation. M. Freshfield est absolument sceptique sur le point en discussion, à savoir : la nécessité d'avoir une vue sur l'Italie. Il ne peut admettre avec certains critiques qu'il faille prendre à la lettre les phrases du discours qu'Annibal aurait adressé à ses troupes sur la crête des Alpes. Les auteurs classiques avaient l'habitude d'embellir leurs récits en mettant des périodes dramatiques dans la bouche de leurs héros. M. Freshfield soupçonne fort Polybe et Tite-Live d'avoir trouvé, dans le fait de l'arrivée de l'armée carthaginoise au sommet des Alpes, une occasion de faire prononcer à son chef une harangue de circonstance. Ce n'est pas qu'il conteste qu'Annibal ait saisi le moment d'encourager ses hommes en leur disant que l'Italie était à leurs pieds et qu'ils n'avaient plus qu'à descendre ; mais s'il leur parla ainsi, sa harangue dut plutôt faire appel à leur imagination qu'à leurs yeux. Il dut parler en conquérant plutôt qu'en topographe. M. Freshfield ne conteste pas que s'il faut une vue d'Italie, le col de la Traversette est une des seules passes qui puissent répondre à cette condition. Mais on sait qu'Annibal passa deux jours sur la crête des Alpes : comment aurait-il pu camper là où il n'y a pas de place pour une armée ?

M. Torr n'aborde pas même l'objection résultant de la difficulté de concilier son hypothèse avec la présence des neiges sur le revers italien. Polybe y fait allusion en mentionnant des

obstacles « étranges et inattendus. » Il est parlé de neiges fraîchement tombées, recouvrant celles de l'hiver précédent. Si le récit de Tite-Live est exact, le lieu devait être bien au-dessous de la ligne des neiges, puisqu'on y voyait des souches, des buissons, et que les gros arbres n'étaient pas loin.

Un des arguments de M. Torr s'appuie sur ce que l'île des historiens classiques se trouverait non entre le Rhône et l'Isère, mais entre le Rhône et la Durance. M. Freshfield, opposant à cette assertion la description géographique que donne Polybe du district en question, affirme que les détails de cette description s'appliquent à la contrée située au nord de l'Isère et non à celle située entre le Rhône et la Durance, et il base cette affirmation sur sa connaissance personnelle de cette contrée qu'il a souvent parcourue. Transférer l'île sous la Durance, c'est fixer le lieu du passage du Rhône à proximité de Beaucaire, en face de Tarascon, et non à Roquemaure, au-dessus d'Avignon, à 30 milles plus haut. Or, Polybe dit que le passage se fit à quatre jours du camp près de la mer, c'est-à-dire le camp de Scipion à Fos, qui se trouve à moins de 40 milles de Beaucaire. Pour sortir de la difficulté, M. Torr calcule les quatre jours de marche en partant de la bouche la plus occidentale du Rhône, dans les environs d'Aigues-Mortes. Mais l'hypothèse d'après laquelle Annibal aurait campé près d'Aigues-Mortes ne repose sur aucun fondement. La route romaine d'Espagne, ou la piste le long de laquelle cette route fut établie plus tard, et que suivit Annibal, allait droit de Montpellier à Nîmes.

M. Torr soutient que c'est erronément que Tite-Live suggère que c'est la crainte d'une attaque de flanc qui induisit Annibal à éviter la marche le long de la Durance inférieure et à se retirer plus au nord. « Annibal, écrit-il, n'eût pas franchi 200 milles pour éviter un ennemi qu'il savait ne pas être là. » Il compte ses 200 milles en supposant qu'Annibal marcha jusqu'à Lyon. Or, toute la distance de Fos à l'Isère n'est que de 130 milles. Polybe et Tite-Live disent tous deux que l'île était à quatre

jours de marche du passage. Peut-on admettre que la diversion causée par l'avance de Scipion ait eu pareille étendue ?

Si Polybe dit qu'Annibal remonta la rivière dans la direction de l'est, on ne peut en conclure, suivant M. Freshfield, qu'il suivit la vallée de la Durance. Car Polybe dit ailleurs que le Rhône suit, en général, une direction sud-ouest, en sorte qu'il pouvait considérer comme marchant vers l'est le voyageur qui remontait le Rhône. M. Freshfield signale que M. Torr se trompe sur le caractère de la Durance, tantôt torrent fougueux, tantôt aisément guéable. Ses crues de printemps et d'automne viennent des montagnes et affectent également le milieu et le bas de son cours. Le voyageur qui se rend de Gap à Embrun a tout le loisir d'observer dans le large lit pierreux de la rivière les traces de la violence des crues périodiques qui en font une des plus redoutables rivières des Alpes occidentales.

Suivant M. Freshfield, pour déterminer la route que suivit l'armée carthaginoise, il ne suffit pas de s'en rapporter aux livres, il faut aussi consulter ceux qui ont une connaissance personnelle de la configuration des Alpes occidentales et de la nature du climat de la contrée. Il faut prendre en considération tout ce qui a dû peser dans la décision du chef compétent, notamment l'altitude respective des passes praticables, le caractère des rivières à franchir et les ressources naturelles des districts à traverser.

M. Freshfield conclut que M. Torr n'a produit aucun argument convaincant pour renverser la thèse qui place le fameux épisode historique au col de l'Argentière, par lequel on passe aujourd'hui de Barcelonnette, en France, à Coni, le premier village du Piémont. Il est difficile d'admettre que les soldats d'Annibal, qui n'étaient pas des montagnards exercés comme les alpinistes modernes, aient pu franchir les Alpes à une altitude de 3,000 mètres ; mais on comprend qu'ils l'aient pu faire à une altitude de moins de 2,000 mètres.

Assemblée générale du 5 mai 1925.

Preennent place au Bureau :

MM. J.-P. WALTZING, *président de l'Académie, directeur de la Classe des Lettres*; A. GILKINET, *membre de la Classe des Sciences*; F. SWARTS, *directeur de la Classe des Sciences*; V. HORTA, *directeur de la Classe des Beaux-Arts*; A. GRAVIS, *membre de la Classe des Sciences*; P. BERGMANS et le Secrétaire perpétuel.

Sont présents :

Classe des Sciences : MM. Ch. Lagrange, J. Deruyts, Léon Fredericq, A. Lameere, Ch.-J. de la Vallée Poussin, Max Lohest, A. Demoulin, A. Rutot, comte A. de Hemptinne, V. Willem, P. Stroobant, Ch. Julin, J. Bordet, L. Crismer, *membres*; Th. De Donder, P. Fourmarier, O. Dony, A. Brachet, *correspondants*; G.-A. Boulenger, *associé*.

Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques : MM. le comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, Eug. Hubert, M. De Wulf, L. Parmentier, R. P. Delehayé, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Leclère, *membres*.

Classe des Beaux-Arts : MM. J. Winders, Ém. Mathieu, Léon Frédéric, J. De Vriendt, L. Solvay, Léon Du Bois, Sylvain Dupuis, Jean Delville, G. Vanzype, *membres*; A. Goffin, *correspondant*.

Absences motivées :

MM. Massart, Lecoinge et Marchal, *membres* de la Classe des Sciences; Mahaim, de la Vallée Poussin, *membres*, et Capart, *correspondant* de la Classe des Lettres; Brunfaut et Hulin de Loo, *membres*; Minne, *correspondant* de la Classe des Beaux-Arts.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 6 mai 1925 est lu et approuvé.

Conformément à la décision prise par la Commission administrative, il est rendu hommage aux membres et associés décédés depuis la dernière assemblée générale, en même temps que sont rappelés les principaux caractères de leurs carrières respectives.

STATUTS ET RÈGLEMENT GÉNÉRAL.

L'Académie adopte, à l'unanimité, les modifications suivantes à ses statuts et à son règlement général, sous réserve d'approbation royale.

I. — Statuts.

ART. 3, 4^e alinéa : remplacer « des sciences et des lettres dans leurs rapports avec les Beaux-Arts » par « de l'histoire des Beaux-Arts et de la critique d'Art ».

ART. 4 : supprimer le 3^e alinéa.

ART. 19 et 23 : remplacer « Séance générale » par « Assemblée générale », comme à l'article 15^{bis}.

II. — Règlement général.

ARTICLE PREMIER, dernier alinéa : remplacer « les sciences et les lettres dans leurs rapports avec les Beaux-Arts » par « de l'histoire des Beaux-Arts et de la critique d'Art ».

ART. 11, 4^e alinéa : remplacer « d'octobre » par « de novembre ».

ART. 12 : remplacer les mots « la veille de » par les mots « dans la séance qui précède ».

ART. 15 : remplacer « la séance » par « la dernière séance ».

ART. 16, deuxième alinéa : remplacer « 15 francs » par « 20 francs » ; remplacer les 4^e, 5^e et 6^e alinéas par « le montant de leurs frais de déplacement, en première classe des chemins de fer, du lieu de leur résidence à Bruxelles et retour et une indemnité de séjour de 30 francs ».

ART. 20 et 21 : réunir leurs premiers alinéas respectifs, d'une part, en un article 20 et leurs deuxièmes alinéas, d'autre part, en un article 21, ainsi conçus :

ART. 20 : « Les travaux lus ou présentés à l'Académie, en vue de leur impression dans les *Mémoires* in-8° ou in-4°, sont mentionnés dans le *Bulletin* de la séance au cours de laquelle la présentation est faite. »

ART. 21 : « Lorsque l'Académie décide l'impression des rapports faits sur des mémoires présentés, ces rapports sont publiés dans le *Bulletin*. »

ART. 24 : le remplacer par « Les manuscrits des mémoires de concours, de même que ceux des mémoires présentés à l'Académie, demeurent la propriété de celle-ci. Lorsque l'impression n'en est pas votée, les auteurs peuvent en faire prendre copie à leurs frais ».

ART. 25 : le remplacer par « Les *Bulletins* constituent un recueil paraissant dans le plus bref délai possible, consacré aux communications de peu d'étendue faites en séance ».

ART. 26, 3^e ligne : remplacer les mots « la composition ou la lithographie exigeraient » par les mots « l'impression entraînerait ».

ART. 36 : le remplacer par « Les membres de l'Académie ne peuvent prendre part aux concours dont le programme a été établi par l'Académie ».

ART. 41 : le remplacer par « Tous les ans, les comptes de l'Académie sont vérifiés par une Commission spéciale (Commission des Finances) composée de cinq délégués de chaque Classe ».

ARTICLES ADDITIONNELS (p. 20) : ils sont remplacés par l'alinéa suivant, ajouté à l'article 8 :

« L'élection du directeur se fait suivant les mêmes règles que les élections des membres (art. 4); il en est pareillement pour l'élection des membres de la Commission administrative, de la Commission des Finances et de toutes les autres Commissions nommées par l'Académie. »

COOPÉRATION INTELLECTUELLE INTERNATIONALE.

L'Académie adopte, à l'unanimité, le vœu suivant :

Considérant qu'il y a eu accord des représentants officiels des corps savants de la plupart de nations du monde, réunis en 1918 et en 1919, pour établir à Bruxelles le Conseil international de Recherches et l'Union académique internationale, c'est-à-dire les deux premières organisations de coopération

intellectuelle entre les nations, qui ont été créées après la guerre;

Considérant que cette décision, prise à l'initiative de l'Institut de France, a rencontré l'accord unanime des délégués des tous ces corps savants;

Considérant que l'organisation d'un Institut de coopération intellectuelle internationale, tel que la Société des Nations a décidé de le créer, n'a encore reçu aucun commencement de réalisation et que la situation reste entière à cet égard.

L'Académie royale de Belgique émet le vœu :

1° De voir maintenir entre l'U. A. I. et la Commission de coopération intellectuelle internationale, les relations confraternelles qui ont été établies dès 1923;

2° De voir les mêmes relations s'établir entre le Conseil international de Recherches et la Commission de coopération intellectuelle;

3° De voir la Belgique conserver et même étendre le rôle international qui lui a été assigné après la guerre et auquel sa situation géographique, ses traditions et son caractère de petite nation semblent la destiner particulièrement, — et par conséquent de voir établir à Bruxelles tout nouvel organisme de coopération intellectuelle.

COMMISSION DE LA « BIOGRAPHIE NATIONALE ».

M. P. Bergmans donne lecture du rapport sur les travaux de la Commission pendant l'exercice 1924-1925.

Des remerciements lui sont adressés.

**Rapport sur les travaux
de la Commission de la « Biographie nationale »
pendant l'année 1924-1925,**

par PAUL BERGMANS,
secrétaire de la Commission et membre de la Classe des Beaux-Arts.

MESSIEURS,

Au cours de l'exercice 1924-1925, aucun changement ne s'est produit au sein de la Commission, mais celle-ci a eu le regret de perdre plusieurs de ses collaborateurs : MM. Paul Buschmann, historien d'art, conservateur du Musée des Beaux-Arts d'Anvers ⁽¹⁾; Gustave Jorissenne, médecin doublé d'un esthète et d'un érudit ⁽²⁾; Ad. de Ceuleneer, professeur émérite de l'Université de Gand ⁽³⁾; Armand Piters, professeur honoraire de l'enseignement moyen ⁽⁴⁾; Arthur Blomme, président honoraire du tribunal de Termonde ⁽⁵⁾; le docteur Victor Jacques, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ⁽⁶⁾.

(1) Voici la liste de ses notices : Herm. Servaes; François Snyders; Georges et Jean-François van Son.

(2) Nous avons de lui les notices sur Arnold et Jean-François Smitsens, I et II.

(3) Outre les divers membres de la famille Serrure : Constant-Antoine, Constant-Philippe, Louis-Auguste et Raymond-Constant, M. de Ceuleneer avait retracé la biographie du peintre Soens.

(4) Il nous a donné les biographies des écrivains belges suivants : J. Nieuwenhuysen; Novent; Noyer; Oppelt; Pasquet; Pierquin; A. et G. Pirotte; P. Polain; Edm. Pollet; Caroline Popp; Rabeuf; L.-J. Remacle; Chr. de Reul; Th. Rimbaut et Romanesi.

(5) Il a étudié spécialement des personnages du pays de Termonde : Quaetfaslém; Roels; Salomons; J. Schautheet; Jean-Théodore Serraris; Siré; Antoine-Alard Spinosa; Hippolyte-Isidore-Joseph Stacquez et Édouard-Adolphe de Steene.

(6) Très ancien collaborateur de la *Biographie nationale*, il avait écrit pour notre recueil soixante-six biographies, principalement de médecins, dont les premières remontent à 1878 : R. de Farvacques; Faudacq; Favelet; Fl. Fridavallius; H. Froidmont; G. Fusch; J. Gherin; A.-H. et Ig. Gogava; H. de Grandjean;

Certains d'entre eux étaient associés depuis longtemps à nos travaux. De tous nous conservons le souvenir avec reconnaissance.

La Commission a admis comme nouveaux collaborateurs : MM. Fernand Brassinne, attaché à la Bibliothèque de l'Université de Liège ; Joseph Denys, archiviste aux Archives de l'État à Gand ; Gaston Dept, docteur en philosophie et lettres à Gand ; Marcel Hoc, bibliothécaire à la Bibliothèque royale, à Bruxelles ; Henri Nowé, archiviste aux Archives de l'État à Gand ; chanoine Tobac, professeur à l'Université de Louvain, et Hans van Werveke, chargé de cours à l'Université de Gand.

Le deuxième fascicule du tome XXIII de la *Biographie nationale* a été distribué au mois de décembre dernier. Il contient cent cinquante-quatre notices et conduit notre répertoire de SPORCKMANS à STEVIN. Le hasard alphabétique y groupe quelques illustrations anciennes ou modernes de la science belge : l'illustre Simon Stévin, le génie le plus remarquable peut-être auquel notre pays ait donné naissance dans le domaine des sciences mathématiques, l'astronome-astrologue Jean Stade, le botaniste François van Sterbeek, spécialisé au XVII^e siècle dans l'étude des champignons et la culture des plantes d'orangerie, y voisinent, en effet, avec le chimiste Jean-Servais Stas et le docteur Frédéric-Antoine Spring. Les historiens tireront profit de la biographie du prince de Stahremberg, ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement général des Pays-Bas, de celles de l'abbé Érasme-Jean van de Steene, un personnage actif de la Révolution brabançonne, et d'André-Benoit Steven,

Al. Griez ; N. Grosse ; Guillaume de Lille ; Ch. Guillery ; J. de Harchies ; A. de Hempinne ; Ch. van Hulthem ; Ch. Ingelbrecht ; J.-B. et J.-C. Jacobs ; P. Jacques ; Jean de Saint-Amand ; A. Jonnart ; P. Joostens ; J.-Fr. Kluyskens ; A. Knapp ; C. Laisné ; Ph. Langlet ; H. Lebeau ; Fr., H. et J.-A. Le Roy ; H. van Lindhout ; J.-B. Marie ; J. Martini ; H. Mathys ; J.-H. Matthey ; I. Mauroy ; Ph. Meert ; Ch. de Mertens ; A. Meyne ; G. Michel ; Midavaine ; J. van Mons ; Mouremans ; De Necker ; Nichols ; A. Nonnius ; Noppe ; Onsenoort ; J. O' Sullivan ; G. Pape ; A. et Ch. Pasquier ; L. Peeters ; B. Perdu ; Planchon ; Poirier ; J. Pypers ; Rieken ; Riemslogh ; J. Roelands ; A. van Rossum ; B^{on} Seutin et Ch. Sommé.

éditeur à Gand de journaux politiques dont le rôle fut important dans les années 1830, comme de celles de Jean van Standonck, le fondateur de la congrégation de Montaigu à Paris, des deux professeurs de l'Université de Louvain du nom de Thomas Stapleton, du P. Stanyhurst, prédicateur en vue du XVII^e siècle, ou du cardinal Sterckx, archevêque de Malines. Mentionnons encore les notices consacrées à des philologues et littérateurs : Charles Stallaert, Christian-Adolphe et Henri Stappers, le baron de Stassart; ou à des artistes : le peintre Barthélemy Spranger, les architectes et sculpteurs brugeois Stalpaert, les peintres modernes Joseph Stallaert et Joseph Stevens.

Le tome XXIV contiendra la fin de la lettre S et vraisemblablement le commencement de la lettre T. Deux feuilles en sont en épreuves, ainsi que quelques placards, et nous pourrions être plus avancés si nous ne nous heurtions à un obstacle qui, chaque année, nous oblige à consigner dans ce rapport des plaintes aussi sincères que monotones : le retard qu'apportent certains collaborateurs à l'achèvement des notices qui leur sont confiées. Ce retard est d'autant plus regrettable que certains de nos confrères nous ont déjà remis des articles des lettres T et V, avec un empressement pour lequel nous leurs exprimons toute notre gratitude.

La Commission s'est préoccupée de la publication d'un Supplément. Il y a, en effet, un certain nombre de lacunes dans la *Biographie nationale*. Dans l'élaboration des premières listes provisoires, on ne s'est pas suffisamment préoccupé des personnages d'intérêt historique, parce que les dépouillements ont porté surtout sur les répertoires existants et que ceux-ci énumèrent en ordre principal les artistes, les littérateurs, les savants, etc. D'autre part, pour l'admission dans le recueil, dont le premier volume a paru en 1866, les règles officielles indiquent une limite chronologique essentiellement variable : elles stipulent que ne peuvent être compris dans les listes alphabétiques provisoires, publiées au fur et à mesure de l'avan-

cement de la publication, que des personnages décédés depuis dix ans au moins. Il s'ensuit qu'il y a, dans les premiers volumes, de nombreuses et fâcheuses omissions au point de vue de l'histoire contemporaine.

On n'est pas encore arrivé à une solution précise. Mais il serait utile que, dès à présent, tous ceux qui se servent de la *Biographie nationale* veuillent bien faire connaître au Secrétariat les omissions qu'ils y constatent, afin de nous permettre de dresser une première liste de noms qui figureraient utilement dans le Supplément.

**Liste des collaborateurs de la « Biographie nationale »
(Mai 1925).**

- MM. ALVIN (FRÉDÉRIC)**, conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.
- APERS (RENÉ)**, bibliothécaire à l'Université de Gand.
- BACHA (EUGÈNE)**, directeur des services belges de bibliographie, à Bruxelles.
- BASTELAER (RENÉ VAN)**, correspondant de l'Académie royale, à Bruxelles.
- BAUTIER (PIERRE)**, conservateur-adjoint du Musée royal des Beaux-Arts, à Bruxelles.
- BEAUJEAN (C.)**, directeur du service de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, à Bruxelles.
- BEHAULT DE DORNON (A. DE)**, directeur honoraire du Ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles.
- BERGMANS (PAUL)**, membre de l'Académie royale, à Gand.
- BERLIÈRE (DOM URSMER)**, membre de l'Académie royale, à Maredsous.
- BIGWOOD (GEORGES)**, professeur à l'Université de Bruxelles.
- BOLSÉE (J.)**, archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.
- BOSMANS (LE P. HENRI)**, professeur au Collège Saint-Michel, à Bruxelles.

MM. BRASSINNE (FERNAND), attaché à la Bibliothèque de l'Université de Liège.

BRASSINNE (JOSEPH), bibliothécaire en chef et professeur à l'Université de Liège.

BRIL (LOUIS), archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

BROUWERS (D.-D.), conservateur des Archives de l'Etat, à Namur.

BRUNFAUT (JULES), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

BRUNIN (GEORGES), conservateur du Cabinet des Médailles, à Gand.

BUFFIN (BARON CAMILLE), avocat, à Bruxelles.

CALLEWAERT (CHANOINE C.), président du Séminaire, à Bruges.

CAPART (JEAN), correspondant de l'Académie royale, à Bruxelles.

CASIER (JOSEPH), président de la Commission des monuments de la ville de Gand.

CLAEYS BOUAERT (CHANOINE C.), professeur au Séminaire de Gand.

CLOSON (JULES), professeur à l'Université de Liège.

CLOSSON (ERNEST), conservateur du Musée instrumental du Conservatoire, à Bruxelles.

COLLE (G.), professeur à l'Université de Gand.

CONINCKX (HYACINTHE), professeur à l'Académie des Beaux-Arts, à Malines.

COPPIETERS STOCHOVE (ERNEST), à Bruges.

COPPIETERS STOCHOVE (HUBERT), docteur en philosophie et lettres, à Bruges.

CORNET (JULES), membre de l'Académie royale, à Mons.

CORNIL (GEORGES), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

COUNSON (ALBERT), membre de l'Académie de langue française, à Gand.

- MM. COURTROY (FERD.), conservateur-adjoint des Archives de l'État, à Namur.
- CROOY (abbé FERNAND), professeur, à Bruxelles.
- CUVELIER (JOSEPH), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- DAM (D^r CHARLES), à Bruxelles.
- DANIELS (abbé POLYDORE), archiviste de la ville de Hasselt.
- DEFRECHIEUX (CHARLES), bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Université de Liège.
- DEJACE (CHARLES), professeur à l'Université de Liège.
- DELANNOY (CHARLES), professeur à l'Université de Gand.
- DELANNOY (abbé F.), professeur à l'Institut Saint-Louis, à Bruxelles.
- DELEHAYE (le P. HIPPOLYTE), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- DELEN (ARY), conservateur-adjoint du Musée Plantin, à Anvers.
- DEMEYER (A.), professeur à l'Université de Louvain.
- DEMOULIN (ALPHONSE), membre de l'Académie royale, à Gand.
- DENYS (JOSEPH), archiviste aux Archives de l'État, à Gand.
- DEPT (GASTON), docteur en philosophie et lettres, à Gand.
- DESAMBLANX (CHARLES), relieur, à Bruxelles.
- DESMAREZ (GUILLAUME), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- DESTRÉE (JOSEPH), conservateur honoraire des Musées royaux des Arts décoratifs et industriels, à Bruxelles.
- M^{lle} DEVIGNE (MARGUERITE), attachée au Musée des Beaux-Arts de Bruxelles, à Woluwe.
- MM. DONNET (FERNAND), administrateur honoraire de l'Académie royale des Beaux-Arts, à Anvers.
- DONY (ÉMILE), préfet de l'Athénée royal de Liège.
- DOORSLAER (D^r GUSTAVE VAN), musicologue, à Malines.
- DOUTREPONT (AUGUSTE), membre de l'Académie royale de langue française, à Liège.

MM. DOUTREPONT (GEORGES), correspondant de l'Académie royale, à Louvain.

DRUMAUX (P.), professeur à l'Université de Gand.

DUPRIEZ (LÉON), membre de l'Académie royale, à Louvain.

EEGHEM (GUILLAUME VAN), professeur à l'Athénée royal de Bruxelles.

ESSEN (LÉO VANDER), professeur à l'Université de Louvain.

EYERMAN (JULES), avocat, à Termonde.

FAIRON (ÉMILE), conservateur des Archives de l'État, à Liège.

FELLER (JULES), membre de l'Académie royale de langue française, à Verviers.

FIERENS-GEVAERT (H.), professeur à l'Université de Liège, conservateur en chef du Musée des Beaux-Arts, à Bruxelles.

FIRKET (VICTOR), professeur à l'Université de Liège.

FRANCOTTE (XAVIER), professeur à l'Université de Liège.

FRÉDÉRICQ (LÉON), membre de l'Académie royale, à Liège.

FRESON (ARMAND), avocat, à Liège.

FRIS (VICTOR), archiviste de la ville et chargé de cours à l'Université de Gand.

GANSHOF (FRANÇOIS), chargé de cours à l'Université de Gand, à Bruxelles.

GHEYN (chanoine GABRIEL VAN DEN), secrétaire du Comité provincial des monuments, à Gand.

GIELENS (A.), conservateur des Archives de l'État, à Anvers.

GILKINET (ALFRED), membre de l'Académie royale, à Liège.

GOBERT (TH.), archiviste honoraire de la Province, à Liège.

GOBLET D'ALVIELLA (Comte E.), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

GOEMANS (LÉON), secrétaire perpétuel de l'Académie royale flamande, à Louvain.

GOETSCHALCKX (P.-J.), curé, à Eeckeren-Donck.

GOFFIN (LÉON), bibliothécaire de l'Université de Gand.

GOFFIN (TH.), conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.

- MM. GOYENS (Le Père J.)**, archiviste provincial des Frères mineurs, à Bruxelles.
- HALKIN (LÉON)**, professeur à l'Université de Liège.
- HANSAY (ALFRED)**, conservateur des Archives de l'État, à Hasselt.
- HAUTE (CHARLES VAN DEN)**, conservateur des Archives de l'État, à Gand.
- HEGER (PAUL)**, membre de l'Académie royale de médecine, à Bruxelles.
- HENNEN (G.)**, archiviste aux Archives de l'État, à Liège.
- HENRY (PAUL)**, professeur à l'Université de Louvain.
- HOC (MARCEL)**, bibliothécaire à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.
- HOCQUET (ADOLPHE)**, archiviste-bibliothécaire de la ville de Tournai.
- HOLVOET (PAUL)**, président honoraire de la Cour de cassation, à Bruxelles.
- HOUTART (MAURICE)**, avocat, à Tournai.
- HOUTTE (HUBERT VAN)**, professeur à l'Université de Gand.
- HUBERT (EUGÈNE)**, membre de l'Académie royale, à Liège.
- HUBLARD (ÉMILE)**, conservateur de la Bibliothèque et du Musée de Mons.
- HUISMAN (MICHEL)**, professeur à l'Université de Bruxelles.
- HULIN DE LOO (GEORGES)**, membre de l'Académie royale, à Gand.
- HYMANS (PAUL)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- JORDENS (ERNEST)**, avocat, à Bruxelles.
- JULIN (CHARLES)**, membre de l'Académie royale, à Liège.
- KALKEN (FRANS VAN)**, professeur à l'Université de Bruxelles.
- KERVYN DE LETTENHOVE (BARON HENRI)**, à Bruges.
- KEYSER (D^r LÉON DE)**, à Bruxelles.
- LAENEN (chanoine)**, archiviste à l'Archevêché de Malines.
- LAES (ARTHUR)**, secrétaire du Musée royal des Beaux-Arts, à Bruxelles.

- MM. LA HAYE (LÉON)**, conservateur honoraire des Archives de l'État, à Liège.
- LALOIRE (EDMOND)**, chef de section aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.
- LAMBOTTE (PAUL)**, directeur des Beaux-Arts, à Bruxelles.
- LAMY (Chanoine HUGUES)**, prélat de Tongerlo.
- LAURENT (MARCEL)**, chargé de cours à l'Université de Liège.
- LEBOUCQ (HECTOR)**, membre de l'Académie royale de médecine, à Gand.
- LECHAT (le P. ROBERT)**, professeur au Collège Saint-Michel, à Bruxelles.
- LECLÈRE (CONSTANT)**, professeur à l'Athénée royal de Huy.
- LECONTE (L.)**, conservateur en chef du Musée royal de l'armée à Bruxelles.
- LEFÈVRE (JOSEPH)**, archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.
- LEFÈVRE (le P. PLACIDE)**, archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.
- LENAIN (LOUIS)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- LE PAIGE (Chevalier C.)**, membre de l'Académie royale, à Liège.
- LIMBOURG (Chevalier PHILIPPE DE)**, à Theux.
- LINDEN (HERMAN VAN DER)**, correspondant de l'Académie royale, à Louvain.
- LIPPENS (le P. HUGOLIN)**, des Frères mineurs, à Salzinnes.
- MAERE (Chanoine)**, professeur à l'Université de Louvain.
- MAETERLINCK (LOUIS)**, conservateur du Musée des Beaux-Arts, à Gand.
- MAGNETTE (FÉLIX)**, chargé de cours à l'Université de Liège.
- MAHAÏM (ERNEST)**, membre de l'Académie royale, à Liège.
- MANSION (JOSEPH)**, membre de l'Académie royale flamande, à Liège.
- MASSART (JEAN)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- MATHIEU (ÉMILE)**, membre de l'Académie royale, à Gand.

- MM. MATTHIEU (ERNEST), avocat, à Enghien.
MENSBRUGGHE (A. VAN DER), avocat, à Paris.
MICHEELS (HENRI), ingénieur, à Paris.
MOYAUX (AUGUSTE), ingénieur, à Bruxelles.
NEUBERG (JEAN), membre de l'Académie royale, à Liège.
NÈVE (JOSEPH), directeur honoraire des Beaux-Arts, à Bruxelles.
NOLF (JULES), avocat, à Courtrai.
NOWÉ (HENRI), archiviste aux Archives de l'État, à Gand.
ORTROY (FERNAND VAN), professeur à l'Université de Gand.
PAQUAY (abbé JEAN), à Heusden-lez-Beeringen.
PERGAMENI (CHARLES), professeur à l'Université de Bruxelles.
PIRENNE (HENRI), membre de l'Académie royale, à Gand.
PIRENNE (JACQUES), chargé de cours à l'Université de Bruxelles.
PONCELET (le P. ALFRED), professeur au Collège Saint-Michel, à Bruxelles.
PONCELET (ÉDOUARD), conservateur des Archives de l'État, à Mons.
POORTER (abbé A. DE), bibliothécaire de la ville de Bruges.
POULLET (vicomte PROSPER), professeur à l'Université de Louvain.
PRELLE DE LA NIEPPE (ED. DE), à Bruxelles.
PUYVELDE (LÉO VAN), membre de l'Académie royale flamande, à Gand.
RIDDER (ALFRED DE) directeur général au Ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles.
ROERSCH (ALPHONSE), correspondant de l'Académie royale, à Gand.
ROLIN (baron ALBÉRIC), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
ROMBAUT (E.), inspecteur général au Ministère de l'Industrie et du Travail, à Bruxelles.

- MM. ROUSSEAU (HENRI)**, conservateur aux Musées royaux des Arts décoratifs et industriels, à Mousty.
- RUBBRECHT (D^r OSWALD)**, chargé de cours à l'Université de Gand.
- RUHL (G.)**, avocat, à Liège.
- RUTOT (A.)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- SABBE (MAURICE)**, membre de l'Académie royale flamande, à Anvers.
- SAEGHER (HENRI DE)**, chargé de cours à l'Université de Gand.
- SAINTENOY (PAUL)**, professeur à l'Académie des Beaux-Arts, à Bruxelles.
- SANO (D^r FRITZ)**, directeur de la Colonie d'aliénés, à Gheel.
- SCHREVEL (Chanoine A.-C. DE)**, vicaire-général, à Bruges.
- SÉVERIN (FERNAND)**, membre de l'Académie royale de langue française, à Gand.
- SIMENON (Chanoine GUILLAUME)**, professeur au Grand Séminaire, à Liège.
- SIMON (ARMAND)**, membre de la Commission des anciennes lois et ordonnances, à Bruxelles.
- SOIL DE MORIAMÉ (EUGÈNE)**, président honoraire du Tribunal de première instance, à Tournai.
- SOLVAY (LUCIEN)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- STROOBANT (PAUL)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- TERLINDEN (Vicomte CHARLES)**, professeur à l'Université de Louvain.
- THOMAS (PAUL)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- TIERENTEYN (LOUIS)**, avocat, à Gand.
- TOBAC (Chanoine)**, professeur à l'Université de Louvain.
- TOURNEUR (VICTOR)**, conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.
- TRANNOY (Baron DE)**, à Tongerlo.
- VANNERUS (JULES)**, conservateur des Archives de la guerre, à Bruxelles.

- MM. VAUTHIER (MAURICE)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- VERCOULLIE (J.)**, membre de l'Académie royale et de l'Académie royale flamande, à Gand.
- VERHAEGEN (BARON PAUL)**, conseiller à la Cour de cassation, à Bruxelles.
- VERHAEGEN (BARON PIERRE)**, avocat, à Gand.
- VINCENT (AUGUSTE)**, conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.
- VISART DE BOCARMÉ (COMTE ALBERT)**, à Bruges.
- VLIETINCK (ED.)**, avocat, à Berchem-lez-Anvers.
- VOCHT (HENRI DE)**, professeur à l'Université de Louvain.
- VORST (J. VAN DE)**, professeur à l'Université de Gand.
- WARICHEZ (CHANOINE J.)**, archiviste de l'Évêché, à Tournai.
- WERVEKE (ALPHONSE VAN)**, conservateur des Musées d'Archéologie de la ville de Gand.
- WERVEKE (HANS VAN)**, chargé de cours à l'Université de Gand.
- WILLAERT (le P.)**, professeur au Collège N.-D. de la Paix, à Namur.
- WILLEMS (LÉONARD)**, membre de l'Académie royale flamande, à Gand.
- WILMOTTE (MAURICE)**, membre de l'Académie royale, à Liège.
- WILS (JOSEPH)**, archiviste à l'Université de Louvain.
- WULF (MAURICE DE)**, membre de l'Académie royale, à Louvain.
- ZUYLEN VAN NYEVELT (BARON A. VAN)**, conservateur des Archives de l'État, à Bruges.

CINQUANTENAIRE ACADÉMIQUE DE M. ALFRED GILKINET.

M. Waltzing, président de l'Académie, prononce le discours suivant :

CHER ET VÉNÉRÉ CONFRÈRE,

En 1919, — au moment où, atteint par la limite d'âge, vous êtes admis à l'éméritat, — dans une manifestation à laquelle

vous n'avez pu vous dérober, vos élèves, anciens élèves et collègues de l'Université de Liège vous ont témoigné leur sympathie et leur admiration.

Aujourd'hui, ce sont vos confrères de l'Académie de Belgique qui s'unissent pour célébrer le 50^e anniversaire de votre entrée dans cette compagnie : si vous n'en êtes pas le doyen d'âge, vous en êtes le doyen d'ancienneté, puisque vous avez été élu par la Classe des Sciences en 1875. — Les membres des trois Classes de l'Académie n'ont pas voulu laisser échapper cette occasion de vous dire combien ils vous sont attachés et combien ils éprouvent pour vous d'estime et d'affection.

Pendant cinquante ans, vous avez pris une part active et continue aux délibérations et aux publications de ce Corps savant. Il n'y a aucun de nos recueils : *Bulletins*, *Mémoires*, *Annuaire*, où votre nom n'apparaisse fréquemment, signant des travaux, rapports ou biographies, — depuis 1874 jusqu'à ces derniers jours. Laborieux comme il y a cinquante ans, vous avez pris des années sans prendre de l'âge, et tout récemment encore, vous avez préparé et publié trois ouvrages considérables sur les plantes fossiles de notre pays.

Un de nos confrères de la Classe des Sciences va nous donner un aperçu sommaire de votre activité scientifique et académique. Je n'empiéterai pas sur son domaine. Je me bornerai à constater que, également versé en chimie, en botanique et en géologie, vous avez été en quelque sorte le rénovateur des études de paléontologie végétale en Belgique et que vous avez révélé la végétation qui couvrait notre pays, tant à certains âges très lointains de l'ère primaire que pendant diverses périodes plus récentes de l'époque tertiaire.

L'Académie vous félicite de cette longue carrière scientifique, aussi brillante que féconde. Elle souhaite que cette carrière se prolonge pendant bien des années et que vous puissiez continuer à donner aux jeunes naturalistes l'exemple de l'ardeur dans la recherche et du succès dans la découverte. *Ad multos annos !*

M. A. Gravis, membre de la Classe des Sciences, prononce le discours suivant :

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

La vie un peu monotone d'une Académie est heureusement interrompue de loin en loin par une fête de famille, comme celle qui nous réunit en ce moment. C'est pour nous l'occasion de nous rapprocher par quelque chose d'humain et d'affectueux qui manque à nos réunions de spécialistes cantonnés dans les branches si diverses du savoir moderne. Ce quelque chose est un sentiment de respect et de reconnaissance envers ceux qui ont su s'en rendre dignes par leurs travaux et un ensemble de qualités capables de susciter notre admiration.

CHER ET VÉNÉRÉ CONFRÈRE, MONSIEUR GILKINET,

Vous êtes un de ces hommes qui peuvent nous fournir la précieuse occasion que nous cherchons. C'est un privilège bien rare qui vous échoit, et j'ajoute immédiatement un privilège bien mérité. Aussi est-ce avec joie que nous voulons fêter le cinquantième anniversaire de votre entrée à l'Académie royale de Belgique.

Après de solides études au Collège communal de Verviers, vous avez été lauréat du concours général de l'enseignement moyen et gradué en lettres. A l'Université de Liège, vous avez conquis le grade de docteur en sciences naturelles à une époque où ce titre répondait réellement à sa dénomination. Grâce à cette heureuse circonstance, vous possédez, dans un domaine étendu, une compétence que nous nous plaçons à reconnaître. De nos jours, une trop grande spécialisation des études enlève, malheureusement, à beaucoup de nos contemporains cette précieuse faculté qui permet de jouir réellement des progrès réalisés par la pensée moderne dans les directions les plus diverses.

Après avoir pris encore le grade de pharmacien, vous avez continué, à l'Université de Strasbourg, pendant cinq semestres, des travaux de botanique et de chimie. C'est dans cette double direction que votre activité s'est principalement exercée par la suite.

Vos premières publications ont été consacrées à des recherches mycologiques. Les Pyrénomycètes vous en ont fourni l'occasion en 1874. Dès l'année suivante, dans un mémoire sur le *Poly-morphisme des Champignons*, présenté en réponse à une question posée par l'Académie, vous avez victorieusement démontré l'inanité de la théorie du polymorphisme illimité, que certains auteurs attribuaient à tous les Champignons. Cette théorie avait pris une telle extension qu'on la rattachait à celle des fermentations et, par suite, aux idées de Pasteur en cette matière. Vous avez fait bonne justice de cette erreur, et votre mémoire, couronné par l'Académie, mit fin à une discussion qui fut très âpre il y a un demi-siècle, mais dont le souvenir s'est perdu comme a disparu celui de tant de généralisations hâtives que la Science a corrigées dans sa marche progressive.

Les plantes fossiles des psammites du Condroz et de l'étage du poudingue de Burnot attirèrent votre attention. En soumettant à une étude critique la petite flore fossile découverte à Esneux, vous avez été amené à préciser les caractères des diverses espèces dont elle se compose. Quant aux fossiles végétaux trouvés dans l'étage de Burnot, ils n'avaient jamais été décrits ni figurés. En vous chargeant de ce travail, vous avez constaté que le nom donné à l'un d'eux est inexact : il s'agit d'une Lycopodiacee et non pas d'une Fougère, ainsi qu'on l'avait cru d'abord.

A votre retour à Liège, vous avez été nommé successivement assistant (1876), puis chargé de cours (1877), professeur extraordinaire (1879) et enfin professeur ordinaire (1882) dans la Faculté de Médecine de l'Université de Liège, pour y enseigner la Pharmacie. Sur la proposition du professeur G. Dewalque,

le cours de Paléontologie végétale vous fut, en outre, confié en 1879.

C'est la Paléontologie végétale qui vous fournit le sujet du remarquable discours que vous avez prononcé lors de la séance publique de la Classe des Sciences en décembre 1879. Vous avez fait un magistral tableau du développement du règne végétal dans les temps géologiques. Vous avez montré que « pour le règne végétal, comme pour le règne animal, la doctrine du transformisme, telle qu'elle a été proposée et défendue par Lamarck et Darwin, fournit seule une explication d'autant plus satisfaisante, qu'elle est appuyée par un grand nombre d'observations positives et qu'elle laisse à l'esprit philosophique, enclin à rapporter les grands effets à de grandes causes, le sentiment d'une solution importante, grandiose, digne enfin du problème important du développement organique ».

Vous avez insisté particulièrement sur la transition des Cryptogames vasculaires aux Gymnospermés, transition qui s'est opérée par les Lépidodendrées, les Cordaïtes et les Cycadées. Vous avez mentionné, tout spécialement, les Conifères contemporains des Iguanodons qu'on venait de découvrir à Bernissart.

En recherchant ainsi les liens qui rattachent les formes végétales les unes aux autres, vous avez mis en lumière que « chaque découverte nouvelle vient combler une des lacunes de l'histoire du monde végétal, et rétablir quelques-uns des anneaux de cette chaîne rompue dont nous ne possédons que des fragments ».

A la Botanique encore vous avez emprunté le sujet du beau discours que vous avez prononcé en 1897, sur les moyens de défense des plantes. Ce fut l'occasion d'une remarquable synthèse d'observations relatives à une importante question de Biologie connue aujourd'hui sous le nom d'Éthologie végétale. Vous vous êtes surtout attaché à démontrer que certaines substances chimiques amères ou acides, le tanin, le bioxalate potassique, les essences, les alcaloïdes, etc... constituent pour

certaines plantes des armes efficaces contre la voracité des animaux herbivores. Vous avez rappelé aussi le rôle néfaste de certaines espèces de fourmis s'attaquant aux feuilles des arbres dans les pays équatoriaux, et le rôle protecteur d'autres espèces de fourmis, ennemies des premières, qui sont abritées par certaines productions de ces mêmes arbres. Vous vous êtes demandé s'il n'y avait pas là un exemple évident d'adaptation à un but déterminé. Vous avez répondu affirmativement en appuyant votre avis de preuves convaincantes.

J'ai rappelé l'extension que vous avez donnée à vos études universitaires : elle vous a conféré une compétence reconnue dans tous les sujets se rapportant aux sciences chimiques et biologiques. Cette compétence vous a valu d'être nommé rapporteur d'un très grand nombre de travaux présentés à l'Académie concernant l'anatomie, la physiologie et la systématique des plantes, la cryptogamie, la géographie botanique, les diastases et les fermentations, les alcaloïdes, diverses substances de la chimie organique, etc. Vos appréciations ont toujours reçu l'approbation unanime de vos confrères.

Cette rare compétence, en des sujets divers, vous a permis de rédiger, en 1880, un magistral exposé des recherches réalisées en Belgique, dans le domaine des sciences naturelles, en un demi-siècle ⁽¹⁾. On y trouve une analyse judicieuse et impartiale de tous les travaux exécutés par nos compatriotes dans toutes les branches de la Botanique, de la Zoologie, de la Paléontologie, de la Géologie et de la Minéralogie. Je ne crois pas m'aventurer en disant que personne aujourd'hui ne consentirait à assumer la responsabilité d'un tel travail.

Je ne puis me dispenser de dire quelques mots de votre carrière professorale, si longue et si bien remplie. Après avoir, dès la première année, mis votre cours à la hauteur de la science contemporaine, vous avez élaboré les plans d'un Institut dans

⁽¹⁾ *Cinquante ans de Liberté*, t. II, Bruxelles, M. Weissenbruch, 1881.

lequel vos élèves pourraient se livrer à des études pratiques et se préparer à l'exercice d'une profession dont l'importance n'a cessé de progresser. Vous avez réussi à doter l'Université de Liège d'un Institut qui compte parmi les mieux installés. Vous avez aussi rédigé, à l'usage de vos étudiants, un *Traité de Chimie pharmaceutique* dont le succès est dû autant à la notoriété scientifique de son auteur qu'à l'exposé clair et précis de matières naturellement arides. Cet ouvrage eut trois éditions; la dernière notamment, revue avec un soin minutieux, contient le résultat des découvertes dont la science s'est enrichie au cours de ces dernières années. Il fait aussi une étude comparative des pharmacopées en usage dans divers pays.

Promu à l'éméritat le 15 février 1919, vous avez vu la foule de vos étudiants, anciens étudiants, collègues et amis se réunir autour de vous pour vous témoigner leur reconnaissance et leur admiration. Par la bouche du Président du Comité organisateur, M. P. Fonsny, ils vous ont dit « avec quelle patience et quel dévouement vous vous êtes efforcé de leur inculquer un peu de votre science et de leur faire partager votre amour pour elle. Ils se sont rappelés les longues heures que vous passiez parmi eux au laboratoire, allant de l'un à l'autre, vous intéressant paternellement aux travaux de chacun, orientant les recherches, heureux toujours quand vous pouviez aider de vos lumières et de vos conseils un étudiant dérouté et parfois même découragé devant l'inutilité de ses efforts. Tous sentaient combien vous deviez les aimer pour ainsi vous dépenser, et tous vous étaient profondément reconnaissants de ce que vous avez fait pour eux » ⁽¹⁾.

C'est avec une profonde tristesse que vous avez quitté votre cher Institut, son auditoire et ses laboratoires. Mais vous n'avez pas renoncé aux travaux scientifiques. Profitant des loisirs de l'éméritat, vous avez repris vos recherches de Paléontologie végétale. « Élève et ami de Schimper, il semble que ce grand

(1) *Liber memorialis* de la Manifestation du 21 décembre 1919.

savant, ce fils de l'Alsace, vous ait légué l'une des qualités de sa race, la ténacité que rien ne rebute : ni les défauts du matériel dont vous disposiez, ni la peine qu'il vous a fallu prendre pour figurer et décrire ces restes, rien ne vous a arrêté, et vous êtes parvenu à mettre sur pied des travaux remarquables sur la flore des psammites du Condroz et celle des argiles d'Andenne ⁽¹⁾. » Vos dernières recherches ont porté sur la flore fossile du Landénien, dans laquelle vous avez décrit et figuré une vingtaine d'espèces.

Ce trop bref résumé de votre carrière montre combien sont justifiés les titres scientifiques qui vous ont été successivement décernés : je me bornerai à rappeler ceux de Directeur de la Classe des Sciences de notre Académie en 1897, de Président de la Société de Géologie de Belgique, de Membre correspondant de la Société des Sciences naturelles de Cherbourg, Membre d'honneur des Sociétés de Pharmacie de Bruxelles, d'Anvers et de Liège, Président du Congrès de Chimie et de Pharmacie à l'Exposition de Liège en 1905, Membre d'honneur du Congrès international de Pharmacie de Bruxelles, en 1910, etc.

La manifestation dont vous êtes aujourd'hui l'objet, cher et vénéré Confrère, se justifie encore par la bienveillance et l'aménité de votre caractère, l'excellence de votre goût dans les arts autant que celle de votre érudition dans les sciences. A tous ces titres, nous vous prions de recevoir l'expression de notre admiration et de notre reconnaissance. Nous joignons à nos félicitations l'ardent souhait de vous voir, longtemps encore, jouir d'une robuste santé et de l'attachement bien sincère que nous ne cesserons de vous témoigner.

M. A. Gilkinet a ensuite répondu en remerciant le Président, M. Gravis, et tous ses confrères.

⁽¹⁾ Discours de M. P. Fourmarier lors de la Manifestation du 21 décembre 1919.

Séance publique du 6 mai 1925.

Prennent place au bureau :

MM. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie*; F. SWARTS, *directeur de la Classe des Sciences*; EUG. HUBERT, *Vice-directeur de la Classe des Lettres*; M. ANSIAUX, *correspondant de la Classe, et le Secrétaire perpétuel.*

Sont présents :

CLASSE DES LETTRES. — MM. le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. De Wulf, E. Mahaim, L. Parmentier, H. Delehayé, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. van Biervliet, G. Cornil, L. Leclère, *membres.*

CLASSE DES SCIENCES. — MM. Léon Fredericq, A. Lameere, Ch.-J. de la Vallée Poussin, A. Demoulin, P. Stroobant, J. Julin, *membres*; G.-A. Boulenger, *associé.*

CLASSE DES BEAUX-ARTS. — J. Winders, Émile Mathieu, Léon Frédéric, L. Solvay, Sylvain Dupuis, Paul Bergmans, Adolphe Max, Jean Delville, *membres*; Victor Vreuls, A. Ciamberlani, *correspondants.*

LECTURES.

Le crime rituel reproché aux chrétiens du II^e siècle,

par J.-P. WALTZING,

Directeur de la Classe, Président de l'Académie.

Pendant les premières années de notre siècle, la presse a discuté, souvent avec passion, une vieille et terrible accusation formulée contre les juifs : on leur reprochait de commettre des meurtres rituels, ou, pour parler avec précision, d'immoler des enfants chrétiens et de faire servir leur sang dans les cérémonies pascales. Les accusateurs alléguaient des procès récents et retentissants, terminés par la condamnation à mort des accusés, des affaires telles que celles de Tisza-Eszlar (1882) et de Brezina (1899). Mais, si l'on trouva des coupables dans ces affaires, on ne parvint pas à prouver le meurtre rituel. Des journaux et des écrivains antisémites, dont la bonne foi ne pouvait peut-être pas être mise en doute, mais dont la passion et la légèreté étaient incontestables, se livrèrent à des recherches sur le passé. Remontant jusqu'au XIII^e siècle et fouillant les annalistes, ils prétendirent aligner plus de cent cinquante cas de meurtres commis par des juifs dans un but rituel. Au XIII^e siècle, les accusations circulaient en Allemagne, puis en Angleterre, un peu partout. L'empereur Frédéric II (Bulle d'Or de 1236), les papes Innocent IV (Bulle de Lyon, 5 juillet 1247) et Grégoire X (Bulle d'Orvieto, du 7 octobre 1272) intervinrent pour protéger des innocents contre de vraies machinations. Malgré ces autorités, la série des accusations s'allongea au XIV^e et au XV^e siècle dans la plupart des pays d'Europe : en Espagne, en Italie, en Bohême, en Hongrie, en Allemagne et en Pologne. Jamais elles ne furent juridiquement établies. Depuis la fin du XV^e siècle jusqu'au XIX^e, le crime rituel semble disparaître, mais au XIX^e, l'accusation renaît et elle

prétend accumuler les preuves. Dans une étude publiée en 1912, M. l'abbé Vacandard a passé en revue les faits principaux et il a conclu : « Il n'est pas un seul fait de ce genre (de meurtre rituel) qui soit historiquement démontré ⁽¹⁾ ».

Notre but n'est pas d'entreprendre des recherches nouvelles sur cette question, qui a paru palpitante il n'y a pas longtemps, mais qui n'est plus agitée aujourd'hui. Elle a été tranchée définitivement, au moins pour les esprits éclairés et impartiaux, par l'avis d'un savant historien tel que l'ancien directeur de l'École française de Rome, M^{re} Louis Duchesne, dont la lettre adressée au *Temps* mérite d'être conservée ⁽²⁾. Nous la transcrivons ici :

Paris, 12 octobre [1913].

MON CHER CONFRÈRE,

Vous me demandez, à propos du procès de Kief, de dire ce que je pense du meurtre rituel chez les juifs. Ce que j'en pense, vous le savez bien, car je l'ai dit plusieurs fois, et l'abbé Vacandard, dans son excellent livre sur la question, l'a répété à ses lecteurs. Comme les papes et les évêques qui ont eu occasion de traiter ce sujet, *je suis d'avis qu'il s'agit là d'une fable absurde, analogue à certaines calomnies qui circulèrent jadis sur les assemblées chrétiennes et tout aussi dépourvue de fondement.*

De telles calomnies, pour absurdes qu'elles puissent être, il n'est pas toujours sage de faire fi. Jusqu'à la fin des siècles, il se trouva des imbéciles pour prétendre que l'Église, dans un concile, a décrété que les femmes n'ont pas d'âme. Cette balourdise, pourtant, n'a pas eu de grandes conséquences : on ne voit pas qu'elle ait aigri les rapports des femmes avec l'Église. Mais la légende du meurtre rituel

⁽¹⁾ On trouvera un historique de la question dans les *Études de critique et d'histoire religieuse* de M. l'abbé E. VACANDARD, 3^e série, pp. 311-377. Paris, Gabalda, 1912. Sur le meurtre rituel reproché aux juifs dès l'antiquité, voy. JEAN JUSTER, *Les Juifs dans l'Empire romain* (Paris, 1914), t. II, p. 204, avec les notes. En général, voy. H.-L. STRACK, *Das Blut im Glauben und Aberglauben der Menschheit. Mit besonderer Berücksichtigung der Volksmedizin und des jüdischen Blutritus*, 8^e éd., Munich, Heinrich. Traduction française sur la 4^e éd., anglaise sur la 8^e éd., etc.

⁽²⁾ Adressée au *Temps*, cette lettre a été publiée par ce journal le 17 octobre 1913. Dans son *Histoire ancienne de l'Église*, 6^e éd., t. I, p. 202 (Paris, Fontemoing, 1911), M^{re} L. Duchesne avait déjà écrit : « La sottise humaine qui les entretient (les calomnies répandues contre les chrétiens) est inexpugnable. Ne voyons-nous pas de nos jours renaître à chaque instant et se dresser contre les juifs la stupide accusation du meurtre rituel ? »

est bien autre chose : on en meurt. Ces histoires d'enfants saignés ont fait des victimes réelles; elles peuvent en faire encore.

Et nous ne devons pas nous flatter d'en avoir raison de si tôt; on ne discute pas avec la passion religieuse; et quant à la bêtise humaine, qui joue un si grand rôle en ces affaires, elle est absolument inexpugnable.

C'est égal, il faut protester tout de même. Disons, disons la vérité; il en restera peut-être quelque chose.

Bien cordialement à vous.

DUCHESNE.

Retenons seulement ces mots : « il s'agit là d'une fable absurde, analogue à certaines calomnies qui circulèrent jadis sur les assemblées chrétiennes et tout aussi dépourvues de fondement ».

C'est du crime rituel reproché aux chrétiens des premiers siècles ⁽¹⁾ que nous voulons vous entretenir quelques instants, non pour prouver qu'« il s'agit là d'une fable absurde dépourvue de fondement », cela va de soi, mais pour suivre cette fable depuis sa naissance jusqu'à sa disparition et pour dégager de cette étude quelques conclusions sur ses principaux témoins : Minucius Felix et Tertullien.

I

Les commencements du christianisme à Rome sont obscurs, mais deux faits sont bien attestés par les historiens : Le premier, c'est que la colonie juive de Rome était très nombreuse au début du I^{er} siècle et qu'elle fit une opposition violente à l'Évangile ⁽²⁾. Depuis longtemps les juifs avaient envahi le

⁽¹⁾ Voyez dom H. LECLERCQ, dans le *Dictionnaire d'Archéologie chrétienne*, de dom F. CABROL, t. I, col. 274 : *Accusations*, et sa bibliographie, p. 275, n. 1. Nous n'avons pas pu voir la dissertation de CH. WORM, *De veris causis cur delectatos humanis carnibus et promiscuo concubitu christianos calumniati sint ethnici*, dans MARTINI, *Thesaurus dissertationum*, 1763, t. II^b.

⁽²⁾ Voy. PAUL ALLARD, *Histoire des Persécutions pendant les deux premiers siècles*. Paris, 1885, pp. 2-13. L. DUCHESNE, *Histoire de l'Église*, t. 1^{er}, Paris, 1911, pp. 53-54.

Transtévère. Peu à peu, ils étaient devenus une multitude innombrable. En l'an 68 avant notre ère, ils s'étaient subitement multipliés à la suite de la prise de Jérusalem par Pompée : le vainqueur avait jeté sur le marché romain une énorme quantité de prisonniers de guerre. En l'an 19 après Jésus-Christ, le Sénat expulsa les juifs de Rome : 4,000 juifs affranchis furent enrôlés pour aller combattre les indigènes de la Sardaigne ⁽¹⁾.

Or, en l'an 50 ou 52, Claude les chassa de nouveau, et « c'est ici pour la première fois que l'Évangile se manifeste dans l'histoire de la communauté juive de Rome ⁽²⁾ ». Suétone rapporte ainsi le motif de cette expulsion, qui fut d'ailleurs temporaire : *Iudaeos impulsore Chresto assidue tumultuantes Roma expulit*, « il expulsa de la ville les juifs qui s'agitaient sans cesse, à l'instigation d'un certain Chrestus » ⁽³⁾. C'est ainsi que les Romains prononçaient le nom du Christ, dira encore Tertullien en l'an 197 ⁽⁴⁾. La prédication de l'Évangile fut donc une cause de troubles graves dans la communauté juive de Rome, comme ce fut du reste le cas ailleurs ⁽⁵⁾. Il y eut sans doute des conversions parmi les juifs, mais aussi une opposition désordonnée. Les Romains confondirent d'abord les chrétiens avec les juifs, mais l'hostilité des juifs contre les chrétiens, violente dès l'abord, dura toujours, et, à la fin du II^e siècle, Ter-

⁽¹⁾ JOSÈPHE, *Ant. Jud.*, XVIII, 3, 5. TACITE, *Ann.*, II, 85; SUÉT., *Tib.*, 36. En l'an 4 avant J.-C., un imposteur, qui se prétendait Alexandre, fils d'Hérode, vint à Rome; une multitude innombrable de juifs sortirent de la ville pour le recevoir. JOSÈPHE, *De Bello iud.*, II, 61; *Ant. iud.*, XVII, 11, 1; RENAN (*L'Antechrist*, p. 7, n. 2), évalue le nombre des juifs de Rome, sous Néron, à un total de 20 à 30 mille âmes; J. JUSTER, *op. cit.*, t. I, p. 209, parle de 50 à 60 mille dès l'époque de Tibère.

⁽²⁾ L. DUCHESNE, *op. cit.*, p. 54.

⁽³⁾ SUÉT., *Claud.*, 25. Cf. *Act. Apost.*, XVIII, 2 : *quod praecepisset Claudius discedere omnes Iudaeos a Roma*. Suivant DION CASSIUS, LX, 6, 6, Claude, craignant de provoquer des troubles en chassant les juifs, à cause de leur nombre, se contenta d'interdire leurs réunions. Voy. J. JUSTER, t. II, p. 171.

⁽⁴⁾ TERTULL., *Apolog.*, III, 5.

⁽⁵⁾ L. DUCHESNE, *op. cit.*, p. 55.

tullien range encore les juifs parmi les ennemis les plus redoutables des chrétiens ⁽¹⁾.

Le second fait qu'il faut relever se passa en l'an 64, sous Néron. Il nous expliquera peut-être l'origine des imputations dont les chrétiens furent victimes pendant plus d'un siècle. Sous une forme encore vague, nous trouvons les calomnies sous la plume de Tacite, à l'occasion du fameux incendie qui dévora les trois quarts de la ville en cette année. D'une voix unanime, le peuple accusa Néron de l'avoir allumé et il lui prêta des mobiles divers. Pour détruire ces bruits, l'empereur rejeta la faute, dit Tacite, sur des gens que le vulgaire appelait *Christiani*. *Ann.*, XV, 44 : *Ergo abolendo rumori, Nero subdidit reos, et quæsitissimis poenis affecit, quos per flagitia invisos vulgus Christianos appellabat*, « Néron, pour mettre fin à ces rumeurs, offrit d'autres coupables; il fit subir les tortures les plus raffinées à des hommes abhorrés pour leurs infamies, que le vulgaire appelait chrétiens ». On arrêta d'abord ceux qui s'avouaient chrétiens et ensuite, sur leur déposition, une multitude énorme (*multitudo ingens*) de gens, qui furent moins convaincus d'incendie que de haine pour le genre humain (*quam odio humani generis convicti sunt*). Voici comment Tacite explique la présence de pareilles gens à Rome : c'est là, dit-il, qu'afflue et se pratique tout ce que le monde renferme d'horreurs et d'infamies ⁽²⁾, *quo cuncta undique atrocita aut pudenda conflunt celebranturque*. Il est clair que l'historien se fait ici l'écho de bruits populaires (*vulgus*) : le vulgaire déteste les chrétiens, parce qu'il leur attribue des abominations, des infamies (*per flagitia invisos*). Quelles étaient ces infamies?

On ne peut avoir aucun doute, pensons-nous, sur leur nature, si l'on rapproche les termes trop vagues de Tacite de ce

⁽¹⁾ TERTULL., *Apolog.*, VII, 3. *Ad nat.*, I, 14 (pp. 84, 16, ed. REIFFERSCHIED-WISOWA). *Scorpiace*, 10 : *synagogas iudæorum, fontes persecutionum*.

⁽²⁾ TAC., *Ann.*, XV, 44.

qu'un de ses amis, Pline le Jeune, écrivait précisément à la même époque. N'oublions pas, en effet, que les *Annales* de Tacite furent publiées en l'an 116 ou 117. Les jugements de l'historien se rapportent sans doute moins au règne de Néron qu'à l'opinion vulgaire du temps où il écrivait, c'est-à-dire aux premières années du II^e siècle. Or, à cette même époque, Pline le Jeune, envoyé par Trajan pour gouverner la Bithynie ⁽¹⁾, s'exprime d'une manière plus précise : c'est sous sa plume qu'apparaît pour la première fois une qualification, non pas nette et claire, mais dont le sens ne laisse aucun doute. En l'an 112 (ou 113), il eut l'occasion de faire une enquête sur les chrétiens de sa province, traduits devant son tribunal. N'ayant jamais assisté à des poursuites contre les chrétiens, il se trouve embarrassé et il consulte l'Empereur ; il lui pose plusieurs questions : Faut-il distinguer les âges, faut-il pardonner au repentir ? Est-ce le nom de chrétien seul, même s'il n'implique aucune action infamante, ou sont-ce les actions infamantes attachées au nom que l'on punit ? *Nomen ipsum, si flagitiis careat, an flagitia cohaerentia nomini puniantur*. Évidemment l'attention de Pline avait été attirée sur les actions honteuses qu'impliquait, disait-on, le nom de chrétien : *flagitia nomini cohaerentia*. Plus loin, Pline fait à ces calomnies une allusion plus transparente. Il a interrogé des chrétiens, qui ont déclaré qu'ils ont cessé d'être chrétiens, quelques-uns depuis vingt ans, et que toute leur faute ou leur erreur s'était bornée à l'habitude de se réunir à un jour déterminé pour chanter les louanges du Christ, réunions récemment défendues par un édit de Pline sur les hétéries ou associations non autorisées. Après quoi, ils avaient eu coutume de se séparer, puis de se réunir pour manger en commun une nourriture, qui était cependant commune et innocente, *rursus coeundi ad capiendum cibum promiscuum tamen*

(1) TH. MOMMSEN, *Zur Lebensgeschichte des jüngeren Plinius*. (GESAMMELTE SCHRIFTEN, IV, pp. 366-469.) Voy. pp. 430-433. Article traduit en français par MOREL.

et innoxium ⁽¹⁾. C'est une allusion évidente à l'accusation d'immoler un enfant pour boire son sang et manger sa chair, ou du moins au reproche d'anthropophagie, que nous allons rencontrer durant tout le II^e siècle.

Il sera utile de dire dès maintenant que, dans son rescrit, Trajan traça la règle qui fut suivie pendant tout le II^e siècle : Condamnez à la peine capitale les accusés qui s'avouent chrétiens et ne consentent pas à se rétracter, acquittez les autres. Par conséquent, faites abstraction des crimes de droit commun ⁽²⁾.

Il est donc probable que dès les premiers temps, dès Claude et dès Néron ⁽³⁾, il est sûr que dès le temps de Pline, les calomnies avaient cours et qu'elles avaient revêtu une forme précise ; dès cette époque, on disait que les chrétiens immolaient un homme, ou un enfant, dont ils buvaient le sang et mangeaient la chair. On ajoutait peut-être déjà que les agapes chrétiennes se terminaient par des orgies incestueuses.

Quel fut le point de départ de cette fable absurde ? Il nous paraît certain que ce fut le banquet eucharistique, la communion au corps et au sang du Christ. On prenait à la lettre des paroles telles que celles de saint Jean, VI, 53 : *Dixit ergo Iesus : Amen, amen dico vobis : Nisi manducaveritis carnem Filii hominis, et biberitis eius sanguinem, non habetis vitam in vobis.* Si nous voulons anticiper un peu sur notre exposé, nous en trouverons un indice dans Tertullien. Parlant des mariages mixtes, spécialement du cas d'une chrétienne qui a épousé un païen, il montre les inconvénients de ces sortes d'unions. Le

⁽¹⁾ PLINE, *Epist.*, X, 96, 7.

⁽²⁾ PLINE, *Epist.*, X, 97.

⁽³⁾ MÉLITON, évêque de Sardes, dans son apologie adressée à Marc Aurèle entre 176 et 180, après avoir rappelé les persécutions de Néron et de Domitien, déclare que c'est à leur temps que remontent les calomnies infâmes contre les chrétiens. Le passage a été conservé par EUSÈBE, *Hist. eccl.*, IV, 26, 9. — Sur le passage de SALVIEN, *De gub. Dei*, IV, 85, voy. plus loin, p. 34, n. 1.

mari païen ne cessera de susciter des obstacles à sa femme quand elle voudra remplir ses devoirs de chrétienne. L'épouse, dit-il, voudra prendre part à ce « banquet du Seigneur, si décrié » parmi les païens. Le mari concevra des soupçons, même s'il lui permet d'y assister : *Quis ad convivium dominicum illud, quod infamant, sine sua suspicione dimittet?* ⁽¹⁾.

La femme chrétienne veut manger le pain, boire le sang, elle en a le désir, elle en a la pensée. Quel est le mari païen qui le supportera? *Quis patietur eam de cibo, de poculo invadere, desiderare, in mente habere?* On dira qu'il y a des maris débonnaires, qui ne gênent nullement la discipline chrétienne. Mais il ne faut pas qu'un étranger connaisse nos mystères, et c'est une faute grave de les lui laisser connaître : *Hoc est igitur delictum, quod gentiles nostra noverunt*. Plus vous chercherez à dissimuler nos mystères, plus vous les rendrez suspects. Or c'était l'habitude d'emporter à la maison l'Eucharistie reçue du prêtre et de la prendre le matin avant tout repas : « Ton mari ne saura-t-il pas, demande Tertullien, ce que tu prends en secret avant toute nourriture? Et s'il vient à savoir que c'est du pain, ne croira-t-il pas que c'est ce pain dont on parle? » *Et si sciverit panem, non illum credit esse qui dicitur?* ⁽²⁾.

Evidemment, ce « banquet du Seigneur, si décrié parmi les païens », *quod infamant*, ce pain dont on fait tant de bruit, *ille (panis) qui dicitur*, c'est, pour les païens, le pain trempé dans le sang de l'enfant immolé. Ne cherchons donc pas ailleurs l'origine de ces légendes.

Quant à l'imputation d'inceste, elle avait sans doute son origine dans les noms de « frères » et de « sœurs » que les chrétiens se donnaient mutuellement, comme l'insinueront d'ailleurs Minucius Félix et Tertullien ⁽³⁾.

⁽¹⁾ TERTULL., *Ad uxorem*, II, 4 (éd. Oehler, p. 689).

⁽²⁾ IDEM, *ibid.*, II, 5 (Oehler, p. 690).

⁽³⁾ MINUCIUS FELIX, *Octavius*, IX, 2 (voy. plus loin); TERTULL., *Apolog.*, XXXIX, 7.

Mais, qui avait imaginé ces horribles accusations? Qui les avait répandues parmi le public ignorant? S. Justin et Origène répondent sans hésiter à ces questions. C'est aux juifs, c'est à ces ennemis obstinés des chrétiens qu'ils attribuent l'origine des calomnies. Dans son *Dialogue avec Tryphon*, S. Justin discute avec un juif lettré et libéral d'Éphèse, qu'il appelle Tryphon (c'est peut-être un interlocuteur fictif), sur un ton calme et exempt de passion : « Vous avez crucifié le Juste, dit-il. Puis, lorsque vous avez su qu'il était ressuscité d'entre les morts et monté au ciel, comme les prophètes l'avaient prédit, vous avez choisi des hommes de Jérusalem et vous les avez envoyés par toute la terre pour dire qu'une hérésie athée, celle des chrétiens, était apparue et pour nous accuser de toutes ces choses que ceux qui ne nous connaissent pas répètent contre nous », καταλέγοντάς τε ταῦτα ἅπερ καθ' ἑμῶν οἱ ἀγνοοῦντες ἡμᾶς πάντες λέγουσιν (1). L'idée d'une mission envoyée de Jérusalem par toute la terre est sans doute imaginaire; formulée par Tertullien, elle prouve au moins que, vers la fin du II^e siècle, il voyait les calomnies répandues « par toute la terre ».

Plus tard, entre 246 et 248, Origène d'Alexandrie, écrivant sa réfutation du *Discours Véritable* de Celse, répéta l'imputation avec une précision qui ne laisse aucun doute : « Celse, dit-il, voulait exciter contre nous la haine publique. Il me paraît avoir agi comme les juifs, qui, à l'origine de la doctrine chrétienne, répandirent le bruit que les chrétiens immolaient un petit enfant et se nourrissaient de sa chair », καὶ δοκεῖ μοι παραπλήσιον Ἰουδαίους πεποιηκέναι τοῖς κατὰ τὴν ἀρχὴν τῆς τοῦ χριστιανισμοῦ διδασκαλίας κατασκευάσασα δυσφημίαν τοῦ λόγου, ὥς ἄρα καταθύσαντες παιδίον μεταλαμβάνουσιν αὐτοῦ τῶν σαρκῶν, καὶ πάλιν ὅτι οἱ ἀπὸ τοῦ λόγου τὰ τοῦ σκότου πράττειν βουλόμενοι σβεννύουσι μὲν τὸ φῶς, ἕκαστος δὲ τῇ παρατυγούσῃ μίγνυται (2).

(1) S. JUSTIN, *Dial. avec Tryphon*, XVII, 1 (éd. G. ARCHAMBAULT).

(2) ORIGÈNE, *Contra Celsum*, VI, 27 (p. 97, 92, éd. P. KOETSCHAU). Ci-dessous, p. 32.

« Aujourd'hui encore, ajoute Origène, cette calomnie en trompe quelques-uns (οἱ δὲ ἐκ τῶν ἀπιστατῶν τινος) et les détourne d'entrer même en conversation avec les chrétiens. »

L'opinion exprimée avec tant d'assurance par S. Justin et, trois quarts de siècle après lui, par Origène, sur les premiers auteurs et propagateurs des calomnies, n'était-elle que leur opinion personnelle ou était-elle commune à tous les chrétiens? Ne venait-elle pas simplement de l'hostilité, maintes fois constatée, des juifs envers les chrétiens?

II

Quoi qu'il en soit, on peut dire que toute la littérature chrétienne du II^e siècle est remplie de ces calomnies. Le II^e siècle est celui des apologistes grecs, qui vont élever la voix pour défendre la religion nouvelle et pour repousser les accusations dont on ne cesse de l'accabler. Ils se nomment Aristide, Méliton, Justin, Tatien, Athénagore, Théophile. Tous mentionnent les calomnies infamantes qui circulent dans le peuple et qui vont désormais se précisant peu à peu. C'est à la fin du même siècle que nous les trouverons arrivées à leur plein développement chez les premiers apologistes latins, Minucius Felix et Tertullien.

Les apologistes grecs, que nous interrogeons d'abord ⁽¹⁾, sont des philosophes de profession, élevés dans la culture hellénique. Devenus chrétiens, ils se font plus encore les avocats que les prédicateurs du christianisme. Pour fixer les dates, citons ceux qui nous intéressent surtout. Aristide est un philosophe d'Athènes; il adressa son apologie à Antonin le Pieux (138-161) ⁽²⁾. Elle nous a été révélée assez récemment par une

(1) Voy. W. v. CHRIST, W. SCHMID, O. STAHLIN, *Gesch. der griech. Literatur*, 6^e éd. (1924), t. II, 2, pp. 1274 et ss. P. BATTIFOL, *La Littérature grecque (chrétienne)*. Paris, 1901, pp. 84 et ss.

(2) Non à Hadrien, comme dit EUSÈBE, *Hist. eccl.*, IV, 3, 3.

version grecque, qu'on a pu compléter par un fragment arménien ⁽¹⁾.

S. Justin est un Grec, né en Judée, vers l'an 100. Philosophe platonicien de profession, il est venu à Rome pour enseigner. Là il s'est converti et il a écrit sa *Première Apologie*, présentée à Antonin le Pieux vers l'an 150, et sa *Deuxième Apologie*, adressée au Sénat romain, cinq à dix ans après, et son *Dialogue avec Tryphon*, plus tard encore. Il subit le martyre entre 163 et 167.

Tatien n'est pas un Grec, mais un Syrien élevé dans l'hellénisme. Il vint à Rome, où il fut auditeur de S. Justin et rhéteur de profession. Converti, il y écrivit son *Discours aux Grecs*, entre 163 et 172.

Athénagore s'intitule « philosophe athénien chrétien ». Il adressa sa *Supplique pour les Chrétiens* à Marc-Aurèle et à Commode, qui fut associé à l'Empire en 176.

C'est aussi entre 176 et 180 que Méliton, évêque de Sardes, envoya son *Apologie* à Marc-Aurèle; et c'est après la mort de Marc-Aurèle (180) que fut écrit un traité en trois livres, sur la foi chrétienne, adressé à un certain Autolyceus (Πρὸς Αὐτολύκου Ἑλλήνα περὶ τῆς τῶν Χριστιανῶν πίστεως), dont on identifie l'auteur avec S. Théophile, évêque d'Antioche.

Il n'est pas étonnant que les apologistes du temps d'Antonin le Pieux, de Marc-Aurèle et de Commode aient tenu à repousser les calomnies païennes qui circulaient au sujet des assemblées chrétiennes. En effet, deux hommes considérables de leur temps les avaient fait retentir dans tout l'Empire pour exciter la haine publique contre les chrétiens. M. Cornelius Fronton, né à Cirta (Constantine), devint consul en 163; rhéteur fameux, maître de Marc-Aurèle et de Verus, sénateur influent, il fut l'un des hommes les plus célèbres de son temps. Il avait

(1) JOH. GEFFCKEN, *Zwei griechische Apologeten*, avec commentaire. Leipzig, 1907.

attaqué violemment les chrétiens dans un discours sensationnel, qui fut peut-être prononcé au Sénat ⁽¹⁾.

Ce fut plus tard, sous le règne commun de Marc-Aurèle et de Commode (176-180), que le philosophe platonicien Celse écrivit contre le christianisme un acte d'accusation méthodique et vigoureux, intitulé *Discours Véritable* (Ἀληθὴς Λόγος), qui eut un long retentissement, car nous venons de voir qu'entre 246 et 248 il fut encore réfuté par Origène ⁽²⁾.

Pris dans leur ensemble, les apologistes grecs représentent une phase distincte dans le développement de la légende que nous étudions. Bien que la nature des crimes imputés aux chrétiens se précise sous leur plume, on n'en voit pas encore clairement le mobile ni le but. Ce sont des forfaits commis en commun dans les assemblées secrètes (*occulta facinora*). Ils sont au nombre de trois : le premier est qualifié du nom d'anthropophagie ou encore de « festins de Thyeste » ; il est nécessairement précédé d'un autre, de l'homicide.

« On prétend, dit S. Justin dans sa *II^e Apologie*, que nous aimons à nous repaître de chair humaine (ἀνθρωπειῶν σαρκῶν βορὰν ἀγαθὴν ἡγουμένους). Pour nous justifier, nous pourrions déclarer publiquement que par l'homicide (ἐν τῷ ἀνδροφονεῖν), nous célébrons les mystères de Kronos, qu'en nous gorgeant de sang humain (ἐν τῷ αἵματος ἐμπιπλασθῆναι), nous ne faisons que

(1) MINUCIUS FELIX, *Octavius*, 9, 6 et 31, 2. Voy. O. BARDENHEWER, *Gesch. der altkirchlichen Litteratur*, t. I, pp. 158-159; M. SCHANZ, *Röm. Litteraturgeschichte*, t. VIII, 3, p. 96. Fronton mourut vers 169. Voy. *Ibid.*, p. 89.

(2) L'ouvrage d'Origène Κατὰ Κέλσου (éd. KOETSCHAU, vol. II) cite de longs passages de Celse, si bien qu'il permet de reconstituer en grande partie le *Discours Véritable*. C'est ce que vient de faire OTTO GLÖCKNER, *Celsi Ἀληθὴς λόγος*. Excussit et restituere conatus est. Bonn, Marcus u. Weber, 1925.

Parmi les auteurs païens du temps, il faut citer : Apulée, *Metam.*, IX, 14 et ss., qui introduit une femme débauchée, adonnée « au culte d'un dieu qu'elle disait seul et unique » ; et puis Lucien, *Peregrinus*, 13, qui lance quelques sarcasmes contre les chrétiens. Cf. W. v. CHRIST, *op. cit.*, t. II, 2, pp. 734-735. Ils ne font pas allusion au crime rituel. Marc-Aurèle (XI, 3) et Epictète (*Dissert.*, IV, 7, 6) parlent avec étonnement de la constance des martyrs devant le bourreau.

suivre l'exemple de Jupiter Latiaris ⁽¹⁾. » Dans sa *I^{re} Apologie*, il avait déjà cité parmi les infamies colportées contre les chrétiens (τὰ δύσφημα ἐκεῖνα μυθολογούμενα ἔργα), les repas de chair humaine (ἀνθρωπείων σαρκῶν βοράς) ⁽²⁾. Au juif Tryphon, il demande : « Outre le reproche que vous nous faites de ne pas vivre suivant la loi (juive), est-ce que vous attaquez aussi notre vie et nos mœurs (ἡ καὶ ὁ βίος ἡμῶν καὶ τὸ ἥθος διαβέβληται παρ' ὑμῖν ?).

» Est-ce que vous croyez, vous aussi, que nous mangeons réellement des hommes (ὅτι οὐκ ἐσθίομεν ἀνθρώπους) » ⁽³⁾ ?

Tatien connaît aussi cette accusation, mais il se borne à la repousser en passant : « En quoi nous offensoons-nous, ô Grecs ? Pourquoi détestez-vous comme les derniers des scélérats ceux qui suivent la parole de Dieu ? Chez nous, l'anthropophagie n'existe pas. » Παρ' ἡμῶν οὐκ ἔστιν ἀνθρωποφαγία. Et il se contente de rétorquer l'accusation en citant l'histoire de Pélops, de Kronos et de Zeus ⁽⁴⁾.

Athénagore dit à son tour : « On nous impute trois crimes : l'athéisme, les festins de Thyeste, les incestes d'Œdipe. Cela revient à dire que notre façon de vivre est pire que celle des bêtes sauvages, εἴ γέ τις ἀνθρώπος ὢν [Χριστιανῶν Nolte] ζῆν δίκην θηρίων. Mais ce ne sont que fables et calomnies inventées par le vice, qui est l'ennemi naturel de la vertu... » ⁽⁵⁾.

Jamais personne n'a osé dire qu'il nous a vus commettre ces forfaits ; nos esclaves, qui voient tout, ne nous ont jamais accusés. Quel homme sain d'esprit, nous voyant tels que nous sommes, pourrait nous appeler homicides ? Car il n'est pas possible de goûter des chairs humaines sans avoir d'abord tué un homme. Qui accuserait d'homicide et d'anthropophagie des

(1) S. JUSTIN, *II^e Apol.*, 42, 2-6. Éd. PAUTIGNY. (Textes et documents pour l'étude historique du christianisme, publiés par Hemmer et Lejay.)

(2) Id., *I^{re} Apol.*, 26, 7. Même édition.

(3) Id., *Dialogus cum Tryphone*, X, 1. Éd. G. ARCHAMBAULT. (Textes et documents.)

(4) TATIEN, *Ad Graecos*, 25 fin. Éd. E. SCHWARTZ.

(5) ATHÉNAGORE, *Supplicatio*, 3 (éd. E. SCHWARTZ et éd. J. GEFFCKEN).

hommes qui ne soutiennent pas la vue d'un homicide légitime » (1)? Athénagore dit encore : « Si les chrétiens ne croyaient pas à une vie future et à la résurrection des corps, on pourrait peut-être soupçonner que, esclaves de la chair et du sang, δουλεύοντας σαρκὶ καὶ αἵματι, ils cèdent à l'amour du gain ou à la passion » (2).

Enfin, S. Théophile s'élève contre l'accusation de « toucher aux chairs humaines » ; « c'est, dit-il, le crime le plus impie et le plus féroce de tous, καὶ τὸ ἀθεώτατον καὶ ὀμώτατον πάντων, σαρκῶν ἀνθρωπίνων ἐφάπτεσθαι ἡμᾶς. Mais ce ne sont que des discours vides de gens insensés ; c'est une vaine rumeur, que le temps a fortifiée (3). »

Passons à la troisième accusation, qui accompagne presque toujours les deux premières chez les apologistes grecs : les relations incestueuses, qualifiées d'unions semblables à celle d'Œdipe et de Jocaste.

Elle apparaît pour la première fois dans Aristide (4), qui dit d'une manière générale que les païens, pédérastes et incestueux, endossent aux chrétiens les infamies commises par eux-mêmes à l'exemple de leurs dieux.

Les apologistes suivants sont tous vagues : ils parlent de ces abominations pour des lecteurs avertis. Cependant dans S. Justin apparaît déjà une allusion à la mise en scène qui sera décrite plus tard par Minucius Felix. Il parle, en effet, « de lumières éteintes et de lampes renversées » pour favoriser l'orgie incestueuse, λυγρίας μὲν ἀνατρόπην καὶ τῆς ἀνέδην μίξεις (5). Rétorquant les accusations, il s'écrie : « Voilà les horreurs que vous commettez ouvertement, dont vous vous faites honneur, et que vous nous accusez de commettre, les lumières éteintes, plongés dans l'obscurité », ὥς ἀνατετραμμένου καὶ οὐ παρόντος φωτός (6). Ailleurs,

(1) ATHÉNAGORE, *Supplicatio*, 35.

(2) Id., *ibid.*, 31.

(3) S. THÉOPHILE, *Ad Autolyicum*, III, 4 et 15 (éd. J.-C. TH. OTTO).

(4) Ed. J. GEFFCKEN, 27, 2.

(5) S. JUSTIN, *I^{re} Apol.*, 26, 7.

(6) Id., *ibid.*, 27, 5.

il dit : « Si nous commettons ces infamies, nous pourrions dire hautement, pour nous justifier, que nous ne faisons qu'imiter Zeus et les autres dieux, en nous livrant sans retenue aux crimes contre nature et à l'adultère », ἐν τῷ ἀνδροβαστεῖν καὶ γυναιξὶν ἀδελῶς μίγνυσθαι ⁽¹⁾. Au juif Tryphon, il dit : « Est-ce que, vous aussi, vous croyez que nous mangeons des hommes (c'est la deuxième accusation) et qu'après le repas nous éteignons les lumières pour nous rouler dans des unions criminelles? » ὅτι μετὰ τὴν εἰλαπίνην ἀποσβεννύντες τοὺς λύχνους ἀθέσμοις μίξεσιν ἐγκυλιόμεθα ⁽²⁾.

Tatien se contente de dire en passant : « Nous accueillons tous ceux qui veulent écouter, vieilles femmes ou jeunes enfants; tous les âges, en un mot, sont également honorés chez nous; mais toute impureté reste loin de nous », τὰ δὲ τῆς ἀτελείας πρόβω κερύριται ⁽³⁾, comme il a dit : « Chez nous il n'y a pas d'anthropophagie ».

Athénagore range parmi les crimes reprochés aux chrétiens les « unions d'Œdipe » ⁽⁴⁾ et il consacre trois chapitres à la réfutation ⁽⁵⁾.

S. Théophile parle aussi en termes généraux : « Tu es un homme sensé, dit-il à Autolycus, et cependant tu supportes volontiers les insensés et tu te laisses émouvoir par leurs discours vides et tu crois la rumeur invétérée, ces bouches impies qui nous accusent faussement, en disant que, chez nous, les femmes de tous sont communes, que nous vivons dans la promiscuité, que nous avons commerce avec nos propres sœurs... », φασκόντων ὡς κοινὰς ἀπάντων οὖσας τὰς γυναῖκας ἡμῶν καὶ ἀδικόρως μίξει ζῶντας, ἔτι μὴν ταῖς ἰδίαις ἀδελφαῖς συμμίγνυσθαι ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ II^e Apol., 12, 2.

⁽²⁾ *Dialogus cum Tryphone*, X, 1.

⁽³⁾ *Ad Graecos*, 32.

⁽⁴⁾ *Supplicatio*, 3. Cf. 31 : μίξεις ἀθέτους, 32 : τὸ ἐπ' ἀδείας καὶ ἀδικόρως μίγνυσθαι.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, 32-34.

⁽⁶⁾ *Ad Autolycum*, III, 4. *Ibid.*, 6 : περὶ ἀθέσμου πράξεως. 8 : τούτους πράξεις ἀθέτους.

Vois si des hommes qui suivent notre doctrine peuvent vivre dans la promiscuité, se souiller par de criminelles unions... » ⁽¹⁾.

Nous n'insisterons pas sur la réfutation que les apologistes grecs opposent aux accusations. Disons seulement qu'elle est triple : ils montrent la vie pure, sobre et chaste des chrétiens, ils invoquent la nature et ils rétorquent l'accusation en alléguant la vie déréglée des païens, les vices et les crimes que les poètes prêtent à leurs dieux. Minucius Felix et surtout Tertullien puiseront à pleines mains dans leur argumentation.

Les apologistes sont des témoins qui disent ce qu'ils entendent et ce qu'ils voient. Mais nous avons un témoignage plus intéressant de leur époque, qui nous montre les calomnies en action pour ainsi dire : c'est l'admirable lettre que les Églises de Lyon et de Vienne adressèrent aux frères d'Asie et de Phrygie pour leur raconter en détail le procès des martyrs lyonnais et viennois de l'an 177. L'historien Eusèbe de Césarée nous l'a conservée tout entière ⁽²⁾.

C'était pendant les fêtes qui avaient lieu à Lyon à l'occasion de l'assemblée annuelle des députés de toutes les cités gauloises. La populace surexcitée s'en prit aux chrétiens de Lyon et de Vienne, qui furent arrêtés et traduits d'abord devant les magistrats de la colonie (*duumviri*), puis devant le juge criminel, le légat ou gouverneur de la Lyonnaise. Au lieu d'appliquer le rescrit de Trajan et de condamner les chrétiens sans examiner s'ils avaient commis des crimes de droit commun, le légat, ignorant les règles juridiques, fit porter tout l'effort de la procédure sur les crimes imputés par la populace. Les esclaves

⁽¹⁾ *Ad Autolycum*, 15.

⁽²⁾ EUSÈBE, *Hist. eccl.*, V, 1, 1-4. Comparez PAUL ALLARD, *op. cit.*, pp. 391-418. Récemment, l'authenticité de ce document a été mise en doute par J.-W. THOMPSON, dans *The American Journal of Theology*, t. XVI (1912), pp. 359 et suiv.; t. XVII (1913), pp. 248 et suiv. Elle a été défendue victorieusement, ce semble, par PAUL ALLARD, dans la *Revue des Questions historiques*, janvier 1913 et janvier 1914. Cf. U. KAHNSTEDT, *Die Martyrerakten von Lugudunum*, dans *Rhein. Museum*, t. LXVIII (1913), pp. 395-413.

païens des accusés furent interrogés et menacés de la torture. Exhortés par les soldats du gouverneur, ils « accusèrent leurs maîtres des fameux repas de Thyeste, des incestes d'Œdipe et d'autres choses, disent les auteurs de la lettre, qu'il ne nous est pas permis de dire ni de penser, ni même de croire, si jamais des hommes les avaient commises ⁽¹⁾ ». Il en résulta, ajoutent-ils, que les gens qui jusque-là avaient traité les chrétiens avec modération furent exaspérés et réclamèrent leur supplice. Pour la seconde fois, les martyrs furent soumis à une horrible torture : on voulait leur arracher l'aveu des crimes que leurs esclaves, menacés de la question, leur avaient imputés. Ils lassèrent leurs bourreaux. On en cite quatre surtout : Attale de Pergame, qui était « la colonne et l'appui » de l'Église lyonnaise; Sanctus, diacre de Vienne; Maturus, néophyte; Blandine, une jeune esclave. « Je suis chrétienne, répondait toujours Blandine, et il ne se fait rien de mal parmi nous », καὶ παρ' ἡμῶν οὐδὲν φαῦλον γίνεται (§ 19). C'est en vain que les bourreaux espéraient faire avouer par Sanctus « des choses blâmables », ἀκούσεσθαι τι παρ' αὐτοῦ τῶν μὴ δεινῶν (§ 20). Il se contentait de répéter en latin : *Christianus sum*.

Parmi les chrétiens mis à la question, la lettre mentionne aussi une jeune fille appelée Biblis. Elle avait d'abord succombé et renié sa foi. On espérait la forcer d'avouer les crimes des chrétiens, ἀναγκάζων εἰπεῖν τὰ ἄλλα περὶ ἡμῶν (§ 25). N'avait-elle pas manqué de courage une première fois? Au milieu d'affreuses tortures, s'éveillant comme d'un profond sommeil, elle s'écria avant d'expirer : « Comment se pourrait-il qu'ils mangeassent de petits enfants, ces hommes à qui il n'est pas même permis de

(1) EUSEBE, *loc. cit.*, § 14 : καὶ ἔθνικοί τινες οἰκέτας τῶν ἡμετέρων κατεψεύσαντο ἡμῶν Θυέστηα δεῖπνα καὶ Οἰδιποδείους μίξεις καὶ ὅσα μήτε λαλεῖν μήτε νοεῖν θέμις ἡμῖν, ἀλλὰ μηδὲ πιστεύειν εἴ τι τοιοῦτο πώποτε παρὰ ἀνθρώποις ἐγένετο.

goûter le sang des animaux ⁽¹⁾? » Πῶς ἂν παιδίᾱ φαγοῖεν οἱ τοιοῦτοι, οἷς μηδὲ ἀλόγων ζώων αἷμα φαγεῖν ἐξόν (§ 26).

Attale de Pergame est placé sur un siège de fer rougi au feu. L'odeur de sa chair rôtie arrive aux narines des spectateurs : « Voilà, s'écrie-t-il en latin, ce qu'on peut appeler manger des hommes, et c'est vous qui le faites. Quant à nous, nous ne mangeons pas des hommes et nous ne faisons aucun mal. » *Nos enim neque comedimus homines, neque aliud quid mali agimus* ⁽²⁾ (§ 52).

Chose sans exemple, illégale, mais logique, le légat fit jeter en prison tous les chrétiens qui, arrêtés d'abord, avaient renié leur foi (§ 33). Puisqu'ils avaient été chrétiens, ils devaient être coupables d'homicide et d'inceste (ἀνδροφόνου καὶ μιαινοῦ), et ils devaient être poursuivis pour ces crimes, tandis que les confesseurs se faisaient gloire d'être détenus comme chrétiens.

Cependant, le légat eut des scrupules. Comme Pline l'avait fait autrefois, il consulta l'Empereur. La réponse, dit Renan ⁽³⁾, fut « dure et cruelle ». Le nouveau rescrit était un rappel aux règles établies par Trajan : « Condamnez à la peine capitale ceux qui s'obstineront à se déclarer chrétiens; acquittez les autres » (§ 47). Cela voulait dire que le seul crime à punir était la profession obstinée de christianisme, qu'il ne fallait tenir aucun compte des accusations d'homicide et d'inceste.

Le récit des chrétiens de Lyon et de Vienne nous apporte une précision nouvelle. Les apologistes grecs parlent toujours d'homicide, d'anthropophagie et d'inceste. Biblis, pour la première fois, parle de petits enfants mangés et par conséquent immolés d'abord, d'infanticide, et c'est ce qui va nous amener directement à la dernière phase de la légende, telle qu'elle apparaîtra dans

(1) On voit ici qu'à cette époque les chrétiens observaient encore la prescription du Concile de Jérusalem (*Act. Apost.*, XV, 20), qui avait défendu l'usage du sang des animaux. TERTULL., *Apolog.*, IX, 13 et 15. MINICIUS FELIX, *Octavius*, 30, 6.

(2) Trad. de RUFIN.

(3) E. RENAN, *Marc-Aurèle*, p. 326.

Minucius Félix et dans Tertullien, avant de disparaître au siècle suivant.

Mais, avant de passer à ces deux auteurs, pour bien comprendre ce que leur version aura de nouveau et de caractéristique, il faut insister encore sur celle des apologistes grecs.

D'abord les crimes reprochés aux chrétiens, l'anthropophagie et l'inceste, sont-ils, aux yeux des accusateurs, des mystères du culte chrétien? Ou les chrétiens sont-ils simplement regardés comme des monstres friands de sang et de chair humaine, comme des cannibales et comme des débauchés, adonnés à une lubricité sans bornes et à des pratiques infâmes? On pourrait le croire, quand on lit dans S. Justin : « Moi-même, quand j'étais disciple de Platon, entendant les accusations portées contre les chrétiens et les voyant intrépides en face de la mort et de ce que les hommes redoutent, je me disais qu'il était impossible qu'ils vécussent dans le mal et dans l'amour des plaisirs ⁽¹⁾. Quel homme adonné au plaisir et à la débauche, aimant à se repaître de la chair humaine, pourrait courir au-devant de la mort et supporter la privation de ses biens? Ne chercherait-il pas à jouir à tout prix de la vie présente, à se soustraire aux magistrats, bien loin de s'exposer à la mort en se dénonçant lui-même? » ⁽²⁾. Le langage des apologistes est vague; ils s'abstiennent de donner des précisions sur le but comme sur la cérémonie elle-même. Cependant il paraît vraisemblable que, pour les accusateurs et pour la foule, l'homicide, l'anthropophagie et l'inceste faisaient partie des rites, des mystères chrétiens. Au juif Tryphon, S. Justin dit : « Vous avez répandu le bruit que c'est le Christ qui a enseigné ces choses impies, illícites et abominables, que vous répandez dans tout le genre humain contre ceux qui reconnaissent le Christ comme maître

⁽¹⁾ Cf. ATHÉNAGORE, *Suppl.*, 31 : « esclaves de la chair et du sang ». Ci-dessus, p. 14, n. 2.

⁽²⁾ S. JUSTIN, *II^e Apol.*, 12, 1-2.

et comme fils de Dieu ». Ces abominations font donc partie de l'enseignement du Christ, δεδιδαχέναι καὶ ταῦτα ἄπερ ... ἄθεις καὶ ἄνομοι καὶ ἀνόσιτοι λέγετε (¹).

Mais peut-être est-il vain de poser cette question. Les accusateurs étaient d'accord sur les faits imputés; ils ne l'étaient pas sans doute sur le mobile et le but. Pour les uns, c'était simplement un goût contre nature, une aberration, qui faisait exclure les chrétiens du genre humain (²); pour les autres, c'était une prescription de la doctrine chrétienne, qu'on déclarait abominable.

Quoi qu'on pense, il résulte encore du langage des apologistes que, pendant le II^e siècle, les calomnies étaient répandues dans tout l'Empire. Au début du siècle, Tacite et Pline le Jeune y font allusion, l'un à Rome et l'autre en Bithynie; S. Justin (³) et Tatien les combattent à Rome, comme fera Minucius Félix; les chrétiens de Lyon et de Vienne en sont accusés et le légat de la Lyonnaise, peu au courant de la procédure, croit devoir faire une enquête; en 197, Tertullien les combattrait avec vigueur à Carthage. Minucius Félix fera dire par le païen Cecilius : « On connaît leur banquet : partout, tout le monde en parle et le discours de notre compatriote de Cirta (Fronton) en est témoin », *passim omnes locuntur* (⁴). Partout le peuple croyait fermement à ces fables absurdes; et ceux qui, comme Fronton, voulaient exciter la haine publique contre les chrétiens, les répétaient avec force et avec succès, soit devant les juges, soit même devant le Sénat romain. Quant aux juges ou gouverneurs des provinces, le rescrit de Trajan, conservé par Pline, leur avait interdit de les prendre en considération : ils devaient se contenter de l'aveu obstiné du « nom chrétien », qui suffisait pour condamner à mort. Si les juges n'y croyaient guère, cer-

(¹) S. JUSTIN, *Dial. avec Tryphon*, § 108.

(²) On les appelait *tertium genus*, en les opposant aux païens et aux juifs. TERTULL., *Ad nat.*, I, 8 (pp. 71, 16).

(³) S. JUSTIN constate qu'ils sont répandus sur la terre entière. Voy. p. 9, n. 1.

(⁴) MINUCIUS FELIX, *Octavius*, 9, 6.

tains témoignages, tels que ceux des esclaves de Lyon, devaient pourtant les troubler. Ils faisaient parfois une enquête, qui restait infructueuse. Pline déclare qu'il n'a rien trouvé, et les efforts du légat de la Lyonnaise pour arracher des aveux restèrent vains. Et pourtant S. Justin affirme formellement ⁽¹⁾ que la torture arrachait des aveux aux esclaves des accusés et que des chrétiens furent condamnés à mort à cause des calomnies répandues contre eux.

III

Nous abordons enfin la dernière phase de la légende du crime rituel. Elle est intéressante; d'abord, la nature du crime va se préciser : c'est vraiment un crime rituel; ensuite, elle permettra peut-être de résoudre une importante question de priorité littéraire. En effet, il en existe deux témoins : Minucius Felix, dans son dialogue entre un païen et un chrétien, qu'il a intitulé *Octavius*, et Tertullien, dans ses deux ouvrages intitulés *Ad nationes* et *Apologétique*. Quelle est la version que l'un et l'autre donnent des calomnies païennes et quel est celui des deux qui a écrit le premier? Voilà les questions qui se posent.

Par leur talent littéraire et oratoire, l'un et l'autre l'emportent de loin sur les apologistes grecs. Nous sommes en présence de deux écrivains qui connaissent tous les secrets de l'art d'écrire et savent en appliquer les préceptes. Ils sont aussi avocats l'un et l'autre et ils savent comment il faut s'y prendre pour convaincre des auditeurs ou des lecteurs.

Tertullien rédigea ses deux ouvrages en l'an 197 ⁽²⁾. Il commença par le traité *Ad nationes*, sorte de pamphlet adressé

⁽¹⁾ S. JUSTIN, II^e Apol., 12, 4.

⁽²⁾ Peu après la sanglante bataille de Lyon, où Septime-Sévère vainquit ses rivaux Albinus et Niger. Nous le savons par un passage de ces deux écrits. Voy. notre article du *Musée Belge*, t. XIX-XXIV (1920), pp. 163-174.

aux nations païennes, où il défend le christianisme avec énergie et attaque le polythéisme avec virulence. Or, tout en rédigeant cet écrit dans les premiers mois de l'année 197, Tertullien, qui avait peut-être brillé au barreau, qui avait reçu en tous cas une forte éducation juridique et oratoire ⁽¹⁾, sentit que sa diatribe adressée aux nations ne suffirait pas, qu'il y avait autre chose à faire, une chose qu'on n'avait pas encore tentée : il eut l'idée de défendre le christianisme sur le terrain légal, en avocat, devant les magistrats mêmes qui appliquaient la loi de proscription, devant les gouverneurs des provinces, *Romani imperii antistites*. Il voulut écrire un plaidoyer, tel qu'il l'aurait prononcé devant les juges, s'il en avait eu la faculté, un discours apologétique (*Apologeticum*) ou une « lettre ouverte », comme il le dit lui-même (*via tacitarum litterarum*) ⁽²⁾. Il en mena la rédaction de front avec celle du pamphlet, dont il reprit à peu près toutes les idées, tous les arguments. C'étaient du reste des idées et des arguments que les apologistes grecs avaient déjà mis en avant. Son mérite consiste à leur donner une forme nouvelle, plus expressive et plus littéraire. Il était nourri de ses prédécesseurs grecs, qu'il énumère quelque part ⁽³⁾, déclarant qu'il voudrait les prendre pour modèles, surtout S. Justin. Il ne faudra pas l'oublier : partout Tertullien emprunte les idées, mais toujours il leur donne une forme originale.

Parmi ses sources, nous plaçons aussi un Latin, Minucius Félix, écrivain élégant et délicat, qui nous a laissé un petit dialogue, intitulé *Octavius*, « un charmant petit ouvrage, comme disait Gaston Boissier, qui par les Tusculanes remonte jusqu'au Phèdre et semble éclairé d'un rayon de la Grèce ⁽⁴⁾. » Nous

⁽¹⁾ Voy. notre article : *Pour étudier Tertullien*, dans le *Musée Belge*, t. XXV (1921), p. 17.

⁽²⁾ TERTULL., *Apolog.*, I, 1. Voy. *Musée Belge*, 1920, p. 172.

⁽³⁾ IDEM, *Adversus Valentinianos*, 5 : *quos in omni opere fidei... optaverim adsequi*.

⁽⁴⁾ GASTON BOISSIER, *La fin du Paganisme*, t. I, p. 289.

ignorons la date de l'*Octavius*. Est-il antérieur ou postérieur à l'*Apologétique*? Entre ces deux chefs-d'œuvre de la littérature latine chrétienne, il y a souvent concordance d'idées, ce qui est naturel, et concordance de mots, ce qui prouve une imitation directe et systématique. Or, l'examen auquel nous allons nous livrer prouvera une fois de plus, si nous ne nous trompons, que Tertullien est l'imitateur et que c'est Minucius Félix qui eut l'honneur d'ouvrir la série des écrivains latins chrétiens ⁽¹⁾.

Commençons donc par lui. Dans l'*Octavius*, la question du meurtre rituel imputé aux chrétiens vient deux fois : d'abord dans le réquisitoire du païen Cecilius contre les mœurs des chrétiens, puis dans la réfutation qu'y oppose le chrétien Octavius (chap. IX et XXX à XXXI) ⁽²⁾.

« Il faut exterminer cette secte exécrable, dit Cecilius, cette secte dont les sanctuaires surgissent partout grâce à la corruption des mœurs. » C'est donc la dépravation des chrétiens qu'il va prouver. Les chrétiens sont des gens qui se reconnaissent mutuellement à des signes secrets et qui pratiquent entre eux une sorte de culte de la luxure, on peut dire de l'inceste, puisqu'ils s'appellent entre eux « frères et sœurs ». Ils adorent, dit-on, une tête d'âne, ou encore les *genitalia sacerdotis*, ou encore un criminel puni du supplice de la croix. Le récit qu'on fait de l'initiation des néophytes est aussi horrible que connu, *fabula tam detestanda quam nota est* ⁽³⁾. Et voici comment Cecilius décrit cette cérémonie : « Un jeune enfant, qu'on a eu soin

⁽¹⁾ La question de priorité a été résolue récemment en faveur de Minucius Felix, par un lauréat de l'Académie royale, M. GEORGES HINNISDAELS, dans sa dissertation intitulée : *L'Octavius de Minucius Felix et l'Apologétique de Tertullien*. (MÉM. DE L'ACAD. ROY. DE BELG. [Classe des Lettres]. Collection in-8°, 2^e sér., t. XIX, 440 pp., 1924.)

⁽²⁾ Nous citons notre édition (Leipzig, Teubner, 1912) et notre traduction, 4^e éd. (Louvain, Joseph Peeters, 1925).

⁽³⁾ Dans l'exomologèse, le pénitent venait s'agenouiller devant celui qui présidait l'assemblée. Voy. dom H. LECLERCQ, *art. cité*, col. 275. TERTULL., *De paenitentia*, 9 : *presbyteris advolvi et caris Dei adgeniculari*. Cf. OTTO, ad Athenag., *Suppl.*, 32.

de couvrir de farine, pour abuser le novice sans défiance, est placé devant celui qui va être initié aux mystères. Trompé par ce bloc enfariné, qui lui fait croire que ses coups sont inoffensifs, le néophyte tue l'enfant en lui portant des blessures invisibles et cachées. Ô sacrilège! Le sang de cet enfant, ils le lèchent avidement; ses membres, ils se les disputent et se les partagent; c'est par cette victime qu'ils cimentent leur alliance, c'est par cette complicité dans le crime qu'ils s'engagent à un mutuel silence! Voilà, s'écrie le païen Cecilius, voilà des cérémonies plus affreuses que tous les sacrilèges! »

Le rite de l'initiation comprend donc 1° un infanticide, que le néophyte doit commettre lui-même en plongeant le couteau dans le corps de l'enfant et qu'il commet sans le savoir, grâce à une supercherie clairement décrite; 2° un repas de sang et de chair, auquel les assistants prennent part avec une avidité de cannibales ⁽¹⁾.

De la cérémonie d'initiation, Cecilius distingue nettement le banquet des chrétiens, suivi d'une orgie incestueuse.

« Et leur banquet, continue-t-il, tout le monde sait ce qui s'y passe; le discours de notre compatriote de Cirta ⁽²⁾ l'atteste également. *A un jour de fête*, ils se réunissent pour le festin avec tous leurs enfants, leurs femmes, leurs sœurs, leurs mères, individus de tout âge et de tout sexe. Là, après un copieux repas, lorsque l'animation du festin est à son comble et que l'ivresse allume les passions incestueuses, ils excitent un chien attaché au candélabre, à bondir vivement, en lui jetant une bouchée au delà de la longueur de la corde qui le retient. Ainsi la lumière qui aurait pu les trahir s'éteint; alors, ils cachent sous les impudentes ténèbres les étreintes d'une passion

⁽¹⁾ Il faut comparer le chapitre XXVIII, 2 : *quasi Christiani ... infantes vorarent, convivia incesta miscerent*. Ibid., 5 : *arguendi magis (= potius), non ut diffiterentur se christianos, sed ut de incestis stupris, de impiatis sacris, de infantibus immolatis diffiterentur*.

⁽²⁾ C'est ainsi qu'il appelle Fronton. (Voy. plus haut, p. 12, n. 1.)

criminelle, au hasard du sort; et, si tous ne sont pas incestueux en fait, ils le sont tous par l'intention, car tous appellent de leurs vœux ce qu'il peut arriver à chacun de faire. »

Dans sa réfutation ⁽¹⁾, Octavius distingue aussi nettement l'initiation du banquet. Celle-là comprend le meurtre d'un enfant suivi du repas de sang : *qui initiari nos dicit aut credit de caede infantis et sanguine* ⁽²⁾. « Crois-tu possible qu'un corps si tendre, si faible, soit susceptible de recevoir de si mortelles blessures? Que quelqu'un puisse tuer un nouveau-né, qui est à peine un homme, répandre et boire ce jeune sang? Personne ne peut croire à pareille barbarie, à moins d'en être capable. » Et vous en êtes capables, continue-t-il, et voici qu'il rétorque l'accusation en montrant que l'infanticide ou du moins l'homicide est fréquent chez les païens : exposition ou mise à mort des nouveau-nés, avortements, immolation d'enfants à Saturne, d'hommes faits dans certains cultes de Tauride, d'Égypte, de Gaule; de Rome même, où Jupiter Latiaris se repait du sang d'un criminel et a trouvé des imitateurs (Catalina, prêtres de Bellone, épileptiques et ceux qui se gorgent de la chair des bêtes tuées dans l'arène). Aux païens, il oppose les chrétiens, à qui il n'est pas même permis d'être les spectateurs d'un homicide, soit au théâtre, soit à l'amphithéâtre, qui s'abstiennent même du sang des animaux ⁽³⁾.

Dans un chapitre spécial, Octavius réfute l'accusation du banquet terminé par l'inceste. C'est une imposture inventée par les démons pour éloigner les hommes du christianisme. L'inceste est commun chez les païens, grâce aux méprises que causent l'exposition des enfants et le dérèglement général des mœurs. Il est invraisemblable chez les chrétiens, qui mènent une vie pure et sobre.

⁽¹⁾ *Octavius*, 30-34.

⁽²⁾ Il y a ici une variante : Octavius dit que les chrétiens se contentent de boire le sang; ils ne se partagent pas la chair de la jeune victime, comme le disait Cecilius au chapitre IX.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 18, n. 1.

Il faut insister sur plusieurs points. Voici d'abord une nouveauté : il ne s'agit plus d'un homicide en général, mais de l'immolation d'un nouveau-né. Ensuite le but de ce double crime est clair : ce sont des actes du culte chrétien, qui servent à l'initiation des néophytes et les lient par le secret d'un crime atroce. L'infanticide est donc vraiment un *meurtre rituel*. Cécilius sait aussi comment il se pratique, par quel artifice le néophyte est amené à immoler l'enfant sans le savoir. Tout cela était encore inconnu des apologistes grecs. Enfin, le banquet, qui est distinct de la cérémonie d'initiation, est, lui aussi, entré dans la liturgie chrétienne. La mise en scène, avec les chiens qui ont pour mission de renverser les lumières, est décrite avec toute la clarté désirable. S. Justin y avait fait allusion sans la décrire : il avait parlé, comme d'une chose notoire, de ces renversements de lumières. Minucius Félix n'invente donc rien, mais il décrit avec art et avec clarté. On peut se demander seulement si ce n'est pas l'écrivain qui choisit, parmi les rumeurs populaires, celles qui conviennent le mieux à son but et qui les fait arranger par le païen Cécilius pour rendre toute cette fable plus vraisemblable. Il déclare qu'il emprunte à un fameux discours de Fronton ce qu'il dit du banquet et de l'orgie.

Passons à Tertullien ⁽¹⁾. Si l'on compare l'*Apologétique* avec le traité *Ad nationes*, qui en est comme une première rédaction, on voit que Tertullien a hésité avant d'arriver à sa version définitive. Celle-ci dénote l'avocat habile, qui comprend qu'une accusation ne se réfute facilement que si elle est d'abord bien définie. Tertullien distingue nettement les accusations païennes en deux sortes : 1° les crimes secrets (*occulta facinora*), qui se commettent, dit-on, dans les assemblées chrétiennes, inaccessibles aux profanes ; 2° les crimes que tout le monde peut constater et dont les chrétiens tirent gloire (*manifestiora cri-*

(1) On trouvera de nombreux rapprochements dans l'édition récente de J.-E.-R. MAYOR et ALEX. SOUTER, *Tertulliani Apologeticus* (Cambridge, 1917), pp. 485-240.

mina), les crimes de sacrilège et de lèse-majesté, c'est-à-dire le refus de rendre un culte aux dieux et aux empereurs. Il commence par les crimes secrets et il y insiste longuement, en trois chapitres, où rien n'est oublié : la définition des crimes, la réfutation, la rétorsion. Il ne croit nullement qu'il suffit, pour écarter ces accusations, d'un geste de dédain, d'un appel au bon sens ⁽¹⁾. Il les discute point par point, car le vulgaire y croit et les magistrats se laissent entraîner par l'opinion du vulgaire, soit par crainte, soit par respect humain ⁽²⁾. Et si la loi leur prescrit, depuis Trajan, de borner leur enquête au « nom chrétien », au moins l'imputation de ces monstruosité rendait-elle les accusés odieux et faisait-elle taire tout sentiment de pitié à l'égard de ces malheureux qu'on déclarait « coupables de tous les crimes, ennemis des dieux, des empereurs, des lois, des mœurs, de la nature entière » ⁽³⁾.

Tertullien a ordonné ces trois chapitres jusque dans les détails les plus infimes ⁽⁴⁾ ; il y a mis une suite parfaite. Pour rendre la réfutation adéquate à l'accusation, il a eu soin de bien définir le crime. Chez lui, le triple crime secret forme les trois actes de la cérémonie de l'initiation et, par conséquent, un crime rituel : « Nous sommes, dit-on, les derniers des scélérats à cause de notre sacrement (ou rite) de l'infanticide, à cause de la pâture que nous en tirons et à cause de l'inceste commis après le banquet... » *Dicimur sceleratissimi de sacramento infanticidii et pabulo inde et post convivium incesto...* ⁽⁵⁾ Cette initiation

⁽¹⁾ Comme il a paru à PAUL MONGEAUX, *Hist. litt. de l'Afrique chrét.*, I, p. 229.

⁽²⁾ *Apolog.*, I, 1.

⁽³⁾ *Ibidem*, II, 16.

⁽⁴⁾ Voyez l'analyse dans notre *Commentaire de l'Apologétique*. (BIBL. DE LA FACULTÉ DE PHILOSOPHIE ET LETTRES DE L'UNIV. DE LIEGE, t. XXIII.) Comparez R. HEINZE, *Tertullians Apologeticum*. (BERICHTE DER KG. SÄCHS. GES. DER WISS., PHIL.-HIST. Klasse, 62. Bd (1910), pp. 318-332.)

⁽⁵⁾ TERTULL., *Apolog.*, VII, 1. Nous citons notre édition critique de l'*Apologétique* et notre traduction. (Même Bibliothèque, t. XXII.) Pour les autres traités, nous citons l'édition Reifferscheid et Wissowa.

criminelle, en trois actes ⁽¹⁾, est obligatoire pour tout nouveau chrétien : c'est elle qui fait le chrétien, qui le rend capable de participer à la vie chrétienne; elle est indispensable pour donner la vie éternelle! Voilà donc, selon Tertullien, prêtre de Carthage, l'idée que les païens de son temps se faisaient de la cérémonie d'initiation, de son but et de ses effets. Elle comprend :

1° L'infanticide ou *immolation d'un nouveau-né*, qui est donc un *meurtre rituel*. Il faut un enfant tout jeune, encore vagissant, qui rie sous le couteau, car, dans un sacrifice, les pleurs seraient de mauvais augure, suivant l'idée païenne. C'est le néophyte qui plonge le couteau dans le corps de l'enfant, mais on use d'une supercherie pour qu'il ne sache pas quel acte horrible il commet.

2° *Le repas de sang*. Les assistants attendent avec impatience : ils sont avides de ce « jeune sang ». Dès qu'ils le voient couler, ils y trempent leur pain, qu'ils mangent avec délices : *exipe rudem sanguinem, eo panem tuum satia, vescere libenter* ⁽²⁾. La perscription rituelle veut qu'ils mangent ce pain trempé dans le sang « avec délices » (*libenter*), car tout ce qui est rituel doit se faire *libenti animo*.

3° *Le banquet incestueux*. C'est le troisième acte de l'initiation, aussi nécessaire que les deux autres. Il est suivi d'une orgie, où l'inceste est obligatoire : *Piaculum enim admiseris, nisi incestum feceris*. Ici interviennent « des chiens dressés, en véritables entremetteurs des ténèbres, à renverser les lumières pour jeter un voile discret sur ces débauches impies » ⁽³⁾. Ces monstruosité sont imposées au néophyte et les initiés les renou-

(1) Les deux premiers actes du crime rituel ne sont qu'une déformation de la Cène chrétienne. Alfred Loisy (*Le Sacrifice*, p. 447) range celle-ci parmi les sacrifices d'initiation. Cela ne paraît vrai que pour la Cène ainsi déformée, mais pas pour la vraie Cène chrétienne.

(2) *Apolog.*, IX, 2; *Ad nat.*, I, 7 (p. 74, 2). Voy. encore ci-dessus, p. 8.

(3) *Apolog.*, VII, 1; *Ad nat.*, I, 2 (p. 64, l. 17); 7 (p. 68, l. 12 et p. 69, l. 20); 15 (p. 86, 3).

vellent avec lui. Ils aiment du reste à jouer cette « tragédie d'Œdipe » ⁽¹⁾.

On voit quelle différence sépare cette conception très nette de celle des apologistes grecs, toujours imprécise, et aussi de celle de Minucius Félix, qui distingue le banquet incestueux de l'infanticide procurant le sang et la chair nécessaires pour l'initiation et fait de ce banquet une cérémonie d'un autre caractère.

Cette conception correspond-elle à la réalité, c'est-à-dire était-ce celle de la foule, de tous ceux qui accusaient les chrétiens? On peut en douter, car la foule devait donner à l'accusation des formes très diverses. Il est évident que l'avocat des chrétiens a négligé les variantes, que c'est lui qui le premier a imaginé une accusation d'une parfaite unité, afin de pouvoir mieux la saisir corps à corps.

Quoi qu'il en soit, il est à remarquer que Tertullien n'a pas cru devoir présenter un exposé suivi, clair et complet, comme l'a fait Minucius Félix. Nous devons deviner les détails ou les tirer de sa longue réfutation, où elle n'apparaît que par pièces et par morceaux.

Ainsi, il en appelle au témoignage de la nature, qui défend de croire à de pareils bruits. Les païens peuvent-ils y croire? Je le demande, dit ironiquement Tertullien :

« Toi qui le crois, penses-tu que cela vaille la peine d'arriver à la vie éternelle avec une pareille conscience? Viens, plonge le fer dans le corps de cet enfant, qui est le fils de tous; ou bien, si un autre doit accomplir cet office ⁽²⁾, toi, va donc voir cet homme qui meurt avant de vivre; attends que cette âme toute neuve s'échappe, recueille ce jeune sang, trempes-y ton pain, repais-toi avec délices. Cependant, assis à table, compte les places, celle de ta mère, celle de ta sœur; note-les soigneusement, afin de ne pas te tromper, quand les chiens auront fait

⁽¹⁾ *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 14) : *et nihil tragoediae Thyestae vel Oidipodis erumpunt.*

⁽²⁾ Si tu assistes à l'initiation d'un autre.

tomber les ténèbres. Car tu te rendras coupable d'un sacrilège, si tu ne commets pas un inceste. Initié à de pareils mystères, revêtu de ce sceau, tu vis éternellement ⁽¹⁾. »

Pour insister sur l'invraisemblance de l'accusation, il imagine encore une prosopopée. Voici le néophyte qui va trouver le « père des mystères » (*pater sacrorum*) pour fixer les préparatifs à faire ⁽²⁾. Celui-ci lui dit : « Il te faudra un enfant, encore tendre, qui ne sache pas ce que c'est que la mort, qui sourie sous ton couteau; et puis, du pain, pour recueillir ce jus de sang; en outre, des candélabres et des lampes et quelques chiens et des bouchées de viande, pour les faire bondir et renverser les lumières. Surtout tu devras venir avec ta mère et avec ta sœur ⁽³⁾ ».

Tout cela, c'est de l'ironie, c'est du sarcasme destiné à faire éclater l'absurdité, l'invraisemblance de toutes ces inventions de l'imagination populaire. Mais on voit que c'est indirectement que nous apprenons le détail de la mise en scène, tandis que Minucius Félix l'expose directement, d'une manière complète et explicite. Comme S. Justin, Tertullien suppose ses auditeurs parfaitement informés. Il s'en réfère à des bruits que tout le monde est censé connaître.

Il mentionne aussi de façon énigmatique la fameuse supercherie employée pour tromper le néophyte sur le crime qu'il va commettre. En effet, il se borne à une vague allusion : « Mais, direz-vous, on suggère un crime à des ignorants, on le leur

⁽¹⁾ *Apolog.*, VIII, 1-2. Ce discours se trouve déjà, avec de légères variantes, dans *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 25, à p. 71, l. 15).

⁽²⁾ L'initiation chrétienne est assimilée ici à celle des mystères païens. Remarque *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 10) : *nilhil enim umquam retro de Christianis mysteriis audierant*. Apulée (*Metam.*, XI, 22-23) fournit un curieux parallèle de ces recommandations de l'hiérophante dans les mystères d'Isis : *Indidem mihi praedicat (sacerdos praecipuus) quae forent ad usum teletae necessario praeparanda. Et protinus naviter et aliquanto liberalius partim ipse partim per socios coemenda procuro*.

⁽³⁾ *Apolog.*, VIII, 7-8. Semblable discours dans *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 1 et suiv.), avec légères variantes de forme.

impose » (1). Comment le suggère-t-on? Comment l'impose-t-on? Tertullien ne le dit pas et ne le fait pas deviner. Octavius seul le sait et le dit : le néophyte ne voit qu'un bloc enfariné, qui cache l'enfant!

Et le repas qu'on tire de l'infanticide (*et pabulo inde*), quel est-il? Nous venons de voir que c'est le sang qu'on boit, ou qu'on mange le pain qu'on y a trempé : *excipe rudem sanguinem, eo panem tuum satia, vescere libenter* (2). C'est un *pabulum sanguinis*, un repas de sang (3).

Tertullien dit encore : « On vient nous surprendre tous les jours, jusque dans nos assemblées. Qui donc, en survenant ainsi, a jamais entendu les vagissements d'un enfant? Quel témoin a donc jamais pu montrer au juge les lèvres couvertes de sang de ces Cyclopes et de ces Sirènes (c'est-à-dire des chrétiens et des chrétiennes)? Qui a surpris dans les épouses chrétiennes quelques trace immonde (4) »?

Résumons : Entre la version de Minucius Félix et celle de Tertullien, il y a deux différences sensibles :

1^o Tertullien représente les trois crimes comme trois actes nécessaires de l'initiation ; pour Minucius Félix, le troisième n'a aucun rapport avec cette cérémonie : il a lieu à un jour de fête (*solemni die*).

2^o Tertullien parle toujours d'un repas de sang, ou de pain trempé dans le sang. Les assistants ne dévorent pas les chairs. Minucius Félix dit qu'ils lèchent le sang et qu'ils se partagent les membres : pour lui, c'est un repas de sang et de chair.

Avant de se faire des trois crimes une idée bien arrêtée, Tertullien a hésité. On le voit dans le traité *Ad nationes*, où sa

(1) *Apolog.*, VIII, 6, *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 8) : *fallaciae negotium*.

(2) *Apolog.*, VIII, 2; *Ad nat.*, I, 7 (p. 74, l. 2) : *in quo panem tuum saties*.

(3) *Apolog.*, IX, 9. C'est par hyperbole qu'il dit ailleurs : *O quanta illius praesidis gloriæ, si eruiisset aliquem, qui centum iam infantes comedisset*. Cf. *De Spect.*, 19 (p. 20, l. 4) : *Si tales sumus quales dicimur, delectemur sanguine humano (sc. in amphitheatro)*.

(4) *Apolog.*, VII, 3-5. *Ad nat.*, I, 7 (p. 69, l. 11 et suiv.).

pensée s'élabore pour trouver sa forme définitive dans l'*Apologétique* ⁽¹⁾. Est-il parti des données de l'*Octavius*? Nous n'osons rien conclure de l'état fragmentaire que présente chez lui la légende des crimes rituels, ni de ses affirmations énigmatiques, ni de ses sous-entendus, qui ne s'expliquent pourtant bien que par la lecture de Minucius Félix. Ce n'est pas là une preuve suffisante pour admettre que Tertullien s'est inspiré ici directement de son prédécesseur latin. Mais en considérant la forme nette et précise que Tertullien a fini par donner à la légende, nous demandons : si Minucius était venu après lui et s'il l'avait copié, ici et ailleurs, avec cet esprit moutonnier qu'on lui a prêté, peut-on croire qu'il eût disloqué le système si solidement bâti par Tertullien? Ce serait admettre l'in vraisemblable.

IV.

Nous sommes arrivés enfin au bout de notre étude, car après Tertullien la calomnie disparaît peu à peu, si bien que vers le milieu du III^e siècle, il n'en reste presque plus rien. La preuve s'en trouve d'abord dans le silence qui se fait après tant de protestations énergiques des auteurs chrétiens, grecs et latins, du II^e siècle. Nous en avons un témoignage formel dans Origène, qui, réfutant un philosophe païen du II^e siècle, entre 246 et 248, ne rappelle les fameuses calomnies que par comparaison. Il vient de dire que Celse, combattant l'idée que les chrétiens se font de Dieu, avait essayé de la faire paraître odieuse, afin d'exciter la haine des ignorants contre la religion nouvelle. Et c'est alors qu'il continue : « Il me paraît avoir fait comme les juifs, qui, à l'époque où la doctrine chrétienne commençait à être enseignée, répandirent le faux bruit que les chrétiens immo-

(1) Tantôt le traité *Ad nationes* est d'accord avec Minucius Félix, tantôt il présente déjà la version définitive de l'*Apologétique*; voy. *Ad. nat.*, I, 2 (p. 61, l. 16, 19, 22); 7-8 (p. 68, l. 11 ss., 18 ss.; p. 70, l. 1 ss., 13, 25 ss.); 15 (p. 85, l. 3, 14, 19, 25 ss.; p. 86, l. 3 ss.).

laient un enfant, se partageaient ses chairs, qu'ils éteignaient les lumières pour accomplir l'œuvre des ténèbres, et pour s'unir au hasard ». Et il ajoute : « Cette calomnie fut admise alors par un grand nombre de ceux qui étaient étrangers à la doctrine chrétienne et qui se persuadèrent que les chrétiens étaient tels ; jusque maintenant elle trompe encore certaines gens, au point qu'ils ne veulent pas entrer en conversation avec les chrétiens » ⁽¹⁾.

Le temps finit par avoir raison du mensonge : *Bene autem quod omnia tempus revelat*, disait déjà Tertullien ⁽²⁾. A mesure que le nombre des chrétiens grandissait et qu'on pouvait mieux connaître leur doctrine et leur culte, la fausseté de ces stupides rumeurs éclatait aux yeux.

Plus tard, on n'en parle plus que comme d'une chose depuis longtemps passée ; les « préventions scélérates contre les chrétiens », comme disait Tertullien, se sont évanouies ⁽³⁾.

Eusèbe de Césarée (263-340), qui écrivit les premiers livres de son *Histoire ecclésiastique* peu après l'édit de Milan (313), parlant de certains hérésiarques du temps d'Hadrien (117-138), dit que leur vie déréglée fit croire aux calomnies répandues alors contre les chrétiens ⁽⁴⁾. « Mais, ajoute-t-il, la diffamation n'eut pas longue durée ; la vérité se fit jour et sa lumière éclata aux yeux. » Nous avons vu qu'il fallut au moins un siècle encore.

Vers l'an 450, Salvien écrivit son livre intitulé *De gubernatione Dei*. Dans un chapitre où il fulmine, avec sa véhémence habituelle, contre les chrétiens de son temps qui déshonorent leur nom de chrétien, il rappelle les calomnies que suscitaient

(1) ORIGÈNE, Κατὰ Κέλσου, VI, 27 : καὶ νῦν ἐτι ἀπαρχή τινας. Ci-dessus, p. 9.

(2) Apolog., VII, 13.

(3) *De cultu fem*, II, 4 : *infidelis (maritus) contra etiam suspectam habet (sc. uxoris formam), vel ex illa scelerata in nos opinione gentilium*.

(4) EUSEBE, *Hist. eccl.*, IV, 7, 11 : Ταύτη δ'οὖν ἐπὶ πλείστον συνέβαινεν τὴν περὶ ἡμῶν παρὰ τοῖς τότε ἀπίστοις ὑπόνοιαν δυσσεβῆ καὶ ἀτοπωτάτην διαδόσθαι, ὥς δὲ ἀθεμίτοις πρὸς μητέρας καὶ ἀδελφὰς μίξουσιν ἡγοσίας τε τροφαῖς γρωμένων.

autrefois des chrétiens indignes de ce nom ⁽¹⁾. « Ce qui prouve l'opinion perverse et abominable que les païens se faisaient des sacrifices du Seigneur, ce sont les sanglantes poursuites des féroces persécuteurs, qui ne voyaient dans les sacrifices chrétiens que choses impures et horribles. En effet, ils croyaient que l'initiation même à notre religion avait pour point de départ deux grands crimes ⁽²⁾, d'abord l'homicide, puis, ce qui est plus grave encore, l'inceste; et non seulement l'homicide et l'inceste, mais ce qui est plus criminel encore que l'inceste et l'homicide : l'inceste en la personne des mères sacro-saintes et l'homicide en la personne de petits innocents, qu'ils croyaient

(1) SALVIEN, *De gub. Dei*, IV, 85 (éd. F. PAULY). Il semble que certaines sectes hérétiques contribuaient à entretenir les calomnies par leurs mœurs déréglées. Parlant des Marcionites, S. Justin (*I Apol.*, 26, 7) dit : « Commettent-ils toutes ces infamies qu'on raconte (des chrétiens), ces extinctions de lumières, ces promiscuités, ces repas de chair humaine? Nous l'ignorons. Ce que nous savons, c'est qu'ils ne sont pas poursuivis, eux, ni mis à mort par vous, du moins à cause de leurs croyances ». On vient de voir qu'Eusèbe, parlant de certains gnostiques du temps d'Hadrien, dit que leur immoralité fit croire aux calomnies répandues contre les chrétiens. Tertullien lui-même, devenu montaniste, se répand en injures contre ceux qu'il appelle les Psychiques (ce sont les catholiques) et accuse leurs agapes d'intempérance; il va jusqu'à dire : *Sed maioris est agape, quia per hunc adolescentis tui cum sororibus dormiunt* (*De ieiunio*, 17, p. 296, l. 25, après l'an 213). Dans sa fureur, il reprend donc pour son compte une calomnie contre laquelle il avait vigoureusement défendu tous ses confrères seize ans auparavant. Vers la fin du IV^e siècle, S. Jérôme, argumentant contre les Montanistes, refuse de prendre en considération les vieilles accusations encore colportées contre eux. *Epist.*, XLI, 4 : *Praetermitto scelerata mysteria, quae dicuntur de lactante puero et de victuro martyre confarrata. Malo iniqua non credere; sit falsum omne quod sanguinis est.* Salvien, après avoir rappelé les calomnies d'autrefois, en donne cette explication : *Et hoc cur ita? cur utique nisi ob illos, qui christiani esse dicuntur et non sunt, qui per flagitia ac turpitudines suas nomen religionis infamant...* (*De gub. Dei*, IV, 86.) Ces « hommes, qui portent le titre de chrétiens et qui ne le sont pas », ne furent pas la cause de ces calomnies, car elles remontaient plus haut; mais ils purent contribuer à les entretenir et à les faire paraître vraisemblables. S. Justin disait : « Ces accusations ne nous atteignent pas, puisque nous sommes innocents de ces crimes; elles retombent plutôt sur les auteurs de ces infamies et de ces crimes (*I Apol.*, 27, 3) ».

(2) SALVIEN : *si quidem etiam initia nostrae religionis nonnisi a duobus maximis fucinatoribus oriri arbitrabantur*. Il semble que *initia* ne désigne pas les origines du christianisme, mais l'initiation au christianisme.

non seulement immolés, mais, ce qui est plus abominable, dévorés par les chrétiens. Et tout cela, pour apaiser Dieu, comme s'il était un crime qui pût l'offenser davantage; pour expier leurs sacrilèges, comme s'il existait un plus grand sacrilège; pour faire agréer leur sacrifice, comme s'il existait quelque chose de plus horrible aux yeux du Seigneur; pour mériter la vie éternelle, comme s'il valait la peine d'y parvenir par des forfaits si atroces, quand bien même ils pourraient y conduire ! »

Cette page éloquente, où l'on croit parfois entendre comme un écho de Tertullien ⁽²⁾, clôt la série des mentions du crime rituel imputé aux chrétiens.

On peut dire que cette calomnie appartient au II^e siècle, qu'elle caractérise cette époque dans l'histoire du christianisme, et c'est encore une raison d'affirmer que Minucius Félix, qui a cru devoir l'exposer au long et au large et la réfuter avec énergie, a écrit au II^e siècle et non au III^e, et que, par conséquent, il a précédé Tertullien. Et, puisque l'un imite l'autre, c'est Tertullien qui s'inspire de Minucius Félix, qui lui emprunte des idées et des arguments, de même qu'il a constamment puisé dans l'arsenal légué par les apologistes grecs ⁽³⁾.

Faut-il une autre conclusion, plus générale, à cette longue étude? Nous ne le croyons pas. Le lecteur en déduira facilement les conclusions qu'elle suggère au point de vue de l'histoire religieuse et morale.

⁽²⁾ Voy. notre article : *Tertullien et Salvien*, dans les *MÉLANGES CAMILLE DE BORMAN* et dans le *MUSÉE BELGE*, 1920, pp. 39-43.

⁽³⁾ Nous avons déjà fait remarquer ailleurs que Minucius Félix ignore encore certaines des accusations qui deviennent courantes avec Tertullien et pendant le III^e siècle. Tel est le reproche fait aux chrétiens d'être cause de tous les malheurs qui s'abattirent sur l'Empire. Voy. notre *Étude sur le Codex Fuldensis de Tertullien*. (BIBL. DE LA FAC. DE PHIL. ET LETTRES DE L'UNIV. DE LIÈGE, fasc. 21, p. 346.)

Les crises économiques et la concentration industrielle,

par MAURICE ANSIAUX, correspondant de la Classe.

Le seul nom de crise éveille chez nos contemporains un sentiment de douloureuse incertitude. La crise a tout le prestige d'un mystère redoutable. Cependant, elle n'est rien moins qu'un phénomène nouveau. Telle a été depuis plus d'un siècle la fréquence de ses apparitions que la grande majorité des économistes croit fermement à son retour périodique. Du moins ne peut-on mettre en doute qu'il existe une tendance constante à l'alternance rythmique de la hausse et de la baisse, de la prospérité et de la gêne, de la suractivité et de la stagnation. Plus exactement encore, cette alternance semble bien être le mode caractéristique de développement et de croissance des sociétés actuelles. Pour étendre la production, accumuler l'épargne, créer l'outillage, elles adoptent une allure hâtive, fébrile parfois; elles s'abandonnent à un optimisme sans mesure et, comme on l'a dit, à un enthousiasme infectieux. De cette précipitation inconsidérée, l'inévitable rançon est sinon un recul, du moins l'arrêt ou le ralentissement de l'activité. Le changement soudain survenu dans la marche des affaires s'accompagne de pertes et de souffrances individuelles; il engendre un découragement général plus ou moins profond. La réaction est excessive, elle aussi.

Il y a des crises fréquentes ou, suivant l'expression favorite de certains économistes, des mouvements cycliques depuis le milieu du XVIII^e siècle environ. C'est chose d'autant plus surprenante que le monde économique a subi, entre 1773 et 1925, des transformations radicales de structure. Révolution — le mot n'a rien d'exagéré — dans les méthodes techniques de la production; unification des marchés les plus éloignés réalisée

par les progrès extraordinaires des transports et des communications; rénovation du droit économique; essor immense du capital; puissance grandissante des entreprises industrielles, commerciales et financières.

Que la crise ait traversé une période aussi fertile en métamorphoses, qu'elle éclate de nos jours comme en 1793 ou en 1818, ce fait n'est-il pas vraiment remarquable? Et ne permet-il pas d'écarter toutes les explications qui lui assignaient des causes aujourd'hui disparues ou qui prétendraient la rattacher à des circonstances nouvelles?

Ce qui est vrai, c'est que la physionomie de la crise s'est profondément altérée depuis l'époque de ses premières manifestations. Il ne pouvait en être autrement. Elle devait, de toute nécessité, refléter l'influence des changements du milieu économique. C'est ainsi surtout qu'elle n'est plus comme autrefois essentiellement commerciale. Le développement considérable des immobilisations, les proportions énormes qu'a prises l'outillage des mines et des usines lui ont donné un caractère principalement industriel. La concentration des entreprises a entraîné une autre conséquence qui modifie singulièrement l'aspect extérieur du phénomène. Elle en a atténué sinon supprimé tout à fait les manifestations sensationnelles et parfois tragiques. C'est que les grandes compagnies d'aujourd'hui résistent mieux aux secousses du marché que les multiples mais petites entreprises privées de jadis. En 1825, il y eut une avalanche de faillites. Nombre de banquiers de la province anglaise, qui avaient le droit d'émettre des billets, se trouvèrent, au grand dam des porteurs, dans l'impossibilité de les rembourser. Comme un cyclone, la crise semait alors les ruines sur son passage. A présent, elle prend très vite la forme pénible et persistante, mais moins dramatique, somme toute, d'une dépression. En revanche, elle s'est de plus en plus internationalisée.

Si la crise a évolué, comme l'organisation, comme la vie, comme le milieu tout entier, elle n'a pas cessé de se manifester

à d'assez fréquentes reprises et elle a conservé certains traits essentiels. S'il en est ainsi, c'est que n'a cessé d'exister et d'agir ce que l'on peut regarder comme sa cause fondamentale.

Que la crise soit imputable à un défaut d'organisation inhérent par nature au régime de liberté économique, — liberté qui était déjà très développée dans le commerce au XVIII^e siècle, — c'est une affirmation banale et d'ailleurs assez imprécise. Mais la question prend, avec plus de netteté, un intérêt plus vif et plus actuel lorsqu'on se demande si la crise survivra aux efforts croissants d'organisation qu'implique la concentration des entreprises, particulièrement dans l'industrie. Est-il permis d'affirmer que ceci tuera cela? Vous saisirez sans peine toute l'importance qui s'attache à la question ainsi posée. Mais avant d'exposer ce qui nous paraît en être la solution, il convient de préciser la notion même de concentration industrielle.

Largement entendue, la concentration industrielle, c'est le fait que dans l'organisation de l'industrie, la prépondérance a passé aux grands établissements occupant plusieurs milliers d'ouvriers, possédant des capitaux considérables, ayant un outillage puissant, disposant de forces motrices qui représentent un chiffre impressionnant de chevaux-vapeur. Hâtons-nous d'ajouter que la concentration ne règne pas dans tous les compartiments et à tous les stades de la production industrielle. La mainmise du grand capital est solidement établie sur les phases préparatoires de cette production : extraction du combustible et des matières brutes minérales; traitement initial de celles-ci, notamment dans la métallurgie et la fabrication des produits chimiques; première élaboration de matières d'origine animale ou végétale comme les fibres textiles; à quoi pourrait s'ajouter l'industrie des transports en grand, terrestres ou maritimes et quelques autres branches encore, comme la raffinerie de sucre. Plus on avance dans la voie de la transformation, plus on s'approche du finissage et plus se diversifient les produits dérivés de quelques grandes matières premières, plus aussi se main-

tiennent les moyennes et les petites entreprises échappant à l'emprise du grand capital.

Si puissante, si avancée que soit la concentration de l'industrie, elle n'occupe et n'organise encore qu'une partie de son domaine. L'eût-elle même complètement assujetti et discipliné, que le commerce, et en particulier le commerce extérieur, serait soustrait à son empire et resterait ouvert à une multiplicité d'entreprises concurrentes.

L'organisation économique demeure donc imparfaite, d'autant plus que là même où règne la concentration, toute concurrence n'est point exclue en fait et que souvent de puissants établissements similaires continuent à se regarder non comme associés, mais comme rivaux.

Organisation imparfaite : cette expression ne doit pas nécessairement être entendue dans un sens critique ou péjoratif. Nous nous écarterions de notre sujet si nous examinions aujourd'hui les avantages ou les inconvénients de la concentration autres que ceux qui se rapportent à la solution du problème des crises. Pour la même raison, il n'y a pas lieu de nous demander en ce moment si la concentration étant parachevée, il conviendrait de respecter le monopole privé extrêmement puissant qui en serait la suprême expression ou s'il n'importerait pas d'en exproprier les détenteurs au profit de la nation tout entière.

Tout ce qui nous intéresse à présent, c'est de constater le fait qu'une concentration incomplète laisse subsister la possibilité des crises. Et alors deux questions se posent : pourquoi et dans quelle mesure en est-il ainsi ? Y a-t-il chance que la concentration achève son œuvre ? Quelles sont les perspectives d'avenir prochain et, si d'ailleurs la concentration englobait quelque jour toute l'industrie et tout le commerce, les crises seraient-elles définitivement conjurées ?

Et d'abord la coexistence des mouvements cycliques avec une concentration partielle s'explique par le fait qu'aujourd'hui

comme naguère, les producteurs des matières premières ne sont point en rapports directs, il s'en faut, avec les consommateurs des produits finis. Entre les uns et les autres se sont insérés de plus ou moins nombreux intermédiaires : commerçants en gros, transformateurs industriels, détaillants. Sur le commerce de gros s'est greffée la spéculation, du moins lorsque ce commerce traite certains articles importants et relativement uniformes, susceptibles par conséquent d'alimenter des transactions boursières. Il faut ajouter que le grossiste lui-même peut reparaitre à plusieurs stades successifs de l'élaboration des produits et de leur acheminement vers la consommation. C'est ainsi qu'il y a des négociants en laines brutes, d'autres qui traitent les filés de laine, d'autres les tissus, et ainsi de suite.

Ces multiples intermédiaires n'ayant été éliminés par la concentration que dans une mesure assez restreinte, on conçoit que leur intervention, qui n'a point changé de caractère, ait conservé une grande et même décisive influence.

Précisons-la maintenant. Au début d'un essor se manifeste une tendance à la hausse. Tendance qui peut avoir des origines accidentelles, mais peut aussi provenir simplement du fait que les approvisionnements de l'industrie transformatrice ou du commerce diminuent. C'est l'indice d'une consommation qui se développe ou la conséquence d'un ralentissement exagéré de la production dont l'explication sera donnée tout à l'heure. Dès que les intermédiaires s'aperçoivent que les stocks se réduisent, dès qu'ils acquièrent la conviction que le fait n'est pas de nature passagère, ils se mettent en mesure d'augmenter leurs achats pour ne pas être pris de court. Ils spéculent à la hausse ou, pour mieux dire, ils se prémunissent contre le renchérissement des matières qu'ils travaillent ou qui sont l'objet de leur trafic. Si la perspective du relèvement des prix n'est pas limitée à un article unique, une phase d'activité générale s'ouvre. Les matières brutes qui étaient emmagasinées chez leurs producteurs respectifs se mettent en mouvement, passent chez les grossistes et les fabri-

cants. Les producteurs primaires, débarrassés de leurs stocks, augmentent la production. Et lorsque l'élan est donné et fortifié par toutes les répercussions d'une première poussée de hausse sur le volume de la demande globale, c'est l'outillage même de l'industrie dont l'extension est hardiment entreprise et vivement poussée. Mais la rapidité du mouvement se traduit par une élévation des frais de production qui va s'aggravant au fur et à mesure que la marche en avant se précipite.

Elle ne se poursuivra pas indéfiniment. Lorsque les prix atteignent un niveau très élevé, surtout pour les articles travaillés par la spéculation et particulièrement les charbons, les fontes, les cotons, les laines, les intermédiaires qui surveillent, d'autre part, le développement de la puissance productive des usines ou, ce qui revient au même, de l'importation étrangère ⁽¹⁾, se rendent compte que la consommation ne pourra continuer à absorber une production grandissante à des prix sans cesse croissants. Ils estiment que bientôt l'équilibre des offres et des demandes ne pourra plus s'établir qu'à des prix en recul. Mais alors il ne faut plus acheter. Tout achat nouveau occasionnerait une perte certaine. Ainsi, dès que la baisse est en vue, les intermédiaires l'anticipent. Ils arrêtent aussitôt leurs commandes, mais par le fait même, ils coupent court à la prospérité.

Sans doute, ce coup de frein ne serait pas nécessaire si la production avait été en mesure de s'étendre et de s'adapter à une consommation élargie sans relèvement très important du niveau des prix. Mais les prix haussent très fort, d'abord parce que les producteurs veulent profiter de la bonne aubaine que représente

(1) En 1825, la hausse du coton à Liverpool détermina des importations considérables. L'Égypte seule en expédia pour 20 millions de livres sterling. Dans ces conditions, la filature devait limiter ses achats de coton à ses besoins immédiats. Il n'en alla pas autrement des épices, du sucre (de canne), du tabac, du café, des métaux, des autres fibres textiles. (Voy. TOOKE, *History of Prices*, tome II, Londres, 1838, pp. 154-155.)

pour eux une demande accrue, un peu plus tard parce que leurs frais d'exploitation sont devenus plus lourds. C'est pourquoi des économistes de grande valeur, comme Lescure et Mitchell, ont attribué les crises à la hausse du coût de production. Il ne faut cependant pas méconnaître le fait, signalé depuis longtemps par Tooke, que la contraction de la demande des intermédiaires a sa part incontestable de responsabilité dans la catastrophe.

La limitation des achats des intermédiaires qui a provoqué la crise subsiste après qu'elle a eu lieu. Elle ne cesse même de s'accroître, de se généraliser. Aussi longtemps qu'ils prévoient la continuation de la baisse, le magasin et la fabrique achètent au jour le jour, de façon à satisfaire les besoins immédiats de leur clientèle, mais rien de plus. En l'absence d'un événement favorable, comme l'ouverture d'un nouveau marché, la chute des prix peut être profonde et se prolonger pendant quelques années. A plus forte raison, la dépression est-elle opiniâtre lorsqu'une circonstance aggravante vient assombrir la situation. Telle a été, de 1870 à 1886, la diminution de la production de l'or, dont les effets se sont fait sentir entre 1878 et 1893 environ.

Il se conçoit très bien que les intermédiaires fassent preuve d'une extrême circonspection chaque fois que les pronostics sont peu favorables à la hausse des prix. Les approvisionnements qu'ils constitueraient en prévision de la consommation future se déprécieraient infailliblement entre leurs mains. Et à supposer que les prix des produits achevés ou vendus aux détaillants ne baissent pas dans la même proportion que ceux des matières premières ou des produits achetés par les grossistes, les intermédiaires sont quand même préoccupés d'acheter le moins cher possible, afin d'augmenter le taux de leurs bénéfices. Les calculs de ce genre sont constants, même en dehors des périodes de dépression proprement dites. On les faisait en 1826 ou 1827; on les fait encore aujourd'hui. C'est ainsi

qu'à la Bourse industrielle de Bruxelles du mercredi 15 octobre 1924 un chroniqueur fait la constatation suivante : « Dans le courant de la séance, aucune amélioration n'est à enregistrer. On a cependant l'impression que de nombreux ordres existent, mais sont retenus à cause de l'effritement des cotations... ⁽¹⁾ » C'est un exemple entre mille. Cette politique abstentionniste persistera jusqu'à ce qu'on ait touché le fond de la baisse, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'exagération de cette baisse soit devenue manifeste. Et alors le cycle pourra recommencer.

Il est évident que la hausse ou la baisse doivent leur ampleur, sinon leur origine, à la stratégie intéressée des intermédiaires. Le mouvement caractéristique de balancier que trahit la cote des matières premières et des produits demi-ouvrés est dû, en grande partie au moins, à l'alternance de l'empressement et de la retenue dans les achats des transformateurs et des commerçants en gros. Et il est certain que sans les outrances de la hausse, la réaction n'aurait point lieu. Sans aucun doute, dans les cycles actuels, il y a bien autre chose que cela. Il y a, durant l'essor, tout l'énorme développement de l'outillage, l'imposante immobilisation des capitaux fixes dans les industries primaires, comme l'exploitation minière, la sidérurgie, les chemins de fer, l'électrotechnie. Mais c'est une erreur de placer ce phénomène au centre de l'explication de la crise. C'est l'augmentation des prix qui met en branle cette expansion à la fois gigantesque et précipitée des installations de la grande industrie et des transports.

On pourrait nous objecter aussi que la demande de la consommation grandit naturellement d'année en année avec les revenus du capital qui s'accroît par l'épargne et du travail qui s'accroît par l'excédent de la natalité sur la mortalité. Ce fait est parfaitement exact, mais il est impliqué dans l'exposé qui précède. Une anticipation régulière de l'augmentation moyenne

⁽¹⁾ Voir l'*Écho de la Bourse* du 16 octobre 1924.

des produits comporterait une extension d'outillage modérée et continue. Ainsi seraient évités les à-coups regrettables qui marquent notre développement économique depuis plus d'un siècle.

En limitant le champ de la concurrence, la concentration n'a-t-elle pas apporté d'ores et déjà quelque changement à ce rythme d'évolution? Et le mouvement économique ne tend-il pas à prendre une allure plus régulière?

Certains faits le donnent à penser. Du nombre est la tactique de ces syndicats de producteurs qui s'appliquent à modérer la hausse des prix dans les périodes d'essor, afin de ne pas surexciter la concurrence et d'éviter la surproduction. Cette tactique ne saurait être couronnée d'un plein succès, parce que les syndicats n'ont jamais la maîtrise absolue de l'industrie et qu'ils ne peuvent empêcher personne d'user de la liberté de leur faire concurrence. Les producteurs non engagés dans les liens syndicaux ont toute licence de pousser la hausse à l'extrême et de compromettre l'action modératrice de la politique du syndicat. Les membres de celui-ci eux-mêmes accroissent parfois leur outillage avec exagération, dans le dessein de se faire attribuer un contingent plus important dans la production globale de l'association lors du renouvellement du contrat qui l'a établie.

Plus efficace peut-être est l'action de certains trusts ou kartells qui entreprennent d'enrayer la baisse exagérée des prix au cours de la dépression. Nous venons de voir que, pendant cette phase du cycle, les intermédiaires n'achètent plus qu'au jour le jour et laissent ainsi s'épuiser par degrés leurs approvisionnements. De là procède l'excès de la baisse. Afin de prévenir cet excès, il suffira qu'un organisme puissant, représentant ou groupant de 70 à 80 p. c. de la capacité productive de l'industrie intéressée, décide de ne plus vendre au-dessous d'un certain prix. Du coup, les offres vont se raréfier sur le marché et la baisse prendra fin. Manœuvre salubre, mais plus difficile à exécuter qu'on ne

l'imaginerait au premier abord. En effet, il ne faut pas arrêter la baisse trop tôt, alors qu'elle n'est encore qu'une réaction nécessaire contre une hausse démesurée. La baisse ne doit point être enrayée avant le rétablissement de l'état normal, qui consiste dans une relation convenable entre le prix de vente et le prix de revient. Sous cette réserve, la méthode est vraiment recommandable. En voici un exemple récent emprunté à la sidérurgie française et rapporté par le *Moniteur des Intérêts matériels* : « Le marché de la sidérurgie est satisfaisant, la situation est nettement plus ferme. L'entente entre les producteurs a galvanisé le marché, les acheteurs se rendent compte qu'ils ne pourront plus arracher, de droite ou de gauche, des concessions plus ou moins importantes ⁽¹⁾. »

Enfin et surtout, l'intégration nous apparaît comme un moyen remarquablement efficace de stabiliser les marchés et les prix. On a observé que plus un produit s'avance dans la voie de l'achèvement, plus la demande en est stable, plus la valeur en est immunisée contre les influences spéculatives qui seraient de nature à l'exalter ou à la déprimer. Les innombrables produits finis à base d'acier, de laine, de coton et ajoutons de combustible ont des prix incomparablement moins mobiles que ceux des matières premières ou auxiliaires dont ils sont issus. D'un côté, les grandes houles de l'océan; de l'autre, le cours paisible d'une rivière à pente douce. Or, l'intégration a précisément pour objet de faire franchir à l'industrie la zone des tempêtes. Une entreprise métallurgique qui s'est annexée un atelier mécanique se soustrait par le fait même à l'instabilité des prix des fontes et des aciers. De même, le peignage qui crée un atelier de bonneterie, l'usine électrotechnique qui, par des participations financières, s'assure la clientèle constante d'entreprises de tramways se mettent en contact avec les consommateurs ou du moins s'en rapprochent assez pour bénéficier largement de

(1) N° 84 (25 mars 1925), p. 1405.

l'influence stabilisatrice qu'exerce sur les prix la régularité, au moins relative, de la consommation. Les entreprises placées à mi-chemin peuvent intégrer dans les deux sens; c'est ainsi que les hauts fourneaux évitent les variations du prix des fines à coke par l'annexion de charbonnages produisant cette catégorie de combustible. Les charbonnages ainsi annexés en tirent profit. Ils perdent, il est vrai, la chance de vendre très cher; mais ils échappent aussi à l'aléa d'une baisse ruineuse. D'une façon générale, l'entreprise, de spéculative qu'elle était, devient purement productrice.

Il y a plus encore : l'intégration peut prendre son point de départ non seulement dans les industries primaires, mais dans le finissage ou même dans le commerce de détail. Le grand magasin et la société coopérative de consommation pratiquent sur une certaine échelle cette intégration remontante. Tel magasin d'alimentation possède ses propres vignobles et fait lui-même le vin qu'il débite à ses clients. Les coopératives anglaises, organisées en fédération de gros, exploitent des fabriques, des plantations de thé dans l'île de Ceylan, achètent directement les grains aux États-Unis, éliminant ainsi exportateur américain et importateur britannique. Les exploitations de chemins de fer possèdent des ateliers de réparation; on concevrait qu'elles eussent des charbonnages et des ateliers de construction.

Allons plus loin : il n'est pas interdit d'imaginer que les deux mouvements d'intégration, celui qui procède des premières phases de la production et celui qui part du commerce de détail, viennent à se rencontrer. Il n'est pas certain qu'il en soit ainsi, car les branches de production où se déploient l'un et l'autre ne sont pas toujours les mêmes. Telles l'intégration commerciale de l'alimentation et l'intégration industrielle de la métallurgie et de la construction mécanique. Il y a cependant des domaines qui leur sont communs, comme celui, très important, des textiles.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas absurde de supposer que la rencontre des deux tendances, orientées en sens opposé, à l'intégration des entreprises ait lieu quelque jour. Cette rencontre sera-t-elle pacifique ou génératrice de conflits? Nul ne pourrait le dire. On peut admettre cependant qu'après un premier heurt un accord vienne à s'établir. Les choses se passent si souvent ainsi dans le monde économique! Or, ce qui est intéressant, c'est la portée possible d'une entente intervenant entre les deux courants inverses de concentration industrielle et commerciale. Les forces en présence se balancent-elles, la transaction peut être équitable et, partant, susceptible de durer. Voilà donc les prix stabilisés pour plusieurs années et cela sur des bases normales. Le capital est assuré d'un revenu rémunérateur, mais sans perspective d'augmentation indéfinie. Dans cette situation, l'imagination des spéculateurs et des lanceurs d'affaires ne trouvera nul aliment. En effet, les débouchés, pour tout un temps, sont bloqués. Certes, la consommation ne restera pas absolument stationnaire, puisque les revenus augmentent d'année en année avec l'épargne et la population. Mais la progression parallèle, bien régularisée de la production et de la consommation, rendrait impossibles les écarts désordonnés des cours et leurs soudaines volte-face. Par une vaste manœuvre d'enveloppement, la concentration étoufferait tous les éléments de désordre économique et remporterait une victoire définitive.

Que de telles perspectives soient prématurées, nous ne ferons nulle difficulté d'en convenir. Il faut reconnaître d'abord l'existence d'une foule de petits obstacles que l'intégration ne réussira peut-être pas toujours à surmonter. Ainsi, l'union d'une filature et d'une fabrique de tissus de fantaisie n'est pas possible ou du moins pas intéressante. Le tissage n'aurait l'emploi que d'une fraction insuffisante de la production de la filature; en revanche, la variété de fils dont il a besoin l'obligerait à s'approvisionner dans une série d'autres établissements. Les caprices de la mode sont aussi de nature à empêcher les accords de longue durée : la

demande est trop inconstante. Tantôt elle favorise la dentelle ou la passementerie, tantôt certaines qualités de tissus de soie ou de laine, tantôt certaines autres. Le consommateur se laisse manœuvrer avec une docilité sans égale; ses achats changent sans cesse d'objet, rendant ainsi toute régularisation impossible.

Mais il y a un écueil bien plus grave à la conjonction de l'intégration remontante et de l'intégration descendante : c'est le caractère international de la production et des débouchés. Dans l'état actuel des techniques, des besoins, des coûts comparatifs de production, il est très fréquent que les opérations successives de la culture ou de l'extraction minière, de l'industrie et du commerce n'aient point leur siège unique au sein d'un seul État ou même d'un seul continent. Faut-il rappeler les longs voyages que font les fibres textiles avant de parvenir transformées en vêtements, tentures, objets divers entre les mains de l'acheteur définitif? Est-ce que ces rouliers des mers que sont les Anglais ne transportent pas leurs houilles jusqu'au bout du monde? Les plus délicates créations des artistes de la mode n'essaient-elles pas de Paris vers les Amériques? Enfin, le pain que nous mangeons n'est-il pas fait, la plupart du temps, de froment exotique? Comment sur ce vaste champ de l'échange international jeter le réseau de l'intégration industrielle et commerciale? L'intégration peut-elle franchir les immenses espaces maritimes et se jouer des frontières politiques? La tâche paraît surhumaine et la solution a une saveur d'utopie.

Il n'y a cependant pas ici d'impossibilité absolue. Le coton, que nous citons tout à l'heure, nous fournit précisément un exemple à méditer. Depuis longtemps déjà l'industrie cotonnière anglaise se préoccupe d'assurer la continuité de ses approvisionnements en coton brut. C'est qu'elle redoute, et non sans raison, que l'industrie américaine, sa rivale, dont les progrès sont rapides, ne finisse par accaparer toute la récolte de la Louisiane et des États voisins. Aussi s'est-elle appliquée avec persévérance à introduire et à développer la culture du cotonnier

dans les colonies anglaises. Entreprise incontestablement difficile et de longue haleine. Elle requiert de nombreux techniciens et de grands capitaux ; il faudra faire l'éducation des indigènes ; les risques sont considérables ⁽¹⁾. Mais pas d'obstacle absolu, surtout pour un peuple persévérant. Escomptons un instant le succès de cette tentative et voilà l'intégration « qui franchit les immenses espaces maritimes ». D'autre part, les Anglais ont entrepris de faire des plantations cotonnières aux Etats-Unis, dans le Texas. Cette fois l'intégration « se joue des frontières politiques ».

Après le coton, la métallurgie. Les établissements sidérurgiques belges possèdent des gisements importants de minerai de fer dans le grand-duché de Luxembourg. Le Creusot a pris un intérêt dans tel de nos charbonnages limbourgeois. Les usines à zinc s'assurent, par des annexions lointaines ou des contrats à l'étranger, leurs sources d'approvisionnement.

Ce ne sont là, sans nul doute, que des commencements. Et l'œuvre pourra se développer de plus en plus, pour peu que règnent la paix et la liberté industrielle et commerciale, liberté pour les étrangers comme pour les nationaux. Certes, on aperçoit bien dans les extensions possibles de la concentration vers l'extérieur un certain péril impérialiste. Il est donc vraisemblable qu'ici aussi elle se heurte à certaines barrières que dresserait contre elle le nationalisme. On ne voit cependant pas pourquoi ne pourraient s'établir des accords sur des bases égalitaires qui sauvegarderaient l'indépendance respective des parties.

Toujours est-il que la réalité présente est encore très loin d'un pareil épanouissement de la concentration. Les résultats actuels sont donc incomplets. S'ils ne sont certes point négligeables, ils sont encore assez peu apparents et n'ont pas supprimé jusqu'ici les mouvements cycliques. Aussi, tout en observant avec

(1) Cf. MORTARA, *Prospettive economiche*, 1923. (Città di Castello, p. 142.)

un intérêt tout particulier les répercussions des progrès de la concentration sur le rythme de la vie économique, on ne peut s'abstenir de se mettre en quête d'un remède moins radical peut-être, mais plus rapide, au mal dont nous souffrons. Le mal, car l'alternance de la hausse et de la baisse occasionne de graves déperditions de forces économiques. Antiéconomique la production fiévreuse, mal conduite des périodes de suractivité. Antiéconomique également la dépression qui comporte des restrictions de production, des abandons d'outillage, du chômage, des dépenses d'assistance. Antiéconomique le rôle démesuré des chances bonnes ou mauvaises dont les mouvements cycliques sont la constante occasion.

Ce remède, tout un groupe d'économistes l'aperçoit aujourd'hui dans l'action régulatrice de la politique d'escompte des banques centrales. Il était impossible de ne point faire allusion à une proposition de cette importance. Mais ce serait sortir de notre cadre d'en entreprendre aujourd'hui l'examen. Disons seulement en terminant qu'il y a une différence essentielle entre une intervention toujours délicate sur le marché du crédit et uniquement destinée à refréner les excès de la demande industrielle, commerciale ou spéculative, et l'établissement d'une chaîne d'union entre tous les éléments successifs d'une même production rendant définitivement impossible l'intrusion perturbatrice des intermédiaires.

PROCLAMATION.

Concours annuel de 1925.

I. — SECTION D'HISTOIRE ET DES LETTRES.

DEUXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur l'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et sur ses développements jusqu'à la fin du règne d'Albert et Isabelle.*

Le prix de quinze cents francs est décerné au R. P. Alfred Poncelet, S.-J., à Bruxelles.

II. — SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

PREMIÈRE QUESTION : *On demande une étude sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la Belgique, à l'exclusion de la Campine, de la Hesbaye, de l'Ardenne, du Hageland, du Condroz, du Pays de Waes et de la Lorraine belge.*

Le prix de quinze cents francs est attribué à M. Louis Verhulst, directeur au Ministère des Finances, à Bruxelles, pour son mémoire sur la région Entre-Senne-et-Dendre.

Prix Perpétuels.

PRIX JOSEPH DE KEYN.

(XXIII^e Concours, 1^{re} période : 1923-1924.)

Un prix de mille francs est accordé à chacun des ouvrages suivants :

La Pédagogie expérimentale aux Jardins d'Enfants, par M. T. JONCKHEERE, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

Exposé méthodique de la Tenue des Livres, traduit sous le titre *Het Boekhouden methodisch aangeleerd*, par J. SOBRY et J. EECKELS, professeurs à l'Athénée royal d'Anvers.

Proclamation.

Nos Enfants, par M. et E. THÉODORE, directrices d'écoles à Liège.

Fondation Henri Pirenne.

Les subventions suivantes sont accordées :

Mille francs à M. Pl. Lefèvre, pour la continuation de ses recherches sur l'Abbaye d'Averbode.

Quinze cents francs à M. F. Favresse, pour l'aider dans ses recherches sur l'Histoire du Brabant au début du XV^e siècle.

Prix du Gouvernement.

PRIX HEUSCHLING.

(8^e période : 1919-1923.)

Par arrêté royal du 15 décembre 1924, le prix de *sept mille* francs est décerné à M. Armand Julin, secrétaire général du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, pour son ouvrage : *Principes de Statistique théorique et appliquée*.

Nécrologie.

Depuis le 5 mai 1924, la Classe a eu le regret de perdre un *membre titulaire* : GUILLAUME DE GREEF, et

Trois *associés* : PAUL HUVELIN, FRANCESCO FERRARIS, LOUIS HAVET.

Élections.

Ont été élus :

Le 5 mai 1924 : *Associé*, M. J.-L. HEIBERG, à Copenhague.

Le 2 décembre 1924 : *Associé*, M. HENRI CAPITANT, à Paris.

Le 4 mai 1925 :

Membre titulaire : M. le comte HENRY CARTON DE WIART, à Bruxelles.

Associés : M. R. MENÉNDEZ PIDAL, à Madrid.

et M. T. TITTONI, à Rome.

Séance du lundi 8 juin 1925.

M. Eug. Hubert, *vice-directeur*.

Sont présents : MM. le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, Jules Leclercq, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, L. Parmentier, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, G. Cornil, G. Des Marez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, Jean Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Waltzing, *directeur*; Cumont, Mahaim, le comte Carton de Wiart, *membres*; Nerinx et Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

MM. Menéndes Pidal, Tittoni et le comte Carton de Wiart remercient l'Académie de les avoir élus respectivement associés et membre titulaire.

M. Sobry remercie l'Académie du prix qu'elle lui a décerné.

L'Union Académique Internationale prie l'Académie de vouloir bien lui faire connaître s'il existe éventuellement, dans des bibliothèques privées de Belgique, des « Grotiana », y compris des poésies et des lettres.

L'American Academy in Rome offre ses *Memoirs* et *Papers and Monographs* en échange du *Bulletin* depuis 1917.

La Bibliothèque de la ville de Reims, partiellement détruite pendant la guerre, demande à recevoir les publications de l'Académie.

L'Institut national Ossolinski (Lwow, Pologne) sollicite l'échange des publications.

M. le comte Cavens adresse à l'Académie une série de ses ouvrages sur Waterloo, sur le canal de Willebroeck et autres documents.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Essai sur Ch. Potvin, par Ch. Conrardy.

La Saga du scalde Egil Skallagrimsson. Histoire poétique d'un Viking scandinave du X^e siècle, traduite par M. Wagner; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq.

Ἐκ τοῦ Ἐργαστηρίου τῶν Τράλλεων, par G. Oikonomios.

Thèbes. La gloire d'un grand passé, par J. Capart; présenté, avec une note bibliographique, par l'auteur.

Traité de Droit international public, t. I^{er}, deuxième partie, par Paul Fauchille.

Sei anni di politica estera (1903-1909), par T. Tiltoni.

Le Jugement de l'histoire sur la responsabilité de la guerre, par le même.

L'Union Économique des Alliés, par le même.

Per la guerra et per la pace, par le même.

Conflitti politici e Riforme costituzionali, par le même.

Durante la Presidenza del Senato, par le même.

Arrigo Beyle (Stendhal), par le même.

I Poteri Finanziari dei due Rami del Parlamento e la Riforma Costituzionale Belga del 1921, par le même.

Tramonti dell' amore. L'Occitanienne di Chateaubriand, par le même.

I documenti diplomatici tedeschi, par le même.

Interlingua, par G. Peano.

Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg, t. VII, par J. Schmitz et N. Nieuwland; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

La grande guerre des Corsaires. Dunkerque (1702-1715), par H. Malo.

Les derniers Corsaires. Dunkerque (1715-1815), par le même; présenté, avec une note bibliographique, par M. Pirenne.

On the origin of the Gerund in English, par G.-C. van Langenhove; présenté, avec une note bibliographique, par M. Vercoullie.

FONDATION EN FAVEUR DES ÉTUDES SÉMITIQUES ET MUSULMANES.

L'Académie a reçu en donation, d'une personne désirant rester provisoirement inconnue, un capital représenté par des valeurs mobilières diverses, dont les revenus, après l'extinction de charges constituées par deux rentes viagères, seront employés à encourager les études sémitiques et musulmanes.

L'Académie adopte, pour cette fondation, le règlement suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les revenus de la Fondation serviront :

1° A subsidier des recherches entreprises ou projetées, ainsi que des voyages s'y rapportant;

2° A faciliter la publication de travaux originaux.

Recherches, voyages et travaux relatifs à l'un ou à l'autre domaine des études sémitiques et musulmanes.

ART. 2. — La Classe des Lettres de l'Académie désignera chaque année, au mois de février, trois de ses membres pour constituer la Commission qui lui fera des propositions de subvention.

Cette Commission pourra s'adjoindre, quand elle le jugera opportun, d'autres personnes, même étrangères à l'Académie. Les frais de déplacement des membres de la Commission leur seront remboursés par la Fondation.

ART. 3. — Pour être admis au bénéfice des subsides de la Fondation, il faut être de nationalité belge ou française. Les travaux pour l'impression desquels des subventions seront sollicitées devront être rédigés en français.

ART. 4. — Les demandes de subvention doivent être adressées au Secrétaire perpétuel de l'Académie avant le 1^{er} février. Toutefois le choix de la Commission n'est pas limité : elle pourra s'enquérir des personnes, institutions ou travaux qui seraient dignes de subvention.

ART. 5. — Les subventions accordées seront annoncées en séance publique de la Classe des Lettres.

ART. 6. — Les revenus non employés pourront être réservés pour l'exercice suivant, ou bien, si la Commission le juge à propos, ajoutés au capital, avec l'approbation de la Classe.

ART. 7. — Le présent règlement pourra être modifié par la Classe des Lettres, si la proposition lui en est faite par dix de ses membres, ou par la Commission de la Fondation.

UNION ACADEMIQUE INTERNATIONALE.

MM. Bidez et Pirenne présentent leur rapport sur la VI^e session de l'Union. — Impression dans le *Bulletin*.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

La Saga du scalde Egil Skallagrimsson. Histoire poétique d'un Viking scandinave du X^e siècle. Traduite de l'ancien islandais, précédée d'une introduction, et annotée par F. Wagner, docteur en philologie germanique, professeur à l'Athénée royal de Charleroi.

Au nom de M. Félix Wagner, j'ai l'honneur de présenter à la Classe sa traduction française de la Saga du scalde Egil Skallagrimsson, publiée sous les auspices de la Fondation universitaire de Belgique. L'auteur s'était déjà fait connaître par les précédents travaux que nous avons signalés à l'Académie, notamment par sa traduction du *Livre des Islandais* d'Ari Enn Frodhi, et celles des Sagas de *Gunnlaug Langue de Serpent* et de *Fridthjof le Fort*. L'auteur s'est spécialisé dans l'étude de l'ancien islandais, cette langue d'un abord si difficile et d'une grammaire si compliquée, qui s'est conservée pure dans la grande île du Nord, et que ne comprennent plus les autres peuples scandinaves, dont la langue s'est corrompue au contact des langues germaniques. Il nous offre donc une traduction faite sur le vieux texte islandais. Il expose, dans une magistrale introduction, tout l'intérêt que présente la Saga du scalde Egil par l'art de la composition, l'élévation du langage, l'harmonie de l'ensemble, l'élégance et la pureté du style, l'animation du dialogue, la peinture des caractères, la variété et l'originalité des épisodes, qui font de l'histoire d'Egil une des plus belles compositions que nous ait léguées le moyen âge scandinave, une œuvre grandiose du plus vif intérêt au point de vue de

l'histoire littéraire. Cette saga a été écrite dans la première moitié du XIII^e siècle par un maître anonyme dont la plume a su coordonner et grouper des éléments divers suivant les règles d'une rigoureuse logique et d'après un plan qui porte l'empreinte d'un écrivain de haute culture, à la fois poète et historien. Si la saga procède plutôt de l'épopée que de l'histoire, il n'en reste pas moins qu'elle a une grande importance historique par ses renseignements sur la vie politique, sociale et familiale des anciens Scandinaves et sur tout ce qui touche cette époque troublée du IX^e et du X^e siècle, où se passent les événements que relate la saga, mise par écrit trois siècles plus tard, à l'époque de l'introduction de l'écriture en Islande.

Cette saga complète heureusement les données souvent vagues que nous fournissent le *Landnamabók* et le *Heimskringla*. Elle jette aussi une vive lumière sur l'état de la Norvège au temps du roi Harald, qui unifia le royaume, et sur les rapports de la Norvège avec les autres pays du Nord.

L'auteur a suivi le texte original d'après l'édition parue dans la Saga-Bibliothek de Max Niemeyer, par Finnur Fónsson. Il a voulu une traduction aussi littérale que possible, s'efforçant de rendre le texte dans toute sa simplicité. Et il a fait ainsi une œuvre de vulgarisateur qui fait honneur aux lettres belges.

JULES LECLERCQ.

Thèbes. La gloire d'un grand passé.

J'ai l'honneur de remettre à l'Académie la première publication de la Fondation Égyptologique Reine Élisabeth. Elle est intitulée : *Thèbes. La gloire d'un grand passé*.

Le but de cet ouvrage, vendu au bénéfice de la Fondation, est d'expliquer l'importance générale, dans l'histoire de la civilisation humaine, des ruines d'une des anciennes capitales des Pharaons. C'est donc moins un ouvrage de recherches spéciales

qu'une synthèse de tous les travaux publiés sur Thèbes, complétée par mes impressions et observations personnelles.

Depuis vingt ans, j'avais formé le projet d'écrire cet ouvrage et je n'ai pas cessé d'y penser pendant mes quatre séjours à Thèbes. Si j'ai pu le réaliser maintenant, c'est grâce à la Fondation de la Reine Elisabeth. Ma collaboratrice, M^{lle} Marcelle Werbrouck, élève diplômée de l'école du Louvre, a pu séjourner à Thèbes pendant de nombreux mois au cours des deux derniers hivers, ce qui m'a permis, en travaillant dans ma bibliothèque à Bruxelles, d'avoir un témoin constant sur place.

Le manuscrit a été entièrement vérifié en présence des monuments; les épreuves ont été corrigées à Thèbes; l'illustration a été complétée d'une façon méthodique d'après les originaux.

Je tiens à ajouter que la Fondation Universitaire a bien voulu m'accorder un crédit destiné à supporter une partie des frais considérables de l'établissement du manuscrit définitif.

Je me permets d'espérer que la lecture de ce livre fera reconnaître davantage l'importance historique des recherches d'égyptologie et suscitera en Belgique le désir de voir nos compatriotes prendre une place plus grande dans les travaux scientifiques qui se font dans la vallée du Nil. Ce sera là répondre, de la manière la plus complète, au but de ceux qui ont créé la Fondation Égyptologique Reine Elisabeth.

JEAN CAPART.

HENRI MALO. — *La grande Guerre des Corsaires. Dunkerque (1702-1715)*; ix-259 pp. in-8°. Paris, Émile-Paul, 1925. — *Les Derniers Corsaires. Dunkerque (1715-1815)*; x-292 pp. in-8°. Ibid.

Ces deux ouvrages de M. Henri Malo que j'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de leur auteur, achèvent l'histoire des corsaires dunkerquois que les précédents volumes avaient

conduite jusqu'en 1702. Le premier est consacré à la période de 1705 à 1715 ; le second, au siècle compris entre cette dernière date et 1815. Avec la même richesse d'informations et le même agrément que l'on avait admirés dans son récit des temps héroïques de la course, M. Malo nous en expose les derniers hauts faits, puis la décadence. On lira avec le plus vif intérêt ce qu'il nous apprend du rôle joué par les successeurs de Jean Bart durant la guerre de la Succession d'Espagne, pendant laquelle Louis XIV, n'ayant plus de marine, ne peut compter que sur eux pour atteindre les Anglais dans leur commerce. Après le traité d'Utrecht, si les corsaires continuent à faire preuve des mêmes capacités guerrières et nautiques, leur importance est bien diminuée par les circonstances. Le port de Dunkerque est comblé et placé sous la surveillance de l'Angleterre, puis, lorsque cet état de choses prend fin, les pouvoirs publics cessent de s'intéresser à la course et adoptent même des mesures qui en restreignent de plus en plus l'activité et l'utilité. M. Malo aura donc suivi d'un bout à l'autre le sujet auquel son nom restera désormais attaché. Il fallait, pour y réussir, non seulement aimer la marine et les gens de mer, mais encore posséder des connaissances techniques qu'il est très rare de rencontrer chez un historien. Elles rehaussent singulièrement la valeur d'un ouvrage aussi vivant qu'il est instructif et où le talent de l'écrivain a su excellemment mettre en œuvre les patientes recherches d'archives de l'érudit.

H. PIRENNE.

Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg, publiés par le chanoine Jean Schmitz et dom Norbert Nieuwland. Ouvrage couronné par l'Académie française. Septième partie (t. VIII) : *La bataille de la Semois et de Virton*, Bruxelles et Paris, Van Oest, 1925, in-4° de 432 pp., 228 grav. et 1 carte.

Les deux vaillants auteurs de l'ouvrage le plus important qui ait paru en Belgique sur les débuts de la guerre de 1914 ont mené leur œuvre à bon terme. Le tome VIII, que j'ai l'honneur d'offrir en leur nom à l'Académie royale, est le digne couronnement de leurs efforts, de leur persévérance, de leur loyauté patriotique. Lorsque de l'autre côté du Rhin on ne veut pas savoir ce qui s'est réellement passé sur le sol belge en août 1914, ou plutôt quand on réédite les erreurs et les calomnies, plusieurs fois déjà victorieusement réfutées, comme vient encore de le faire le *Reichsarchiv*, ou en réalité l'état-major camouflé, dans l'histoire officielle des opérations de 1914, il serait désastreux pour nous qu'on laissât périmer la vérité historique. Il s'agit de notre honneur national. L'ouvrage du chanoine J. Schmitz et de D. Nieuwland restera comme un monument élevé à la Vérité, et l'on ne peut que regretter amèrement que des travaux analogues n'aient pas été entrepris pour les autres régions de la Belgique.

Dans la première partie de la préface, les auteurs ont donné un résumé des opérations militaires qui se sont déroulées au sud de la forêt de Neufchâteau; on y voit surtout l'enchaînement des événements, et l'on arrive ainsi à s'expliquer la présence de nombreuses troupes allemandes à Rossignol, fait auquel les Français ne s'attendaient guère. La seconde partie donne un résumé des crimes commis dans la région et signale le cynisme avec lequel ils ont été commis. Ici, comme partout ailleurs, les échecs militaires ou les pertes subies ont été l'occasion de

représailles sanglantes, et l'on comprend pourquoi, dans ce volume, les événements militaires revêtent une importance exceptionnelle. La légende des francs-tireurs fut de toutes pièces inventée par des officiers allemands, afin de surexciter leurs troupes contre la population. Les soldats avancent à travers le feu et le sang. Les 120 victimes de Rossignol, prises prétendument comme otages, sont fusillées à Arlon, et quelle cruauté dans cette hécatombe, où de dix en dix minutes, dix hommes, puis une femme tombent successivement sous les balles allemandes, en présence des futures victimes! Arrêtés par les Français à Saint-Vincent et à Bellefontaine, les soldats allemands retournent en arrière à Tintigny, où ils tuent 83 civils et incendient 184 maisons. A Termes, 27 soldats français blessés, déposés par les civils dans une hutte, sont achevés. Le lendemain à Les Bulles, où pourtant les Allemands avouaient que la population n'avait rien à sa charge, on massacra des civils sous le seul prétexte qu'ils « n'ont pas bon air ». A Houdemont, 41 civils tués et 64 maisons incendiées. Ce que fut la brutalité du général von der Esch à Arlon, le meurtre du commissaire de police le dit assez haut. Quant aux exécutions des otages de Rossignol et d'Étalle, dont l'innocence fut reconnue, mais qui payèrent pour de prétendus coupables, elles resteront comme une tache indélébile. A Étalle même le vicaire, le bourgmestre de Hachy et un troisième civil sont pendus. Le bombardement du Collège Saint-Joseph à Virton, où était établie une ambulance, causa la mort de 36 blessés.

La bataille d'Etbe, où les Français luttèrent un contre six pendant douze heures, se termina par des pertes sanglantes de part et d'autre; mais quelle vengeance ensuite sur la population civile : 277 victimes et 256 maisons incendiées, et sur les soldats français blessés, dont 150 au bas mot furent achevés à Gomery! Les historiens allemands disent qu'à Latour on n'a exercé aucune cruauté; c'est vrai, mais ils omettent de dire qu'on a conduit 71 hommes de Latour à Etbe, trois jours

après la bataille, pour y relever les blessés et que là ils furent fusillés. Faut-il encore signaler l'achèvement de blessés à Bleid, le martyre du curé de Mussy-la-Ville, la destruction de 86 maisons à Baranzy et le massacre de 24 civils, dont 6 hommes de Rachecourt envoyés par un médecin allemand pour y relever les blessés; la destruction de 118 maisons à Musson, le massacre de 12 civils et la déportation en Allemagne de 148 habitants? En quelques jours, dans les provinces de Namur et de Luxembourg, les autorités allemandes avaient donc fait mettre à mort 2,812 civils et incendié 6,937 maisons; on pouvait aisément reconnaître l'itinéraire des troupes.

Nous avons donc ici un ensemble de documents de premier ordre qui permettront aux futurs historiens de la Guerre mondiale de contrôler les récits faits à la hâte ou dans l'intention d'influencer l'opinion publique. L'offensive historique de certains écrivains d'outre-Rhin est inspirée par d'autres sentiments que ceux de la vérité historique. Celle-ci, dût-elle être pénible pour le sentiment national, s'impose avant tout. On prétend que les Belges, étant partie intéressée, n'ont pas le droit d'imposer leur jugement, qu'il faut s'en remettre aux neutres. Mais que valent les neutres? Y a-t-il encore des neutres? Et, pendant ce temps, les publications de tous genres s'accumulent en Allemagne; celle-ci n'est-elle pas aussi partie intéressée? L'ouvrage de M. Schmitz et de D. Nieuwland est un recueil de pièces versées au dossier, mais des pièces recueillies avec patience, sérénité et à un moment où l'on pouvait encore atteindre et recueillir des témoignages directs.

L'illustration est restée à la hauteur de celle des volumes précédents; grâce à une subvention de la Fondation Universitaire, les auteurs ont pu enrichir le volume de 228 photographies, plans, cartes, fac-similés de documents qui en rehaussent la valeur. Ils ont droit à notre admiration et à notre gratitude.

D. U. BERLIÈRE.

G.-CH. VAN LANGENHOVE. — *On the origin of the Gerund in English* (Recueil de travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand, 56^e fascicule); Gand, Van Ruyselberghe et Rombaut; Paris, Ed. Champion, 1925, xxviii-132 pages in-8°.

La recherche de l'origine du gérondif anglais est pour l'auteur plutôt une question de phonétique et de morphologie que de syntaxe. Il a donc parcouru toute la littérature anglo-saxonne et presque toute la littérature moyen-anglaise, pour réunir tous les exemples de l'emploi du nom verbal, du participe présent et de l'infinitif décliné ou non. En distinguant nettement les dialectes et les époques, il fait la critique des nombreuses variantes des terminaisons de ces formes verbales, pour arriver à la conclusion que le participe présent en *-ing* est dû à une substitution de *-ing* à *-ind* et que le Gérondif en *-ing* est le résultat d'une confusion de l'infinitif en *-n* avec le nom verbal en *-ing*.

Nous avons donc ici une contribution très importante à la grammaire historique de la langue anglaise. Cette étude, avec laquelle M. van Langenhove a conquis le titre de docteur spécial en philologie germanique, dénote chez l'auteur une vaste érudition et des lectures très étendues : la bibliographie comprend 40 pages et les exemples anglo-saxons et moyen-anglais occupent presque autant d'espace que le texte.

J. VERCOULLIE.

LECTURES.

Le Socialisme en Europe depuis dix ans ⁽¹⁾,

par E. VANDERVELDE, membre de l'Académie.

« Le Socialisme est la politique ou la théorie qui tend à assurer par l'action d'une autorité démocratique centrale, une meilleure distribution et, par là, une meilleure production des richesses, que celle qui prévaut actuellement. »

Cette définition du Socialisme, que nous empruntons à l'*Encyclopedia Britanica*, prête à la double critique d'être trop étroite et trop vague. Elle exclut de la communauté socialiste des anarchistes comme Elisée Reclus ou Kropotkine, qui se sont toujours réclamés du socialisme, mais qui n'étaient pas centralistes. Elle laisse en marge, également, les *bolchevistes*, dont la dictature de minorité est la négation même de la démocratie. D'autre part, elle paraît bien vague quand on la confronte avec les déclarations de principes de tous les partis social-démocrates, qui, suivant une formule procédant de Karl Marx, poursuivent la *conquête du pouvoir politique par les travailleurs* et la *socialisation des moyens de production et d'échange*.

Néanmoins, la définition de l'*Encyclopédie Britannique* présente l'avantage de s'appliquer exactement à tous les partis et organisations ouvrières qui se trouvaient groupés avant la guerre mondiale dans ce que l'on a appelé, depuis, la II^e Internationale. A cette époque, en effet, les bolchevistes Russes se déclaraient encore social-démocrates. Ils faisaient partie de

(1) Lecture faite à la séance du 6 avril 1925. — Une version anglaise de cet article a paru aux *Foreign Affairs. An American Quarterly Review*. June 15, 1925.

l'Internationale. Ils s'y rencontraient avec des Trade-Unionistes anglais, gens très modérés, qui n'étaient pas socialistes, au sens Marxiste du mot, mais qui admettaient la nécessité, pour les travailleurs, d'une action politique de classe, et dont les tendances sociales correspondaient, assez exactement, à la définition donnée plus haut.

Nous avons sous les yeux, en écrivant ces lignes, l'album commémoratif préparé par les socialistes d'Autriche, en vue du X^e Congrès de l'Internationale. On sait que ce Congrès devait se tenir à Vienne au mois d'août 1914. Quelques exemplaires étaient sortis des presses de l'*Arbeiter Zeitung* lorsque la guerre éclata. Ils furent remis, dix ans après, aux membres du Bureau socialiste international (B. S. I.), lorsque celui-ci se réunit dans l'ancienne capitale des Habsbourg, en juin 1924.

Cet album contient, notamment, en une série de médaillons, le portrait des soixante-six membres du B. S. I., qui siégeait, avant la guerre, à la Maison du Peuple de Bruxelles. Lénine n'y figure point, bien qu'il ait fait partie du B. S. I. pendant de longues années. Mais on y trouve Rosa Luxemburg, Racowsky, aujourd'hui ambassadeur des Soviets à Londres, à côté de Daniel de Léon, délégué Américain, de Jaurès, d'Ebert, le futur président du Reich, de Stauning, de Branting, de Mac Donald, qui ont été, depuis lors, premiers ministres de Danemark, de la Suède et de la Grande-Bretagne. On y voit aussi, mais assez rares, des délégués des Trade-Unions.

A ce moment donc, au point de vue international, l'unité ouvrière et socialiste, en Europe, était complète. La guerre vint tout changer. De 1914 à 1918, les socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique se placèrent, en très grande majorité, sur le terrain de la défense nationale. Les Italiens, sauf le groupe de Mussolini, alors socialiste d'extrême gauche, se déclarèrent neutralistes. Les Russes, après la chute du Tsarisme, furent « social-patriotes » avec Kerensky, défaitistes avec Lenine. En Autriche, et surtout en Allemagne, la Social-démocratie vota,

d'abord, les crédits de guerre. Mais, bientôt, les éléments radicaux se détachèrent. Pendant que les « majoritaires » essayaient vainement, à la Conférence de Stockholm, de reprendre contact avec les socialistes belges et français, les « socialistes indépendants » allaient en Suisse, à Kienthal et à Zimmerwald. Ils s'y rencontrèrent avec quelques groupes extrémistes des pays de l'Entente, partisans comme eux d'une paix immédiate, « sans indemnités ni annexions ». Bref, au choc des événements, l'unité internationale en 1914, assez superficielle, en somme, se trouva virtuellement rompue. Au lendemain de l'armistice, tandis que la révolution grondait dans la moitié de l'Europe et que, partout, se produisaient des poussées socialistes, la dislocation de l'Internationale fut un fait accompli.

Les bolchevistes, qui se croyaient déjà maîtres du monde, déclarèrent que la II^e Internationale était morte : ils fondèrent la III^e Internationale, bientôt appelée l'*Internationale communiste*. D'autre part, sous la pression de nécessités économiques impérieuses, les organisations ouvrières des divers pays créèrent, à Amsterdam, en 1919, l'*Internationale Syndicale* (*International Federation of Trade Unions*), qui compta, un moment donné, 23 millions d'affiliés (il en reste 16 millions aujourd'hui), et, pendant quelque temps, l'*American Federation of Labour*, de Samuel Gompers, voisina avec la C. G. T. (Confédération Générale du Travail) française et avec les *Freie Gewerkschaften* allemandes. Mais, dans l'ordre politique, l'Internationale se trouva divisée en trois tronçons : la III^e Internationale, à Moscou ; la II^e, où les « majoritaires » allemands et le *Labour Party* britannique formaient les gros bataillons, à Londres ; enfin, et entre les deux, à Vienne, l'*International Working Union of Socialist Parties*, que l'on appela l'Internationale II $\frac{1}{2}$, et qui se proposait pour but de refaire, plus vivante et plus efficace, l'Internationale d'avant-guerre.

Une tentative de rapprochement, faite à Berlin, en avril 1922, par une conférence des trois Comités exécutifs, aboutit à un

échec complet, et, depuis lors, l'Internationale communiste ne cessa d'accentuer la violence de son opposition à la démocratie socialiste. Par contre, entre Vienne et Londres, les points de différence allèrent en s'atténuant. Déjà, en 1921 et en 1922, les socialistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, qui adhéraient, les uns à l'Union de Vienne, les autres à la II^e Internationale, s'étaient réunis à Paris, puis à Francfort, et, de commun accord, avaient adopté les résolutions devenues fameuses sous le nom de résolutions de Francfort : anticipant sur le plan Dawes, elles demandaient la réduction de la dette allemande à un taux raisonnable, mais elles réclamaient, en outre, la fin des occupations militaires et l'annulation des dettes interalliées.

Dès le mois de décembre de la même année, on s'entendit pour convoquer à Hambourg le Congrès socialiste international, où, à l'exclusion des communistes, l'Internationale fut reconstituée (27 mai 1923).

Il fallut, à cette occasion, définir les conditions auxquelles des partis ou des groupes pourraient y être admis.

L'accord se fit aisément sur un texte franco-allemand qui, empruntant sa terminologie un peu lourde au vocabulaire marxiste, faisait appel à « ceux qui reconnaissent dans le remplacement du mode de production capitaliste par le mode de production socialiste le but, et dans la lutte de classe qui se manifeste dans l'action politique et économique, le moyen d'émancipation de la classe ouvrière ». Mais lorsqu'il s'agit de traduire ce texte en anglais, les délégués britanniques soulèverent une difficulté : Ils objectèrent que les mots « lutte de classe », qui sont, sur le continent, la pierre de touche du socialisme, n'étaient pas d'usage courant en Angleterre ; que les extrémistes qui, seuls, se servaient de cette expression, disaient non pas *class struggle*, mais *class war* ; que, dans ces conditions, mieux valait traduire la même idée par une périphrase. Celle-ci, par exemple : « *independent political and industrial*

action of the workers organisation ». Et ainsi fut fait. Le texte franco-allemand fut maintenu : c'était indispensable, sous peine de l'émasculer. Mais on admit, pour la consommation anglaise, une traduction libre.

Nous avons rapporté ce petit incident, parce qu'il ne laisse pas d'être instructif. Il montre, en effet, que malgré la communauté des buts, et, en somme, l'unité de tactique, les travailleurs anglais et les socialistes continentaux ne parlent pas tout à fait le même langage. Or, ces différences dans la terminologie extériorisent des différences plus profondes, qui tiennent à la diversité des milieux de formation et de développement du socialisme contemporain.

Qu'on veuille relire, par exemple, des livres d'avant-guerre, tels que les *Études socialistes*, de Jean Jaurès; *Socialism and Society*, de Ramsay Mac Donald; *Das Erfurter Programm*, de Karl Kautsky. On verra combien le socialisme de Jaurès, tout imprégné de l'esprit de la Révolution française, et, plus encore, le socialisme de Mac Donald, qui cherche ses inspirations dans l'idéalisme pacifique et fraternel du Christianisme, se différencient du socialisme plus « matérialiste », plus « économique » des Marxistes.

Depuis la guerre, cependant, ces différences se sont atténuées, même au point de vue théorique. Une sorte d'amalgame doctrinal s'est produit entre les divers partis nationaux : le socialisme allemand est devenu moins doctrinaire; le socialisme français, sous l'influence des Guesdistes, s'est rapproché du Marxisme; le socialisme de l'I. L. P. (*Independant Labour Party*) a fait la conquête à peu près intégrale du monde travailleur anglais. Il n'y a plus seulement, entre les partis qui se réclament de la démocratie socialiste, unité internationale d'organisation, mais, dans une mesure croissante, unité de programme. Bref, les quelque vingt millions d'hommes ou de femmes qui, dans le courant de 1924, en France, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, dans les pays Scandinaves, votèrent

pour les socialistes, ont tous, avec une conscience plus ou moins claire, adhéré à une doctrine commune, qui trouve son expression la plus saisissante dans le Manifeste communiste et les autres œuvres de Karl Marx.

En 1878, déjà, Frédéric Engels attribuait à Marx, son *Fidus Achates*, le mérite principal des deux « grandes découvertes » qui, d'après lui, avaient fait du socialisme une science : le *matérialisme historique*, ou, si l'on préfère, l'interprétation économique de l'histoire, et la *plus-value*, c'est-à-dire le surplus de valeur, la somme de travail non payé, que le capitaliste s'approprie, lorsqu'il met en œuvre la force de travail des salariés.

Ces idées qu'à l'origine les uns représentaient comme des découvertes, les autres comme des paradoxes ou des sophismes, sont devenues, en quelques années, des lieux communs de la propagande et de l'action socialistes. N'eussent-ils jamais lu une seule ligne de Marx, il n'est pas un houilleur travailliste du Yorkshire, un métallurgiste socialiste du Creusot, un prolétaire des mines de soufre de Sicile, des tissages de Pologne, des salines du Salzkammergut, des fabriques de tabac de Serrès ou de Philippopoli, qui ne se rencontre avec les social-démocrates de la Ruhr ou de la Sarre, pour admettre une série de formules, d'origine Marxiste, qui constituent le fonds commun de tous les partis affiliés à l'Internationale : les luttes politiques se ramènent, en dernière analyse, à des luttes de classe ; ces luttes augmentent de gravité et d'ampleur à mesure que les capitaux se concentrent et que, par conséquent, l'exploitation des travailleurs se développe ; pour mettre fin à cette exploitation, il faut socialiser la propriété capitaliste, c'est-à-dire la propriété divorcée du travail ; à cette fin, les partis socialistes ou travaillistes poursuivent un double but : la conquête du pouvoir politique et l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

A cette formidable diffusion, dans les masses profondes, de la pensée de Marx, les *social-reformers*, qui veulent amender le

capitalisme, pour mieux le conserver, opposent, il est vrai, une prétendue faillite du Marxisme, que les Menger, les Boehm-Bawerk et autres « socialisants » d'avant-guerre auraient définitivement réfutée. Vainement leur répond-on que, dans l'Europe d'après-guerre, les idées de Marx sur l'importance décisive des facteurs économiques, ainsi que sur la concentration capitaliste, l'effondrement des classes moyennes, l'opposition des partis bourgeois et des partis travaillistes ou prolétariens, ont trouvé dans les faits une confirmation éclatante. Ils proclament que la science économique a définitivement condamné la théorie marxiste de la valeur, que, dès lors, tout le reste de l'édifice s'écroule; bref, que le socialisme, s'il veut vivre, doit chercher d'autres fondements.

Dans cette littérature antimarxiste d'après-guerre, il faut accorder une mention spéciale à des livres tels que *The revival of Marxism*, de Nicholson, ou *Les fondements du Socialisme*, d'Aftalion. Ils se distinguent de beaucoup d'autres, par une connaissance réelle des doctrines dont ils font la critique.

Peut-être, pour des lecteurs Anglais et Américains, le petit livre de Nicholson est-il le mieux fait pour se rendre compte, à la fois, de ce qu'est, sous sa forme actuelle, le socialisme marxiste, et des arguments que l'on croit pouvoir lui opposer. Mais c'est chez Aftalion que nous trouvons, en somme, la critique la plus serrée et la plus impressionnante du Marxisme et spécialement de cette théorie de la plus-value qui se trouve, implicitement ou explicitement, à la base de toutes les revendications socialistes.

Or, dit M. Aftalion, « quelque incontestable que soit la force révolutionnaire de la théorie de la plus-value, son insuffisance doctrinale apparaît aujourd'hui comme notoire. Elle est incapable de se rendre compte de ce fait d'observation très simple que dans chacune des entreprises particulières, le profit tend à se proportionner au montant du capital engagé, nullement à l'importance du personnel ouvrier, nullement, par suite, à la

somme de *surtravail* qu'impliquerait la théorie Marxiste. L'effort désespéré de Marx, dans le III^e volume de son *Capital*, pour concilier sa doctrine avec les faits, quand il la déclare exacte seulement pour l'ensemble de la production, pour l'ensemble du revenu capitaliste d'un pays, n'est pas loin de signifier qu'il en abandonne les éléments essentiels ».

Ce n'est pas le lieu, dans cet article qui a le caractère d'un exposé, d'ouvrir à ce sujet une discussion approfondie. En réalité, Marx n'a pas attendu la publication de son troisième volume pour faire la différence entre la valeur et le prix, la plus-value et le profit. Rodbertus, d'ailleurs, parmi bien d'autres, l'avait faite avant lui, dans ce passage, très caractéristique, que nous empruntons à M. Aftalion lui-même :

« En vertu de la concurrence — dit-il — les profits doivent être égaux..., le principe que la valeur du produit est égale au travail qu'il coûte est mis en défaut par l'effet de la loi de l'uniformité des profits... Il suffit, selon moi, que le produit social, pris dans son ensemble, ait une valeur mesurée uniquement par le travail nécessaire à la production, pour fournir toutes nos rentes actuelles, rentes foncières et rentes de capital. »

C'est dans le même esprit que Marx compare la société actuelle à une gigantesque société anonyme, à un *trust*, où la somme des profits égale la plus-value produite par l'ensemble des travailleurs ; et cette plus-value, transformée, se répartit entre les divers copartageants, sous forme de rentes, d'intérêts et de profits.

Or, ainsi comprise, la plus-value, que Rodbertus appela *rente*, ou Menger *revenu sans travail*, ne nous paraît pas différer essentiellement de ce que, dans la suite de ses études, M. Aftalion appelle le *surplus social*. Voici, d'ailleurs, dans quels termes il formule cette « théorie du surplus social ou de la spoliation par exclusion » :

« Les doctrines modernes — dit-il — prouvent que le revenu capitaliste n'est pas une exploitation ; que, dans le revenu total,

une partie de la valeur créée est effectivement imputable à la terre et au capital. Mais il reste que cette part de valeur, à laquelle correspond le revenu capitaliste, n'est due présentement à l'action individuelle d'aucun individu. Tout ce à quoi conduit la théorie de la distribution, c'est à admettre qu'à côté du travail, ce que la nature nous donne gratuitement et ce qui a été accumulé par le long labeur des siècles participent à la valeur créée. Il y a là un surplus de valeur ; il y a là comme un trésor dont les richesses viennent se joindre à ce qui est dû au travail actuel des hommes. Mais pourquoi le bénéfice en serait-il réservé à certains privilégiés, puisqu'ils n'en sont pas les auteurs ? Ce que la nature nous offre, ce que l'effort des siècles a constitué, devraient appartenir à tous. Le surplus capitaliste devrait être social. Son appropriation par quelques-uns est illégitime et spolie par exclusion les autres membres de la société. »

M. Aftalion, il est vrai, apporte à la reconnaissance de ce fait beaucoup de réserves et de correctifs.

Il y est revenu, après la publication de son livre, dans une série de thèses qui ont été discutées par la Société Française de Philosophie, dans sa séance du 28 février 1924 ⁽¹⁾.

Même après la reconstitution des fondements du socialisme sur de nouvelles bases, l'équité du socialisme ne lui paraît pas certaine à cause des dangers que présente son application. Danger d'une moindre productivité et d'une réduction de bien-être des non-possédants. Danger surtout d'un arrêt des épargnes et d'une dilapidation du capital anciennement constitué. Pour M. Aftalion, ce capital étant indispensable au bien-être des générations futures, sa destruction partielle au profit d'une génération serait une iniquité plus grave sans doute que celle dont la propriété privée est la source, et doit conduire à condamner le socialisme au nom de la justice.

On voit tout de suite que ces considérations finales portent sur

⁽¹⁾ Voir *Bulletin de la Société Française de Philosophie*. Paris, Colin, 1924, n° 1.

des points de fait, absolument étrangers au problème des fondements théoriques du socialisme.

Certes, indépendamment de toute considération de justice, le socialisme serait condamné le jour où il serait établi que l'appropriation collective des moyens diminuerait la production sociale et entraînerait la dilapidation du capital anciennement constitué.

Mais c'est ce qui resterait à démontrer, autrement que par des raisonnements *a priori*, et, d'autre part, toute la littérature socialiste, marxiste ou autre, tend à établir, au contraire, que, tant au point de vue de la capitalisation que du rendement social, le régime socialiste l'emporterait sur le régime actuel.

Au surplus, les réserves et les correctifs de M. Aftalion peuvent fournir des arguments — et il semble d'ailleurs que ce soit leur but principal — en faveur du maintien en possession de certaines catégories de propriétaires, ou contre l'expropriation brusque, sans indemnité, par la violence, d'autres catégories.

La distinction qu'il prétend établir entre sa théorie de la spoliation par exclusion et la théorie marxiste de la plus-value peut intéresser ses collègues de la Société Française de Philosophie; mais il est bien douteux que ses arguments soient de nature à faire impression sur les travailleurs, en nombre croissant, qui subissent l'emprise du capitalisme. On peut justifier, historiquement, la propriété individuelle, aussi longtemps qu'elle reste associée au travail. On ne justifiera pas — et M. Aftalion le reconnaît, en somme — le tribut que lèvent sur le travail actuel, sur le travail vivant, ceux qui monopolisent le sol, le sous-sol, dons gratuits de la nature, ainsi que les produits du travail passé, du travail mort, fourni par les générations antérieures. Au fond de toutes les doctrines socialistes, il y a cette idée de simple justice qui se trouve déjà chez Saint-Paul, et que les Soviets ont inscrite en tête de leur Constitution : « Celui qui ne travaille pas ne doit pas avoir à manger ». Or, pour qu'il n'en

soit pas ainsi, dans des sociétés où les capitaux se concentrent, comme les nôtres, il est indispensable de socialiser les branches fondamentales de l'activité et de substituer à la souveraineté du capital sur les travailleurs, la souveraineté des travailleurs sur le capital.

Quels ont été, depuis dix ans, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les partis du travail, dans cette double direction. C'est ce qui nous reste à exposer.

Du point de vue de la socialisation d'abord, les « expropriations sauvages », que l'on a tentées en Bavière, en Hongrie et dans d'autres pays où il y a eu des insurrections prolétariennes, n'ont abouti qu'à de sanglantes réactions. Par contre, la Révolution Russe n'a pas eu seulement ce résultat, essentiel pour l'avenir, d'extirper le tsarisme jusqu'aux dernières racines et de faire passer aux mains des paysans les propriétés de la Couronne, de la noblesse et du clergé. Elle a laissé, en outre, aux mains de l'État soviétique, la propriété collective des industries et des immeubles urbains :

« De cette façon — dit un écrivain communiste, le professeur Varga — la Russie est arrivée aujourd'hui à un point que les social-démocrates se plaisent à désigner dans leur programme comme le point de départ de la transformation sociale. L'État prolétarien reste en possession des branches de l'économie « mûres » pour la socialisation : les mines, l'industrie lourde, les grandes exploitations en général, les moyens de transport, les finances et le commerce extérieur. »

Qu'advient-il de ce domaine collectif, dont l'acquisition révolutionnaire paraît avoir été plus onéreuse, en somme, que ne l'eût été l'indemnisation des capitalistes? Quelles sont les transformations sociales ultérieures qui s'opéreront sur cette base? Questions auxquelles il serait prématuré de vouloir répondre. L'expérience est en cours. Il importera de la suivre objectivement, sans idées préconçues, en se tenant à égale distance de l'optimisme systématique des Trade-Unionistes

anglais qui viennent de passer quelques jours en Russie et du parti pris aveugle de ceux qui cherchent des arguments contre le socialisme dans les mécomptes du *capitalisme d'État* instauré par Lénine dans des conditions particulièrement défavorables, en pleine guerre et en pleine défaite, au milieu du plus grand désarroi économique.

Si nous passons, maintenant, aux pays qui n'ont pas été secoués par des convulsions révolutionnaires, c'est un fait que, depuis la guerre, il y a eu plutôt recul que progrès de l'Étatisme, c'est-à-dire de l'exploitation directe par l'État, l'État-gouvernement, de certaines industries ou de certains services. Mussolini a *désétatisé* les chemins de fer italiens; la majorité du Bloc national français avait, avant les élections de mai 1924, décidé la suppression du monopole des allumettes. Partout s'élèvent des plaintes contre l'organisation défectueuse des « régies bureaucratiques ». On peut, dans une large mesure, appliquer à la plupart d'entre elles ce que Delemere, dans son livre, *Le Bilan de l'Étatisme*, dit de l'administration, en France, des postes, télégraphes et téléphones : « Les P. T. T. sont sortis de la guerre dans le profond désordre technique et financier. Leur fragile constitution n'a pu résister à l'épreuve; et la crise est générale, affecte, à la fois, les postes et télégraphes, atteint son comble dans les téléphones. »

Mais si l'Étatisme recule, la socialisation gagne, sous des formes nouvelles. On substitue aux régies bureaucratiques des régies autonomes. On crée, comme en Allemagne, dans les principales branches de l'industrie lourde, des cartels obligatoires, sous le contrôle de l'État, avec une représentation des ouvriers dans les conseils d'usine et des « parlements » du charbon, de l'acier, de la potasse, où sont représentés, à la fois, les patrons, les salariés et les consommateurs. On développe, surtout, des *économies mixtes*, auxquelles participent, à la fois, dans des proportions diverses, le capital des pouvoirs publics et des capitaux privés. C'est sous cette forme, par exemple, que

s'opère, en ce moment, la centralisation de toutes les forces hydrauliques de la Bavière. Et, de même, en Belgique, on a vu surgir, dans ces dernières années, toute une floraison d'entreprises mixtes — dites Sociétés nationales — dont l'État conserve le contrôle, avec la majorité des actions, mais auxquelles participent également des particuliers ou des municipalités. Il en est ainsi, notamment, pour l'exploitation des chemins de fer à voie étroite, l'intercommunale des eaux, construction d'habitations à bon marché, la distribution de l'énergie électrique, la régie industrialisée de la navigation du Congo et, d'une manière générale, la mise à fruit de tout le domaine minier de la colonie belge, exploité par des sociétés dans lesquelles l'État possède toujours la moitié des actions.

A peine est-il besoin d'ajouter, au surplus, que dans ces « Sociétés nationales » l'esprit capitaliste continue à dominer; que leurs méthodes d'exploitation ne diffèrent pas, en général, de celles de l'industrie privée; que les ouvriers ne participent pas, ou ne participent que dans une infime mesure, à la gestion de l'entreprise. Pour qu'il en soit autrement, pour qu'il puisse être question d'autre chose que de créer quelques régies nouvelles, de débureaucratiser les régies existantes, de faire à la collectivité sa part dans certaines entreprises privées, une condition préalable s'impose : la conquête de l'État, des pouvoirs publics, par les travailleurs.

En somme, les progrès ultérieurs de la socialisation dépendent, dans une large mesure, des progrès de la classe ouvrière dans l'ordre politique; et ces progrès sont, eux-mêmes, fonction du développement industriel, de la croissance du prolétariat, de la conscience et de l'organisation de classe des travailleurs.

Or, à ce point de vue, il n'est pas douteux que la guerre ait donné une impulsion décisive aux tendances préexistantes et ouvert largement les voies à la conquête socialiste au pouvoir. Quelques mois avant la catastrophe de 1914, Jaurès, qui avait au plus haut degré le sens prophétique, disait, dans un appel

aux socialistes allemands : « D'une guerre européenne peut jaillir la révolution, et les classes dirigeantes feront bien d'y songer; mais il en peut sortir aussi, pour une longue période, des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haines basses, des repréailles et des servitudes ». Toutes les crises de contre-révolution prévues par Jaurès, l'Europe les a traversées depuis 1918. Mais, d'autre part, qui pourrait contester que M. Masaryk, président de la république Tchéco-Slovaque, ait raison lorsque, dans un livre récent, il affirme que la Révolution est en marche? Avant la guerre, trois grandes autocraties faisaient ombre sur l'Europe. Dans les pays démocratiques, la bourgeoisie était partout au pouvoir. Le socialisme n'était qu'un des partis d'opposition, souvent même le plus faible des partis d'opposition. Aujourd'hui, les successeurs des Romanoff, des Hohenzollern, des Habsbourg s'appellent Kalinine, Ebert, Hainisch ou Masaryk. Les dernières monarchies, clairsemées, sont parlementaires ou subordonnées à des dictatures militaires qui déjà chancellent. Dans presque tous les pays, le socialisme accède au pouvoir, est au seuil du pouvoir, ou bien apparaît, non plus comme un des partis d'opposition, mais comme l'*opposition*, seule capable de remplacer un jour le ou les partis conservateurs au Gouvernement. C'est le cas, par exemple, en Belgique, en Autriche, en Finlande, où les socialistes forment plus des deux cinquièmes de la représentation parlementaire. Nous les voyons, d'autre part, assumer le gouvernement en Danemark, en Suède, et, de compte à demi, avec des agrariens, en Tchéco-Slovaquie. Ils étaient de loin le parti le plus nombreux en Italie, avant le coup d'État de Mussolini. Ils avaient la majorité à la Constituante Pan-Russe, avant la dictature bolchevique. En France, leurs cent députés forment la fraction la plus active de la majorité radicale-socialiste. En Angleterre, aux élections d'octobre dernier, ils ont obtenu 34 % des suffrages

(au lieu de 30 % en 1923) : 5,551,000 voix travaillistes, contre 2,949,000 voix libérales, et 7,866,000 voix conservatrices. En Allemagne, où ils ont d'ailleurs perdu du terrain depuis la Révolution, les social-démocrates sont 131 (sans compter 45 communistes), contre 137 députés des partis moyens, et 176 des partis de droite. Bref, dans l'ensemble de l'Europe occidentale, la démocratie socialiste groupe, dès à présent, un grand tiers de la population, et son accession au pouvoir, qui se présentait, en 1914 comme une hypothèse, sinon chimérique, du moins très lointaine, apparaît aujourd'hui comme une des possibilités, des probabilités même, de l'avenir le plus prochain.

En résumé, depuis dix ans, la démocratie socialiste, en Europe, a su refaire son unité internationale. Elle a trouvé, dans les faits d'après-guerre, une confirmation de ses doctrines. Elle a contraint les partis bourgeois, soit à composer avec elle, en se résignant à des réformes, soit à se coaliser contre elle, pour lui barrer la route. Elle a connu de grands succès. Elle a subi de sérieux revers. Bref, pour reprendre le mot de Goethe, l'évolution des travailleurs vers le pouvoir est une spirale, mais c'est une spirale ascendante.

Tout en constatant l'importance et la signification de ces résultats, il convient cependant que ceux qui voient l'avenir dans le socialisme se gardent d'un excès d'optimisme. D'abord, ce n'est pas un fait négligeable qu'au centre même du monde capitaliste, aux États-Unis, le socialisme n'ait pas encore poussé de nombreuses racines et que les travailleurs n'y soient point parvenus jusqu'ici à s'organiser, sur le modèle de l'Angleterre, en un parti politique indépendant.

En second lieu, la représentation parlementaire n'est qu'un morceau de constitution, et ce serait une naïve illusion de se figurer que pour exproprier politiquement et économiquement la classe capitaliste, il suffira de conquérir peu à peu, dans tel ou tel pays, la majorité des suffrages. Ce qui est en cause, à

L'heure présente, ce n'est pas la victoire d'un parti politique : c'est l'accession d'une classe à la souveraineté, c'est-à-dire une Révolution, et la Révolution la plus profonde peut-être que le monde ait connue. Cette Révolution se fera-t-elle, dans certains pays tout au moins, suivant les voies pacifiques et légales ? Verrons-nous, au contraire, se multiplier les convulsions violentes qui ont marqué ses débuts dans la grande moitié de l'Europe ? On doit souhaiter que la première hypothèse se vérifie. Il est malheureusement impossible d'écarter la seconde. Mais, en tous cas, les impatients, les illuminés, ceux qui croient encore à la toute-puissance de la législation ou de la dictature, pour faire des révolutions avant terme, ne méditeront jamais assez cette parole de Marx : « Les travailleurs n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que pour réaliser leur propre émancipation et, en même temps, la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. »

Les fouilles de Tripolitaine,

par FRANZ CUMONT.

La Tripolitaine doit son nom, on le sait, à trois comptoirs fondés par les Phéniciens sur la côte inhospitalière qui s'étendait entre les deux Syrtes, pour y commercer avec les tribus de l'intérieur : Leptis à l'est, Oea au centre, Sabratha à l'ouest. Ces comptoirs devinrent des villes, soumises à Carthage, puis aux rois de Numidie, et elles furent les alliées de Rome dans la guerre contre Jugurtha. La source principale de leur prospérité fut sans doute la culture de l'olivier, qui, avec le palmier, fait encore de nos jours, et fera davantage dans l'avenir, la richesse de cette contrée. Leptis s'étant déclarée pour Pompée, César, vainqueur, lui imposa un tribut annuel de trois millions de livres d'huile ⁽¹⁾.

Sous l'Empire, la Tripolitaine fut peu à peu romanisée, bien que la langue punique continuât à y être d'un usage courant, même dans l'écriture ⁽²⁾, et des ruines étendues y attestent encore combien son état économique était florissant, non seulement

(1) Soit 10,678 hectolitres; cf. GSELL, *L'huile de Leptis*; dans RIVISTA DELLA TRIPOLITANIA, I, 1924, pp. 41 et suiv.

(2) Les sièges de pierre des thermes de Leptis portent quatre inscriptions puniques, ce qui prouve que même l'aristocratie de cette ville se servait encore couramment de son vieil idiome sémitique. Ce pays écarté paraît avoir été encore au III^e siècle plus phénicien que latin, et la romanisation s'y acheva tardivement, comme dans le Nord de la Gaule. Cf. *Epit. de Caes.*, 20 : « (Septimius Severus) Latinis litteris sufficienter instructus, Graecis sermonibus eruditus, Punica eloquentia promptior, quippe genitus apud Leptim provinciae Africae ». SPART., *Vita Sev.*, 19, 9 : « Canorus voce, sed Afrum quiddam usque ad senectutem sonans ». *IBID.*, 75, 7 : « Cum soror eius Leptitana ad eum venisset, vix Latine loquens, ac de illa multum imperator erubesceret... ».

dans les centres urbains, mais dans les campagnes, où abondent les restes d'exploitations agricoles avec leurs pressoirs, les tombeaux monumentaux ⁽¹⁾ et, le long de la mer, les villas dans lesquelles les riches propriétaires venaient chercher la fraîcheur durant les ardeurs de l'été ⁽²⁾.

Dès la prise de possession de la Libye, les autorités italiennes s'étaient préoccupées d'assurer la conservation des antiquités et d'organiser un service archéologique, qui entreprit, avec les ressources modestes dont il disposait, des recherches profitables ⁽³⁾. Mais la Grande Guerre vint bientôt interrompre cette activité scientifique. Tout travail devint impossible en dehors de la zone restreinte qui restait occupée. Il fallut que la Tripolitaine fût reconquise et la sécurité rétablie avant qu'on pût songer à l'exploration des ruines. Celle-ci a pris une ampleur jusqu'alors inconnue, depuis que, sous l'énergique impulsion et l'habile direction du comte Volpi, ce vieux pays romain renaît à une civilisation nouvelle. Commencée avec succès par M. Romanelli, elle a été étendue par le surintendant actuel, M. René Bartoccini, dont la foi communicative a soulevé des montagnes — les dunes sous lesquelles deux villes antiques dormaient ensevelies. Son ardeur tenace, son activité inlassable, son enthousiasme pour l'œuvre à laquelle il s'est voué ont été récompensés par des résultats magnifiques. Ceux-ci furent tels que le gouverneur voulut inviter les archéologues italiens et étrangers à venir les apprécier. Une quarantaine

(1) Par exemple, celui de Ghirza; cf. *Rivista della Tripol.*, I, pp. 155 et suiv., fig. 10-11.

(2) Notamment celle de Zliten, explorée en 1914, qui a donné des mosaïques d'une finesse remarquable. Cf. BARTOCCINI, *Guida del Museo di Tripoli*, 1923, pp. 18 et suiv.; AURIGEMMA, *Dedalo*, 1923, fasc. 6-7.

(3) MM. Lucio Mariani, mort cette année, et Aurigemma ont été les pionniers de cette œuvre d'exploration qu'on poursuivie avec un succès croissant MM. Romanelli et Bartoccini. La Cyrénaïque, dont le gouvernement est indépendant de celui de la Tripolitaine, a aussi une surintendance spéciale des antiquités.

d'entre eux, bravant les orages des Syrtes, qui se montrèrent clémentes pour eux, se rendirent ainsi en Afrique au début de mai ⁽¹⁾. Sans doute eussent-ils été légion s'ils eussent pu prévoir quelle réception leur serait réservée. Leur arrivée coïncidait avec une visite du ministre des colonies, le prince Lanza di Scalea, qui n'a cessé de témoigner aux recherches historiques un intérêt dont celles-ci ont largement profité. Il fut ainsi donné aux hôtes du comte Volpi d'assister à des spectacles qui semblaient une féerie des Mille et une Nuits : défilé des troupes coloniales pour l'inauguration d'un monument aux morts, fantasias de cavaliers arabes dans la plaine de Sabratha, promenade aux flambeaux dans les ruines de Leptis, réunion de confréries musulmanes avec leurs étendards multicolores furent un émerveillement pour les yeux. Mais ces cérémonies pittoresques et ces fêtes éclatantes provoquèrent en eux moins de surprise et d'admiration que les ruines imposantes dont la visite parut à tous une révélation.

De l'ancienne triade phénicienne et romaine, une seule ville a subsisté : Oea, qui a emprunté au pays son nom de Tripoli. Ce port, qui a pris durant ces dernières années un air de capitale, a subi au cours des siècles tant de sièges et de destructions qu'il n'y reste debout qu'un seul monument antique : l'arc de triomphe qu'un duumvir de la cité éleva à ses frais en l'honneur de Marc Aurèle. Les Turcs, durant les dernières années de leur domination, y avaient installé un cinéma. Dégagé aujourd'hui des constructions parasites qui le masquaient, il montre ses quatre faces symétriques, percées chacune d'une porte et décorées de reliefs : une composition curieuse deux fois répétée représente Marc-Aurèle, nouvel Apollon, emporté au ciel sur un char

⁽¹⁾ Ce *convegno*, improvisé au dernier moment, fut cependant organisé si exactement par M. Conti Rossini à Rome et M. Rapex à Tripoli, que des congrès longuement préparés furent souvent moins bien ordonnés.

attelé de griffons, tandis qu'en face Minerve, conduisant un bige de sphynx, lui répond ⁽¹⁾.

Lorsque de Tripoli on se dirige vers l'ouest à travers le cha-pelet de palmeraies verdoyantes qui bordent le rivage, on atteint, à soixante-dix kilomètres environ, une hauteur fleurie toute parsemée de blocs de pierre rongés par l'érosion du sable et par le sel de la mer : c'est le site désert de l'antique Sabratha. C'était sous les Romains un port important : ses marchands avaient un comptoir à Ostie ⁽²⁾. C'est ici qu'Apulée, en l'an 157, prononça devant le proconsul d'Afrique l'*Apologie* qui nous est parvenue, pour se défendre contre une accusation de magie. Les fouilles systématiques commencées en 1923 ⁽³⁾ nous ont révélé déjà la grandeur de cette ville, dont on ne connaissait guère que le nom, et quelque chose de son histoire. On y a mis au jour un vaste amphithéâtre, dont l'arène atteint les deux tiers de celle du Colisée. Cette arène, qui a été entièrement déblayée, avec les passages qui y donnaient accès à l'est et à l'ouest, était entourée d'un couloir voûté, aujourd'hui écroulé, dont le mur interne traçait autour du lieu des combats une enceinte protectrice et dont le sommet, assez élevé pour que les fauves ne pussent l'atteindre ⁽⁴⁾, formait une plate-forme circulaire,

⁽¹⁾ Les sculptures et mosaïques remarquables réunies dans le petit Musée de Tripoli ne proviennent pas de la ville elle-même, mais une nécropole punico-romaine, qui y fut découverte en 1912, a fourni une quantité de vases de terre cuite, d'objets de bronze et surtout de jolis verres. Cf. BARTOCCINI, *Guida del Museo di Tripoli*, 1923, pp. 50 et suiv. — A l'est de Tripoli, sur la route de Sabratha, la tombe de Gargaresh, décorée de peintures du IV^e siècle, que CLERMONT-GANNEAU (*Comptes rendus Acad. des Inscr.*, 1903, pp. 357 et suiv.) croyait mithriaques, a été retrouvée et mise à l'abri de toute dégradation. Elle a fait l'objet d'une belle étude de ROMANELLI (*Notiziario archeologico del ministero delle Colonie*, t. III, pp. 21 et suiv.), qui conteste avec raison le caractère qui lui avait été attribué et veut y reconnaître une œuvre du syncrétisme païen.

⁽²⁾ « Statio Sabratensium » (*Notizie degli Scavi*, 1912, p. 435).

⁽³⁾ Cf. BARTOCCINI, *Rivista della Tripolitania*, I, pp. 281 et suiv.

⁽⁴⁾ Une des mosaïques de Zliten (*Supra*, p. 286, n° 2) nous a transmis l'image saisissante d'une *venatio*, accompagnée de l'exécution de criminels livrés aux bêtes : ceux-ci sont attachés à un poteau sur un petit char qu'on traînait dans l'arène. Cf. BARTOCCINI, *Guida*, pl. VII.

où prenaient place les spectateurs de distinction. Au-dessus s'étagaient les gradins dont les rangées inférieures étaient creusées dans les flancs de la montagne, et les autres, qui ont entièrement disparu, devaient former une superstructure en bois. Une inscription nous a conservé le souvenir d'une des premières fêtes offertes au peuple de Sabratha dans ce majestueux amphithéâtre : Elle rappelle que Gaius Flavius Pudens, flamine et duovir, dont le père avait déjà gratifié la ville de douze fontaines de marbre, ornées de statues, a lui-même donné dans sa patrie pour la première fois le spectacle splendide de combats de gladiateurs durant cinq jours. Le sénat municipal, à la demande du peuple, décida alors de lui ériger un quadrigé aux frais de la ville, mais se contentant de l'honneur reçu, il pourvut lui-même à la dépense ⁽¹⁾. Cette inscription fut retrouvée avec d'autres, également importantes, dans un temple de Jupiter, qui fut le premier édifice mis au jour. Au milieu de la cella, une base brisée portait la dédicace *Iovi Africanus* ⁽²⁾ : elle avait en effet soutenu un buste colossal de Jupiter, conservé presque intact dans toute sa majesté ⁽³⁾. Au fond d'un souterrain, sous la cella, on avait jeté pêle-mêle une quantité de débris de marbre,

⁽¹⁾ BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 294 : « C(aio) Flavio, Q(uinti) f(ilio), Pap(iria tribu) Pudenti flam(ini) Liberi patris, Il viro, flamine perpetuo, cuius pater Fla(vius) Tullus post | multas liberalitates per quas patriam exornavit, aquam privata pecunia induxit, item lacus n(umero) XII extruxit, eosdemque crustis et statuis marmoreis excoluit, praeterea (sestertium) CC milia nummum, ad tutelam eiusdem | aquae reipublicae) promisit et intulit, quod ipse Pudens super numerosam munificentiam quam | in cives suos contulit, etiam muneris gladiatori spectaculum primus in patria sua per dies quin(ue) splendidissimum ediderit, ordo Sabrathensium, populo postulante, quadrigam ei de publico ponend(am) censuit, Fl(avius) Pudens honore contentus sua pecunia posuit ».

⁽²⁾ Il paraît certain qu'*Africanus* est le *cognomen* du consécrateur, car on a découvert aussi un buste féminin dont le socle portait *Concordiae Africanus*. Il n'est pas rare, au III^e siècle, que des personnages connus se contentent dans les inscriptions d'indiquer leur surnom. J'ai trouvé à Sâlihiyeh une dédicace à Artémis, d'un légat impérial qui se désigne simplement comme « Gemellus ».

⁽³⁾ Largeur des épaules : 1^m30. Reproduit BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 226, fig. 3.

sculptés ou gravés, avec des lampes de terre cuite et des fragments de bronze. En rassemblant tous ces morceaux disparates, on a pu reconstituer toute une série d'inscriptions latines, dédicaces à des empereurs, depuis Trajan jusqu'à Constantin, ou *cursus honorum* de personnages ayant bien mérité de la cité ⁽¹⁾. Lorsque les restes de sculptures auront été étudiés en détail, ils ne seront peut-être pas moins instructifs.

Qui précipita ainsi tous ces débris dans une cave profonde pour les vouer à l'oubli? Sans doute les chrétiens, qui élevèrent à côté du temple païen une église bâtie avec des matériaux de emploi empruntés à l'édifice détruit. On en a reconnu l'abside et dégagé le baptistère avec la piscine étroite, où l'on descendait par trois degrés pour recevoir le sacrement par immersion.

Si nous faisons quelques pas vers le sud, nous nous retrouverons dans la ville des premiers siècles, au milieu des thermes, petite construction dont les pavements de mosaïque, de style géométrique, offrent une variété inusitée de couleurs et dont les murs étaient revêtus de stuc imitant un placage de marbre ⁽²⁾.

Les ruines de Sabratha, bien qu'importantes, ne dépassent pas en intérêt historique celles de mainte autre cité d'Afrique. Celles de Leptis Magna, au contraire, ont une valeur exceptionnelle. Cette petite ville eut la fortune de donner le jour à un grand empereur : Septime-Sévère y naquit d'une famille équestre le 14 avril 146. Lorsqu'un destin prodigieux eut fait de ce simple chevalier provincial le maître du monde, il n'oublia pas sa cité natale. Il ne se contenta pas d'assurer sa sécurité en refoulant au loin les tribus belliqueuses, dont les incursions la menaçaient ⁽³⁾, et de construire à la lisière du désert un

(1) A noter le titre rare de *iuridicus per Alexandriam* donné à un certain Q. Emilius Aristides.

(2) BARTOCCINI, *Rivista*, loc. cit., pp. 66 et 282.

(3) SPART., *Vita Sev.*, 18, 3 : « Tripolim unde oriundus erat, contunsis bellicosissimis gentibus, securissimam reddidit ». : AURELIUS VICTOR, 49, 4 : « Tripoli, cuius Lepti oppido oriebatur, bellicosae gentes submotae procul. »

limes, et au delà, dans les oasis, des forteresses pour les contenir ⁽¹⁾; il voulut encore embellir sa patrie de monuments somptueux et, comme l'attestent les inscriptions, les édifices que nous y retrouvons sont dus à sa munificence.

Une route excellente, qui vient d'être construite entre Tripoli et Homs et se continue vers Misurata, permet aujourd'hui de franchir commodément, en automobile, les 125 kilomètres qui séparent Oea de Leptis Magna. Les robustes oliviers, qu'on retrouve partout où l'on a pris la peine de les cultiver, montrent que le pays n'attend que des habitants pour produire de nouveau en abondance l'huile qui fit autrefois sa richesse. Mais, le sable stérile de la mer recouvre le champ de ruines, d'une étendue immense — on l'estime à 800 hectares — et d'un aspect impressionnant. Hors des dunes, éclatantes de blancheur sous le soleil et que le vent creuse d'ondulations mouvantes, surgissent de hauts pans de murs, l'extrémité de colonnes dressées, des arcades dont le cintre s'arrondit sur leurs piliers enfouis.

La profondeur de la couche de sable atteint jusqu'à une dizaine de mètres et les fouilles, si elles sont simplifiées par le fait que les constructions ont été créées d'un seul coup par une volonté souveraine, et qu'on n'y doit pas distinguer les stratifications superposées de civilisations successives, sont, d'autre part, rendues malaisées par la masse énorme de déblais qu'il faut transporter jusqu'à la mer et par la nécessité de fixer les dunes pour les empêcher d'envahir les monuments dégagés et restaurés. Les moyens puissants dont dispose maintenant M. Bartoccini et l'intelligence avec laquelle il les met en œuvre permettent d'affirmer que les résultats obtenus répondront à la grandeur de l'entreprise à réaliser.

A l'entrée de la ville, vers le sud-ouest, se dressait un arc de triomphe à quatre fronts, comme celui de Tripoli. Élevé de

(1) CAGNAT, *La frontière militaire de la Tripolitaine*, dans MÈM. ACAD. INSCR., t. XXXIX, Paris, 1902. Cf. *Revue*, s. v. « Severus », col. 1985, 34 et suiv.

trois marches au-dessus du sol, il ne pouvait livrer passage aux véhicules, comme les « tétrapyles » placés au croisement des rues dans les villes d'Orient. Il devait former, à l'entrée de la ville, une sorte de propylée monumental, commémorant la victoire de Sévère sur les barbares du désert. Un seul pilier en est encore debout, mais les blocs de pierre équarris, les fragments de colonnes, de frise, de corniche en marbre blanc, qui gisaient à l'entour, ont été ou vont être recueillis en si grand nombre que l'édifice pourra probablement être restauré tout entier. Ce qui lui donne un intérêt puissant, c'est la grande frise en relief qui le décorait — plus de cinquante mètres carrés en ont déjà été retrouvés. Sans doute, l'art en est médiocre; c'est de la sculpture provinciale, certainement exécutée sur place, avec cet emploi abusif du trépan qui caractérise les œuvres du III^e siècle. Mais nous avons ici un nouveau spécimen, et non des moindres, du bas-relief historique romain. Parmi les scènes qui ont pu être reconstituées, l'attention est attirée d'abord par celle d'un siège : les murs de la place sont garnis de défenseurs, tandis que les assaillants tombent lourdement sur le sol, souvenir probable de quelque attaque infructueuse des tribus contre Leptis. Puis on voit Septime, debout sur un quadriges avec ses deux fils. Un jeune homme à longue chevelure, portant sur la poitrine un large médaillon (phalère?), peut-être une personnification de l'Honneur, conduit un des chevaux; au second plan sont rangés les assistants. La caisse du char est ornée d'une Victoire tenant une palme et une couronne et d'un groupe formé de la Fortune de la cité entre les dieux protecteurs de celle-ci, Bacchus et Hercule. Des cavaliers suivaient le quadriges. C'est évidemment une représentation du triomphe de Sévère, Caracalla et Géta, analogue à celle qui figure sur l'Arc de Titus et ailleurs ⁽¹⁾.

(1) Ce bas-relief et le suivant sont reproduits par BARTOCCINI, *loc. cit.*, pp. 300 et suiv., fig. 10 et 11. Depuis cette publication, de nouveaux fragments ont été retrouvés.

Un autre tableau nous montre l'empereur en Jupiter, debout, avec, à sa droite, une femme casquée, en costume d'amazone, tenant la lance et le globe, probablement la déesse Rome. Plus loin se tiennent l'impératrice Julia Domna et l'un de ses fils, tandis que le second paraît être à la gauche de Sévère. Dans le coin de droite, un vaincu, le torse nu, maintient la tête d'un taureau abattu, qu'un autre se prépare à assommer d'un coup de maillet. Derrière sont rangés onze personnages assistant à ce sacrifice d'actions de grâce. La composition en rappelle curieusement celle des bas-reliefs de l'*Ara Pacis* d'Auguste.

Ailleurs encore, l'empereur, la tête voilée, mais reconnaissable à sa barbe bifide, offre lui-même un sacrifice sur un autel, ou bien il tend la main à un jeune homme, en présence d'Hercule et de la Tyché tourelée de Leptis. Peut-être est-ce l'association de Caracalla à l'empire. Des débris d'autres épisodes, divinités, Victoires, cavaliers, trophées complétaient cette riche décoration, qui prendra place désormais à côté de l'Arc de Sévère au Forum et la complètera.

Les thermes, sur lesquels trois cintres puissants, surgissant du sable, avaient dès l'abord attiré l'attention, furent attaqués les premiers par M. Romanelli dès 1922 et le déblaiement vient d'en être entièrement terminé par M. Bartoccini. Plaçons-nous au centre de l'édifice, dans le grand atrium de 30 mètres sur 15, dont le milieu est occupé par une base de marbre où est gravée l'inscription dédicatoire, expression de la gratitude des Leptitains « pour la bienveillance singulière et divine » de Septime-Sévère ⁽¹⁾. Les voûtes qui la couvraient

(1) BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 304 : « Imp(eratori) Caes(ari)[L. Septimio Severo] Pio Pertinaci, Aug(usto) Arabico Adiabenico Parthico Maximo | Pont(ifici) Max(imo), trib(unicia) pot(estate) X, imp(eratori) XI, p(atri) p(atriciae), | proco(n)s(uli), co(n)suli III, Lepitani Septimiani publice) | ob eximiam ac divinam in se indulgentiam. » — La construction des thermes, qui avait été commencée sous Hadrien, comme le prouvent des briques estampillées au nom des consuls de 123, fut donc achevée grâce à la libéralité de Sévère en 202 après J.-C.

étaient soutenues par huit colonnes énormes de cipolin hautes de 8^m65 et larges de 1^m20, dont quatre ont été retrouvées avec une portion de l'entablement qu'elles supportaient ⁽¹⁾. Autour de la salle, sur dix bases formant saillie, étaient dressées d'autres colonnes de granit noir et dans les niches ainsi ménagées étaient placées des statues, au-dessus des bancs de pierre, portant encore des inscriptions latines ou puniques de « suffètes » ou d'autres notables. A droite et à gauche de la salle, quatre marches permettent de descendre dans deux piscines latérales de 7 mètres sur 10.

Cette salle était séparée par un long couloir, d'une autre, plus vaste, où s'ouvre un grand bassin natatoire entouré d'une colonnade de brèche. De l'autre côté, on accédait par une porte monumentale, dont le cintre est conservé tout entier, à de nouvelles piscines servant aux bains froids ou chauffés par des hypocaustes, et à d'autres salles réservées à la toilette ou au délassement des baigneurs.

On connaît des thermes romains plus vastes que ceux de Leptis, mais ce qui met ceux-ci hors de pair et leur donne un attrait puissant, c'est leur état exceptionnel de conservation. Les pavements en sont intacts; les revêtements de marbre forment encore une haute plinthe au bas des parois, couvrent les degrés et garnissent l'intérieur des piscines : on s'attend presque à y voir jaillir l'eau par les bouches béantes des fontaines. A la partie supérieure des murs, autrefois recouverts de stuc, la pierre calcaire a pris sous le soleil ardent de l'Afrique la teinte dorée du vieux travertin de Rome. Les colonnes renversées ont pu

(1) A la fin du XVII^e siècle, un consul de France à Tripoli, nommé Le Maire, fit prendre à Leptis et embarquer une soixantaine de colonnes de marbre, mais deux d'entre elles qu'il avait fait traîner sur le rivage étaient si lourdes qu'on ne put les emporter et elles y sont restées. Cf. OMONT, *Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1902, pp. 312 et suiv., et p. 328; et sur le sort réservé à ces colonnes en France, la curieuse relation publiée par CAGNAT, *Mém. Société des Antiquaires de France*, LX, 1899, pp. 63 et suiv.

être replacées sur leurs bases intactes et, au nombre d'une centaine, leurs fûts de granit, de brèche ou de cipolin apparaissent de loin comme un bois touffu où sur des troncs polis s'épanouit l'acanthé des chapiteaux corinthiens.

Si ces ruines, pour n'avoir pas subi la spoliation qui a appauvri la plupart des monuments romains, acquièrent ainsi pour nous un prix inestimable, le butin qu'on y recueillit n'est pas moins merveilleux. On y trouva vingt-quatre statues de grandeur naturelle et une douzaine d'autres de moindre dimension. Elles sont toutes de marbre grec et leur exécution permet d'affirmer qu'elles sont antérieures au III^e siècle, probablement de l'époque d'Hadrien ou d'Antonin. Pour orner les thermes de Leptis, on acheta probablement tout un lot de sculptures à Athènes, dont les ateliers continuaient à reproduire en abondance les chefs-d'œuvre des grands maîtres. Dans l'assemblée de dieux qui fut ainsi réunie, Esculape occupe une place d'honneur : on n'a pas retrouvé moins de trois de ses images. N'était-il pas naturel de mettre des bains sous la protection de ce grand médecin ? ⁽¹⁾. Une admirable reproduction du *Mars Borghèse* du Louvre a repris place sur son socle dominant une des piscines ; sauf l'avant-bras gauche et un morceau de sa lance, rien ne lui manque, mais au lieu de pencher la tête, comme absorbé en lui-même, il la lève pour regarder le public. Apollon est représenté par deux statues : l'une acéphale, avec le serpent Python et le trépied, se rapproche du type de l'Apollon dit Lycien, au Louvre ; l'autre, d'Apollon Citharède, aussi remarquable par son exécution que par sa conservation, garde encore des restes de polychromie sur sa chevelure blonde, les pupilles sombres de ses yeux et le baudrier rouge qui barre sa poitrine nue. Particulièrement important est un Hermès d'un type jusqu'ici inconnu : couvert d'un simple manteau rouge, il a le pied gauche

⁽¹⁾ Une dédicace latine à Esculape, due à des *curatores refectionis thermarum*, est gravée sur un cippe ; cf. BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 308.

appuyé sur une tortue, et sur sa cuisse est assis Bacchus enfant, vers lequel il penche son corps souple et svelte en inclinant la tête comme pour jouer avec lui. On n'oubliera plus, après l'avoir aperçue, l'expression d'effroi d'un Marsyas, figuré, ce semble, au moment où il se sent vaincu dans sa lutte contre le dieu de la lyre. Il faudrait citer aussi un beau torse de Diadumène, une Vénus pudique, une Diane, une Isis, d'autres marbres encore, et les restes d'une statue colossale de bronze; mais il faut attendre pour parler de ces trente morceaux de sculpture, dont la possession suffirait à la gloire d'un musée, qu'elles aient été publiées. *Semper aliquid novi Africa adfert*, disaient les anciens à propos des animaux étranges qui leur arrivaient de la Libye ⁽¹⁾. Le proverbe s'appliquerait mieux aujourd'hui aux œuvres que nous rend un sol fécond en surprises.

En parcourant ces thermes, où l'eau devait couler en abondance, on se demande comment dans un pays aride on réussissait à se la procurer ⁽²⁾. Mais un puissant barrage retenait au-dessus de la ville les crues torrentielles de l'Oued Lebda, et un peu en aval avait été construit un immense réservoir, d'où se dirigeait vers la ville un double aqueduc, dont l'un alimentait les bains. Les Leptitains recueillaient ailleurs encore dans de vastes citernes les pluies abondantes des mois d'hiver, et ils avaient même appris à capter par des installations hydrauliques la nappe souterraine ⁽³⁾ qui descend des collines voisines, en sorte que la grande ville fut largement pourvue du liquide indispensable à ses besoins.

Plus somptueux encore que les thermes est un édifice immense dont l'exploration est à peine entamée : C'est un

⁽¹⁾ PLIN., H. N., VIII, 16, § 42. Cf. ARIST., *Hist. anim.*, VIII, 28, p. 606 b, 20; *Gen. anim.*, p. 746 b, 7; ZENOB., II, 51.

⁽²⁾ Cf. ROMANELLI, *Rivista della Tripol.*, I, pp. 209 et ss.

⁽³⁾ CIL VIII, 41. = Dessau 5754 : « Q. Servilius Candidus sua impensa aquam quaesitam et elevatam in coloniam perduxit ».

ensemble de constructions dont la superficie ne couvre pas moins de 45 hectares ⁽¹⁾. On y a reconnu un palais impérial, qui pourrait rivaliser avec celui des Flaviens au Palatin ou celui de Dioclétien à Spalato, ou encore un forum monumental analogue à celui de Trajan à Rome. Jusqu'ici les fouilles n'ont dégagé qu'une portion d'une grande basilique de 70 mètres de long, divisée en trois nefs par des colonnades, le vaisseau central se terminant de chaque côté par une abside. Les grandes colonnes de granit rose d'Égypte portent encore les restes d'un entablement où était gravés en lettres hautes d'une coudée le nom et la titulature de Septime-Sévère. La récupération de ce monument grandiose compensera à l'avenir la destruction du Septizonium du Palatin par Sixte-Quint. Déjà les excavations ont mis au jour, contre le mur du fond, la partie supérieure des deux pilastres monolithes de marbre blanc ornés de rosaces et de rinceaux profondément découpés dans la pierre. Une partie de la paroi du nord a été abattue tout entière sur un lit de sable par quelque tremblement de terre, avec la corniche et la colonnade qui la précédait, comme si un fils de géant s'était amusé à jeter à terre d'un revers de main les blocs d'un château d'enfant. Il suffira de rajuster les divers éléments de la construction pour la faire revivre à nos yeux. Les trouvailles les plus inattendues peuvent être espérées lorsque le niveau de la fouille approchera celui du pavement.

Tous les autres monuments de la ville semblent avoir été construits à la même échelle colossale. Le cirque, dont on vide une des extrémités, mesurait 450 mètres de long sur 50 de large. La *spina* qui le divisait en deux est restée debout, fait unique,

(1) La maçonnerie est formée de moellons noyés dans un mortier épais, alternant avec des chaînes de briques, un procédé fréquent à l'époque byzantine, dont on trouve ici un des plus anciens exemples. On constate cependant son emploi en Gaule, m'apprend M. Camille Jullian, notamment à Lyon, depuis le règne d'Hadrien.

sur toute sa longueur, et l'on a même retrouvé les trois petits cônes qui à son extrémité servaient de bornes, et un réservoir dont l'eau servait peut-être à arroser le sable de l'arène. Le port ⁽¹⁾ ensablé, dont le bassin occupait une étendue de 112,000 mètres carrés, était entouré de quais maçonnés, étonnamment conservés, avec leurs escaliers qui descendent vers un plan incliné au niveau des eaux, leurs anneaux de pierre, qui semblent attendre l'amarrage des navires, leurs magasins spacieux et même leur phare, le seul de l'antiquité qui soit parvenu jusqu'à nous.

On a l'impression que le rude soldat d'Afrique, à qui la fortune des armes avait assuré la domination du monde, voulut faire de sa cité natale une rivale de Carthage par la beauté et la grandeur. Quelle confiance en l'éternité de l'empire, quelle persuasion de sa force invincible, ne fallut-il pas pour jeter ainsi, comme un défi, une ville fastueuse aux confins de la barbarie, dont la menace était à peine écartée. Était-ce un rêve de potentat oriental que de prétendre élever une métropole superbe sur une côte pourvue seulement d'un étroit hinterland?

Ce serait faire injure à l'esprit pratique d'un grand administrateur que de lui prêter un caprice coûteux d'une aussi pompeuse futilité. En réalité, l'agrandissement de Leptis répondait aux desseins d'une politique commerciale bien arrêtée. Nous voyons qu'à l'époque des Sévère les routes menant du littoral vers la nouvelle ligne de défense de la frontière étaient gardées par des postes établis aux points d'eau et qu'au delà les oasis du désert furent fortifiées et occupées par des garnisons romaines, évidemment pour pourvoir à la sécurité des pistes caravanières conduisant à travers le Sahara au cœur du conti-

(1) ROMANELLI, *Il porto di Leptis Magna*, dans *ATTI DELLA PONTIF. ACCADEMIA ROM. DI ARCHEOLOGIA*, sér. III, t. II. Rome, 1924. Cf. la vieille description reproduite par CAGNAT, *Mém. Ant. de France*, LX, 1899, p. 66.

ment noir ⁽¹⁾. M. Gsell a mis ces mesures militaires en rapport avec l'introduction du dromadaire dans le Nord de l'Afrique, où il était encore inconnu, ou presque, au début du II^e siècle ⁽²⁾. Le premier texte, qui indique la présence dans cette région d'une grande quantité de ces animaux, est un passage d'Ammien Marcellin ⁽³⁾, où l'on voit, en 363, un général exiger précisément des gens de Leptis quatre mille chameaux pour ses transports. Tout concourt à faire croire que les Sévères favorisèrent de tout leur pouvoir le développement du commerce par caravanes en Tripolitaine. Le chef de cette dynastie savait, par expérience, quelle source de prospérité était pour la Syrie le trafic à travers le désert avec les villes de l'Iran et les ports du golfe Persique. L'or et l'ivoire que le Soudan pouvait offrir en échange des produits fabriqués dans l'Empire n'étaient pas moins précieux que la soie, les épices et les aromates qu'on importait de l'Inde et de la Perse, et ce négoce fructueux pouvait assurer à Leptis une opulence comparable à celle de Palmyre. Il est à peine douteux que la création d'un vaste port et l'embellissement de la vieille colonie phénicienne doivent s'expliquer par le développement du commerce transsaharien et l'établissement de relations profitables avec le centre de l'Afrique ⁽⁴⁾.

La grandeur de Leptis fut éphémère. Sa prospérité sombra certainement dans la grande crise qui, après la disparition des Sévères, faillit provoquer l'effondrement de l'empire. Au IV^e siècle, les incursions des Nomades, plus tard celles des Vandales ache-

⁽¹⁾ CAGNAT, *La Frontière de Tripolitaine*, p. 28 [100] et suiv.

⁽²⁾ GZELL, *Histoire de l'Afrique du Nord*, pp. 58 et suiv., p. 60, n. 8. Cf. CARCOPINO, *Syria*, t. V, 1924 [sous presse].

⁽³⁾ AMMIEN, XXVIII, 6, 5.

⁽⁴⁾ M. Gsell reprendra bientôt cette question (cf. *Comptes rendus de l'Acad. des Inscriptions*, juillet 1925) et montrera comment, vers la même époque, le Sahara fut occupé par les Berbères, qui fondèrent même des royaumes au delà du désert.

vèrent sa ruine, et elle devait être réduite à peu de chose quand Justinien l'occupa. Déjà elle était tombée dans l'oubli quand les cavaliers arabes s'avancèrent à la conquête de l'Afrique. Le torrent que les Romains avaient détourné, pour qu'il n'ensablât pas le port, rompit ses digues et déposa son limon dans la ville abandonnée et le vent du désert roula sur elle les dunes voisines et l'ensevelit dans un épais linceul de sable. Voici que, grâce à l'Italie, elle ressuscite comme par miracle de son repos treize fois séculaire.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Broser (Ludwig).** Die frohe Botschaft des Herrn im Wechsel der zeiten.
Kronstadt-Brasov, 1925; in-8° (46 p.). [30.181]
- Cavens (comte Louis).** Le canal de Willebroeck, 1881-1906. Bruxelles,
s/d.; in-8° (119 p.). [31.105]
- Le canal de Willebroeck. Justice. Bruxelles, 1924; in-8° (40 p., pl.).
[31.102]
- Napoléon I^{er} (Waterloo). Bruxelles, s/d.; in-8° (193 p., pl.). [31.103]
- Napoléon I^{er}. Bruxelles, 1909; gr. in-8° (190 p., pl.). [31.104]
- Chlejner (B. S.).** Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la
pratique. Bruxelles, 1925; in-8° (110 p.). [31.074]
- Conrardy (Charles).** Essai sur Charles Potvin 1818-1902. Bruxelles, 1925;
in-16 (43 p.). [30.193]
- Crokaert (Paul).** Brialmont. Bruxelles, 1925; gr. in-8° (620 p., pl.).
[31.076]
- De Meulemeester (Maurice).** De abdij van Roosenberg te Waasmunster.
Saint-Nicolas, 1925; gr. in-8° (946 p., pl.). [31.075]
- De Wulf (Maurice).** Histoire de la philosophie médiévale. — I. Des
origines jusqu'à Thomas d'Aquin. Paris-Louvain, 1925; in-8°
(395 p.). [31.073]
- Duval (Frédéric).** De la paix de Dieu à la paix de fer. Paris, 1925;
in-8° (103 p.). [31.063]
- Fauchille (Paul).** Traité de droit international public. Tome I^{er} (2^e partie).
Paix. Paris, 1925; in-8° (1181 p.). [28.267]
- Gessler (J.).** La Légende du chevalier voué au démon et sauvé par sainte
Gertrude. Bruxelles [1925], extr. in-8° (pp. 205-285). [30.188]
- Malo (Henri).** Les derniers corsaires. Dunkerke (1715-1815). Paris,
1925; in-8° (292 p., pl.). [31.099]
- La grande guerre des corsaires. Dunkerke (1702-1715). Paris, 1925;
in-8° (219 p., pl.). [31.100]
- Peano (G.).** Interlingua. Turin, 1925, in-16 (16 p.). [30.189]

- Pirenne (Henri)*. Medieval cities. Their origins and the revival of trade translated from the french by Frank D. G. Halsey. Princeton, 1925; in-16 (249 p.). Rel. de l'éditeur. [31.072]
- Robertson (David Allan)*. International relation. S/v., 1925; extr. in-8° (7 p.). [30.178]
- Raersch (Alphonse)*. Étude sur Antoine de Sconhove Bruges, 1925; extr. in-8° (pp. 140-172). [30.179]
- Schmitz (le chanoine Jean) et Nieuwland (dom Norbert)*. Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg. 7^e partie, tome VIII. La Bataille de la Semois et Virton. Bruxelles, 1925; pet. in-4° (432 p., pl., carte). [26.830]
- Tittoni (Tommaso)*. Arrigo Beyle (Stendhal). Rome, 1924; in 8° (22 p.). [30.187]
- Conflitti politiche Riforme costituzionali. Bari, 1919; in-16 (270 p.). [31.088]
- Durante la Presidenza del Senato. Milan, 1924; in 16 (537 p.). [31.097]
- I documenti diplomatici Tedeschi. Rome, 1925; in-8° (7 p.). [30.192]
- I Poteri Finanziari dei due Rami del Parlamento e la Riforma costituzionale Belga del 1921. Rome, 1924; in-8° (22 p.). [30.190]
- Le Jugement de l'histoire sur la responsabilité de la guerre, avec préface de M. Gabriel Hanotaux. Paris, 1916; in-16 (109 p.). [31.095]
- L'Union économique des Alliés. Rome, 1917; gr. in-8° (31 p.). [30.546]
- Per la Guerra et per la Pace. Milan, 1919; in-16 (166 p.). [31.096]
- Sei anni di politica estera (1903-1909). Rome, 1912; in-8° (529 p.). [31.101]
- Tramonti dell' amore. L'occitanienne di Chateaubriand. Rome, 1925; in-8° (22 p.). [30.191]
- Vanderpol (Alfred)*. La doctrine scolastique du droit de guerre, avec une biographie de l'auteur. Paris, 1925; gr. in-8° (534 p.). [31.063]
- Wagner (F.)*. La Saga du Scalde. Egil Skallagrímsson. Histoire poétique d'un Viking scandinave du X^e siècle. Traduite de l'ancien islandais. Bruxelles, 1925; in-8° (269 p.).
- *** The meeting of the american Historical Association at Richmond. Richmond, 1925; cah. gr. in-8° (pp. 451-477). [30.180]

COMPTE RENDU

DE LA

SIXIÈME SESSION ANNUELLE DU COMITÉ

(11-13 MAI 1925)

Étaient présents :

- Pour la *Belgique* : MM. J. Bidez et H. Pirenne;
- Pour le *Danemark* : MM. J.-L. Heiberg et O. Jespersen;
- Pour l'*Espagne* : M. Caro, suppléant S. Exc. le marquis de Villalobar et M. R. d'Alos, à qui étaient adjoints MM. L. Nicoulau d'Olwer et Bosch Gimpera;
- Pour les *États-Unis* : MM. T. Frank et R. Gottheil;
- Pour la *France* : MM. Th. Honorolle et Imbart de la Tour, à qui étaient adjoints MM. H. Goelzer et E. Pottier;
- Pour la *Grande-Bretagne* : Sir Frederic Kenyon et Sir Paul Vinogradoff;
- Pour la *Grèce* : MM. A. Kéramopoulos et G. Oikonomos, à qui était adjoint M. N. Balanos;
- Pour l'*Italie* : MM. G. de Sanctis et V. Ussani, à qui étaient adjoints MM. G. Giglioli et G. Lugli;
- Pour le *Japon* : S. Exc. M. Adatci et M. T. Fukuda;
- Pour la *Norvège* : M. H. Koht;
- Pour les *Pays-Bas* : MM. Salverda de Grave et Colenbrander;
- Pour la *Pologne* : M. S. Wroblewski;

Pour le Royaume des *Serbes, Croates et Slovènes* :
MM. N. Vulić et G. Manojlović.

Les Académies de Bucarest, Leningrad, Lisbonne et Prague
ont été empêchées de se faire représenter.

Séance du lundi 11 mai, à 10 heures.

M. Homolle, président, adresse un salut cordial aux représentants des différents pays et des souhaits de bienvenue à ceux qui siègent pour la première fois.

I. — CORRESPONDANCE.

L'Académie des Sciences d'Amsterdam prie l'U. A. I. de demander aux diverses Académies adhérentes de vouloir bien s'informer si, dans les bibliothèques privées de leurs pays, se trouvent des œuvres de Grotius, y compris des poésies et des lettres. — Il est décidé que cette demande sera adressée aux divers Corps savants de l'Union.

Le Conseil des Sociétés savantes américaines propose à l'U. A. I. d'instituer une enquête internationale sur la Bibliographie des sciences philologiques et historiques et des sciences politiques et sociales. — L'Assemblée renvoie cette proposition à la Commission, formée de MM. Gottheil, Frank, sir Frederic Kenyon, Homolle, Salverda de Grave, Ussani, Heiberg, Fukuda, d'Alos, qui fera rapport au cours de la séance du 13 mai.

Le Gouvernement hellénique fait connaître qu'il adjoint à ses deux délégués, M. Balanos, pour faire un exposé sur la méthode hellénique de restauration des monuments historiques. — Cette question n'étant pas à l'ordre du jour, mais présentant pour les membres de l'U. A. I. un intérêt considérable, il est

décidé, sans que cette mesure constitue un précédent, d'organiser en dehors des séances officielles de l'U. A. I., une réunion au cours de laquelle M. Balanos fera une conférence avec projections sur l'objet qu'il a bien voulu offrir d'exposer à l'Union.

L'Académie royale de Belgique communique un vœu qu'elle a émis relativement à la coopération intellectuelle internationale.

II. — LANGUE AUXILIAIRE INTERNATIONALE.

Conformément à la décision prise le 14 mai 1924, les divers corps savants de l'U.A.I. ont été priés de donner leur avis sur cet objet.

L'Académie de Copenhague a fait connaître qu'elle n'était pas disposée, pour le moment, à prendre une décision.

L'Académie de Tokyo a recommandé l'usage de l'Esperanto.

L'Académie de Cracovie souhaite une langue auxiliaire construite, à base latino-romane, mais déclare inutilisables pour l'usage scientifique les langues auxiliaires construites existantes.

La British Academy est d'avis que pour l'usage scientifique les langues artificielles ne peuvent convenir.

Les Académies italiennes et celles d'Amsterdam, de Bruxelles, Bucarest, Oslo, Paris (Inscriptions et Belles-Lettres), Prague et Zagreb se sont déclarées défavorables aux langues artificielles. — Recommandent comme langue auxiliaire internationale : Prague et Zagreb, le français et l'anglais; Bruxelles et Oslo, le français, l'anglais et l'allemand; Bucarest est également favorable aux langues vivantes d'usage mondial; et les Académies italiennes recommandent d'employer une des quatre langues vivantes usitées dans les congrès internationaux, ou le latin.

Un accord unanime n'ayant pu s'établir, aucune décision n'est prise pour le moment. Le Conseil des Sociétés savantes, à l'initiative duquel l'enquête a été entreprise, en sera avisé.

III. — COMPOSITION DES COMMISSIONS ET HORAIRE
DE LEURS SÉANCES.

L'Assemblée détermine la composition des Commissions chargées d'examiner les divers objets de l'ordre du jour; elle fixe les jours et heures de leurs réunions :

1. *Corpus des Vases antiques.* — MM. d'Alos, de Sanctis, Giglioli, Mayence, Pottier, Vulič, Kéramopoullos, Bosch Gimpera, sir Frederic Kenyon et Manojlovič.

2. *Manuscrits alchimiques.* — MM. Bidez, de Sanctis, Heiberg, sir Frederic Kenyon, Lagercrantz, Gottheil et Fukuda.

3. *Droit coutumier d'Indonésie.* — Imbart de la Tour, Colenbrander, Fukuda, Homolle.

4. *Œuvres de Grotius.* — Salverda de Grave, Imbart de la Tour, Fukuda.

5. *Dictionnaire du Latin médiéval.* — MM. d'Alos, Goelzer, Homolle, Jespersen, Koht, Nicolau d'Olwer, Frank, Pirenne, Salverda de Grave, Ussani, sir Paul Vinogradoff, Vulič, Manojlovič (les membres du Comité central international ayant seuls voix délibérative).

6. *Documents historiques concernant le Japon.* — S. Exc. M. Adatci, MM. Imbart de la Tour, Fukuda, Colenbrander et Caro (suppléant S. Exc. le marquis de Villalobar).

7. *Forma Romani Imperii et Corpus des Inscriptions grecques et latines.* — MM. Bidez, d'Alos, de Sanctis, Lugli, Homolle, sir Frederic Kenyon, Manojlovič, Salverda de Grave, Vulič, baron de Loë, Frank, Bosch Gimpera, Oikonomos.

8. *Mosaïques grecques.* — MM. d'Alos, Giglioli, Homolle, Oikonomos, Pottier, Balanos.

Séance du mercredi 13 mai, à 10 heures.

Il est annoncé que les subventions suivantes ont été reçues depuis la dernière réunion, pour le budget scientifique :

1° Une subvention de 17,785 fr. 84 c., de la Fondation Rask-Ørsted ;

2° Une subvention de 2,000 francs, de l'Union académique italienne ;

3° Une subvention de 4,000 francs du Conseil des Sociétés savantes américaines.

M. de Sanctis annonce qu'une nouvelle Académie italienne — Reale Accademia di Archeologia, Lettere e Belle arti di Napoli — s'est jointe aux Académies constituant l'Union académique nationale et se trouve désormais représentée aux travaux de l'U. A. I. par les délégués italiens.

I. — RAPPORTS.

L'Assemblée entend la lecture des rapports ci-après, présentés au nom des diverses Commissions constituées le 11 mai :

I. — CORPUS DES VASES ANTIQUES.

M. E. Pottier, directeur général de la publication, présente, au nom de la Commission, le rapport suivant sur les progrès accomplis pendant l'année 1924-1925 :

Les résultats obtenus pendant l'année 1924-1925 se résument dans les chiffres suivants : quatre fascicules parus, cinq fascicules complètement préparés pour les planches, cinq en cours de préparation, deux classifications nouvelles. En récapitulant les comptes des années précédentes, nous arrivons à un total de huit fascicules et de dix classifications complètement achevées, plus dix fascicules nouveaux en préparation.

FASCICULES PARUS. — Le fascicule 1 du British Museum, dû à M. Arthur H. Smith, comprend 44 planches et 28 pages de texte. Il est composé de quatre catégories différentes de vases. On en avait déjà apprécié la beauté et la variété l'an dernier, lors de la présentation des spécimens. L'apparition du fascicule complet confirme l'importance capitale de cet ouvrage, qui fait connaître un grand nombre de types inédits et rend avec fidélité tous les détails du style et des sujets, de même que l'état actuel et réel des vases dont on ne peut pas se rendre compte par des dessins.

Même remarque pour le fascicule I du Museo della Villa Giulia, à Rome, édité par M. Giglioli. Malgré le soin d'exécution des planches en couleur qui ont reproduit autrefois le célèbre vase Chigi, on apprécie, en voyant les planches et les nombreux détails donnés par notre collègue italien, l'exactitude des divers aspects sous lesquels a été pris l'original. L'auteur a cherché avec soin à varier ses effets par le choix des sujets, car il ne réunit pas moins de huit catégories dans ses 49 planches dont nous avons déjà loué, l'an dernier, les qualités d'exécution et d'arrangement.

M. F. Mayence, malgré de nombreux obstacles dont il a su triompher à force de persévérance, a pu soumettre cette année à l'examen du Comité le premier fascicule du Musée du Cinquantenaire de Bruxelles, avec un texte imprimé et un dossier complet des planches, les unes en photographie, les autres déjà tirées en phototypie. L'une et l'autre opération sont parfaitement réussies. Le fascicule belge comptera parmi les meilleurs et pourra servir de modèle à ceux de nos collègues qui sont encore dans la phase des préparations, pour la netteté des images, la finesse des détails, l'arrangement heureux des ensembles.

J'ai remis aussi à l'Union le fascicule troisième du Louvre qui a paru en janvier dernier; il continue la série des vases orientaux et attiques, amorcée dans les précédentes livraisons.

FASCICULES EN PRÉPARATION. — On peut distinguer, dans cet

ensemble, les fascicules où les vases sont entièrement classés et disposés en maquettes, et les fascicules seulement ébauchés.

A la première catégorie appartient le premier fascicule des États-Unis, qui réunira sous une même couverture les collections privées de MM. Hoppin et Gallatin. Tous les matériaux étaient entre les mains de l'éditeur quand est survenue la mort de notre collaborateur et ami J. Hoppin, ce qui retarda quelque peu l'apparition de cette livraison qu'un des auteurs ne verra pas, mais à laquelle il a travaillé, avec un courage admirable et en dépit de souffrances cruelles, jusqu'au dernier moment.

Je range dans le même groupe le fascicule deuxième du Musée de Copenhague, dont le texte et les planches, faits par MM. Blinkenberg et Johansen, sont entièrement prêts pour l'impression; la suite des vases s'y déroule dans l'ordre chronologique comme précédemment et réunit de très beaux exemplaires des poteries mycéniennes, rhodiennes, béotiennes, attiques, corinthiennes.

J'y range aussi le fascicule du Musée de Barcelone, présenté par M. Bosch Gimpera. Il contiendra la série inédite et toute nouvelle des vases ibériques, découverts dans la région d'Emporion, et ce travail sera, je crois, accueilli avec beaucoup de faveur par les archéologues, car il ouvre de nouveaux horizons aux historiens de l'art et même aux historiens des événements politiques. Le fascicule de la collection Mouret, réunissant les trouvailles d'Ensérune et de Vendres, près de Béziers, sera une autre contribution à l'étude des vases ibériques; il apportera aussi une série considérable de vases attiques et campaniens, permettant de dater les nécropoles et de montrer les rapports intimes de la civilisation du Nord de l'Espagne avec le Midi de la France, au IV^e et au III^e siècle avant notre ère. Enfin le fascicule quatrième du Musée du Louvre, dont j'ai apporté toutes les photographies classées, contiendra les séries de Troie, de Mysie et de Chypre, et continuera les séries attiques à figures noires et à figures rouges.

Passons à la seconde série. Parmi les fascicules encore en

préparation et non achevés, citons au premier rang la belle collection de M. Lunsingh-Scheurleer, de La Haye, dont M. J. Six, directeur régional pour la Hollande, a exhibé plusieurs planches fort bien aménagées et dont le texte est rédigé. Cette collection sera une surprise pour bien des archéologues, car elle paraît presque aussi importante qu'un musée d'État par le nombre et par la qualité des pièces.

Sir Frederic Kenyon a entretenu le Comité du *Corpus* du Musée d'Oxford, mis en train par M. Hogarth; la rédaction en est confiée à un céramographe bien connu, M. Beazley. Plusieurs planches en sont déjà réalisées et ont été présentées comme spécimens.

D'Espagne, M. Ramon Melida nous a fait parvenir une planche-spécimen de vases qu'il compte publier dans un fascicule consacré au Musée de Madrid; son envoi prouve que le travail est commencé de deux côtés en Espagne, et nous apporte ainsi d'heureuses promesses pour l'avenir.

Notre collègue de Grèce, M. Kéramopoullos, assisté de M. Oikonomos, a montré une importante série de photographies faites au Musée d'Athènes pour le *Corpus*. Plus de 500 clichés ont été pris, ce qui représente déjà un matériel suffisant pour plusieurs fascicules. Reste à faire le classement de ces photographies et l'arrangement en maquettes.

M. Vulić a consulté le Comité sur les moyens de publier, suivant les procédés et le plan du *Corpus*, les vases de la région du Banat, dont plusieurs ont été édités et gravés dans des recueils locaux.

Pour ce qui concerne la France, je donnerai des nouvelles du fascicule consacré au Musée de Sèvres, dont j'ai déjà entretenu l'Union et que nous espérons publier plus tôt. Mais M^{me} Massoul, qui s'en est chargée, a découvert dans les archives de ce musée d'importants dossiers qui fournissent des renseignements précis sur les provenances des vases et sur les personnes

qui les y ont apportés. Ce travail de long dépouillement a fait subir un temps d'arrêt à la publication.

Enfin j'ai obtenu, en France, le concours de la Direction des Beaux-Arts et de l'Administration de la Bibliothèque Nationale, pour éditer le musée bien connu du Cabinet des Médailles. M^{me} Marcelle Flot, qui a déjà fait ses preuves en rédigeant le fascicule du Musée de Compiègne, s'est chargée de cette nouvelle et importante tâche. Les photographies sont commencées; j'en ai montré quelques spécimens.

CLASSIFICATIONS. — Notre série de classifications atteint maintenant la dizaine. Elle s'est enrichie de deux nouvelles brochures, une de M. P. Ducati sur les produits de la céramique italiate, œuvre délicate et difficile dont l'auteur s'est acquitté avec une rapidité et une maîtrise dont nous lui sommes profondément reconnaissants; l'autre, de M. Blegen, sur la poterie prémycénienne du continent grec méridional, montrant les rapports de cette céramique avec la Thessalie du Nord et sa place dans les périodes actuellement dénommées « helladiques ».

QUESTIONS GÉNÉRALES. — Comme les questions de programme et de méthode ont été plusieurs fois examinées et fixées, au cours de nos précédents entretiens, nous n'avons pas eu à y revenir, mais l'attention du Comité a été attirée sur certains détails. Par exemple, l'indication des groupements par chiffres et lettres imprimés en tête des planches donne lieu parfois à certaines divergences qui nuisent à l'unité de notre répertoire (par exemple pour la répartition du style mycénien). Aussi le Comité rappelle qu'en cas de doute ou de difficulté quelconque, il est recommandé de vouloir bien en référer à la Direction générale, qui cherchera la solution de la question d'après les règles adoptées, ou qui consultera à cet effet le Comité, s'il en est besoin. Nous répétons aussi que les brochures de classifications ne sont que des conseils et des suggestions soumises aux rédacteurs du *Corpus*; elles n'ont pas de caractère obligatoire et chaque éditeur est maître de son grou-

pement de détail, sous sa responsabilité, à condition de respecter les deux indices inamovibles à placer en tête des planches (chiffre romain = indice géographique; lettre capitale = indice du style).

En dernier lieu on a examiné la façon de noter que deux ou trois sujets d'une planche appartiennent au même vase. Certaines propositions ont été faites pour éviter les *bis* et les *ter*, ou les petites lettres (*a*, *b*, *c*) qui compliquent la référence et multiplient les chances d'erreurs; elles trouveront leur application, à titre d'essai, dans de prochaines livraisons et permettront de juger si ce perfectionnement est réalisable.

En terminant, nous ne pouvons que nous louer du progrès de ces publications, qui, on le voit, poursuivent une marche régulièrement ascendante et représentent une somme déjà considérable de documents, réunis par neuf nations associées; progrès dû à la bonne entente, au grand désir de collaboration amicale qui n'a jamais cessé de se manifester ici et qui, après plusieurs années, donne à nos réunions un caractère, non seulement d'union entre savants, mais d'activité cordiale entre hommes.

Le Rapporteur.

E. POTTIER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

2. — CATALOGUE DES MANUSCRITS ALCHIMIQUES.

Au nom de la Commission, M. Bidez donne lecture du rapport suivant :

Il n'est pas arrivé souvent à l'alchimie d'avoir ce que l'on appelle une bonne presse. A Alexandrie déjà, — d'après un auteur arabe, — dans l'amphithéâtre où les savants tenaient leurs congrès, le rang le plus infime était réservé à ceux qui s'occu-

paient de cette science fallacieuse, et Dante place l'alchimiste assez avant dans les profondeurs de l'enfer (chant XXIX, vers 118 et suiv.). Il est donc réconfortant pour nous de voir que le sujet de nos recherches a cessé de passer pour un art digne de réprobation. Dans des livres de vulgarisation scientifique consacrés à ce qu'on appelle l'*alchimie moderne*, on a pu écrire que, la transmutation des métaux étant presque un fait accompli, il n'y a plus lieu de sourire de l'idée que représentait la pierre philosophale, et dans mainte revue ou magazine littéraire, on a noté le regain de jeunesse du vieux rêve des alchimistes. Certes notre catalogue de manuscrits n'est pour rien dans ce changement de l'opinion. Comme le disait récemment M. Franz Cumont, en présentant nos premiers volumes à l'Institut de France : « Si le grand œuvre doit un jour être réalisé, les moyens en seront découverts dans les laboratoires et non dans les bibliothèques ». Toutefois, nous manquerions de gratitude vis-à-vis de la presse scientifique, si nous ne reconnaissions pas le service qu'elle nous rend en accueillant de la façon la plus bienveillante ceux de nos volumes qui ont déjà paru. Dans *Nature* de Londres, dans la *Philologische Wochenschrift*, dans l'*Archivio di storia della Scienza*, dans le *Bolletino di Filologia Classica*, dans la *Revue des Études anciennes*, par exemple, des juges compétents ont fait valoir « la grande importance » qu'ils ont bien voulu reconnaître au répertoire que nous composons, et l'Association pour l'Encouragement des études grecques en France vient d'accorder sa médaille d'argent à M^{lle} Marie Delcourt, pour la contribution qu'elle a fournie à notre volume I. S'il fallait affermir la confiance de ceux qui nous ont aidés précédemment et leur montrer que les encouragements nous viennent de tous côtés, il n'y aurait qu'à reproduire ici la conclusion des comptes rendus publiés dans la *Chemiker-Zeitung* (1924, n° 135, et 1925, n° 5) par M. Edmond von Lippmann, l'auteur d'une *Histoire de l'Alchimie* qui fait autorité. De toutes parts

aussi, on nous engage à achever notre travail le plus tôt possible. Si la réalisation souhaitée par les spécialistes est quelque peu retardée, il y a des raisons de s'en consoler. Nos lenteurs sont causées par des trouvailles qui promettent d'être fructueuses, mais qu'il serait désavantageux de livrer tout de suite au public.

ITALIE.

Tandis que nous avons pu faire sortir des presses, peu après notre dernière session, le volume III du catalogue, — consacré par M^{me} D.-W. Singer aux manuscrits des îles Britanniques, puis, dans un appendice, à l'étude des recettes du *Codex Holkhamicus*, étude dont M. Lagercrantz a tiré tant de conclusions neuves et intéressantes que, déjà, on lui a demandé une réédition du texte avec sa traduction dans une langue moderne, — l'impression du volume II, réservé aux manuscrits italiens, a passé par un temps d'arrêt. En effet, M. C.-O. Zuretti, notre savant et dévoué collaborateur de l'Université de Milan, a découvert, à la Vaticane, l'importance d'un réceptaire volumineux, difficile à déchiffrer, plein d'inédits, et semblant avoir presque autant de valeur que le fameux *Marcianus*. Ce *Vaticanus* est daté. Il a été écrit en 1376, à Oppido Mamertino, près de Reggio en Calabre, et MM. Martini et Bassi nous ont fourni la description d'un *Neapolitanus* du XV^e siècle qui en est la copie. Non seulement le *Vaticanus* nous apporte un bon nombre de recettes alchimiques nouvelles, mais de plus, — et ce fait mérite sans doute d'être retenu pour l'histoire des sciences au moyen âge, — ce curieux manuscrit nous fait voir que, dans ce qui fut jadis la Grande Grèce, ou plutôt dans le domaine et peut-être dans l'entourage du roi Manfred, on traduisait des livres alchimiques du latin en grec. Enfin, parmi les auteurs ainsi traduits, dans une table pleine d'intérêt, à côté du

fameux Arnaud de Villeneuve, dont les scribes défigurent le nom à plaisir, le *Vaticanus* mentionne plus d'un autre chercheur de la pierre philosophale, entre autres un Luciatius, non encore identifié, et un comte de Santa-Fiore, dont M. Zuretti a retrouvé le nom dans une description ancienne d'un manuscrit aujourd'hui disparu de la bibliothèque de l'Escurial. Ailleurs, ce sont des alphabets cryptographiques qui nous arrêtent jusqu'à ce que l'on ait réussi à en trouver la clef ⁽¹⁾. Bref, la mise au point de cette partie de notre catalogue ne peut se faire qu'avec de longs tâtonnements. Personne, nous osons le croire, ne nous reprochera d'avancer avec beaucoup de circonspection.

D'autre part, dans l'appendice du volume II, nous voudrions élucider la question des rapports du *Marcianus* M avec le *Parisinus* A décrit par M. Lebègue dans le volume I. On s'est figuré maintes fois que ce *Parisinus* dérivait du fameux manuscrit de Venise. Récemment encore, M. Reitzenstein a cru découvrir des preuves irréfutables de cette filiation. Or, M. Lagercrantz a abordé à son tour ce problème, — un des plus importants de ceux dont nous devons préparer la solution, — et il se demande si tout le procès ne devra pas être revisé. Nous lui sommes très reconnaissants de la contribution nouvelle que notre catalogue est à la veille de lui devoir et nous voudrions mettre dans le volume même où le *Marcianus* est décrit, l'étude qui déterminera son rôle dans l'histoire de la tradition.

Enfin, en ce qui concerne les *Cæranides*, nous songeons à décrire, dans un autre appendice du volume II, à côté des manuscrits grecs, un choix de versions latines. Certaines d'entre elles sont, en effet, antérieures aux plus anciennes des copies grecques, et il paraît indispensable d'en connaître sans retard le contenu. De la sorte, M^{lle} Marie Delcourt pourra avancer dans une étude qu'elle a si fructueusement commencée.

(1) Tout récemment encore, M. Zuretti est parvenu à en déchiffrer un.

GRANDE-BRETAGNE.

Sir Frederick Kenyon nous a fait l'agréable surprise de nous apporter, déjà mise au point, la première partie de la description des manuscrits alchimiques des îles Britanniques renfermant des textes latins ou anglo-saxons. M^{me} D.-W. Singer, en rédigeant cette partie de notre catalogue, et la *British Academy*, en se chargeant de la publier dans les conditions qui ont été précisées l'an dernier, nous rendent un service dont nous leur sommes fort reconnaissants.

ESPAGNE.

M. d'Alos nous fait espérer que, bientôt sans doute, le corps savant de Barcelone dont il est le délégué pourra publier un fascicule décrivant les manuscrits alchimiques latins existant dans des bibliothèques de la Catalogne. Il suffira de rappeler que son pays est la patrie d'Arnaud de Villeneuve et de Raymond Lulle et que M. d'Alos lui-même a une compétence toute spéciale en ce qui concerne la bibliographie du principal de ces alchimistes médiévaux, pour faire apprécier l'importance du concours qu'il nous apporte.

Quant aux manuscrits alchimiques grecs de l'Escurial, M. C.-O. Zuretti a obtenu du gouvernement italien une subvention dont il compte se servir cette année même pour aller préparer en Espagne un fascicule nouveau de la série à laquelle il prête une si éminente collaboration.

HOLLANDE.

M. Lagercrantz a obtenu une reproduction photographique du papyrus alchimique X, de Leyde et, en le déchiffrant, il a déjà découvert maintes émendations et constaté à nouveau l'urgente nécessité d'une réédition. Il lui reste à rechercher les

passages parallèles. Quant au papyrus *Holmiensis*, le texte en est définitivement établi.

De ce côté encore, notre publication devra à M. Lagercrantz un fascicule dont les historiens de la chimie apercevront du premier coup l'intérêt. Je suis heureux de trouver ici l'occasion de rendre publiquement hommage au dévouement avec lequel cet éminent spécialiste veut bien faire progresser tant de parties de notre travail.

PAYS ORIENTAUX.

A. — L'Alchimie chez les Arabes.

Pour nous guider dans ce domaine, nous trouvons de précieuses indications d'abord dans les diverses études de M. Ed. von Lippmann ⁽¹⁾, qui met à profit les trouvailles faites depuis peu, puis dans les contributions à l'histoire des sciences naturelles de deux autres spécialistes de marque, MM. E. Wiedemann et J. Ruska ⁽²⁾. Ce dernier, notamment, a montré l'importance — pour l'étude de l'alchimie grecque elle-même — d'un manuscrit arabe que M. H.-E. Stapleton a découvert à Rampur (Hindoustan), dans la bibliothèque d'un prince indien, et dont il a fait paraître quelques extraits, en collaboration avec M. R.-F. Azo (*Mémoires de la Société Asiatique du Bengale*, vol. III, 1910, n° 2). Nous osons espérer que Sir Frederic Kenyon, qui, à plusieurs reprises déjà, nous a rendu de si grands services, voudra bien nous prêter son intervention et obtiendra que l'ensemble de cette encyclopédie alchimique paraisse bientôt, peut-être même dans un des volumes de notre

⁽¹⁾ *Beiträge zur Geschichte der Naturwissenschaften und der Technik*, Berlin, 1923 (voir l'index, p. 303 et suiv.), et *Chemiker-Zeitung*, 1925, nos 1 et 3.

⁽²⁾ E. WIEDEMANN, *Zur Alchemie bei den Arabern*, *Abhandl. zur Gesch. der Naturwiss. etc.*, Erlangen, 1922, fasc. 5, et J. RUSKA, *Arabische Alchemisten*, Heidelberg, 1924.

collection. Ainsi débiterait, par une publication marquante, la partie de notre catalogue destinée à l'étude de l'alchimie dans les pays orientaux.

B. — L'Alchimie chinoise.

L'année dernière, M. Tetsujiro Inouyé, membre de l'Académie impériale du Japon, nous a fait remettre une bibliographie précieuse de « l'alchimie chinoise antérieure à la dynastie Tang ». La Commission a émis le vœu de voir l'Académie impériale du Japon publier, avec une traduction, une série d'extraits de ces vastes et anciens recueils, et M. Lagercrantz a bien voulu se charger de dresser une liste des recettes qu'il serait opportun d'examiner d'abord à titre de spécimen. Nous remercions notre confrère, M. T. Fukuda, de Tokyo, de l'obligeante intervention qu'il a bien voulu nous promettre et des perspectives qu'il fait entrevoir de ce côté.

Depuis quelques années, les publications se multiplient dans le domaine dont nous voulons faciliter l'accès. Ce n'est pas ici le lieu de les énumérer ni de les résumer toutes. Nous tenons cependant à rendre hommage aux coopérations qui nous aident le plus directement. Tout d'abord, en Italie, le Dr Giovanni Carbonelli vient de publier un ouvrage considérable, avec planches, *Sulle fonti storiche della Chimica e dell' Alchimia* (Rome, 1925), ouvrage plein d'indications précieuses sur beaucoup de manuscrits alchimiques latins. D'autre part, abordant l'étude de la science médiévale dans un travail ⁽¹⁾ aussi remarquable pour l'excellence de la méthode suivie que pour la nouveauté, l'abondance et les précisions des résultats obtenus, un savant américain, professeur de la *Harvard University* —

(1) *Studies in the History of mediæval science*. Cambridge, Harvard University Press, 1924.

qui fut des nôtres dès la première heure et contribua pour beaucoup à la fondation de notre U. A. I. — M. Charles-II. Haskins a recueilli, sur les traductions latines des *Cæranides* (dont il était question tantôt), une série de données qui nous serviront de point de départ pour nos recherches dans les bibliothèques italiennes spécialement. Avec la cote des manuscrits les plus anciens, M. Haskins reproduit (pp. 219 et suiv.) la préface de ces traductions, et il y découvre une abréviation indiquant, selon toute apparence, que la plus intéressante d'entre elles eut pour auteur « Paschal le Romain ». Cet érudit, accompagnant vers 1169 à Constantinople quelque mission diplomatique, réussit, semble-t-il, à pénétrer dans la réserve de la bibliothèque impériale de Byzance où l'on cachait au public les livres prohibés, et il put y trouver maint de ces traités de sciences occultes dont nous possédons une liste partielle, publiée dans le premier fascicule du *Catalogus codicum astrologorum graecorum*, pages 83 et suivantes. Il y a beaucoup à glaner également dans l'importante *History of magic and experimental science* (Londres, Macmillan, 1923, par ex. t. II, pp. 229 et suiv.) de M. Lynn Thorndikl, et dans l'article consacré aux *Kyraniden*, par M. Ganszyniec, dans la *Realencyclopädie der class. Altertumswissenschaft* de Pauly-Wissowa-Kroll.

Les nombreux ouvrages dont nous n'avons pu citer ici qu'un choix très restreint prouvent que notre entreprise est venue à son heure et que, de plus en plus, la curiosité des savants et des penseurs se porte sur les intermédiaires qui ont ramené de l'Est vers l'Ouest l'esprit de la recherche scientifique et la pratique de l'expérimentation. Pour prévenir l'élaboration de synthèses prématurées et éviter la déperdition du travail scientifique à une époque où la recherche désintéressée risque de devenir rare, nous devrions avancer rapidement. Mais, comme nous croyons l'avoir montré par quelques exemples, les difficultés sont grandes et de toutes sortes. C'est pourquoi, après avoir remercié ceux qui nous ont soutenus jusqu'ici dans nos

efforts, — tout spécialement la fondation Rask-Ørsted de Copenhague, dont M. Heiberg a obtenu d'importantes subventions; le gouvernement italien, qui répond si généreusement aux demandes que M. de Sanctis lui présente de notre part; l'Académie britannique, qui, grâce à Sir Frederic Kenyon, se charge des frais et assume la direction d'une partie de nos publications; l'Académie impériale du Japon et l'Institut d'Études catalanes de Barcelone, qui nous donnent lieu d'espérer leur prochaine intervention; l'U. A. I. enfin, qui veut bien nous patronner et nous réserver une place dans son budget scientifique, — après nous être acquittés, dis-je, de ce devoir de gratitude, nous devons exprimer un vœu : celui de voir se maintenir et se multiplier encore les sympathies et les appuis dont nous avons besoin. Pour se recommander, notre œuvre peut faire valoir qu'elle est sans doute de celles qui contribueront à mettre en lumière un des aspects les plus bienfaisants de la vérité historique, je veux dire le fait que, depuis que l'esprit humain travaille, par l'observation et l'expérimentation, à s'entendre avec les forces de la nature, les civilisations les plus diverses n'ont pas cessé de se faire de mutuels emprunts, de se traiter en cela comme des sœurs, et de préparer ainsi l'avènement de la cité universelle des lettres rêvée si souvent par les penseurs et les savants et dont l'idée, je crois, est présentée ici, dans une Union dont elle a inspiré les statuts.

Le Rapporteur,

J. BIDEZ.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

3 — RÉÉDITION DES ŒUVRES DE GROTIUS.

Au nom de la Commission, M. Colenbrander présente le rapport suivant :

La Commission a été avisée par M. Imbart de la Tour que des lettres de Grotius se trouvent à la Bibliothèque Nationale de

Paris (fonds français, latin et néerlandais) ainsi qu'à la Bibliothèque de Carpentras. M. Imbart de la Tour en a remis la liste.

M. Colenbrander fera part de cette précieuse communication de M. Imbart de la Tour à M. Molhuysen, chargé, par l'Académie d'Amsterdam, de la préparation d'une publication de la correspondance complète de Grotius.

D'autre part, pour aider M. Imbart de la Tour dans ses recherches relatives aux lettres, adressées à Grotius par des savants ou hommes d'État français, M. Colenbrander priera M. Molhuysen de fournir à M. Imbart de la Tour la liste complète des correspondants de Grotius.

Le Rapporteur,
COLENBRANDER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

4. — DICTIONNAIRE DU DROIT COUTUMIER D'INDONÉSIE.

Au nom de la Commission, M. Colenbrander présente le rapport ci-après :

La Commission a reçu de MM. les délégués de l'Académie Impériale du Japon la communication suivante :

L'Académie Impériale du Japon reconnaît la nécessité et l'utilité du Dictionnaire du Droit coutumier, préparé à un point de vue strictement scientifique. Mais elle n'avait pas été en mesure jusqu'ici de trouver des savants japonais prêts à collaborer à ce travail avec des savants occidentaux.

Cependant, il a été tout récemment proposé, à l'Académie Impériale, quelques spécialistes japonais qui pourraient peut-être entreprendre des recherches concernant le droit coutumier d'Indonésie. Si donc l'étendue et la méthode de préparation du travail sont scientifiquement déterminées, et si, d'autre part, les spécialistes proposés sont d'une compétence suffisante, l'Aca-

démie Impériale est toute prête à subventionner les recherches de ces derniers.

En outre, l'Académie Impériale du Japon est prête également à prendre sa part des dépenses occasionnées par les travaux des spécialistes européens ; un crédit nécessaire a été voté à cet effet.

La Commission remercie les représentants de l'Académie Impériale de Tokyo de cette communication, qui sera portée par M. Colenbrander à la connaissance de M. Van Vollenhoven, chargé de la direction de l'Institut de Droit coutumier d'Indonésie.

Le Rapporteur,

COLENBRANDER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

5. — DICTIONNAIRE DU LATIN MÉDIÉVAL

Au nom de la Commission composée du Comité central et des délégués qui s'y sont adjoints, M. L. Nicolau d'Olwer présente le rapport suivant :

La Commission, composée du Comité central et des délégués qui s'y étaient adjoints, a tenu sa séance le mardi 12 mai, à 10 heures, sous la présidence de M. Homolle.

Assistaient à la réunion MM. d'Alos, Baxter, Frank, Goelzer, Homolle, Koht, Jespersen, Manojlovič, Nicolau d'Olwer, Pirenne, Salverda de Grave, Ussani, Vinogradoff et Vulič.

TRAVAUX DU COMITÉ CENTRAL.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Goelzer expose l'état des travaux du Comité central, se référant au compte rendu publié des séances de janvier à Paris. Au nom du Comité de rédaction il présente le 3^e fascicule du *Bulletin Du Cange* (Archivum latinitatis medii aevi) et annonce que le 4^e est sous presse.

TRAVAUX DES COMITÉS NATIONAUX.

M. Goelzer aussi, en qualité de délégué de la France, présente la liste des textes à dépouiller par le Comité national français, rédigée alphabétiquement. C'est seulement pour les textes périodiques qu'on maintient encore, sur la liste dressée par M. Fournier, l'ordre chronologique.

A ce propos, sir Paul Vinogradoff estime que la transformation des listes chronologiques en listes alphabétiques est d'un ordre tout à fait secondaire. Pour sa part, il préfère l'ordre chronologique.

M. Ussani dit que le Comité italien a essayé de fondre dans une liste unique les cinq listes de textes (historiques, juridiques, hagiographiques, littéraires et épigraphiques) présentées à la séance de janvier. Sur cette liste unique, que M. Ussani présente, il fait quelques remarques préalables : 1° n'y sont pas enregistrés les textes de droit romain qui, même postérieurs à la chute de l'Empire, sont écrits dans un latin qui n'est pas médiéval; par la raison contraire, on y trouvera des épitomés tels que la *Summa Perusina*; 2° pour les textes liturgiques, dans une dernière revision, on tirera profit de l'essai de bibliographie liturgique italienne mis à disposition par Cunibert Mohlberg; 3° les inscriptions sont classées par ordre géographique des régions de l'Italie, et pour chaque région dans l'ordre alphabétique des villes; les papes le sont dans l'ordre chronologique, sous le mot *Papae*.

Une préface de M. Crescini, un *Index chronicus* par siècles et une liste provisoire des sigles — en attendant celle confiée à M. de Groot — accompagneront la liste alphabétique des textes à dépouiller par le Comité italien.

Tous ces travaux ont empêché le dit Comité de dresser les

listes des formules dont on a délibéré à Paris. C'est M. Leicht qui s'est chargé des formules juridiques. Il a déjà commencé son travail, lequel offrira au moins une dizaine de formules pour chacune des cinq régions formulaires — lombardo-toscane, génoise, ravennaise, romaine et napolitaine — qu'il faut distinguer dans l'Italie du haut moyen âge.

En ce qui concerne la liturgie, le Comité italien est d'avis qu'on devrait dresser les listes des rubriques en même temps que celles des formules; mais comme il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine, ces listes n'auront qu'un caractère tout à fait provisoire.

Finalement M. Ussani lit une lettre de S. E. le Ministre de l'Instruction publique d'Italie, prof^e Fedele, membre du Comité italien et auteur de la liste des textes historiques. M. Fedele prie M. Ussani de bien vouloir transmettre ses salutations « ai membri e collaboratori illustri di un' opera destinata a rendere ogli studiosi così grandi servigi ».

M. le Président exprime, au nom de la Commission, les sentiments de reconnaissance que les paroles de S. E. le Ministre de l'Instruction publique d'Italie lui inspirent.

M. Salverda de Grave (Pays-Bas) donne lecture d'un rapport de son collègue M. de Groot, empêché d'assister à cette réunion. Au mois de janvier, à Paris, M. de Groot avait été chargé par le Comité central de rédiger un *Index siglorum* général. Vu les nombreuses difficultés de cette tâche, M. de Groot propose, comme question préalable, de prendre les décisions suivantes : 1° toutes les abréviations appliquées dans le nouveau Du Cange seront compréhensibles à première vue; on ne fera exception que pour quelques ouvrages cités très souvent; 2° on ne mettra pas de points dans les sigles; 3° les Comités nationaux se chargeront de choisir les abréviations relatives aux textes dont ils s'occupent et de fixer la date des ouvrages et des documents qui ont une importance spéciale; 4° cela fait, on rédigera les

fiches ⁽¹⁾ en double, dont une série est destinée à l'*index siglorum* (arrangement alphabétique) et l'autre à l'*index chronicus* (ordre chronologique); 5° une Commission spéciale se chargera de la rédaction définitive de l'*index siglorum* et de l'*index chronicus*.

Le Comité remercie M. de Groot et décide de délibérer ultérieurement sur la question.

M. Baxter est heureux d'apprendre à la Commission que le travail de dépouillement avance très rapidement pour la Grande-Bretagne. Une bonne partie des textes écrits en Grande-Bretagne sont déjà dépouillés par les quarante collaborateurs du Comité national. On envisage le moment où l'on pourra commencer à travailler sur les textes d'auteurs britanniques écrits sur le continent et même sur des textes appartenant à des pays non représentés dans le Comité central. Cependant, sir Paul Vinogradoff pense à une phase intermédiaire où les deux Comités britanniques auront à travailler ensemble sur des textes (tels que le *Cadaastre de Guillaume le Conquérant*) produits dans la limite chronologique qui sépare leurs compétences.

M. Nicolau d'Olwer fait remarquer que le Comité catalan n'a qu'à maintenir la liste des textes présentée à la réunion de janvier, étant donné qu'on l'avait rédigée par ordre alphabétique. Néanmoins, sous le titre *Inscriptions*, des textes épigraphiques y sont classés chronologiquement. Il ajoute que M. F. Valls-Taberner, savant historien du droit, a bien voulu se charger de dresser la liste des formules juridiques. Son travail n'est pas encore terminé. Du reste, l'activité des colla-

(1) Modèles des fiches :

899-917 Radb-carm Radbodus, Carmina (éd. P. de Winkerfeld, MGH, IV¹, p. 169 sqq., 1889).

-917 Radb-Sermhom Radbodus, Sermones et homiliae (Migne 132, p. 14 sqq.).

borateurs catalans se concentre, pour le moment, dans le dépouillement des chartes.

M. Manojlović, pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, offre le dépouillement des documents latins de la Croatie jusqu'à la fin de la dynastie nationale et l'accession de la dynastie Arpadienne de Hongrie sur le trône croate (1102), bien que les plus anciens de ces documents soient conservés dans des copies cartulaires (mais authentiques) et non sur des chartes originales.

M. Koht dit que la Norvège voudrait bien collaborer aux travaux du *Dictionnaire*, mais au lieu de se charger du dépouillement de textes appartenant à des pays éloignés, pour le moment, de l'entreprise, elle aimerait mieux prendre à sa charges les textes qui, de par leur contenu, intéressent directement les Pays scandinaves.

QUESTIONS DIVERSES.

La Commission, à l'unanimité, prie M. Baxter de bien vouloir poursuivre les négociations commencées spontanément par lui avec des rédacteurs du *Thesaurus linguae latinae*. Un accord pourrait en résulter, susceptible d'être avantageux aux deux entreprises, celle de Munich et celle du Comité Du Cange.

La Commission propose à l'Assemblée plénière de l'Union Académique Internationale :

1° De permettre au Comité central de déterminer lui-même l'opportunité d'une réunion extraordinaire avant la séance ordinaire de mai prochain. Elle pourrait avoir lieu à Bruxelles, à l'occasion même de la convocation du Comité permanent du V^e Congrès international des Sciences historiques.

2° D'augmenter la subvention accordée au *Bulletin Du Cange*, afin de publier en supplément, cette année, la liste définitive italienne des textes à dépouiller.

L'ensemble des listes dressées par les Comités nationaux deviendra une bibliographie complète de la latinité du haut moyen âge.

Le Rapporteur,
M. NICOLAU D'OLWER.

Ce rapport, avec les propositions qu'il renferme, est approuvé à l'unanimité.

**6. — DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS
CONCERNANT LE JAPON.**

Au nom de la Commission, M. Colenbrander lit le rapport suivant :

La Commission était composée de S. Exc. M. Adatci (Japon), président, et de MM. Fukuda (Japon), Imbart de la Tour (France), Colenbrander (Pays-Bas) et Caro, secrétaire de l'Ambassade espagnole, en remplacement de S. Exc. M. le marquis de Villalobar, empêché.

Sont entendus les rapports verbaux de M. Imbart de la Tour sur les documents pouvant intéresser l'histoire japonaise, conservés à la Bibliothèque Nationale et au Ministère des Affaires Étrangères, à Paris; de M. Colenbrander sur ceux conservés aux Archives générales du Royaume, à La Haye, et de M. Caro sur ceux conservés aux Archives des Indes, à Séville.

On constate qu'il serait urgent de s'informer encore sur ceux que pourraient contenir les archives suivantes :

- 1° Archives coloniales du Portugal, à Lisbonne;
- 2° Archives du Vatican, à Rome;
- 3° Archives de l'India Office, à Londres.

Sont entendus également les rapports verbaux de MM. Adatci et Fukuda, sur les travaux qui sont en progrès dans les mains de la Commission spéciale au Japon, concernant des documents

inédits conservés aux Archives, à La Haye, et sur les propositions diverses visées ci-dessous :

Il existe à l'Académie Impériale du Japon une Commission spéciale chargée de cette recherche. La Commission, depuis 1923, s'occupe du travail de copier et de photographier les documents de la Factorerie de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales, à Hirado, qui se trouvent dans les Archives de l'Etat, à La Haye. A l'heure actuelle la Commission est en possession de 553 pages de lettres de la dite Factorerie (1623 à 1632), la transcription étant confiée à la Légation du Japon, à La Haye, qui a profité des bons services des archivistes hollandais.

Quand le travail sera fini, la Commission se propose d'entreprendre les recherches et la transcription des Documents de la Factorerie hollandaise, à Nagasaki, qui fourniront beaucoup de données sur l'histoire des relations entre l'Europe et le Japon pendant la fermeture du Japon au commerce extérieur.

La Commission se charge aussi de commencer, en collaboration avec les savants européens, les recherches des Documents inédits concernant le Japon qui existeraient aux Archives et Bibliothèques, à Paris, et, dans ce but, de nommer quelques spécialistes compétents sous la surveillance du D^r Adatci, en lui donnant un appui financier.

La Commission se propose de faire, le plus tôt possible, les recherches dans les Archives de la Mission Jésuite de la Propagande, les Archives et les Bibliothèques du Vatican, ainsi que dans les Archives d'Ajuda, en Portugal.

La Commission, après l'examen de tous les rapports, est arrivée à la conclusion suivante :

L'Union Académique Internationale pourrait recommander à l'Académie Impériale du Japon :

1° De faire établir en Europe, soit en son nom propre, soit par les soins du Gouvernement Impérial, une direction centrale des recherches à entreprendre au profit de l'histoire du Japon, direction qui pourrait, provisoirement et pendant le temps

nécessaire, être établie à La Haye, comme le lieu où les matériaux pouvant intéresser l'histoire du Japon sont probablement le plus abondants ;

2° De munir cette direction, qui pourrait être composée pour le moins d'un savant japonais accompagné d'un ou de plusieurs adjoints, d'instructions précises au sujet des questions historiques à documenter ;

3° De la charger ensuite de faire le relevé des documents, que contiennent les archives susmentionnées, en rapport avec ces questions, et de soumettre son travail à l'Académie Impériale du Japon, seule compétente pour choisir des documents à faire copier ou photographier en vue de les mettre à la disposition des historiens japonais ;

4° De vouloir bien considérer que ce travail, qu'on peut regarder comme intéressant au plus haut point l'histoire nationale du Japon, est une entreprise assez vaste qu'il faudra mener à bonne fin une fois commencée, parce que l'exécution partielle serait déplorable à tous égards et prêterait à des conclusions hâtives et erronées.

L'Union Académique Internationale pourrait encore, en témoignage de l'intérêt sincère qu'elle prend à l'entreprise projetée, offrir à l'Académie Impériale du Japon d'indiquer pour la France, la Hollande, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grande-Bretagne des délégués chargés d'aider, chacun dans son pays, la direction japonaise en tant que cette direction elle-même ferait appel à leur concours, soit pour faciliter l'accès aux documents dont on désirerait faire le relevé, soit pour mettre en rapport la direction japonaise avec les érudits européens les plus compétents dans la matière, soit pour toute autre fin utile.

Pour ce qui concerne les Archives du Vatican, auprès duquel le Gouvernement impérial japonais n'est pas représenté jusqu'à présent, ce Gouvernement pourrait peut-être invoquer dès à présent l'entremise des Gouvernements européens qui entretiennent des Instituts historiques à Rome, comme la France,

l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne. Ces Instituts, où l'un d'eux, pourraient se charger d'introduire les savants japonais désignés pour faire le relevé des documents à Rome auprès de la direction des Archives du Saint-Siège et de faciliter leurs travaux.

L'Union Académique Internationale, sur la proposition des délégués de l'Académie Impériale du Japon, tient à remercier l'Académie Royale de Belgique de ce qu'elle a bien voulu lui remettre les remarquables rapports de deux de ses membres, le R. P. H. Delehaye et M. Cuvelier, sur cette matière.

Le Rapporteur,
COLENBRANDER.

Ce rapport est, avec les propositions qu'il contient, approuvé à l'unanimité.

7. — FORMA ROMANI IMPERII ET SUPPLÉMENTS AUX CORPUS DES INSCRIPTIONS GRECQUES ET LATINES.

Les rapports suivants sont successivement communiqués et approuvés :

1° La Commission chargée de la *Forma Romani Imperii* a pris connaissance des travaux qui sont déjà prêts et de ceux qui sont en préparation, surtout du premier fascicule présenté par M. Lugli, délégué italien, qui donne la méthode suivie par l'Italie pour les restes de l'Empire romain et des cartes préparées par M. le baron De Loë, délégué belge, qui regardent plutôt l'époque préhistorique de la Belgique.

La Catalogne, la Yougoslavie et la Grèce ont donné des renseignements sur le travail qu'elles vont préparer, en prenant en considération ce que l'Italie a déjà fait sur ce sujet.

A cause de différentes échelles des cartes des états-majors

de divers pays et de l'importance de monuments dans les pays mêmes, la Commission n'a pas décidé d'établir, pour le moment, une échelle commune et des marques égales pour indiquer sur la carte chaque classe de monuments. Au contraire, la Commission a été d'accord de donner la prévalence dans la *Forma* aux restes romains selon le but de l'entreprise, même en considérant les conditions précédentes et suivantes de l'Empire romain.

Les travaux particuliers que chaque nation va préparer serviront pour rédiger la carte générale de l'Empire à une échelle commune, qu'on étudiera quand ces travaux seront plus avancés et que l'on aura reconnu, par expérience, l'échelle la meilleure.

G. LUGLI.

2° ITALIE. — Pour la carte archéologique de l'Italie, qui a une si grande importance dans la *Forma Romani Imperii*, nous avons choisi l'échelle de 1 : 50 000°, parce qu'il existe en Italie une carte générale à cette échelle, dressée par l'état-major de l'armée. A cette échelle, on donnera la plus grande partie de l'Italie, mais nous nous réservons de donner en planches à 1 : 25 000° les régions qui présentent plus de monuments, comme nous avons fait dans le fascicule que nous venons de présenter. Les régions moins riches seront réunies en planches à 1 : 100 000°.

Dans nos cartes, nous avons marqué, par des signes spéciaux, chaque classe de monuments (temples, villas, tombeaux, aqueducs, etc); chaque monument est indiqué, en outre, par un numéro d'ordre. L'illustration des monuments est donnée dans le texte suivant l'ordre des numéros qui sont accompagnés de la marque de la classe.

On a suivi dans le choix des marques l'usage établi depuis longtemps dans notre état-major, en le complétant et le perfectionnant où il y a lieu, au moyen de marques nouvelles. Nos marques sont très simples et très visibles et ont presque toujours un rapport très étroit avec la nature du monument.

Nous n'avons pas estimé de distinguer la forme particulière de chaque monument, comme, par exemple, les tombeaux à colominaire, les tombeaux à chambre selon l'inhumation, les *Annuli*, les *cippi* en forme d'autel, les grands tombeaux carrés, etc., pour ne pas compliquer trop les cartes. Cette différence sera précisée dans le texte et dans les illustrations, qui sont, par conséquent, très nombreuses et très détaillées, avec beaucoup de plans.

Les photographies sont imprimées à part en planches reliées avec le texte, exception faite pour les monuments les plus importants, qui sont reproduits en planches séparées en phototypie.

Les plans particuliers des monuments accompagnent toujours le texte.

Enfin, pour ne pas compliquer trop la numération, nous avons divisé chaque carte en zones, bien étudiées au point de vue géographique et archéologique, lesquelles sont marquées par une ligne sur la carte.

Quand nous dresserons les cartes de régions où l'on rencontre des restes considérables préhistoriques, nous suivrons en général le système que M. Pârvan, délégué roumain, proposa l'année passée, c'est-à-dire que nous donnerons des cartes particulières pour chaque époque.

La préface de notre premier fascicule, que nous avons l'honneur de présenter à l'Union, donne plus en détail la méthode qu'on a expliquée ici en résumé.

G. LUGLI.

3° BELGIQUE. — La Commission a été mise au courant de l'état d'avancement des travaux relatifs à la carte archéologique de la Belgique romaine, ainsi que du plan de la méthode et des principes qui ont été suivis pour atteindre le meilleur résultat.

Il a été fait usage pour les relevés sur le terrain, des cartes au dix, vingt et quarante millième et, comme carte d'ensemble, de la carte au 160,000°.

D'autre part, il a paru opportun d'employer les signes conventionnels créés par Gabriel de Mortillet et Ernest Chantre et adoptés par les Congrès internationaux d'Anthropologie et d'Archéologie préhistoriques. Ces signes, simples, tranchés, spéciaux, universels et mnémoniques, semblent devoir être préférés à tous autres.

B^{on} DE LOË.

4^e CATALOGNE. — *A. Forma Romani Imperii.* — L'Institut des Études Catalanes de Barcelone prépare aussi une contribution à la *Forma Romani Imperii*, qui consistera en une carte archéologique de la Province Tarragonaise. On a réuni déjà presque tous les matériaux connus jusqu'à présent et reporté sur des cartes provisoires tous les matériaux préhistoriques; des études de certains ensembles de monuments sont déjà terminées, par exemple, la Topographie archéologique de Tarragone, de Gérone, d'Emporion, etc. Malheureusement, une carte complète donnant le relief du sol n'existant pas encore pour l'Espagne, l'exécution cartographique de notre contribution offre assez de difficultés. L'Institut d'Études Catalanes prépare une carte géographique et géologique de la Catalogne; elle est assez avancée et nous espérons pouvoir l'utiliser pour notre entreprise.

BOSCH GIMPERA.

B. *Corpus des Inscriptions.* — La Commission de Barcelone travaille toujours au dépouillement des articles des revues et de toutes sortes de publications, afin de réunir une bibliographie complète des inscriptions latines (les grecques sont très peu nombreuses) trouvées après la publication des deux volumes du C. I. L., par Hübner. Cette tâche est d'autant plus difficile que, excepté le P. Fita, on peut dire que la Péninsule Ibérique a manqué de bons épigraphistes.

On espère que ces travaux d'inventaire aboutiront à un résultat satisfaisant dans un court délai. Par suite des études qu'on vient de faire sur quelques-unes des inscriptions publiées

par Hübner, il faudra faire une nouvelle édition du *Corpus*, augmentée des inscriptions qui n'y figurent pas, plutôt que d'en dresser un complément. R. D'ALOS.

5° GRANDE-BRETAGNE. — En Angleterre, au contraire de l'Italie, où les conditions sont tout à fait différentes, nous avons commencé par l'échelle la plus petite. Le département des Cartes du pays (*l'Ordnance Survey*), avec l'aide de mon collègue, M. Stuart Jones, a dressé une carte de Britannia Romana à l'échelle de 1/1.100.000. Elle constituera une base pour des ouvrages plus étendus et contenant plus de renseignements. Actuellement, une nouvelle édition de cette carte est en préparation; elle contiendra l'indication des emplacements des *villas* ou maisons qui existaient en Angleterre; de plus, on envisage une série de cartes à l'échelle de 1/250.000, dont une, celle du Sud-Ouest de l'Angleterre, est en préparation, encore avec la coopération de M. Stuart Jones. J'espère qu'il sera possible de procéder à la publication de cette carte, peut-être à l'aide d'une subvention de la *British Academy*; mais cela n'est pas encore décidé.

La *Fondation Haverfield*, de l'Université d'Oxford, a en préparation le premier fascicule du *Corpus des Inscriptions latines de la Grande-Bretagne*, qui traite des inscriptions de la Bretagne du Sud. Mais je ne puis pas encore dire quand il paraîtra.

SIR FREDERIC KENYON.

6° YOUGOSLAVIE — *Forma Romani Imperii*. M. Vulić annonce qu'en Yougoslavie le travail a continué depuis la dernière réunion. Certaines feuilles de la carte archéologique de la Yougoslavie sont complètement prêtes, leurs textes aussi. D'autres seront terminées après un voyage sur le terrain, qui aura lieu cette année. M. Vulić en présente un spécimen.

Corpus Inscriptionum. M. Vulić donne des renseignements sur le *Corpus* de la Yougoslavie. Dernièrement on a trouvé dans la

Serbie du Sud un grand nombre d'inscriptions grecques et latines. Le pays en promet d'autres. On se demande s'il ne valait pas mieux attendre que ces régions, mal connues, fussent mieux étudiées, avant de publier le supplément. En tout cas, la question sera tranchée à la réunion des archéologues yougoslaves, qui aura lieu à Zagreb au plus tôt.

N. VULIĆ.

**8. — SYSTÈME DE TRANSCRIPTION PHONÉTIQUE
ET DE TRANSLITTÉRATION.**

M. O. Jespersen communique le rapport suivant :

Comme on l'a vu dans le rapport présenté l'année dernière à l'U. A. I., MM. Rozwadowski et van Wijk avaient envoyé un questionnaire à une centaine de savants, pour leur demander leur opinion sur le meilleur système de transcription et de translittération; mais comme les réponses reçues étaient très divergentes et en partie assez vagues, on a reconnu que le seul moyen d'arriver à un résultat serait de réunir un petit comité de linguistes compétents pour discuter de vive voix ces questions très compliquées. M. Jespersen s'est entendu sur le plan de la conférence et la composition du comité surtout, avec son collègue de Copenhague, M. Holger Pedersen, et plus tard avec M. Meillet. Le fonds Rask-Ørsted a voté une subvention pour payer les frais de voyage et du séjour des membres étrangers à Copenhague; après quoi un comité de douze membres s'est réuni au mois d'avril à Copenhague. Le choix des membres de ce comité a été déterminé en première ligne par le désir de trouver des savants compétents pour tous les groupes de langues les plus importantes du monde entier. Malheureusement, les deux chefs des écoles comparatistes allemande et française, MM. Streitberg et Meillet, qu'on avait d'abord invités, ont été empêchés d'assister aux séances. Ont fait partie du Comité :

M. Broch, professeur de langues slaves à Oslo;

M. Brockelmann, professeur de langues sémitiques à Breslau;

- M. Jespersen, professeur de langue anglaise à Copenhague;
- M. Jones, professeur de phonétique à Londres;
- M. Karlgrén, professeur des langues de l'Extrême-Orient à Göteborg;
- M. Meinhof, professeur de langues africaines à Hamburg;
- M. Pedersen, professeur de linguistique comparée à Copenhague;
- M. Rozwadowski, professeur de linguistique à Cracovie;
- M. Sommer, professeur de linguistique comparée à Bonn;
- M. Thalbitzer, professeur de langues eskimo à Copenhague;
- M. Vendryes, professeur de langues celtiques à la Sorbonne;
- M. van Wijk, professeur de langues slaves à Leide.

On s'est réuni sous la présidence de M. Jespersen, pendant six séances, qui ont eu lieu de 9 heures et demie du matin jusqu'à 2 à 3 heures de l'après-midi. Comme les membres appartenaient à huit nations différentes et qu'évidemment on ne pouvait admettre dans les discussions huit langues diverses, on a employé impartialement les trois langues allemande, anglaise et française. Malgré les grandes divergences de points de départ, d'intérêts et d'habitudes de transcription des membres, on a pu discuter vraiment dans un esprit scientifique, sans la moindre trace de rivalités personnelles ou nationales; et malgré les grandes difficultés de la tâche on est arrivé à un résultat qui a paru à tous les membres beaucoup plus satisfaisant qu'on aurait pu le prévoir. On a évité un certain nombre de signes assez communs qui prêtent à des malentendus, parce qu'ils sont employés dans des sens différents par des linguistes de différentes nations; pour d'autres signes ambigus jusqu'ici, on a fixé le sens unique dans lequel ils devront être employés à l'avenir. Enfin, on a créé un petit nombre de marques diacritiques nouvelles. Pour certains sens il a fallu laisser le choix libre entre deux méthodes de transcription, parce que les uns préfèrent des signes formant un seul corps de lettres, des « monotypes », comme on pourrait les nommer, et que les autres préfèrent des

marques diacritiques au-dessus ou au-dessous des lettres ordinaires ; mais en somme on s'est efforcé d'écarter les ambiguïtés qui fourmillent dans les systèmes de transcription et de translittération employés jusqu'ici. Un rapport détaillé rédigé dans les trois langues admises aux séances sera publié le plus tôt possible aux frais du fonds Rask-Ørsted, auquel il faut savoir gré d'avoir rendu possible la solution du problème, très important et très difficile.

Le Rapporteur,
OTTO JESPERSEN.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

9. — AIDE AUX PUBLICATIONS DES SAVANTS RUSSES.

Au nom de la Commission, M. Vulic présente le rapport suivant :

Comme suite aux décisions prises par l'Assemblée de 1924, il a été adressé aux Académies qui font partie de l'Union une demande au sujet de l'aide qu'elles croient pouvoir donner aux publications des savants russes.

Les Académies suivantes ont répondu qu'elles étaient prêtes à examiner et, le cas échéant, à accepter des travaux de ce genre pour les publier dans leurs mémoires ou bulletins :

Avant mai 1924 : Belgrade, Bucarest, Cracovie, Prague.

Depuis mai 1924 : les Académies de Belgique, de la Grande-Bretagne, des Lincei et de Norvège.

Quant aux conditions particulières, elles sont fixées de différentes manières par les diverses Académies.

Il serait nécessaire de constituer un Bureau central permanent pour correspondre avec les savants russes et pour servir d'intermédiaire entre eux et les différentes Académies.

La Commission propose de constituer ce Bureau, composé

d'un certain nombre de membres, dont chacun représenterait une des Académies précitées.

Sir Paul Vinogradoff serait choisi comme président et M. Vulic comme secrétaire de ce Bureau.

Le secrétariat administratif se chargerait de régler les frais de correspondance du Bureau, à l'exemple d'autres Commissions du même genre de l'Union.

Le Rapporteur,
N. VULIC.

Ce rapport, avec les propositions qu'il renferme, est approuvé à l'unanimité.

10. — CORPUS DES MOSAÏQUES GRECQUES ANTIQUES.

M. Oikonomos communique le rapport suivant :

La Commission pour le *Corpus* des mosaïques trouvées en Grèce, composée de MM. Homolle, Pottier, d'Alos, Giglioli, Kéramopoullos, Oikonomos et Balanos, s'est réunie sous la présidence de M. Homolle et a entendu l'exposé de M. Oikonomos sur les progrès des travaux préparatoires pour la publication de ce *Corpus*.

Par le moyen d'un échafaudage portatif construit par M. Gillieron fils et qui permet de photographier les mosaïques d'une manière excluant absolument les raccourcis et les allongements, la Commission d'Athènes, sous l'habile présidence de M. Ph. Negris, crut nécessaire de refaire la plupart des photographies de l'année passée, lesquelles, présentées à la V^e session de l'U. A. I., avaient été considérées comme satisfaisant aux exigences scientifiques.

Les photographies présentées à la VI^e session de l'U. A. I. sont toutes prises perpendiculairement. La Commission a approuvé leur exécution à l'unanimité, sous la condition qu'elles

soient toutes particulièrement préparées pour la reproduction phototypique, conformément au spécimen présenté par la délégation hellénique.

En plus la Grèce a présenté à la Commission quelques excellentes copies en couleurs des mosaïques de Sparte, exécutées ou à l'huile ou à l'aquarelle (gouache). La Commission, sans exclure le procédé à l'huile, croit que l'aquarelle est mieux appropriée à la reproduction trichromique. Elle constate aussi avec satisfaction que les copies en couleurs sont très fidèles et très exactes.

M. Oikonomos annonce ensuite qu'en dépit de toutes les difficultés qui se présentent, la Grèce espère pouvoir préparer dans le cours de cette année toutes les photographies et copies en couleurs nécessaires pour le fascicule des mosaïques du Péloponèse. La Commission a témoigné sa satisfaction du travail, jusqu'ici fait en Grèce, et a exprimé le vœu de voir paraître, pour la prochaine session de l'U. A. I., le premier fascicule des mosaïques trouvées en Grèce.

Le Rapporteur,
G. OIKONOMOS.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

**11. — ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LA BIBLIOGRAPHIE
DES SCIENCES PHILOLOGIQUES ET HISTORIQUES ET DES
SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES.**

Au nom de la Commission, M. d'Alos dit le rapport suivant :

La Commission a tenu sa séance le mardi 12 mai, à 14 heures, sous la présidence de M. Th. Homolle. Assistaient à la réunion MM. Fukuda, Heiberg, Gottheil, sir Frederic Kenyon, Salverda de Grave, Ussani et d'Alos.

Après une discussion sur la portée de la proposition soumise par le Conseil des Sociétés Savantes Américaines à l'U.A.I. et

à laquelle prennent part tous les membres présents, la Commission décide de demander au C.S.S.A. de bien vouloir préparer un spécimen précisant avec la plus grande clarté ses points de vue, de façon à ce que l'U.A.I. puisse se prononcer au sujet de l'enquête qu'on lui propose.

Le Rapporteur,
R. d'Alos.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

II. — DATE DE LA PROCHAINE SESSION.

L'Assemblée décide que la session de 1926 se tiendra le lundi 10 mai et jours suivants. Il est entendu qu'en principe, la durée de la session sera proportionnée au nombre et à l'importance des questions à l'ordre du jour; mais il ne paraît pas possible de réduire cette durée, dès maintenant, de trois jours à deux.

Avant la clôture de la session, M. Adatci prie les délégués des différentes nations de vouloir bien demander à leurs Académies de faire parvenir à l'Académie de Tokyo les documents (statuts ou règlements) relatifs au mode de recrutement de leurs membres. — Une demande sera adressée, dans ce but, aux divers corps savants constituant l'Union.

M. le président, après avoir remercié les délégués de leur activité et de leur accord sur les différents points de leurs travaux, déclare close la sixième session de l'Union Académique.

Séance du lundi 6 juillet 1925.

M. Eug. Hubert, *vice-directeur de la Classe*.

Sont présents : MM. le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. Parmentier, H. Delehayé, dom U. Berlière, J. Bidez, J. van den Heuvel, J.-J. Van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, *membres* ; J. Cuvelier, H. Vander Linden, M. Ansiaux, A. Roersch, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Waltzing, *directeur* ; Mahaim, L. de la Vallée Poussin, comte H. Carton de Wiart, *membres*.

M. le Directeur annonce à la Classe le décès de MM. A. Chuquet et Th. Homolle, associés de la Section d'Histoire et des Lettres. Il exprime les regrets que cause à la Classe leur disparition ; il rappelle les titres de ces éminents Confrères ainsi que les liens qui unissaient particulièrement M. Homolle à l'Académie de Belgique et la part qu'il a prise à ses travaux.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts fait connaître la composition du jury chargé de faire rapport sur l'attribution du Prix Bergmann.

Le même Ministre fait parvenir une copie de l'arrêté royal du

11 juin 1925, approuvant l'élection de M. le comte H. Carton de Wiart, en qualité de membre titulaire de l'Académie.

M. le comte Louis Cavens remercie l'Académie de la bienveillance avec laquelle elle a apprécié les travaux et documents qu'il lui a offerts et l'activité qu'il a déployée.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

— *Institut des Hautes Etudes de Belgique. Hommage à la mémoire de Guillaume De Greef.*

— *Le Problème allemand*, par G. Blondel; *Où en est la reconstitution économique de l'Europe centrale?* par le même; *La position économique de l'Allemagne au début de 1925*, par le même. — Remerciements.

PRIX EUGÈNE LAMEERE.

A la demande de M. Des Marez, la Classe désigne, pour le remplacer au sein du jury du Prix Eug. Lameere, M. H. Van der Linden.

PRIX DE STASSART, DE SAINT-GENOIS ET TEIRLINCK.

La Classe ayant constaté que ces divers Prix n'ont pu être attribués précédemment que dans de très rares cas, et estimant que les usages suivis jusqu'ici, à défaut de règlement, en sont probablement la cause, arrête pour ces divers prix les règlements suivants :

I. Prix de Stassart (Biographie, 2,000 francs).

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les six ans, à un travail sur un Belge célèbre, pris alternativement parmi les historiens ou littérateurs, les savants ou les artistes.

ART. 2. — Deux ans avant la fin de la période en cours, la Classe des Lettres pourra indiquer l'époque ou la personnalité à laquelle se rapportera la biographie demandée.

ART. 3. — A défaut de réponse ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra couronner une biographie parue au cours de la période écoulée.

ART. 4. — Le concours sera jugé par trois membres de la Classe, désignés par elle; lorsque la biographie à apprécier sera celle d'un savant ou d'un artiste, la Classe des Sciences ou la Classe des Beaux-Arts sera priée d'adjoindre deux de ses membres à ceux qu'aura choisis la Classe des Lettres.

II. Prix de Stassart (Histoire nationale, 8,000 francs).

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les six ans, à un ou plusieurs travaux sur une question d'histoire nationale.

ART. 2. — Trois ans avant la fin de la période en cours, la Classe pourra choisir une ou plusieurs questions à proposer aux concurrents.

ART. 3. — A défaut de réponse, ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra récompenser des travaux d'histoire nationale publiés pendant la période écoulée.

ART. 4. — Le jury chargé de juger ce concours sera composé de trois membres de la Classe désignés par elle.

III. Prix de Saint-Genois (Histoire ou Littérature, 1,000 francs)

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les cinq ans, à un travail écrit en flamand, sur une question d'histoire ou de littérature.

ART. 2. — Deux ans avant la fin de la période en cours, la Classe pourra choisir une question à proposer aux concurrents.

ART. 3. — A défaut de réponse, ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra récompenser un travail d'histoire ou de littérature publié en flamand, pendant la période écoulée.

ART. 4. — Trois membres de la Classe, désignés par elle, seront chargés de juger ce concours.

IV. Prix Teirlinck (Littérature flamande : 4,000 francs).

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les cinq ans, à un travail rédigé en français, en flamand ou en latin, relatif à la littérature flamande.

ART. 2. — Deux ans avant la fin de la période en cours, la Classe pourra choisir une question à proposer aux concurrents.

ART. 3. — A défaut de réponse, ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra récompenser un travail relatif à la littérature flamande, publié pendant la période écoulée.

ART. 4. — Trois membres de la Classe, désignés par elle, seront chargés de juger ce concours.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX QUATRE PRIX.

1. Le Prix sera proclamé en séance publique.

2. Si le Prix n'est pas attribué, son montant sera ajouté au capital de la Fondation.

3. Les auteurs désirant participer au concours devront envoyer leur travail avant la clôture de la période, au Secrétaire perpétuel de l'Académie.

Séance du lundi 3 août 1925.

M. Eug. Hubert, *vice-directeur*.

Sont présents : MM. P. Thomas, J. Leclercq, H. Pirenne, M. Vauthier, J. Vercoullie, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehayé, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, G. Cornil, L. Dupriez, L. Leclère, *membres*; Jean Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Waltzing, *directeur*; De Wulf, Mahaim, baron A. Rolin, comte Carton de Wiart, *membres*; Nerinx, *correspondant*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie l'Académie de désigner les président et président suppléant du jury des langues modernes.

Le même Ministre fait parvenir une copie de l'arrêté royal du 26 juin 1925, nommant M. van Houtte membre du jury du Prix Bergmann.

L'Université israélite de Jérusalem remercie l'Académie d'avoir participé à son inauguration.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche, par Louis Wittmer; présenté, avec une note bibliographique, par M. Eugène Hubert.

Octave Pirmez, sa Vie et son Œuvre, par P. Champagne; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq.

Notes d'Épistémologie thomiste, par N. Noël; présenté, avec une note bibliographique, par M. De Wulf.

— Remerciements.

CÉLÉBRATION DU XXV^e ANNIVERSAIRE
DU MARIAGE DE LEURS MAJESTÉS LE ROI ET LA REINE.

La Classe décide de participer, par une souscription collective de ses membres, à la célébration de cet anniversaire.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

L. WITTMER. — *Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche*. Paris, Champion, 1925; in-8°, 334 pages.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de l'auteur, le livre récent de M. Louis Wittmer, professeur à Zurich.

Depuis qu'en 1914, on célébra dignement le centenaire du grand Prince de Ligne, et bien que l'écho des fêtes jubilaires ait été pendant quelque temps étouffé par le drame de 1914-1918, l'attention du monde lettré s'est attachée de nouveau à l'intéressante physionomie du grand seigneur, aussi vaillant homme de guerre que diplomate avisé et littérateur délicat ⁽¹⁾.

(1) M. F. Leuridant, directeur au Secrétariat de l'Académie royale de Belgique, est l'auteur de nombreuses et intéressantes publications consacrées au Prince de Ligne. Nous citerons notamment : *Lettres et billets inédits du Prince de Ligne et de ses familiers*, 1919, gr. in-8°. — *Inventaire des Archives de Belœil*, 1919. — *Les portraits du château de Belœil*, 1914. — *La bibliothèque du château de Belœil*, 1923. — *Le Prince de Ligne, Mme de Staël et Caroline Murray*, 1919. — *Une éducation de prince au XVIII^e siècle*, 1923. — *Lettres intimes du chevalier de Lisle au Prince*

M. L. Wittmer, déjà connu très avantageusement par des travaux considérables ⁽¹⁾, nous apporte une contribution du plus haut intérêt à la biographie de notre illustre compatriote, en le rattachant non seulement à l'histoire de l'Autriche, mais aussi à l'histoire générale, et en mettant en pleine lumière le rôle politique du Prince, dont l'importance réelle n'avait pas été suffisamment reconnue.

Sans revenir sur les exploits accomplis par le Prince de Ligne pendant les règnes de Marie-Thérèse et Joseph II, l'auteur entre en matière au moment où éclate la Révolution française. L'Autriche se débat au milieu des difficultés politiques et économiques si complexes, qu'aux yeux des gens perspicaces, l'Etat est menacé dans son existence même.

L'attitude hésitante du ministère Colloredo-Cobenzl, qui avait recueilli la succession de Thugut, était loin de rassurer tout le monde et de rencontrer l'adhésion unanime du pays. Un groupe d'opposition se forma et grandit. Parmi les personnages, qui, pour des raisons diverses, appartenirent à ce groupe et, entre Austerlitz et Wagram, exercèrent une certaine action sur la marche des événements, trois hommes doivent retenir particulièrement l'attention : le Prince de Ligne, Jean de Müller et Frédéric de Gentz.

Au moment où Léopold II se débarrassa de ses plus lourds soucis, d'une part, par la Convention de Reichenbach, du 27 juillet 1790, qui créait une possibilité de collaboration entre la Prusse et l'Autriche, de l'autre, par le traité de Sistova, signé le 4 août 1791, qui mit un terme aux vastes et coûteuses

de Ligne, 1924. — Une ambassade du Prince de Ligne en Angleterre, 1914. — M. Leuridan publie aussi les Annales du Prince de Ligne, dont le tome VI a paru en 1923. — M. GUSTAVE CHARLIER a fait paraître, en 1922, une nouvelle édition des Lettres à Eugénie sur les spectacles, enrichie de savants commentaires. (Paris, Champion, in-18, LXXI et 138 pp.)

⁽¹⁾ *Charles de Villers, 1765-1815; un intermédiaire entre la France et l'Allemagne* Genève et Paris, 1908. — *L'influence de l'Allemagne en France au XVIII^e et au XIX^e siècle; le point de vue suisse.* Genève, 1924.

expéditions autrichienne en Orient, et où il reconquérât ainsi sa liberté d'action, on vit se dessiner une nouvelle politique dont le premier acte fut l'entrevue de Pillnitz.

L'Empereur d'Allemagne s'allie avec le Roi de Prusse, sous prétexte d'aller au secours de Louis XVI et de Marie-Antoinette, en réalité parce que la lutte contre les Jacobins lui apparaît comme une urgente nécessité. Le Prince de Ligne n'éprouve aucune sympathie pour cette nouvelle direction politique. Il réproche les concessions auxquelles l'Autriche s'est résignée pour obtenir la paix ; la rétrocession de Belgrade, notamment, que lui-même a puissamment contribué à arracher aux Turcs, lui semble une inconcevable abdication.

D'autre part, au début, il ne prend pas la Révolution française plus au sérieux que le soulèvement des Brabançons contre le régime autrichien. Il estime qu'on en viendrait à bout « avec des potences et quelques troupes », en y mettant un peu d'esprit de suite et d'énergie ⁽¹⁾. Toutefois, homme de bon sens et d'esprit avisé, il devait revenir bientôt de ses illusions.

Il se berça longtemps de l'espoir de briller au premier rang dans la croisade entreprise par l'Autriche contre « la France en bonnet rouge ». Mais son rôle était fini : jamais il n'obtint de Léopold II ni une faveur, ni même un commandement : la bienveillance que Joseph II lui avait témoignée était la pire des recommandations auprès du nouveau souverain.

Sa situation ne fut pas meilleure sous le règne de François II : celui-ci témoignait à tout le monde une défiance extrême et reprit la politique de son père contre les Jacobins, vocable sous lequel il se plaisait à ranger tous ceux qui montraient une ten-

(1) Le Prince de Ligne n'avait-il pas eu l'idée, pour le moins curieuse, d'offrir aux Emigrés de Coblenz, à Monsieur, au comte d'Artois et à leurs partisans, de venir dans sa « petite souveraineté » de Fagnolles, sise entre Sambre et Meuse, pour, de là, escalader au cri de « Vive le Roy ! » les murs de Mariembourg. « Les commandants des autres forteresses auront peur, disait-il, et la contre-révolution est faite. » (O.-P. GILBERT, *Vie du Feld-Maréchal, Prince de Ligne* (1922), p. 223.

dance quelque peu libérale. Cette réaction excessive ne pouvait manquer de soulever des protestations.

Sous le règne de l'empereur aussi autoritaire qu'irrésolu, les circonstances allaient conduire à Vienne deux personnages peu disposés à s'accommoder d'un tel régime : le Prince de Ligne et Jean de Müller.

Ce dernier, même au mois de juillet 1791, trouvait encore dans la Révolution française « beaucoup de bonnes choses » ; mais bientôt son enthousiasme se refroidit sensiblement.

Attaché d'abord à la Chancellerie, puis à la Bibliothèque impériale, tout en rédigeant son *Histoire suisse*, il fit la connaissance du Prince de Ligne. Celui-ci, privé de sa riche bibliothèque de Belœil, fréquentait assidûment le dépôt de Vienne et y consultait les ouvrages spéciaux, traités militaires, ouvrages d'histoire, mémoires, récits de voyages, dont ses propres œuvres nous montrent à quel point il en fut le lecteur attentif.

Des relations intimes s'établirent bientôt entre le savant bibliothécaire-historien et le noble écrivain ; nous en avons pour preuve le ton cordial des lettres qu'a mises au jour M. Wittmer. Ces deux esprits d'élite, riches en souvenirs, éprouaient un plaisir délicat à ces entretiens, où ils jugeaient en fins moralistes les hommes, les événements et les livres nouveaux.

Müller, pour décrire en historien les batailles dont son pays avait été le théâtre, avait compulsé beaucoup d'ouvrages de tactique et de stratégie, et était capable de donner la réplique au Prince, même dans les choses du domaine militaire, sur lesquelles il dissertait aussi volontiers que sur la politique ou la littérature.

Bientôt ils allaient se lier avec un personnage bien intéressant : Frédéric de Gentz.

Cet écrivain avait été d'abord le disciple enthousiaste des encyclopédistes, l'adepte convaincu des doctrines du *Contrat social* ; mais son admiration pour les lois révolutionnaires s'était muée en une haine violente, lorsque parurent les décrets

contre les prêtres non assermentés et contre les émigrés et que fut promulguée l'abolition du décret autrefois porté contre les clubs. La Révolution, qu'il avait prônée à ses débuts, lui paraissait maintenant monstrueuse, parce qu'elle ne réalisait pas les promesses du *Contrat social*, manquant ainsi à sa mission et arrêtant la marche du progrès.

Devenu l'ardent défenseur des théories de Burke, Gentz brûle délibérément ce qu'il adorait jadis, puilie coup sur coup des livres et des articles contre la politique révolutionnaire, et applaudit sans réserve au coup d'État de Bonaparte.

Si l'Europe n'y prend garde, écrit-il, la Révolution rompra définitivement l'équilibre politique du continent. Par son enthousiasme, par sa foi révolutionnaire, la France s'est payé les moyens d'exercer une puissance démesurée. Pour lui résister, il est nécessaire que ses ennemis adoptent ses méthodes : remuer l'opinion publique, soit par des publications, soit par l'école, soit en soutenant les talents capables de défendre d'honnêtes maximes gouvernementales. Il faut faire naître un vrai patriotisme vivant et décidé.

Toutefois, cela ne suffit pas ; seule une coalition de la Prusse et de l'Autriche, les deux États conscients de leurs devoirs, peut obvier au danger qui les menace et qui menace l'Europe avec eux. Par une alliance, l'Autriche et la Prusse échapperont à la fois à la suprématie de la France et à celle de la Russie, leurs puissantes et dangereuses voisines ; mais n'échapperont que si elles s'allient à l'Angleterre, le vrai boulevard de la liberté européenne, le seul État qui, jusqu'ici, ait fait sérieusement la guerre à la Russie et qui puisse fournir les moyens de la continuer avec succès.

Plusieurs de ces idées devaient sourire à Jean de Müller et au Prince de Ligne, surtout celle du rapprochement austro-prussien. A cette époque, Frédéric de Gentz se débattait à Berlin contre des difficultés de toute sorte et prit la décision de se fixer à Vienne.

Il fut fortement appuyé par Cobenzl. C'est peut-être, écrit celui-ci à Colloredo, l'un des meilleurs écrivains d'Allemagne, et qui joint au talent d'écrire parfaitement les meilleurs principes tant sur la Révolution française que sur la Prusse.

La Chancellerie d'État, accueillant cette recommandation, s'attacha Gentz comme publiciste sans titre officiel.

Bientôt le Prince de Ligne, Müller et Gentz sympathisèrent et contractèrent une étroite liaison ; ils échangèrent des épîtres vivantes, riches en renseignements de toutes sortes sur les événements contemporains, les intrigues qui se nouent dans les cours, les idées politiques, sociales, religieuses et philosophiques, objets de tant d'âpres discussions.

C'est la correspondance de ces trois grands esprits que M. Wittmer publie en l'éclairant de commentaires précieux. En la lisant, on peut se rendre compte des variations compliquées que subit la politique autrichienne et de l'action exercée par les trois amis.

Par les yeux, si l'on peut dire, de ces trois hommes, de caractère, d'éducation et d'opinion si diverses, nous pouvons suivre le premier essai qui fut fait pour organiser une lutte générale en Europe contre la puissance formidable de Bonaparte, essai qui d'ailleurs fut vain, tout le monde le sait. Jean de Müller était mort au moment où, après Wagram, l'Autriche toucha le point le plus profond de son abaissement et dut, toute diminuée et meurtrie, adhérer contre l'Angleterre au blocus continental. Le Prince de Ligne et Frédéric de Gentz vécurent assez longtemps pour assister à la fin tragique de l'épopée napoléonienne.

Écrit d'une manière très vivante, sur un plan très clair et très méthodique, abondant en renseignements puisés aux meilleures sources, le livre de M. Wittmer se lit avec agrément ; c'est une contribution de haute valeur à l'histoire des idées politiques et sociales pendant les premières années du nouveau régime.

EUGÈNE HUBERT.

PAUL CHAMPAGNE. — *Octave Pirmez, sa Vie, son Œuvre.*
Liège, éditions de la Vie Wallonne.

Au nom de M. Paul Champagne, j'ai l'honneur de présenter à l'Académie le livre qu'il a consacré à la mémoire d'Octave Pirmez. L'auteur de cette étude, à qui nous devons d'intéressants essais sur des écrivains régionalistes, frappé de l'oubli où est tombé un penseur qui ne s'adresse qu'aux esprits d'élite, a entrepris de lui restituer la gloire qui lui revient et qu'il n'a pas encore eue jusqu'ici. Pirmez n'a pas connu de son vivant le succès que méritait l'œuvre d'un moraliste en qui l'on peut saluer un des derniers descendants de la lignée de La Rochefoucauld. S'il fut apprécié en France par Sainte-Beuve et Amiel; si Saint-René Tallandier le révéla au public de la *Revue des Deux Mondes*, il ne fut pas assez remarqué chez nous. Ce ne fut qu'un an avant sa mort que Camille Lemonnier en fit un magnifique éloge et qu'Albert Giraud lui consacra une étude dans la *Jeune Belgique*. Mais le grand solitaire d'Acoz était dédaigneux des éloges : retiré dans sa tour d'ivoire, il protesta auprès des admirateurs qui l'avaient proposé à son insu pour le prix quinquennal de littérature, et qui voulurent, vers la fin de sa vie, le faire entrer à l'Académie. « Tôt ou tard, disait-il, on est apprécié favorablement ou défavorablement. Je ne suis pas pressé. » Voilà qui explique peut-être le silence qui s'est fait de son vivant autour du nom d'Octave Pirmez.

C'est dans les œuvres de l'écrivain, sa correspondance surtout, que l'auteur a puisé les éléments de son étude sur l'homme, son caractère et son milieu. S'il n'a pu consulter ses manuscrits, qui sont inaccessibles, parce que le défunt a défendu qu'on les livre au public, il a pu voir un volumineux cahier relié en cuir rouge, renfermant des lettres écrites par Octave, et recopiées de sa propre main, et des préfaces inédites pour ses livres, entre autres

celle des *Jours de Solitude*. Il a vu un autre cahier où cet écrivain si dédaigneux de la renommée avait soin de recopier les lettres qu'il recevait d'hommes célèbres. Une de ces lettres est de Victor Hugo, qui, on le sait, était fort prodigue d'autographes.

L'auteur nous donne d'amples détails sur la vie d'Octave Pirmez, sur son éducation, sur ses livres, sur la solitude d'Acoz, où il composa ses *Jours de Solitude*. Il lui fallait le silence pour écrire. « Le grand instructeur, avait-il coutume de dire, c'est le silence. Il dit encore, dans la préface de ses *Heures de Philosophie*, que ce livre fut écrit dans la solitude des champs, loin de la rumeur des foules. » Ainsi que le remarque l'auteur de cette monographie, « la solitude déposa dans son âme le principe d'un amour qui, transmuant les forces instinctives en une flamme chaste comme celle des lampes, devait s'élever en lui religieuse, vers l'autel de l'idéale beauté — Dieu, pour un philosophe comme Pirmez. — Son œuvre est la mise en pratique de ces leçons secrètes de la solitude ».

L'auteur nous raconte les voyages de Pirmez, son pèlerinage en Italie, son séjour en Allemagne. Il montre qu'il voyageait à la manière de Chateaubriand, dont il avait l'âme romantique. Il fait voir aussi ce qui le différencie de Taine, de Bourget, de Barrès, qui ont traité les mêmes sujets. Pour Pirmez, voyager était surtout un prétexte à philosopher sur son moi, sur l'homme et sa destinée. Il écrit, le jour de son retour à la terre natale, où il a si souvent promené ses rêves et ses désirs : « J'ai compris l'inanité de ma vie d'aventure ». Et ce mot suggère à l'auteur cette réflexion que, pour Pirmez, voyager parmi les peuples les plus civilisés, c'est vivre une vie d'aventure, et que voilà bien le sédentaire à qui le recueillement est nécessaire. Et cela explique son amour profond de la terre natale.

L'auteur a consacré la plus grande partie de son livre à l'étude de la philosophie d'Octave Pirmez. Et c'était là le plus difficile de sa tâche. Car il est malaisé de découvrir la doctrine

où notre confrère, M. Wilmotte, qui a publié des pages choisies de Pirmez, voit un système de philosophie, le seul système original, suivant lui, qui, dans une forme littéraire, ait été édifié en Belgique. Pirmez n'est pas un philosophe dans le sens scolastique, car il rejetait toute systématisation d'idées : c'est plutôt un moraliste et un penseur, qui a médité à perte de vue sur la destinée et sur la mort. Il avait lu Sénèque, Épictète, Marc-Aurèle et surtout Pascal. Par un habile choix de citations tirées de ses ouvrages, l'auteur a tâché d'analyser sa conception de l'unité du moi, de montrer les enseignements qu'il puisait dans la contemplation de la nature ; il a étudié son mysticisme, ses idées esthétiques et ses idées politiques.

Cette philosophie n'a pas la clarté lumineuse de celle d'un Descartes. Et c'est peut-être la raison pour laquelle Pirmez ne fut pas suffisamment compris par ses contemporains. Il n'est d'ailleurs pas à la portée de toutes les intelligences.

Remo est son seul livre qui soit accessible à tout le monde. Et j'avoue que c'est celui que j'aime le moins, à cause de son romantisme exalté. Le héros du livre, loin de nous être sympathique, nous fait l'effet d'un grand excentrique, d'un rêveur incapable de jouer dans ce monde un rôle utile. Dans son éloge d'Octave Pirmez, il semble que l'auteur ait peu insisté sur *Remo*. Mais il a très consciencieusement approfondi l'ensemble de l'œuvre, et il a parfaitement réalisé la tâche qu'il s'était assignée : remettre en lumière cette grande figure solitaire, oubliée, dédaignée ou méconnue.

Octave Pirmez, en toute justice, peut être mis dans la galerie de nos grands Belges.

JULES LECLERCQ.

L. NOËL. — *Notes d'Épistémologie thomiste*. 1 vol. in-12, 244 pages. Louvain. Institut Supérieur de Philosophie.

L'auteur n'a pas voulu écrire un traité systématique sur le problème de la connaissance. Ce livre réunit diverses études qui approchent la question de points de vue divers et se complètent l'une l'autre. Elles supposent l'histoire générale du problème et des solutions et ne tendent qu'à indiquer certaines idées personnelles.

L'auteur s'inspire de la philosophie traditionnelle et il pense que le réalisme ancien, très différent du réalisme naïf, peut avantageusement être mis en parallèle avec les doctrines épistémologiques modernes. Pour cela, cependant, il veut chercher, au-dessous des pensées qu'ils expriment et en particulier au-dessous des idées qu'il trouve chez Thomas d'Aquin, la pensée implicite qu'elles supposent.

Cette pensée, c'est le réalisme immédiat. Il n'y a pas à demander si l'objet connu correspond à une réalité ultérieure, parce que la réalité est, elle-même, directement l'objet connu. Ce qui s'oppose à elle et ce qu'on peut lui comparer, ce n'est pas un double représentatif, premier terme de l'acte de connaître, mais c'est déjà un terme ultérieur, fruit d'une connaissance intellectuelle qui s'affirme dans le concept et qui s'exprime dans le jugement. Tout jugement implique une réflexion élémentaire où le sujet conscient se rend compte de la présence d'une réalité opposée à son acte de connaissance et exprimée par lui. C'est cette réflexion élémentaire que l'épistémologie doit retrouver.

Elle ne cherchera pas le « pont » entre les objets et la réalité; elle ne demandera pas non plus à une fonction subjective d'expliquer la valeur réelle des objets. Celle-ci se justifiera, aux yeux de la réflexion philosophique, comme elle se manifeste à

la réflexion élémentaire par l'opposition primitive qui dresse l'objet connu, dans son indépendance dominatrice, en face de l'acte qui le saisit d'abord et l'exprime ensuite.

L'auteur essaie de montrer comment la doctrine de Kant s'oppose à ce réalisme des anciens. Elle est réaliste aussi et elle l'est restée toujours. Mais Kant a hérité de la scolastique décadente, à travers Descartes et Leibniz, la notion imaginative d'un double objet, l'objet intramental atteint par la connaissance et l'objet extérieur qui est la réalité. Il admet d'abord que le premier correspond au second : c'est le réalisme indirect. Mais l'évolution de la pensée de Kant lui montre bientôt les difficultés de cette doctrine ; une logique inexorable le conduit, d'étape en étape à l'agnosticisme de la raison théorique. Il y a une chose en soi, mais nous ne la connaissons pas telle qu'elle est en elle-même ; nous savons seulement comment nous nous la représentons et comment nous devons nécessairement nous la représenter. Kant est ainsi, aux yeux de l'auteur, le représentant le plus logique de ce qu'il appelle le « réalisme indirect ». Il en dévoile l'infirmité et l'incohérence, il ouvre la porte à l'idéalisme.

Mais l'idéalisme lui-même n'est logique que s'il va jusqu'au bout. Le solipsisme radical en est la nécessaire conséquence. Doctrine intolérable et dont l'excès même ramène les esprits vers le réalisme traditionnel.

Ce livre est écrit en une langue nerveuse et élégante et son auteur manie, avec un bonheur rare, les doctrines nuancées de l'épistémologie. Nous sommes heureux de rappeler que M. Léon Noël est lauréat de la Classe des Lettres qui a couronné en 1904, et publié en 1905, son mémoire sur le *Déterminisme*.

MAURICE DE WULF.

LECTURE.

Une voyageuse écossaise en Belgique (1756)

par LÉON LECLÈRE, membre de l'Académie.

Les historiens qui ont étudié les règnes de Charles VI, de Marie-Thérèse et de Joseph II ont utilisé les notes prises par plusieurs voyageurs étrangers de passage dans notre pays. C'est ainsi que notre confrère M. Pirenne cite à plusieurs reprises, dans le cinquième volume de son *Histoire de Belgique*, Derival, Anot et Malfilâtre, dom Martène et dom Durand, Georges Förster ⁽¹⁾.

Nous ne croyons pas qu'on ait jusqu'ici tiré parti d'un ouvrage moins important, il est vrai, mais qui fournit sur quelques points des indications dignes d'être recueillies. Nous voulons parler du livre d'une voyageuse écossaise, M^{me} Calderwood, qui fit en 1756 un séjour de plusieurs mois dans notre pays, à Anvers, à Liège, surtout à Spa et à Bruxelles ⁽²⁾.

Margaret Steuart of Goodtrees, née en 1715, était fille du solicitor général d'Ecosse. Son grand-père avait été lord-avocat

⁽¹⁾ DERIVAL, *Le Voyageur dans les Pays-Bas autrichiens*. Amsterdam, 1782-1783. — ANOT et MALFILÂTRE, *Les deux Voyageurs ou Lettres sur la Belgique, la Hollande, etc.* Reims, 1802. — MARTÈNE et DURAND, *Voyage littéraire*. Paris, 1724. — FÖRSTER, *Voyage philosophique et pittoresque sur les rives du Rhin, à Liège, dans la Flandre, le Brabant, la Hollande*. Paris, 1794.

⁽²⁾ *Letters and journals of Mrs Calderwood of Polton from England, Holland and the Low Countries in 1756*. Edited by Alexander Fergusson. Edinburgh, University Press, 1884, 386 pp. — Les notes de M^{me} Calderwood ont été imprimées pour la première fois en 1842, mais hors commerce. Les exemplaires de cette édition sont très rares. L'ouvrage n'a pas été traduit en français.

du royaume ; son arrière grand-père, prévôt d'Edimbourg. En 1735, elle épousa Thomas Calderwood of Polton. Le frère de M^{me} Calderwood, sir James Steuart of Goodtrees and Coltness, avait des sympathies pour la cause de Charles-Edouard, petit-fils de Jacques II. Aussi, lorsqu'en 1745 le jeune prétendant débarqua en Ecosse et chercha à soulever le pays contre l'Angleterre et contre le gouvernement de Georges II, sir James prit parti pour lui, sans toutefois jouer un rôle actif dans la rébellion. On sait que Charles-Edouard remporta d'abord quelques avantages : il entra à Edimbourg, battit le 2 octobre les Anglais à Preston, envahit l'Angleterre, pénétra jusqu'à Derby, à cent milles de Londres. Mais la disproportion des forces était trop grande. Après un dernier succès à Falkirk (28 janvier 1746), Charles-Edouard subit une défaite décisive à Culloden, le 27 avril, et dut s'enfuir en France. Ses partisans se dispersèrent, les plus compromis cherchant à se soustraire à la rigueur de la répression par un exil volontaire. De ce nombre fut sir James Steuart. Avec sa famille, il se réfugia à Paris, puis à Sedan et à Angoulême. Au printemps de 1756, à la veille des hostilités entre l'Angleterre et la France ⁽¹⁾, il vint s'établir à Bruxelles, puis à Spa.

C'est alors que M^{me} Calderwood conçut le projet de revoir son frère qui, depuis dix années, vivait loin de son pays et de ses parents. Avec son mari et ses deux fils elle quitta Polton le 3 juin, s'arrêta quelques jours à Londres, puis s'embarqua à Harwich, d'où elle gagna Rotterdam. Dès son départ d'Ecosse, elle commença à rédiger le journal de son voyage. A la fin de l'année, pendant les semaines qu'elle passa à Bruxelles, elle mit ses notes en ordre. Elles ont été réparties en treize chapitres : les quatre premiers sont consacrés aux impressions de l'auteur

(1) Les deux traités qui ont préludé à la guerre de Sept ans furent signés le 16 janvier (entre l'Angleterre et la Prusse) et le 1^{er} mai (entre la France et l'Autriche).

sur l'Angleterre et les Provinces-Unies ; les neuf autres ont trait au séjour de M^{me} Calderwood dans notre pays.

*
* * *

C'est le 17 juillet que M^{me} Calderwood, venant de Rotterdam, franchit la frontière des Pays-Bas autrichiens. Vers sept heures du soir elle arrive à Anvers ⁽¹⁾. Ce qui la frappe dès son entrée dans la ville, c'est son port sans navires et, d'autre part, la piété des habitants.

« Anvers, écrit-elle, fut autrefois ce qu'Amsterdam est aujourd'hui ; il y avait jadis, sur une longueur de trois lieues, un tel encombrement sur le fleuve, que les bateaux avaient peine à se frayer un passage. A présent, on n'en voit plus. Cette cité a l'air d'une personne noble déchue. » L'auteur semble attribuer toute la responsabilité de cette décadence à l'influence de la religion catholique. Elle ne dit mot de la fermeture de l'Escaut depuis 1609 ; et pourtant la politique des Provinces-Unies ne lui est pas inconnue, puisque ailleurs ⁽²⁾ elle fait allusion aux entraves apportées au commerce belge par les Hollandais établis sur l'Escaut en aval d'Anvers.

Anvers était la première grande ville catholique visitée par M^{me} Calderwood, presbytérienne convaincue. Aussi s'intéresse-t-elle vivement à toutes les manifestations d'une vie religieuse si différente de la sienne, de celle de ses compatriotes. Elle s'empresse de noter le grand nombre d'églises, de couvents, « deux ou trois dans chaque rue » ; elle remarque les statuettes de la Vierge fixées aux murailles de beaucoup de maisons. Le lendemain de son arrivée, elle se rend à la cathédrale, la grande église, selon son expression. « Je n'y ai rien trouvé qui vaille la peine d'être mentionné », écrit-elle tranquillement. Avant de l'accuser d'ignorance artistique, n'oublions pas qu'elle est protes-

⁽¹⁾ Pages 135-148.

⁽²⁾ Page 292.

tante, calviniste, et que d'ailleurs, même dans les pays catholiques, les beautés des édifices gothiques étaient généralement méconnues, au XVII^e et au XVIII^e siècle ⁽¹⁾.

Quoiqu'elle veuille s'en défendre, le cérémonial de la messe, les chants religieux, surtout l'attitude de la foule qui se presse dans les nefs, font sur elle une vive impression. Elle assiste au défilé de la grande procession; elle fait visite à la supérieure d'une communauté de religieuses anglaises.

En somme, son séjour à Anvers, si bref qu'il ait été, lui a permis de noter avec justesse deux aspects caractéristiques de la ville.

Le 19 juillet, de bonne heure, elle se remet en route pour loger le même soir à Tirlemont ⁽²⁾, « cité morte, pauvre, peu peuplée... La route est excellente, plantée de beaux arbres, sauf aux environs de Tirlemont, où les Français n'ont pas laissé un bâton » ⁽³⁾. Elle ne semble pas s'être arrêtée de longues heures à Malines et à Louvain, « villes remplies de couvents »; elle n'oublie pas toutefois de donner des détails assez précis sur la fabrication des dentelles de Malines ⁽⁴⁾ (très jolies et à très bon marché) et sur l'Université de Louvain, où 3,000 étudiants, toute la jeunesse des Pays-Bas, reçoivent l'instruction supérieure; elle se laisse aller à une longue digression sur le système éducatif adopté dans les collèges de la Compagnie de Jésus. Elle loue — de sa part ce témoignage a une valeur particulière — ce qu'elle appelle le bon sens des Jésuites et leurs méthodes « bien meilleures que celles qui sont employées en Grande-Bretagne ».

⁽¹⁾ Voir dans l'*Histoire de l'Art*, d'ANDRÉ MICHEL (II^e, p. 11), des textes caractéristiques : de Racine : « la cathédrale de Chartres est vaste, mais un peu barbare »; de Molière, raillant « le fade goût des monuments gothiques »; de Montesquieu : « un monument d'ordre gothique est une espèce d'énigme », etc.

⁽²⁾ Pages 150-161.

⁽³⁾ Pendant les opérations de la guerre de la Succession d'Autriche.

⁽⁴⁾ Il en sera de même plus loin pour les dentelles de Bruxelles (p. 264).

Entre Tirlemont et Liège, M^{me} Calderwood ne manque pas d'accorder quelques instants aux champs de bataille de Neerwinden et de Rocourt ⁽¹⁾. En parcourant le premier, qu'elle appelle Landon (Landen), elle s'étonne, assez aisément, que toute trace de bataille ait disparu ; elle oublie que plus de soixante ans se sont écoulés depuis la victoire du maréchal de Luxembourg (29 juillet 1693). A Rocourt (qu'elle écrit : Rochow) ⁽²⁾, elle évoque le souvenir des « Scots greys », recrutés surtout dans le Clydesdale, sa terre natale. Les soldats écossais avaient pris part avec honneur à la lutte qui s'était terminée par la victoire de Maurice de Saxe, le 11 octobre 1746. La voyageuse s'arrête devant l'arbre isolé, près duquel le général français s'était tenu pendant le combat ; et elle décrit en quelques traits le paysage qu'elle a sous les yeux, « le plus beau qu'elle ait vu pendant son voyage », le vaste plateau avec ses riches cultures, ses bourgs, ses villages, ses rideaux d'arbres ; et, au loin, de l'autre côté de la vallée de la Meuse, le relief mouvementé et les bois qui annoncent l'Ardenne.

* * *

La voici près de Liège ⁽³⁾ : « Rien de plus charmant, écrit-elle, que la contrée qui entoure la ville. A quatre milles en amont et en aval, les vergers et les vignobles se succèdent sans interruption avec des maisons de campagne, mal bâties, il est vrai, mais dans des sites agréables. » Elle n'omet pas de faire connaître le mode de plantation des vignes — dont le vin, de médiocre qualité, est d'usage commun dans le pays. Puis elle entre dans la cité des Princes-Évêques. Elle en commence la description en ces termes : « De toutes les villes que j'ai vues, Liège est, à

⁽¹⁾ Pages 180-183.

⁽²⁾ La forme Rocoux est employée par les historiens français. (PIRENNE, *Histoire de Belgique*, V, 225.)

⁽³⁾ Pages 161-183.

mon avis, la plus abominablement sale. Bâtie au fond d'une vallée, elle se trouve à la jonction de plusieurs petits cours d'eau qui se jettent dans la Meuse. Une bande étroite de terrain plat longe le fleuve; les faubourgs s'accrochent aux flancs de la montagne. » Elle reconnaît d'ailleurs que l'aspect peu engageant de la ville est dû à l'industrie locale, aux grandes mines de charbon qui l'entourent, et surtout au transport de la houille. N'exagère-t-elle pas cependant lorsqu'elle note que « les Liégeois peuvent à grand'peine donner à leurs planchers quelque propreté? Même lavés, ces planchers sont comme revêtus d'un vernis noir ».

Elle visite la citadelle édiflée en 1650 et reconstruite par Maximilien-Henri de Bavière; elle dépeint l'allure des troupes du prince-évêque casernées dans cet ouvrage, « sept cents pauvres diables, ressemblant moins à des soldats qu'à la garde urbaine d'Edimbourg et recevant une solde de quatre sous par jour ⁽¹⁾ ». Leur recrutement est d'ailleurs aisé. « Liège — écrit M^{me} Calderwood — reçoit la crème et la lie de toutes les nations; les officiers de tous les pays y engagent des hommes; un soldat français déserte-t-il, il accourt à Liège, où l'embauchent les recruteurs prussiens ou autrichiens. Quand un fripon n'ose pas demeurer dans son pays, il se met en sûreté à Liège. Qu'un gentilhomme étranger réside dans cette ville avec sa famille pendant plusieurs mois, personne ne lui demandera son nom. »

A Liège — comme à Anvers et, plus tard, à Bruxelles — notre voyageuse note l'influence de la religion catholique sur la population. « Il faut, dit-elle, rendre justice aux papistes sur un point. Dieu sait ce qu'il y a dans leur cœur; mais ils paraissent tous croyants; il n'y a pas ici d'incrédules comme en France. Dans les églises, ouvertes jusqu'au soir, prient à toute heure du jour beaucoup de femmes et d'hommes. » De même qu'elle

⁽¹⁾ Page 193.

avait assisté à la grand'messe de Notre-Dame d'Anvers, elle se rend à la cathédrale, « très belle église... avec des chandeliers d'argent d'une valeur de plusieurs milliers de livres ». Elle y aperçoit, dans leurs stalles, les membres du chapitre ; et elle indique en passant que les chanoines tréfonciers (elle écrit : *trifoncias*), appartenant aux meilleures familles du pays, élisent le prince-évêque, de la maison de Bavière ⁽¹⁾.

Des églises elle passe aux couvents, au nombre de plus de soixante-dix. Elle se promène dans le jardin de la maison des Jésuites ; elle en gravit les terrasses ménagées sur les pentes de la colline et elle contemple, de la plus haute d'entre elles le « très beau point de vue » qui domine la ville, la Meuse, la rive droite, « située à l'entrée des Ardennes boisées ».

Après avoir passé trois jours à Liège, M^{me} Calderwood se dirige le 24 juillet vers Spa. Après sept heures de voiture, elle arrive au but de son voyage.

Malgré le mauvais état des chemins, elle admire les bois, les belles prairies dans la vallée étroite, çà et là marécageuse, les champs de blé, qui pousse partout où le permet le terrain. En trois lignes elle dessine un portrait fort ressemblant de Spa : des montagnes aux pentes abruptes, d'un côté ; de l'autre, des hauteurs moins accentuées encadrent la ville, allongée au fond d'une jolie vallée. Des chemins tracés sur les crêtes permettent de jouir d'une vue d'ensemble de la contrée boisée ⁽²⁾.

Il est inutile de rappeler quelle fut au milieu du XVIII^e siècle la vogue des eaux de Spa, qui « attirait vers ses fontaines les malades, les neurasthéniques, les mondains et les aventuriers de toute l'Europe ⁽³⁾ ». De toutes les colonies étrangères, la plus nombreuse était la colonie anglaise. Aussi M^{me} Calderwood, heureuse de retrouver à Spa le frère qui l'y attendait, éprouve

⁽¹⁾ En 1756, c'était Jean-Théodore de Bavière (1744-1763).

⁽²⁾ Pages 184-228.

⁽³⁾ PIRENNE, *Histoire de Belgique*, V, p. 340.

en même temps beaucoup de plaisir à y rencontrer des compatriotes. Sur plusieurs d'entre eux elle donne des détails circonstanciés. N'en citons qu'un seul, M. Luck, d'origine irlandaise, exemplaire caractéristique de l'originalité britannique. En 1730, M. Luck était venu à Spa pour y faire une cure ; il s'y trouvait encore en 1756 ! Vainement se décidait-il chaque année à quitter la ville d'eaux, après avoir pris congé de tous ceux qu'il y connaissait. A peine arrivait-il à Aix-la-Chapelle ou à Liège, qu'il était atteint par ce qu'on pourrait appelé « le mal des fontaines » ; il s'arrêtait, hésitait, puis reprenait le chemin de Spa, devenue sa seconde patrie !

M^{me} Calderwood voit aussi à Spa quelques Français, notamment le ministre résident à Liège, M. d'Aubigny ⁽¹⁾. Elle prend part à une conversation entre ce diplomate et sir James Steuart. Sir James explique à son interlocuteur les différences qui existent entre le Parlement d'Angleterre et le Parlement de Paris. Le Français parti, l'exilé fait remarquer à sa sœur que les Français n'entendent mot à la Constitution anglaise. Il ajoute d'ailleurs aussitôt qu'il en est de même des Anglais, qui ne connaissent rien de l'organisation politique et des affaires de France. La seule différence, conclut-il non sans finesse, c'est que les Français croient l'Angleterre plus forte qu'elle ne l'est en réalité, tandis que les Anglais exagèrent la faiblesse de la France.

Cette part faite à la politique générale, M^{me} Calderwood en vient à l'étude de la vie des Spadois ; elle note leur sobriété, la simplicité de leurs demeures. Ils gagnent leur vie, grâce aux dépenses faites par les étrangers qui sont venus demander la santé aux sources — qu'elle cite — du Pouhon, du Tonnelet, de la Géronstère. Elle n'oublie pas de mentionner l'industrie des bois de Spa, si prospère pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle.

⁽¹⁾ Dont elle déforme le nom en Doubinie.

Après avoir passé près de son frère deux mois environ, M^{me} Calderwood le quitte le 20 septembre et commence son voyage de retour. Elle redescend vers Liège par le chemin qu'elle avait parcouru au mois de juillet, mais en faisant étape à Chaudfontaine (Chode-Fountain). Le croquis qu'elle esquisse de cette localité est bref, mais fidèle ⁽¹⁾. Elle décrit d'abord les installations des bains, puis le cadre naturel dans lequel est située Chaudfontaine : « Cet endroit est le plus charmant, le plus *romantique* que j'aie jamais vu ! (Soulignons cet adjectif qu'il est intéressant de trouver, dès 1756, dans un récit de voyage.) La vallée est si étroite qu'il y a tout juste place pour la rivière et pour la route ; les hauteurs sont couvertes de beaux bois verdoyants, des sentiers serpentent sous leurs ombrages. On passerait ici agréablement deux à trois semaines. »

*
* * *

M^{me} Calderwood, cependant, se remet en route dès le lendemain. Après un arrêt de trente-six heures à Liège, elle gagne Bruxelles, où elle arrive le 24 septembre ⁽²⁾. Elle y demeura plus de trois mois, jusqu'au 28 décembre 1756.

Installée dans un appartement garni, elle mit ses fils au collège ; elle rédigea ses notes de voyage. Son long séjour dans la capitale des Pays-Bas autrichiens, de nombreuses promenades lui permirent de connaître la ville dans tous les détails, « aussi bien, assure-t-elle, qu'Edimbourg même » ⁽³⁾, et d'étudier les mœurs de ses habitants ⁽⁴⁾.

La superficie de Bruxelles lui paraît grande, eu égard à sa population, puisqu'elle ne compte guère plus de 57,000 habi-

⁽¹⁾ Pages 228-229.

⁽²⁾ Pages 230-231.

⁽³⁾ Page 272.

⁽⁴⁾ Pages 235-349.

tants, d'après l'évaluation moyenne. Elle donne une explication de ce fait : « les monuments, les couvents, les cours, les jardins occupent une grande partie de l'enceinte de la cité ; les maisons ne sont pas, comme ailleurs, serrées les unes contre les autres. Les rues sont bien pavées ; les places spacieuses. Au centre de la ville, la Grand'Place est quatre fois plus grande que l'enclos du Parlement d'Edimbourg » ; un de ses côtés est occupé par l'Hôtel de Ville, vaste édifice carré dont les bâtiments entourent une cour centrale. La façade du monument est richement sculptée. A la porte principale, saint Michel, patron de Bruxelles, terrasse le dragon ; la pente du toit est très raide ; trois rangs de lucarnes éclairent les combles. (Remarquons que M^{me} Calderwood ne dit mot de la flèche de l'Hôtel de Ville, pas plus que de celle de Notre-Dame d'Anvers). Sur la place, la foire est fréquentée par une foule immense. M^{me} Calderwood n'y fait aucun achat ; elle n'y a rien vu qui fût à la fois original... et peu coûteux. Aux quatre coins de la place débouchent des rues bordées de magasins. Notons, à ce propos, que la voyageuse admire le grand nombre de boutiques bruxelloises. Il est impossible, à son avis, que les emplettes de la clientèle locale puissent suffire à assurer leur existence ; les achats de l'étranger doivent, suppose-t-elle, s'y ajouter.

Les monuments, les établissements religieux ont été, on s'en doute, l'objet de l'attention particulière de M^{me} Calderwood. D'abord, Sainte-Gudule, « très grand édifice » ; ensuite, le Béguinage, qu'elle visite en détail un dimanche soir. Il lui inspire d'assez longues réflexions. Bien comprise, écrit-elle, l'institution des béguinages est la seule que j'adopterais entre toutes celles du catholicisme. Et elle justifie son appréciation en résumant les règles auxquelles sont soumises les habitantes des béguinages, les avantages dont elles jouissent : « chacune des béguines, écrit-elle, a une maison avec un jardin ; l'ensemble forme une petite ville dans la cité, avec ses rues étroites, ses impasses, le tout d'une extrême propreté ».

Avec force détails ⁽¹⁾ elle narre sa visite à une communauté de bénédictines anglaises, l'organisation du couvent, le cérémonial d'une prise de voile à laquelle elle a pu assister en même temps que M^{me} Coubinsall (entendez par là la comtesse de Cobenzl, la femme du ministre plénipotentiaire) ⁽²⁾. Enfin elle contemple la « grande » procession, qu'elle décrit avec beaucoup d'indications pittoresques sur la décoration des rues, les groupes du cortège : magistrats de la cité, corporations, ordres religieux (capucins, mineurs, dominicains, carmélites), etc.

Dans ses promenades en ville elle traverse le Sablon, « grande place utilisée pour les revues », et elle y admire la belle fontaine érigée « tout récemment » aux frais d'un de ses compatriotes, lord Bruce, comte d'Aylesbury ⁽³⁾. Plusieurs autres fontaines sont mentionnées par elle ; notamment, cela va sans dire, celle du *Manicky* (sic), « la plus ancienne et la plus populaire », avec une statuette revêtue, en certaines circonstances, de costumes coquets.

Elle se promène aussi le long du canal qui relie Anvers à Bruxelles, et cela lui fournit l'occasion de signaler les obstacles opposés par les Hollandais. Ils discutent, dit-elle, sur des vétilles.

Suivent des indications d'ordre économique, sur les métiers et les salaires, les branches de commerce et le prix des denrées. M^{me} Calderwood accorde une mention spéciale à la fabrication des dentelles de Bruxelles, œuvre de nombreux artisans (ou de béguines) travaillant à domicile, pour le compte des marchands

⁽¹⁾ Pages 306-320.

⁽²⁾ Charles, comte de Cobenzl, remplit ces fonctions du 19 mai 1753 au 31 mars 1770.

⁽³⁾ En témoignage de gratitude pour l'hospitalité qu'il reçut à Bruxelles. Le comte d'Aylesbury demeura dans un hôtel situé au Grand-Sablon, du côté de l'église. La fontaine est l'œuvre de Jacques Bergé. Elle fut élevée après la mort de lord Bruce. Le groupe fut placé le 4 novembre 1751. (G. DES MAREZ, *Les Monuments civils et religieux de Bruxelles*, p. 181.)

qui fournissent la matière première. Elle s'étonne du coût élevé de la main-d'œuvre en général ; elle fournit des précisions sur ses dépenses : « la vie est à un taux raisonnable ⁽¹⁾ ; la viande, fort bonne, se paie trois pence et demie la livre ; la volaille, six et huit pence, selon la qualité ; les perdrix, cinq à six pence la pièce ; on demande quatre pence (ou moins) pour un pigeon aussi gros qu'un poulet ordinaire ; vingt pence pour cent huitres ; les moules se vendent à très bas prix ; les légumes sont excellents et peu coûteux ; le beurre est le meilleur qui existe ; l'ordinaire vaut quatre pence ou quatre pence et demie la livre. L'éclairage n'est pas cher ; mais le chauffage au charbon est des plus coûteux. On brûle ensemble les deux qualités, le gras et le maigre. Le chauffage au bois est d'ailleurs encore plus dispendieux.

Le jugement porté sur les Bruxellois par M^{me} Calderwood est sévère et superficiel. « Mélange d'Espagnols et de Hollandais, — écrit-elle, — ils ont plutôt les défauts que les qualités des uns et des autres : la morgue de ceux-là, sans leur sentiment de l'honneur ; le flegme de ceux-ci, sans leur esprit industriel. » Ajoutons tout de suite qu'à bien lire les notes de la voyageuse écossaise, c'est avant tout à la noblesse qu'elle assigne ces caractères. Elle l'accable de critiques. Endettée, déchue, ne voulant pas déroger en s'occupant d'affaires, la noblesse mendie ou peuple les couvents ! M^{me} Calderwood n'est d'ailleurs pas plus indulgente pour la colonie anglaise établie à Bruxelles. Elle écrit sans hésiter que la plupart des femmes qui en font partie sont des aventurières.

* * *

Quelle est la valeur des *Letters and Journals* de M^{me} Calderwood ? Ces notes, écrites au courant de la plume dans un style

(1) Elle voit même une preuve de la modération des prix dans ce fait que les mendiants se contentent d'aumônes minimales.

simple semé parfois d'expressions propres à l'Ecosse, ne sont pas assurément l'œuvre d'un grand esprit. Leur auteur ne connaît que sommairement l'histoire des Pays-Bas ; elle n'est guère entrée en contact direct avec la population ; de plus, il ne faut pas demander à cette presbytérienne des jugements objectifs sur la vie religieuse des habitants des Pays-Bas. Reconnaissons toutefois qu'elle en a bien compris l'importance sociale et qu'elle l'a étudiée, sinon avec impartialité, du moins avec soin.

Les notes de M^{me} Calderwood, relevées çà et là d'une pointe d'humour, ont le mérite de la clarté, de la sincérité : elle a beaucoup observé ; elle dit tout ce qu'elle a aperçu ou entendu, les faits qu'elle a constatés, les anecdotes qu'elle a recueillies, les paysages qu'elle a contemplés ; si elle voit court, du moins elle voit généralement juste ; elle sait souvent dégager la caractéristique, l'essentiel, ce qui dans notre pays lui semble le plus éloigné des mœurs, des traditions écossaises. L'itinéraire qu'elle a suivi, l'époque de son séjour en Belgique confèrent à son récit une valeur réelle. Confirmant dans l'ensemble ce que nous savions déjà, les *Letters and Journals* de M^{me} Calderwood of Polton ajoutent aux autres récits analogues des indications qui méritaient peut-être d'être signalées ⁽¹⁾.

(1) M^{me} Calderwood mourut en 1774. — Il n'est pas sans intérêt de remarquer que les impressions éprouvées par elle dans son voyage à travers notre pays concordent sur plusieurs points avec celles de Cosme III de Médicis, qui, près d'un siècle auparavant, visita, lui aussi, Bruxelles, Anvers et Spa (1667-1669). Notre confrère M. Cuvelier les a fait connaître, d'après un manuscrit des Archives de Florence. (*Un voyage princier en Belgique au XVII^e siècle*, dans le BULLETIN DU TOURING-CLUB DE BELGIQUE, 1923.)

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Blondel (Georges)*. Où en est la reconstitution économique de l'Europe centrale? s/v., s/d., in-8° (15 p.). [30.201]
- La position économique de l'Allemagne au début de 1925. Paris, 1925; extr. in-8° (12 p.). [30.199]
- Le problème allemand. Oran, 1924; in-32 (24 p.). [30.200]
- Capart (Jean) et Werbroeck (Marcelle)*. Thèses. La gloire d'un grand passé. Bruxelles, 1925; gr. in-4° (362 p., pl.). [31.119]
- Carnovale (Luigi)*. How America can easily and quickly prevent wars for ever. Chicago, s/d., in-32 (36 p.). [30.203]
- De Page (Henri)*. De l'interprétation des lois. Contribution à la recherche d'une méthode positive et théories en présence. Bruxelles-Paris, 1925; 2 vol. gr. in-8° (198 + 236 pp.). [31.118]
- Noël (L.)*. Notes d'épistémologie thomiste. Louvain-Paris, 1925; in-16 (241 p.). [31.117]
- Oikonomos (G.)*. Εκ του Ἐργαστηρίου τῶν τεχνικῶν. Athènes, 1925; extr. gr. in-4° (pp. 59-101, pl.). [30.549]
- Van Langenhove (George-Ch.-J.)*. On the origin of the Gerund in english. Gand Paris, 1925; in-8° (132 p.). [31.115]
- Van Overloop (Eug.)*. L'étude de notre préhistoire. Bruxelles, 1925; in-8° (223 p.). [31.116]
- Weisbart (Josef et Betti)*. Illustrat. A-B^E Cedaric del Lingue Medial European. Nurnberg, 1925; in-32 (75 p., pl.). [30.202]
- Wiltmer (Louis)*. Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche. Paris, 1925; in-8° (334 p.). [30.220]
- ** Catalogue illustré des timbres-poste, taxe et colis postaux du Congo belge et de l'Afrique orientale allemande, dénommé le « Négro-guide ». Bruxelles, 1925; in-16 (99 p., pl.). [31.114]
- ** Hommage à la mémoire de Guillaume De Greef. Bruxelles, 1925; in-8° (69 p.). [30.198]
-

Séance du lundi 12 octobre 1925.

M. J.-P. Waltzing, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; baron E. Descamps, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, J. Vercoullie, L. Parmentier, R. P. Delehayé, J. Bidez, J.-J. Van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, P. Ladeuze, comte H. Carton de Wiart, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, J. Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Vauthier, Mahaim, De Wulf, Leclère, dom U. Berlière, *membres*.

M. le Directeur annonce à la Classe le décès du comte Eug. Goblet d'Alviella. Il prononce à cette occasion l'allocution suivante :

Le 9 septembre dernier, à la suite d'un lamentable accident, est décédé le comte Goblet d'Alviella, doyen d'ancienneté de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, où il siégea pendant près de quarante ans.

Notre regretté Confrère a joué en Belgique un rôle important par son inlassable activité dans les domaines variés où il a laissé des traces nombreuses et durables : non seulement dans la politique, où il fit une carrière de plus de cinquante ans, comme conseiller provincial, parlementaire et ministre; non seulement dans l'enseignement, où il fut, de 1884 à 1916, professeur à

l'Université de Bruxelles; non seulement dans la littérature et l'érudition : comme romancier (*Partie perdue*, 1877), directeur de Revue (*Revue de Belgique*), collaborateur de grands ouvrages nationaux (*Patria Belgica*, 1873; — *Cinquante ans de Liberté*, 1880), mais encore comme voyageur et géographe, comme archéologue et orientaliste, et enfin et surtout comme historien des religions.

Pendant plus de quarante ans l'histoire des religions a été sa préoccupation dominante; il a été dans ce domaine un des premiers pionniers et, en Belgique, l'initiateur des études dans cette nouvelle science. Il lui consacra de grands ouvrages qui furent répandus par de nombreuses traductions, comme *La Migration des Symboles* (1891), *Eleusinia* (1903), et des recueils de conférences comme *L'Idée de Dieu* (1892), ou d'articles, comme *Croyances, Rites et Institutions* (1911, en 3 volumes). Enfin, il publia divers travaux sur l'histoire et la doctrine de la franc-maçonnerie, dont il fut un des chefs les plus respectés.

A l'Académie, son activité fut grande et ininterrompue : correspondant en 1887, titulaire en 1890, il fut élu Directeur et nommé Président de l'Académie en 1897; il participa assidûment et régulièrement aux travaux de la Classe : de 1880 à 1920, sans compter ses très nombreux rapports et notices bibliographiques, il fit vingt et une communications inédites, toutes relatives à l'Archéologie et à l'Histoire des religions, qui parurent dans les *Bulletins*; il rédigea, pour l'*Annuaire*, la biographie d'Émile de Laveleye (1895); il prit même part aux travaux de la Classe des Sciences par une lecture sur les antiquités protohistoriques de Court-Saint-Étienne (1908).

Ce qui est à retenir de cette longue carrière, ce n'est donc pas tant sa longue durée que ce fait qu'elle a été si bien et si utilement remplie. Notre défunt Confrère a servi fidèlement son pays et la science, dans les bons et dans les mauvais jours, par tous les moyens en son pouvoir, avec le plus complet désintéressement. Il a donné ainsi le plus noble des exemples.

CORRESPONDANCES.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie la Classe de désigner un président et un président suppléant pour chacun des jurys des langues modernes siégeant simultanément dans les provinces de Brabant, Hainaut, Liège, Namur et Luxembourg.

L'Académie polonaise annonce le décès de son président, M. C. Morawski.

L'Association bourguignonne des Sociétés savantes fait connaître qu'elle tiendra à Dijon, en 1927, un Congrès auquel sont conviés tous les savants s'intéressant à saint Bernard et à son temps.

La Fondation Travers-Borgstroem (Berne) fait connaître le résultat du concours international relatif à « la nationalisation du crédit ».

La Commune de Mantoue sollicite la souscription de l'Académie pour l'édification du monument à Virgile.

L'Académie est avisée d'un legs de 20,000 francs que lui a fait le comte Eugène Goblet d'Alviella, pour récompenser les meilleurs travaux relatifs à l'histoire des religions. — Ce legs est accepté.

HOMMAGE D'OUVRAGES.

La réaction wesleyenne dans l'évolution protestante, par M. Piette; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

Les « Overdraghers » et les « Portes d'eau » en Flandre au XII^e siècle, à propos d'une charte inédite provenant des Archives de la ville d'Ypres, par H. Pirenne.

Le Problème scientifique de la Vie, par le baron Descamps.
— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe prend connaissance des candidatures présentées par les sections, pour les places vacantes.

FONDATION PIRENNE.

La Classe désigne les membres chargés de la représenter au sein du jury de cette Fondation : MM. Vander Linden, Cuvelier et Léon Leclère.

RAPPORTS.

De MM. Delehay, Wilmotte et Doutrepoint sur un mémoire de M. Louis Karl, sur saint Julien l'Hospitalier. — La Classe, se ralliant à l'avis des rapporteurs, décide de renvoyer ce travail à l'auteur.

COMMISSION DES GRANDS AUTEURS BELGES.

La Commission dépose son rapport annuel.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

PIETTE (MAXIMIN). — *La réaction wesleyenne dans l'Évolution protestante*. Étude d'histoire religieuse. Bruxelles, Dewit, 1925. In-8°, xv-680 pages.

Il m'est agréable de présenter à l'Académie une importante thèse d'histoire religieuse soutenue cette année à l'Université de Louvain. Voulant se rendre compte du rôle joué par John Wesley dans le monde protestant d'Angleterre et de l'importance du mouvement suscité par lui, le P. Maximin Piette a été amené à le considérer comme la plus vigoureuse, la plus tenace, la plus caractéristique des réactions opérées au sein du protestantisme depuis Luther. Le Weslélisme s'est répandu en Angleterre et en Amérique; il compte encore des adeptes nombreux, disciplinés,

entrepreneurs, animés d'un zèle ardent de prosélytisme, sous la haute direction d'une conférence œcuménique décennale. Le méthodisme, comme doctrine, accorde la primauté à l'expérience religieuse. « Réaction contre l'antinomisme luthérien, réaction contre le calvinisme aux décrets absolus, réalisation du libre examen dans les limites d'une forte organisation disciplinaire, acheminement de la théologie vers les théories de Schleiermacher et de William James : telles sont ses notes caractéristiques. Il jette un pont entre le conservatisme orthodoxe et le pragmatisme subjectiviste. »

Wesley ne peut se comprendre sans l'intelligence de la réforme protestante du XVI^e siècle, incarnée dans ses grands initiateurs Zwingli et Luther, et sans une notion exacte des réactions qu'ils provoquèrent : réactions prophético-communiste des anabaptistes, nationaliste théologique de Calvin. Wesley naît et agit en Angleterre. Pour saisir la nature et les origines de sa réaction, il faut connaître le milieu dans lequel il a vécu, l'état moral et religieux de l'Angleterre au XVIII^e siècle. Placée en tutelle de la dynastie, l'Église nationale, l'Église établie manque de volonté, de doctrine, d'autorité; elle perd en prestige à mesure que le gouvernement devient plus constitutionnel. Les sectes dissidentes se multiplient, mais sans pouvoir imprimer au pays une nouvelle impulsion religieuse. L'auteur recherche et analyse les causes profondes qui ont stérilisé leurs énergies. Les sociétés religieuses de piétistes purent obtenir quelques résultats appréciables, mais combattues et dénoncées, elles s'effacent à partir de 1735.

Mais c'est de ce mouvement qu'est sortie la réaction de Wesley : celui-ci les groupa en un faisceau puissant et il leur insuffla une nouvelle vie. L'auteur nous fait connaître par le menu les débuts et la formation de Wesley, ses expériences en Angleterre, en Amérique, à l'école des piétistes moraves, l'organisation de sa réaction en 1741. Il expose les développements de l'œuvre, sa prédication, la constitution de la nouvelle Église à côté de

l'Église établie, puisqu'il ne put régénérer celle-ci. L'œuvre a vécu; elle s'est propagée en Angleterre et en Amérique; elle est puissante. Les nombreux documents historiques et statistiques réunis par le P. Piette sont extrêmement suggestifs.

La doctrine wesleyenne a attiré particulièrement l'attention de l'auteur. Il a su s'élever au dessus des préjugés courants, et, dans une étude psychologique bien menée, il a pu montrer dans Wesley un esprit ouvert, bien au courant des besoins de son temps, tenant compte des résultats des sciences naturelles et mettant au service de l'idée religieuse ses expériences physiopsychologiques. On n'a pas d'exposé systématique de la doctrine de Wesley; sa pensée est éparse dans ses œuvres, mais le fond est le grand fait de l'expérience religieuse, la nouvelle naissance à la vie surnaturelle : repentir, foi justificante, sanctification par la pratique des vertus et des bonnes œuvres. Il n'y avait pas de *credo* officiel et, par une suite du libre examen, des tendances diverses se sont manifestées au sein du méthodisme. Ces divergences seraient de nature à amener une désagrégation du corps wesleyen, mais l'organisation méthodiste s'est fortifiée et la discipline de cette Église la maintient dans des cadres très solidement organisés.

Par la richesse de sa bibliographie, la mise en œuvre de nombreux documents peu connus ou inconnus, par la clarté de son exposition, le livre du P. Piette constitue un chapitre des plus curieux de l'histoire religieuse aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Dom U. BERLIÈRE.

Notules critiques

(Varron. Pétrone, Firmicus Maternus, gloses latines
du *Vaticanus Reginae* 203).

par P. THOMAS, membre de l'Académie.

Un passage de Varron (*Rer. rust.*, l. III, 2, 1) est d'une interprétation assez difficile.

La scène se passe pendant les comices pour l'élection des édiles (*comitiis ediliciis*). En attendant le résultat du vote, Varron s'entretient avec un de ses amis, Q. Axius, qui lui dit : *Dum diribentur suffragia, vis potius villae publicae* ⁽¹⁾ *utamur umbra, quam privati candidati tabella dimidiata aedificemus nobis?* Je suis obligé ici de relever un contresens de Mommsen (*Röm. Staatsr.*, III, 1, p. 405, n. 5, 1^{re} éd.), qui prend *candidati* pour un nominatif pluriel et qui s'efforce en vain d'expliquer ce que pourrait vouloir dire *privati candidati* ⁽²⁾. Il me paraît évident que *candidati* est un génitif dépendant de *tabella*, « la tablette sur laquelle nous avons inscrit le nom de notre candidat ». Quant à *privati*, ce serait un nominatif s'accordant avec le sujet de *aedificemus*, s'il fallait s'en tenir à la leçon des manuscrits.

Mais cette leçon est plus que douteuse. Le contexte indique qu'il doit y avoir une opposition entre la *villa publica* et une *villa privata*. Nous corrigerons en conséquence : *Vis potius villae publicae utamur umbra, quam privatA... aedificemus*

(1) Cet édifice était situé au Champ-de-Mars.

(2) « D. h. wohl uns die Mühe der Candidatur aufladend, ohne Candidaten zu sein. » Comprenez qui pourra!

nobis? Un copiste distrait a fait accorder l'adjectif avec *candidati* qui suit.

La *villa privata* dont il s'agit est une villa « sur le papier ». C'est ce que l'auteur exprime par *villam candidati tabella dimidiata aedificare*, « construire une villa avec un morceau de la tablette où le nom du candidat a été inscrit ». La tablette ne portant que le nom d'un candidat, on pouvait en détacher la partie restée vierge d'écriture et se servir de celle-ci pour esquisser le plan d'une villa. « Von einem Zerbrechen der Tabella ist sonst nirgends die Rede », dit Mommsen. Je le crois volontiers : c'est, de la part de Varron, un pur badinage sans rapport avec la réalité. L'idée, j'en conviens, est un peu tirée par les cheveux ; mais les plaisanteries dont le savant Romain émaille son Traité d'Agronomie et ses Satires Ménippées, sont souvent dans ce cas.

*
.

Qu'est-ce qu'un *oclopeta*? Le mot ne se trouve que dans Pétrone (*Sat.*, c. 35). Parmi les inventions bizarres que Trimalchion exhibe à ses convives, figure un surtout de table en forme de globe, portant rangés en cercle les douze signes du zodiaque ; sur chacun d'eux le maître d'hôtel (*structor*) avait placé un mets correspondant à la nature du signe : sur le Bélier (*Aries*), des pois ariétins ; sur le Taureau, un morceau de bœuf, et ainsi de suite ; le Sagittaire, lui, est surmonté d'un *oclopeta*. Les savants, fort embarrassés d'expliquer ce mot, ont voulu le changer en *odopeta*, *otopeta*, *oclopecta*. Nous écarterons ces conjectures peu justifiées. *Oclopeta* signifie « celui qui s'attaque aux yeux, qui s'en prend aux yeux », « celui qui vise à l'œil » ⁽¹⁾, ce qui est en rapport avec le Sagittaire. En effet, les archers habiles se

⁽¹⁾ La forme *oclopeta* est exceptionnelle. Les noms dont le thème est en *o* changent généralement cet *o* en *i* dans la composition : *oclifera* (SÈNEQUE, *Epist.*, 33, 3), *caelicola*, *agricola*, etc.

piquaient de viser droit à l'œil de l'adversaire ⁽¹⁾; on connaît l'histoire de celui qui éborgna le roi Philippe de Macédoine au siège de Méthone. On a supposé ⁽²⁾ que *oclopeta* pouvait être une épithète du corbeau, qui, de fait, s'attaque aux yeux de ses ennemis ou de ses victimes. Mais, indépendamment de la question de savoir si cet oiseau peu appétissant avait ses entrées dans la cuisine de Trimalchion, pourquoi Pétrone aurait-il eu recours à ce terme extraordinaire d'*oclopeta* au lieu d'appeler simplement le corbeau par son nom?

Un passage d'Antoninus Liberalis m'a suggéré une autre explication. Cet auteur (*Métam.*, c. 5) rapporte la légende d'Aegyptius et de sa mère Boulis. Celle-ci fut changée en un oiseau appelé πῶρυξ, à qui Jupiter assigna pour nourriture, à l'exclusion de tout produit de la terre, des yeux de poissons, d'oiseaux ou de serpents ⁽³⁾. Sur la foi de ce texte, ne pourrions-nous pas identifier l'*oclopeta* au πῶρυξ? L'hypothèse est séduisante. Toutefois elle prête à une objection : nous ne savons pas au juste quelle espèce d'oiseau était le πῶρυξ, ni surtout s'il était comestible. C'est dommage, car s'il était établi que les Romains mangeaient la chair du πῶρυξ, l'énigme serait résolue.

* * *

Firmicus Maternus, *Math.*, I, 7, 5 : *Quid de errore honoribus malorum et de fuga exiliisque bonorum dicimus?*

J'estime qu'il y a lieu, non pas de corriger, mais de supprimer tout simplement l'absurde *errore*. Un copiste distrait ayant

⁽¹⁾ « Ils (les archers éthiopiens) se proposoient en but et visioient droit aux yeux de ces hommes d'armes de Perse, comme s'ils n'eussent point combattu en champ de bataille contre leurs ennemis en aussi grand danger comme eux, mais eussent joué à qui gagneroit le prix de l'arc, tant ils les assénoient droit à la visière sans y faillir. » (HÉLIODORÉ, *Histoire éthiopique*, liv. IX, trad. d'Amytot).

⁽²⁾ Voyez la note de M. Ernout.

⁽³⁾ Ἡ δὲ Βουλὶς ἐγένετο πῶρυξ, καὶ αὐτῇ τροφὴν ἔδωκεν ὁ Ζεὺς μηδὲν ἐκ γῆς φερόμενον, ἀλλὰ ἐσθίειν ὀφθαλμοὺς ἰχθύος ἢ ὀρνίθου ἢ ὄφεως.

commencé à écrire *erroribus* au lieu de *honoribus* s'est aperçu de sa méprise avant d'achever le mot, ce qui a donné *errorihonoribus*. Il aura oublié d'exponctuer les lettres *errori* ou un scribe postérieur n'aura pas tenu compte de l'exponctuation, et, se rappelant que la préposition *de* régit l'ablatif, aura écrit sottement *de errore honoribus*.

*
* * *

VI, 26, 1 : *Docti etiam sermonis simul positi ornamenta decernunt, ut docta institutione sermo formatus audientium aures grata tolleratore semper illiciat, aut musici carminis modos tradant et praeclaram poëticae disciplinam.*

Au lieu du barbare *tolleratore*, M. Némethy propose de lire *tutillatione*; M. Brakman, *relatione*. Ces conjectures s'éloignent trop du texte des manuscrits. *Tolleratore* me paraît une corruption de *collocatione* (dans *tollera* — pour *colloca* —, il y a les confusions de *c* et de *t*, de *o* et de *e*, de *c* et de *r*, qui ne sont pas rares en minuscule). L'ensemble du passage montre suffisamment qu'il s'agit de la *collocatio verborum*, de l'arrangement harmonieux des mots, qui charme l'oreille des auditeurs.

*
* * *

VII, 15,2 : *Si locus coniugis partiliter computatus in domo Mercurii ceciderit, Mercurius vero in cardine constitutus in masculino sit signo, puerorum amatores efficiet, sed tales qui numquam feminarum coitus velint saltem cupiditate desiderent.*

La fausse leçon *velint* est le résultat d'un phénomène psychologique. Le copiste avait lu d'avance la fin de la phrase, et le dernier mot : *desiderent* ayant frappé son esprit, lui a suggéré l'idée analogue : *velint*. En reprenant sa transcription, il a substitué ce *relint* qui lui trottait dans la tête au mot qui suivait *coitus* et qui avait certaines lettres communes avec *relint*. Nous connaissons tous par expérience ce processus mental qui nous

fait voir l'image d'un objet dont nous sommes préoccupés dans un autre objet qui lui ressemble vaguement (c'est ce qu'on appelle vulgairement « avoir la berlue »),

Quel est le mot qui a été expulsé de sa place par *velint*? C'est vraisemblablement *solita* (lettres communes avec *velint* : *l, i, t*). *Solita cupiditate* oppose l'amour normal à la pédérastie. Les *feminarum coitus* peuvent être plus ou moins légitimes, mais ils sont du moins (*saltem*) conformes à la nature.

* * *

Un jeune philologue belge de la plus belle espérance, prématurément enlevé à la science, M. Ernest Marchie, a publié dans le *Musée belge*, t. XXVI (1922), pp. 261 et suivantes, une série de gloses latines tirées du *Codex Vaticanus Reginae* 203. Ces gloses sont intéressantes; malheureusement le texte en est fort corrompu, et les efforts de M. Marchie n'ont pas toujours réussi à le restituer. Tel est le cas de la glose n° 2 ainsi conçue : *CLAURES sunt porci domestici*. Je transcris la partie essentielle de la note de M. Marchie : « *CLAURES*. La lecture est certaine. Tous les recueils et dictionnaires ignorent le mot. Je n'ai trouvé aucun rapprochement dans O. Keller, à l'article consacré au porc. Peut-être faut-il voir dans ce mot une transcription erronée et un sens nouveau du grec ὁ γλῶννης, sanglier; γλῶννης est aussi une épithète du porc sauvage ou du sanglier chez les poètes épiques. (Voyez Bailly, s. v.). » Il faudrait donc admettre une double erreur : erreur du glossateur lui-même, qui aurait pris des pores sauvages pour des pores domestiques, et erreur du copiste qui aurait défiguré un mot qui lui était étranger. L'erreur imputée au glossateur est trop grossière pour être vraisemblable. J'avais pensé à *choeroe* (χοῖροι) ⁽¹⁾, dont *porci domestici* est la traduction exacte; mais l'altération de *choeroe* en *claures* s'explique difficilement. Renonçons à voir dans *claures*

(1) Cf. Varro, *Rer. rust.* l. II, 4, 17 : *Porcus graecum est nomen antiquum, sed obscuratum, quod nunc eum vocant choeron.*

un mot grec mal transcrit, et tenons-nous-en au latin. Or, pour désigner un animal domestique, les Latins emploient l'adjectif *cicur*. Nous sommes donc autorisés à regarder *domestici* comme une explication de *cicures*, d'autant plus que *cicur* et *cicures* se rencontrent dans d'autres recueils de gloses. Que *cicures* soit devenu *claires* sous la plume d'un copiste ignorant, cela n'étonnera aucun paléographe : un *i* pris pour un *l*, le groupe *cu* pris pour *au*, ce sont là des fautes courantes. Mais *cicures* à lui seul ne correspond pas à *porci domestici*. Le substantif qui manque est facile à suppléer : c'est *sues*, qui a été omis par saut de *su(es)* à *su(nt)*. La glose se présentera donc sous la forme suivante : *Cicures < sued > sunt porci domestici*.

L'Invasion de la Belgique jugée par un Irlandais,

par JULES LE LERCQ.

M. O'Donnell est un ancien député irlandais à la Chambre des Communes. Il vient de publier à Londres un livre qui a pour titre : *The Lordship of the World* (La Maîtrise du Monde). Il nous apprend que cette expression fut employée pour la première fois par un Irlandais qui se plaisait à dire que ce serait une haute récompense pour la grande nation qui aime la Justice et qui voudrait voir la justice régner sur toute la terre. Il proclame que c'est le peuple irlandais qui détient dans ses mains la maîtrise du monde, en ce sens que le dernier né des peuples européens peut aspirer à des destinées mondiales et que rien n'empêchera la race irlandaise, si dispersée qu'elle soit, de rendre à l'humanité des services pareils à ceux que les Moines d'Occident rendirent à la Chrétienté au moyen âge. Il entrevoit pour l'Irlande, placée entre l'Empire Britannique et l'Amérique, la mission d'unir ces deux puissantes nations dans un pacifique pouvoir mondial. Il estime que l'avenir de l'Empire Britannique dépend d'une complète réconciliation avec la race irlandaise. Et il nous montre la puissance de cette race. Car ce n'est pas connaître l'Irlande que de ne connaître que la Verte-Erin. A la suite de ses malheurs, l'Irlande s'est dépeuplée, et ses enfants ont cherché une autre patrie dans le Nouveau-Monde, si bien que la grande majorité de la population blanche en Amérique est d'origine irlandaise. Cela peut paraître exagéré, mais les statistiques sont singulièrement impressionnantes : M. O'Donnell cite les chiffres et en déduit qu'en dehors de la mère patrie, qui compte quatre millions d'âmes, le nombre des Irlandais n'est pas fort inférieur à la population des grandes nations de race latine, telles que

la France et l'Italie. Les États-Unis comptent à eux seuls quarante millions d'habitants qui ont du sang irlandais. La raison en est simple : c'est qu'il n'est pas de race plus prolifique; pour la jeune fille irlandaise, la maternité est la gloire de la femme et un devoir d'un ordre divin.

M. O'Donnell défend ses compatriotes contre l'imputation qu'ils furent généralement, pendant la guerre, gagnés à la cause de l'Allemagne. Il affirme qu'aucun peuple au monde n'était plus convaincu que l'Irlande de la justice de la cause des Alliés, et que les sympathies pour la France y ont toujours été de tradition. Il rappelle que les catholiques irlandais s'enrôlèrent par milliers sous le drapeau britannique, que lord Kitchener les trouvait « magnifiques », que M. Redmont, le plus ardent propagandiste antigermanique, pouvait proclamer en toute vérité que, en proportion de la population, l'Irlande envoya à l'armée britannique, pendant les trois premiers mois, un plus grand nombre de ses enfants que tous les autres peuples de l'Empire. Il affirme qu'en février 1915, environ 116,000 Irlandais avaient rejoint les régiments anglais, écossais et gallois, que plus de la moitié du corps d'Australie étaient des Irlandais, que cinq régiments qui combattirent en France furent recrutés parmi les catholiques de Belfast, ceux-là mêmes dont les maisons furent brûlées plus tard par les Orangistes de l'Ulster. Et il conclut que tous étaient convaincus de la justice d'une guerre entreprise pour sauvegarder la liberté d'une petite nation.

Cette petite nation, que M. O'Donnell ne nomme pas, c'est apparemment la Belgique. On peut donc croire qu'il n'est pas de plus ardent défenseur des Belges ni de plus grand antagoniste des Allemands que M. O'Donnell. Voyons donc comment un ancien député irlandais au Parlement anglais juge la Belgique et l'Allemagne :

« Mentir fut le premier usage que fit le premier homme du don de la parole ». Le mot est de Rudyard Kipling. M. O'Donnell s'en est souvenu, puisqu'il le cite au début du chapitre qu'il

consacre à la Belgique. Il dresse un réquisitoire non contre ceux qui ont envahi un pays neutre au mépris des traités, mais contre ceux qui ont repoussé l'envahisseur par respect des mêmes traités. Il a la tête pleine des volumineux rapports qui ont paru en Allemagne sur les atrocités prétendument commises par les Belges, et qu'il accepte comme l'expression de la vérité, de cette vérité à laquelle il prétend donner plus de force en invoquant, en tête du chapitre sur la Belgique, ce texte latin : *Magna est veritas, et prevalebit* (la Vérité est grande, et elle doit prévaloir). Méfions-nous de l'homme qui dit : « je dis la vérité », de même que de celui qui dit : « je suis un honnête homme ».

Donc, ce vigoureux champion de la vérité affirme que des centaines de civils belges, *francs-tireurs* pour la plupart, souvent menés par leurs prêtres, comme en Espagne lors des guerres de Napoléon, furent jugés en Cour martiale. Aux yeux de ce défenseur de la justice, ce fut légitimement qu'ils furent exécutés, puisque les armées allemandes combattaient pour leur vie, et qu'il est de l'essence de la guerre qu'il faut tuer tout homme qui veut vous tuer en vous attaquant de front, à plus forte raison en vous attaquant par derrière. Il veut bien reconnaître que tout homme a le droit de repousser l'envahisseur. Par une flagrante contradiction, ce singulier logicien fait un crime à ces « braves civils belges » du grand service qu'ils ont rendu aux Alliés. De par les lois de la guerre, les Allemands avaient le droit de les fusiller lorsqu'ils les faisaient prisonniers, pour cette admirable raison que ces « braves civils » furent parmi les principaux artisans du désastre allemand sur la Marne ! Qui ne sait que, dès les premiers jours de l'invasion, les Allemands prirent possession des chemins de fer belges et que défense sous peine de mort était faite aux habitants de s'approcher des voies ferrées ? Ce qui n'empêche pas M. O' Donnell d'accuser les civils belges d'avoir rendu impossible l'avance des Allemands en retardant l'envoi des vivres et des munitions. Il

réserve toute sa commisération pour les centaines de soldats allemands qui, lors de la retraite de la Marne, furent trouvés morts de faim, la bouche encore rouge d'avoir dévoré les betteraves crues qui constituaient leur seule alimentation. Sans le « patriotique *sabotage* » des chemins de fer belges, tous ces malheureux eussent été sauvés.

Et la Belgique dévastée, qu'en pense cet Irlandais au cœur sensible qui a pitié des dévastateurs? Il pense qu'on a énormément exagéré les choses; que si beaucoup de villages ont été brûlés et démolis par les bombes, le dommage fut relativement minime. Il ne peut nier les ruines de l'Université de Louvain, au sujet desquelles Guillaume lança à Wilson sa fameuse dépêche « Mon cœur saigne »; mais ici encore ce sont les Belges qui sont les coupables. Il n'en veut d'autre preuve que le témoignage d'un correspondant de journal qui se trouvait dans les lignes allemandes et qui, par conséquent, reproduit la légende allemande suivant laquelle la population civile de Louvain opposa une vigoureuse résistance, tirant de toutes les fenêtres, et même de l'église Saint-Pierre, transformée en une véritable forteresse. Notre impartial historien veut bien reconnaître que beaucoup de maisons furent brûlées dans les combats de rue. S'il s'était documenté à bonne source, il saurait qu'il n'y eut pas de combats de rue, et que ce furent les infernales pastilles incendiaires dont était munie l'armée allemande qui réduisirent en cendres les plus belles rues de la ville dont j'ai vu les ruines encore fumantes.

C'est avec la même désinvolture que l'ancien député irlandais nie que ce soient les vandales qui aient détruit la cathédrale de Reims, prétendant que l'incendie fut causé par un feu de paille allumé dans l'intérieur de l'église.

Pour un champion de la vérité, M. O' Donnell a-t-il horreur du mensonge par omission? Il est permis de se le demander, puisque, s'il parle de Louvain et de Reims, il ne dit mot des horribles hécatombes de Dinant, d'Aerschot, d'Andenne, de

Tamines, de Tintigny, de Rossignol. Il se tait aussi sur les horreurs des déportations dans les camps germaniques, horreurs que stigmatisait M. Vandervelde, qui écrivait du Havre que le gouvernement allemand, au mépris de sa foi et de sa parole, traitait les Belges comme on traitait les vaincus aux temps d'Assur et de Babylone, prenant les hommes de tout âge et de toutes conditions, les rallant, les parquant, les dénombant comme du bétail. .

Aujourd'hui, la vérité est établie sur toutes ces tragédies, en dépit de tous les mensonges. Comment un Irlandais peut-il admettre ces monstrueuses violations du droit des gens? Comment peut-il faire l'éloge de l'humanité germanique, *german humanity*, et ne voir de coupables que chez ceux qui résistèrent à l'invasion et eurent la gloire de subir le premier choc !

On ne s'étonnera plus de ce déconcertant phénomène quand on saura où M. O' Donnell s'est documenté. Dans son introduction, il confesse avec une inconsciente naïveté que son livre est le résultat des voyages qu'il a faits en Allemagne pendant ces deux dernières années. L'honnêteté ne lui commandait-elle pas, après s'être documenté chez les Allemands, sur la Belgique, de se documenter chez les Belges, sur l'Allemagne? Comme il s'est adressé uniquement à ces Germains que Velleius Paternulus qualifiait déjà de menteurs, il ne pouvait écrire qu'un livre mensonger. Aussi faut-il admirer la candeur avec laquelle il écrit en exergue ces vers du grand écrivain Holmes :

God give us men...

Men who have honour, men who will not lie.

« Dieu, donnez-nous des hommes..., des hommes qui ont de l'honneur, des hommes qui ne veulent point mentir. »

Ces hommes-là, il aurait dû les chercher non au pays du « chiffon de papier », mais chez le petit peuple qui opposa l'honneur et la fronde de David au colosse germanique.

M. O'Donnell est Irlandais. Comme l'Irlandais Casement, il

est pour l'Allemagne contre la Belgique. Casement fut pendu à Londres pour trahison. Si M. O'Donnell avait osé écrire son livre pendant la guerre, il aurait eu probablement le même sort. Mais nous sommes en temps de paix. Et il s'est trouvé un éditeur à Londres pour publier ce livre qui se lit beaucoup en Angleterre et en Amérique.

Si M. O'Donnell ne dit pas la vérité sur la Belgique martyre, il dit toute la vérité sur l'Irlande martyre. Il s'indigne contre l'oppression qu'a subie son pays; il s'indigne qu'elle dure toujours. Pourquoi alors faire grief aux Belges d'avoir lutté contre l'oppression germanique. Il déplore que l'Irlande soit revenue à la vie dans de pitoyables conditions, meurtrie et sanglante, dégradée mentalement et moralement par la tyrannie qu'elle a subie pendant plusieurs siècles, et spécialement pendant la dernière décade. Comme si l'on ne pouvait en dire autant de la tyrannie prussienne en Belgique! Il traite d'abomination le prétendu traité de paix partageant en deux la nation irlandaise, qui n'a jamais envisagé et qui n'acceptera jamais cette solution qui fait de l'Ulster une « enclave » anti-irlandaise et anti-catholique; l'Ulster, cette terre sainte aux yeux de tous les Irlandais qui ne sont pas des Britanniques de l'Ouest; l'Ulster, qui fut le dernier refuge de la liberté irlandaise; l'Ulster, cette belle province qui ne fut conquise qu'au début du XVII^e siècle par l'armée la plus considérable que l'Angleterre eût jamais mise sur pied; l'Ulster où depuis la conquête les Irlandais sont traités en ilotes, où les catholiques forment un tiers de la population, et où tous les emplois sont pour les protestants, au point qu'un Américain a pu dire qu'il valait mieux être balayeur dans les rues de New-York que catholique dans les rues de Belfast.

M. O'Donnell, si ardent patriote irlandais, n'a pas la moindre conception du patriotisme belge. Tant qu'il n'aura pas rétracté ses injustes accusations à la suite d'une enquête impartiale, son livre, qui trouvera meilleur accueil en Allemagne, ne soulèvera

en Belgique qu'une légitime indignation. Si un écrivain belge prenait fait et cause pour les protestants de l'Ulster au sujet des atrocités que leur reproche M. O'Donnell, il soulèverait la même indignation chez les patriotes irlandais, qui qualifieraient le procédé de mauvaise action.

Lorsque la Belgique était occupée par les Allemands, que de fois ne les avons-nous pas entendus proclamer bien haut : « L'histoire de la guerre, nous l'écrirons nous-mêmes; nous l'écrirons seuls, et l'on nous croira! » Cette prédiction s'est réalisée, puisqu'un Irlandais ne croit qu'à l'histoire écrite par les Allemands. Nous ne pouvons que le renvoyer pour son édification à l'ouvrage en huit volumes, *Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg*, publié par dom Norbert Nieuwland et le chanoine Schmitz, où il est démontré par 963 rapports de témoins oculaires, collationnés après minutieuses enquêtes, que 2,812 civils tués par les Allemands dans deux provinces seulement, ont été injustement mis à mort et contrairement à toutes les règles du droit des gens. Nous renvoyons aussi M. O'Donnell aux deux volumes des *Rapports et Documents d'enquête* publiés en Belgique par la Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre. Quand il aura lu les témoignages écrasants contenus dans ces documents, quand il saura que le général allemand gouverneur de Namur eut le courage de confesser l'inexpiable crime de Dinant, le jour où il déclara : « Il résulte d'une enquête que j'ai faite qu'aucun civil n'a tiré à Dinant », M. O'Donnell pourrait bien finir par voir clair et reconnaître loyalement qu'il s'est trompé en affirmant que des centaines de francs-tireurs assaillirent les troupes allemandes.

Ce qui pourrait bien achever de lui ouvrir les yeux, c'est la lamentable défaite des 93 intellectuels allemands, signataires du fameux manifeste lancé en décembre 1914. Eux aussi avaient proclamé tout d'abord : « Er ist nicht war!... Il n'est pas vrai

qu'un seul bourgeois belge ait été atteint dans sa vie et dans sa propriété par nos soldats, sans que la plus légitime défense ne les y ait forcés... Il n'est pas vrai que notre direction de la guerre méprise les lois du droit des gens! Elle ne connaît pas la *cruauté indisciplinée*. » Ce manifeste, que le professeur allemand Hans Delbrück a qualifié de *Document de la bêtise humaine*, « Ein Dokument menslicher Dummheit », fut remis sous les yeux de ses signataires en 1920. Et l'on sait que, à l'exception de 16 d'entre eux, ils n'osèrent point maintenir leur protestation.

Enfin M. O'Donnell ne pourra récuser le témoignage d'un illustre historien dont le père était Allemand.

Voici dans quel langage émouvant s'exprime ce témoin : « Si le monde devait ajouter foi à de telles accusations (les accusations allemandes), le peuple belge serait l'opprobre de l'humanité. C'en est trop, et pour le coup l'univers entendra la voix de la victime jusqu'aujourd'hui muette... Je cite l'Allemagne devant le tribunal de la conscience humaine : qu'elle essaie de répondre à mon acte d'accusation! Je ne produis que des faits et des témoignages soigneusement contrôlés. J'ai enseigné et pratiqué pendant quarante ans la critique historique, et j'en ai appliqué la méthode ici, avec d'autant plus de rigueur, que je sens toute la responsabilité que j'assume. »

Ces paroles sont de Godefroid Kurth. (*Le Guet-Apens prussien en Belgique*. REVUE DES DEUX MONDES, 1^{er} mai 1919.)

Puissent-elles émouvoir M. O'Donnell comme elles ont ému les signataires du manifeste des 93 intellectuels!

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Beaufort (Jean)*. Sonnets et poèmes. Bruxelles, 1925; in-16 (36 p.). [31.124]
- Champagne (Paul)*. Octave Pirmez : Sa vie et son œuvre. Liège, 1925; in-8° (98 p., portr.). [31.129]
- Descamps (baron)*. Le problème scientifique de la vie selon la méthode intégrale et à la lumière de la science du réalisme rationnel. Bruxelles, 1925; in-8° (59 p.). [30.235]
- Destrée (Joseph) et Bautier (Pierre)*. Les Heures dites Da Costa. Bruxelles, 1924; pet. in-4° (26 p., pl.). [30.234]
- Devola y Garcia (José)*. Nuevas poesías. Malaga, 1925; in-16 (220 p.). [31.122]
- Fougère (Etienne)*. La soie. Discours prononcé au Congrès de la Chambre de commerce internationale à Bruxelles. Bruxelles, 1925; in-8° (17 p.). [30.220]
- Hoiyer (Olof)*. La solution pacifique des litiges internationaux avant et depuis la Société des Nations. Paris, 1925; in-8° (570 p.). [31.130]
- Justesen (P. Th.)*. The Greek verb. *Erepho* and derivatives. Copie dactylographiée, 1925; format pro-patria.
- Pirenne (Henri)*. Les « Overdraghes » et les « Portes d'eau » en Flandre au XIII^e siècle, à propos d'une charte inédite provenant des archives de la ville d'Ypres. Manchester, 1925; extr. in-8° (pp. 139-145). [30.236]
- Raymond (George Lansing)*. A Life in song. New-York et Londres, 1916; in-16 (325 p.). Rel. de l'édit. [31.132]
- An art philosopher's cabinet. New-York-Londres, s.d., in-8° (403 p., pl., portr.). Rel. de l'édit. [31.138]
- Ballads and other poems. New-York-Londres, 1915; in-16 (164 p.). Rel. de l'édit. [31.131]
- Dante and collected verse. New-York-Londres, 1916; in-16 (329 p.). Rel. de l'édit. [31.133]

- Raymond (George Lansing)* Ethics and natural Law. New-York-Londres, 1920; in-8° (343 p.). Rel. de l'édit. [31.137]
- Poetry as a representative art. New-York-Londres, 1899; in-8° (356 p.). Rel. de l'édit. [31.136]
- A Poet's cabinet. New-York-Londres, s/d. in-8° (448 p.). Rel. de l'édit. [31.135]
- The aztec God and other Dramas. New-York-Londres, 1916; in-16 (465 p.). Rel. de l'édit. [31.134]
- Sola (Rafael)*. Marcos de Fuego de Las Antiquas. Bibliotecas mexicanas. Mexico, 1925; in-16 (111 p., fig.). [31.123]
- Syz (John)*. Discours prononcé au Congrès de Bruxelles de la Chambre de commerce internationale. Bruxelles, 1925; in-8° (11 p.). [30.222]
-

Séance du lundi 9 novembre 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, E. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehayé, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, J. Capart, L. Wodon, A. Roersch, M. Ansiaux, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Cumont, De Wulf, Berlière, comte Carton de Wiart, *membres*; H. Rolin, *correspondant*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts communique le vœu de M. T. Jonckheere de voir l'Académie mettre annuellement au concours une ou plusieurs questions de pédagogie. — L'Académie prendra ce vœu en considération dans la mesure du possible.

La direction de la Fondation Bernat Metge (Barcelone) demande à échanger ses publications avec le *Bulletin* de la Classe. — L'échange est accepté.

M. A. Aristarchi Logothete (Constantinople) demande que l'Académie théologique de Halki continue à recevoir les *Bulletins* de l'Académie qui étaient adressés à feu le Grand Logothete S. d'Aristarchi, du Patriarcat œcuménique. — L'Académie accueille favorablement cette demande.

HOMMAGE D'OUVRAGE.

Œuvres complètes de Nicolas Defrêcheux; présenté, avec une note bibliographique, par M. Wilmotte.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe examine les titres des candidats présentés pour les places vacantes et n'inscrit aucune candidature nouvelle. Elle décide que désormais, à la réunion préalable en section, toute présentation de candidature devra être accompagnée du dépôt de la liste écrite des principaux travaux du candidat et que la liste des publications des candidats présentés devra être communiquée aux membres avant la séance de discussion des titres.

CONCOURS ANNUEL DE 1926.

DEUXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur le Conseil du Gouvernement général institué par Joseph II.*

Un mémoire, portant pour devise : « Simpliciter », a été reçu en réponse à cette question. Sont désignés pour examiner ce travail : MM. Eug. Hubert, H. Vander Linden et Léon Leclère.

TROISIÈME QUESTION : *Étudier les thèmes bucoliques ou pastoraux dans la poésie latine : sources et développement.*

Un mémoire, portant pour devise : « Sit Tityrus Orpheus », a été reçu en réponse à cette question. — Sont désignés pour examiner ce travail : MM. Thomas, Waltzing et Parmentier.

SIXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur le néo-hellénisme dans la poésie française pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.*

Un mémoire, portant pour devise : « N'a plein poing de savoir en plein mui de cuider », a été reçu en réponse à cette question. — Ont été désignés pour examiner ce travail : MM. Doutrepont, Wilmotte, J. Leclercq et Parmentier.

Un concurrent demande, par lettre non signée, que la Classe remette au concours, pour 1927, la question relative aux « solutions du problème critique présenté par le réalisme contemporain en Angleterre ». — La Classe décide que cette question sera ajoutée au programme de 1927.

PRIX DE STASSART.

(Histoire nationale, 9^e période, 1919-1925.)

TROISIÈME QUESTION : *Étudier la légende de Godefroid de Bouillon, ses origines et son développement.*

Deux mémoires ont été reçus en réponse à cette question; l'un sans devise, l'autre portant pour devise : « Als eist dat hem Brabanters beroemen dat si van swaenen coemen ». — Sont désignés pour examiner ces travaux : MM. Doutrepoint, Vander Linden et Wilmotte.

QUATRIÈME QUESTION : *Étudier les origines des baillis et leurs fonctions dans une des anciennes principautés belges, avant la période bourguignonne.*

Un mémoire a été reçu en réponse à cette question; il porte pour devise : « Je ne fay point de doute qu'il n'advienne souvent de parler de choses qui sont ailleurs plus réellement traitées chez les maistres et plus véritablement ». (MONTAIGNE, *Essais*, liv. II, chap. X.) — Sont désignés pour examiner ce travail : MM. Des Marez, Pirenne et Cuvelier.

FONDATION GOBLET D'ALVIELLA.

La Classe adopte pour cette fondation le règlement suivant :

PRIX GOBLET D'ALVIELLA.

(Histoire des Religions.)

Par testament olographe en date du 9 septembre 1922, le comte Eugène Goblet d'Alviella légua à l'Académie royale de

Belgique un capital de 20,000 francs, destiné à fonder un prix quinquennal d'histoire religieuse.

Règlement.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, sous le nom de « Prix Goblet d'Alviella », un prix quinquennal de 5,000 francs (sauf variation du capital ou du revenu de la fondation), destiné au meilleur travail, de caractère strictement scientifique et objectif, relatif à l'histoire des religions, publié par un auteur belge, dans la période quinquennale écoulée.

ART. 2. — La Classe des Lettres décernera ce prix, sur la proposition d'un jury de trois membres nommés par elle. La séance dans laquelle ce jury prendra sa décision sera considérée, au point de vue des jetons de présence, des frais de séjour et de déplacement, comme une séance de l'Académie; les frais qui en résulteront incomberont à la fondation.

ART. 3. — Si le prix n'est pas décerné, son montant servira à augmenter le capital.

ART. 4. — La proclamation du prix se fera dans la séance publique de la Classe.

ART. 5. — Les auteurs qui désirent soumettre leur travail au jury doivent l'adresser, franc de port, au Secrétaire perpétuel de l'Académie, Palais des Académies, à Bruxelles.

TRAVAIL A L'EXAMEN.

De l'Origine de la Pastourelle, par M. Delbouille. — Renvoi à MM. Wilmotte, Doutrepont et Thomas.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe la nouvelle édition du poète liégeois Nicolas Defrècheux ⁽¹⁾. Il n'y a pas un Wallon qui ignore le nom de ce grand et délicat artiste, dont le centenaire vient d'être célébré à Liège avec éclat. Defrècheux est peut-être le seul écrivain, en dialecte, qui ait dépassé la notoriété locale et qu'on lise en dehors du pays liégeois. On ne le lit pas seulement, on le chante, et, dans toute la Wallonie, il arrive qu'un soir, par une fenêtre entr'ouverte d'humble maison, on entende moduler les strophes mélancoliques de *Leyiz-m' plorer*. Ce que le *Lac* de Lamartine fut pour une génération française, ce par chef-d'œuvre l'a certes été pour nos aînés et le reste encore partiellement pour nos contemporains, et ce n'est pas un faible titre à l'immortalité. Populaire, Defrècheux a su l'être sans rien concéder aux formes banales et, en quelque sorte, imposées de l'humble cantilène, qui vole de lèvres en lèvres. Sa phrase est toujours élégante, ses images nobles et précises à la fois. Il a *peu* écrit, parce qu'il était difficile à contenter et qu'il écoutait sa muse avec une longue et lente attention avant de prendre la plume. Enfin, il n'y a pas une obscénité dans son œuvre; sa sensibilité était aussi scrupuleuse que délicate. On a bien fait de le rééditer avec des soins dignes de son génie.

M. WILMOTTE.

(1) Un beau volume in-8°, avec une bonne préface analytique et biographique de M. O. Pecqueur.

Séance du lundi 7 décembre 1925.

M. J.-P. Waltzing, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; baron E. Descamps, P. Thomas, J. Leclercq, H. Pirenne, M. Vauthier, Ern. Mahaim, L. Parmentier, H. Delehaye, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, comte H. Carton de Wiart, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. M. Wilmotte, Cumont, Hymans, *membres*; Capart, Wodon et Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie l'Académie de lui soumettre une liste de dix noms : 1° pour la formation du jury du prix quinquennal des sciences historiques (9^e période : 1921-1925); 2° pour la formation du jury du prix quinquennal d'histoire nationale (16^e période : 1921-1925).

L'Académie royale des Sciences d'Amsterdam annonce qu'elle soumet à l'Union académique internationale la proposition d'entreprendre une Encyclopédie du droit international public et privé. — Renvoi à une Commission composée de MM. Rolin, Vauthier, van den Heuvel et Mahaim.

Le Comité organisateur du IV^e Congrès des historiens polonais annonce que celui-ci se tiendra à Posnan (Posnanie), du 6 au 8 décembre 1925, et en communique le programme.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Liber miraculorum Ninivensium Sancti Corneli Papae, par M. W. Rockwell ; présenté, avec une note bibliographique, par M. Cumont.

La vérité sur la mort d'Alexis de Tocqueville, par M. J. Leclercq.

Juste Lipse, par M. Alph. Roersch.

Analecta Bollandiana, t. XLIII, fasc. 3 et 4 présenté; par le Père Delehaye.

El Rey Rodrigo en la Literatura, par R. Menéndez Pidal; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq. - - Remerciements.

COMITÉ SECRET. — ÉLECTIONS.

Sont élus :

1^o Dans la Section des Sciences morales et politiques, correspondant, en remplacement du comte H. Carton de Wiart, élu membre titulaire : M. le baron BEYENS;

2^o Dans la Section d'Histoire et des Lettres, associé, en remplacement d'A. Chuquet, décédé : M. CARLO PASCAL; associé, en remplacement de Th. Homolle, décédé : M. O. LAGERCRANZ.

COMMISSION DES FINANCES.

Les membres sortants sont réélus pour l'année 1926.

COMMISSION DES ANCIENS AUTEURS BELGES.

Les membres sortants sont réélus pour l'année 1926.

RAPPORTS.

M. DELBOUILLE. — *Les Origines de la Pastourelle.*

Rapport de M. G. Doutrepoint, premier commissaire.

Le problème des origines de la pastourelle a beaucoup préoccupé les romanistes. Nombreuses et diverses sont les explications que l'on a proposées pour jeter un peu de lumière sur la formation de ce menu genre lyrique. M. Delbouille n'a pas craint de reprendre la question et il l'a fait sur de tout nouveaux frais. Sa thèse est ingénieuse et elle s'appuie sur de très sérieuses enquêtes dans un domaine où la critique française n'avait pas encore pénétré. Sans doute, cette thèse n'est qu'une hypothèse. Le jeune romaniste liégeois, qui soumet son travail à l'appréciation de l'Académie, n'a pu vaincre la grosse difficulté qu'il a rencontrée dans ses recherches : celle de la datation des œuvres de l'auteur qu'il appelle « l'Anonyme amoureux » et qui a peut-être joué un rôle très important dans la constitution des éléments fondamentaux de la pastourelle. D'autre part, M. Delbouille ne s'est pas trouvé en mesure de préciser, avec toute l'exactitude désirable, les voies et modes de diffusion de ces œuvres dans la littérature française. Enfin, il a dû plus d'une fois se contenter de signaler des analogies assez lointaines entre des textes qu'il voulait rattacher à une inspiration commune. Mais que de vues originales et que d'éclaircissements utiles il nous fournit dans son mémoire ! Avec quelle finesse d'esprit il défend sa thèse ! Incontestablement, il a porté la question sur un terrain vers lequel iront les prospecteurs avisés de l'avenir. A bien des titres, son travail me paraît mériter les honneurs de l'impression.

Rapport de M. P. Thomas, deuxième commissaire.

Je me rallie bien volontiers aux conclusions de mon confrère M. Doutrepoint.

Le mémoire présenté par M. Delbouille est l'œuvre d'un

esprit distingué et perspicace, qui a su utiliser habilement sa riche documentation et notamment la toute récente publication de M. Nicolau d'Olwer.

La solution proposée du problème des origines de la pastourelle, résultat de combinaisons et de déductions ingénieuses, est hypothétique sans doute, mais originale et séduisante.

Une chose me paraît certaine : c'est que M. Delbouille a raison contre M. Faral quand il rejette l'influence de la poésie virgilienne sur la formation de la pastourelle. Le trait caractéristique, essentiel, de la pastourelle du type classique, c'est l'inégalité des conditions entre la belle et son galant ; c'est l'opposition entre seigneurs et vilains. Pareille idée est absolument étrangère à la pastorale antique et n'a pu naître qu'à l'âge féodal. La bergère des pastourelles n'a point pour aïeules Amarillis et Galatée : c'est une figure empruntée au milieu contemporain.

Se ralliant à la proposition des rapporteurs, la Classe décide l'impression de ce travail dans les *Mémoires* in-8°.

LECTURE.

La Colonisation franque et la question agraire en Belgique, par M. G. Des Marez. — Impression dans les *Mémoires* in-4°.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

WILLIAM W. ROCKWELL. — *Liber miraculorum Ninivensium Sancti Corneli Papae.*

J'ai l'honneur de présenter à l'Académie, au nom de M. William Rockwell, professeur d'histoire de l'Église à l'*Union theological Seminary* de New-York, un volume qui ne manquera pas d'intéresser vivement nos compatriotes ⁽¹⁾. Je me souviens de la surprise que j'éprouvai en 1921, quand M. Rockwell me montra dans la bibliothèque de ce séminaire un manuscrit sur parchemin du XII^e siècle contenant une histoire de la fondation de l'abbaye de Ninove avec un *Liber miraculorum* de saint Cornille. Ce précieux manuscrit a été acquis par l'*Union Seminary* en 1838, avec la bibliothèque du savant Leander van Ess, professeur à Marbourg et grand collectionneur de livres provenant des couvents sécularisés, et il a ainsi passé de Ninove en Allemagne et d'Allemagne en Amérique. Des documents qu'il contient on n'avait publié jadis que des extraits; M. Rockwell vient d'en donner avec le plus grand soin une édition intégrale, précédée d'une substantielle introduction. Je n'ai pas la compétence nécessaire pour apprécier l'importance de ces textes pour l'histoire de notre moyen âge, mais je puis louer la conscience et l'érudition dont l'auteur a fait preuve. Il n'a pas seulement étudié son manuscrit au point de vue paléographique et critique ⁽²⁾;

(1) *Liber miraculorum Ninivensium Sancti Corneli Papae (Ein Beitrag zur flandrischen Kirchengeschichte)*, par WILLIAM WALKER ROCKWELL, Göttingen et New-York, 1925, 130 pages et une planche.

(2) La plus grande partie en a été écrite et probablement composée par un calligraphe nommé Henricus de Sualma.

c'est toute l'histoire des quatre-vingts premières années de l'abbaye de Ninove que M. Rockwell a exposée, et l'on s'étonne qu'un étranger ait pu posséder une information aussi étendue et aussi précise des sources manuscrites et imprimées relatives à un sujet si spécial. On ne pourra plus s'occuper de l'histoire ecclésiastique de la Flandre médiévale sans le consulter.

F. CUMONT.

RAMÓN MENÉNDEZ PIDAL. — *El Rey Rodrigo en la Literatura.*

Au nom de M. R. Menéndez Pidal, professeur de philologie romane à l'Université centrale de Madrid, membre de l'Académie espagnole et membre associé de l'Académie de Belgique, j'ai l'honneur de présenter son magistral ouvrage : *Le Roi Rodrigue dans la Littérature.*

Il n'est pas en Espagne de légende plus populaire que celle du roi Rodrigue, qui perdit son royaume en 711 à la bataille du Guadalete, vaincu par les Mores et trahi par le comte Julien (Olián), qui, suivant la tradition légendaire, pactisa avec l'Islam pour se venger du roi qui avait séduit sa fille. L'immensité du désastre, la perte de l'Espagne, explique la persistance à travers les siècles de cette légende qui remonte aux temps visigoths. Il existait sans doute d'autres légendes au VIII^e siècle et antérieurement, mais celle-ci a seule surnagé pendant les huit siècles de la reconquête, qui conservèrent le vivant souvenir du roi Rodrigue. Cette légende nous a été transmise par une multitude de narrateurs musulmans, tant en Andalousie qu'en Orient, par une multitude d'historiographes chrétiens, par une multitude de poètes, de novellistes, de dramaturges, en Espagne, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie. Les Arabes l'ont ornée de fictions dans le goût oriental, et les chrétiens l'ont refondue selon leurs traditions propres. Aucune autre légende nationale n'a rencontré cette collaboration des deux grandes civilisations, l'arabe et la chrétienne.

On comprend que cette collaboration ne fut pas sans présenter des divergences, étant fatalement influencée par les sentiments respectifs des vainqueurs et des vaincus, les uns ayant tout intérêt à exagérer le nombre et la force de l'ennemi, les autres n'acceptant pas l'humiliation de la défaite. C'est donc aux chrétiens espagnols qu'il faut attribuer la légende de la trahison du comte Julien. La France vaincue en 1870 n'attribua-t-elle pas sa défaite à la trahison ?

M. Menéndez Pidal, qui est actuellement le plus éminent philologue de l'Espagne, et dont la réputation a franchi les frontières de la Péninsule, s'est proposé d'étudier toutes les manifestations littéraires qu'il a pu découvrir concernant l'antique légende du roi Rodrigue, attentif surtout aux liens qui les rattachent les unes aux autres dans un assemblage organique.

Il considère cette légende comme un organisme vivant, qui poursuit son évolution et reçoit les multiples impressions des divers milieux dans lesquels elle se déroule, et il remonte ainsi à un intérêt supérieur à celui de la légende considérée en soi, telle qu'elle apparaît parmi les courants littéraires de tous les âges qu'elle a traversés.

Après l'étude fondamentale de Milá, qui a servi de base à tout ce qui a été écrit postérieurement ; après le lumineux exposé que Menéndez y Pelayo a poursuivi dans trois publications successives ; après le travail de son frère Juan, qui a renouvelé tant d'aspects de la question, il semblait que l'auteur n'eût plus rien à dire sur le roi Rodrigue. Mais après plusieurs années de méditation il en est arrivé à concevoir d'une autre façon l'histoire antique de la légende et à découvrir dans la partie moderne de cette histoire des aspects qu'on n'avait pas encore aperçus. Sur l'origine de la légende, l'opinion courante était qu'il fallait la considérer comme une fiction épique, parce qu'elle n'était pas, comme les autres, d'origine chrétienne, mais qu'elle venait des musulmans.

C'est après avoir abandonné cette manière de voir que l'au-

teur s'est décidé à entreprendre son travail. Il l'avait déjà poussé assez avant, quand le philologue danois Krappe et notre illustre historien Kurth assignèrent à la légende de Rodrigue une très ancienne origine germanique, opinion nouvelle qui suscita de nouvelles discussions.

Un autre point qui a été négligé, c'est celui des littératures étrangères. L'auteur consacre à cette étude une grande partie de son ouvrage. Il nous montre ce qu'est devenue la légende telle que l'ont interprétée Walter-Scott, Landor, Southey en Angleterre; Émile Deschamps, Victor Hugo et Abel Hugo en France; il nous montre Rodrigue dans les théâtres allemand, français et italien. Rien ne lui échappe dans les dernières productions étrangères, pas même mes *Rimes héroïques*, où il a découvert mon poème : *La Pénitence du Roi Rodrigue*. L'analyse qu'il en fait part du sentiment espagnol. Le sentiment français sera choqué de ce qu'un doux ermite impose à Rodrigue une peinture barbare; mais il acceptera la chose si l'ermite n'est autre que le comte Julien lui-même, le père outragé qui a inventé une atroce vengeance, comme l'apprend le dernier vers du poème. Sur ce point, je ne puis partager le scrupule de l'auteur, qui condamne ce qu'il appelle une « étrange nouveauté ». Faire de l'ermite le comte Julien, c'est tout à fait conforme au caractère de l'homme dont la légende fait un type de traître. C'est donc moins une nouveauté qu'un renforcement du trait. Lope de Vega et les dramaturges espagnols se sont permis bien d'autres trouvailles.

Si l'auteur fait une incursion dans les littératures étrangères, c'est principalement dans la littérature espagnole qu'il étudie le roi Rodrigue. Avant de passer à la légende, il ouvre l'histoire et résume ce que nous savons du royaume visigoth, si puissant en apparence, qui s'écroula avec Rodrigue. Puis il recherche les origines et les transformations de la légende dans les chroniques arabes et espagnoles, dans le *Romancero* ancien et le *Romancero* nouveau, dans le théâtre, l'histoire et la poésie des siècles d'or et chez les romantiques espagnols.

Cet ouvrage, qui représente des années de patientes et minutieuses recherches, aura auprès des hispanisants le succès de l'ouvrage que l'auteur publia autrefois sur la *Légende des Infants de Lara*, qui le signala à l'attention du monde savant et lui ouvrit l'Académie espagnole. On y retrouve ces restaurations « ingénieuses et patientes » qu'admirait Gaston Paris lorsqu'il saluait en M. Menéndez Pidal le continuateur de Milá, fondateur en Espagne de l'histoire critique de la littérature médiévale. On y retrouve les mêmes méthodes que dans ses pénétrantes études sur le geste du Cid, où il a su trouver à dire encore après les innombrables travaux critiques qu'a suscités le plus beau monument de la littérature castillane. Les conférences qu'il donna en Amérique sur l'épopée castillane à travers les âges ont eu leur retentissement en France, où elles ont été traduites par Henri Mérimée.

Il n'est que juste d'associer à la carrière littéraire de M. Menéndez Pidal celle de M^{me} Maria Goyri de Menéndez Pidal, qui a contribué largement au labeur de son mari dans la philologie romane.

JULES LECLERCQ.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Bergmans (Paul)*. Ville de Gand. Commission des monuments. Gand, 1923; in-16 (11 p.). [30.248]
- Defrêcheux (Nicolas)*. OEuvres complètes (édition du centenaire). Liège, 1923; gr. in-8° (238 p., portr.). [31.171]
- Du Tour (Henry)*. — Paix et Guerre. Introduction par Paul Bergmans. — Bois originaux, par Victor Stuyvaert. Bruxelles, 1923; in-16 (104 p.). [31.173]
- Haut (Jean)*. La Houillerie liégeoise. Liège, 1923; gr. in-8° (80 p.). [30.249]
- Leclercq (Jules)*. La vérité sur la mort de Tocqueville. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (pp. 443-450). [30.230]
- Pergameni (Charles)*. Un nouveau pays : La Latvie. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (4 p.). [30.231]
- Putorti (Nicola)*. Di un pavimento in mosaico scoperto in reggio di Calabria. Laurena di Borello, 1919; pet. in-4° (11 p.). [30.247]
- Roersch (Alphonse)*. Juste Lipse. Bruxelles, 1923; in-16, portr. [30.232]
- Comité d'études des allocations familiales. Congrès restreint des Caisses de compensation pour allocations familiales. Bruxelles, 1923; in-8° (119 p.). [30.246]
-

TABLE ANALYTIQUE

A. — COMPTES RENDUS DES SÉANCES.

Assemblée générale, 180.

Bibliographie :

Bulletins bibliographiques, 54, 76, 126, 164, 301, 370, 391, 407.

Hommages d'ouvrages, 8, 56, 78, 128, 166, 258, 342, 345, 373, 394, 399.

Notes sur des ouvrages présentés :

ASKENAZY (S.). Napoléon et la Pologne, t. I (trad. H. Grégoire); note par L. Leclère, 97.

BEYENS (Baron). Le Second Empire vu par un diplomate belge, t. I; note par dom U. Berlière, 13.

Byzantion. Revue internationale des Études byzantines, t. I; note par H. Delehaye, 94.

CAPART (J.) et WERBROECK (Marc.). Thèbes. La gloire d'un grand passé; note par l'auteur, 262.

CHAMPAGNE (P.). Octave Pirmez, sa vie, son œuvre; note par J. Leclercq, 352.

CHLEPNIK (B.-S.). Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la pratique; note par M. Vauthier, 169.

CROKAERT (P.). Brialmont. Éloge et Mémoires; note par J. Leclercq, 172.

DE MEULEMEESTER (M.). De Abdij van Roosenberg te Waasmunster; note par dom U. Berlière, 171.

DEMOGUE (R.). Traité des Obligations en général. I. Sources des obligations (suite et fin) t. V; note par G. Cornil, 83.

DE RIDDER (A.). Le mariage de Léopold II d'après des documents inédits; note par E. Hubert, 156.

GUYON (R.). Anthologie bouddhique; note par L. de la Vallée Poussin, 161.

HAUST (J.) éd. Li voyèdje di Tchaufontaine; note par M. Wilmotte, 84.

HENRY (A.). Le ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande; note par H. Pirenne, 85.

Table analytique. — Comptes rendus.

- MAGNETTE (F.). Précis d'histoire liégeoise à l'usage de l'enseignement moyen; note par J. Cuvelier, 41.
- MALO (H.). La Grande guerre des Corsaires; Les derniers corsaires; note par H. Pirenne, 263.
- MENÉNDEZ PIDAL (R.). El Rey Rodrigo en la literatura; note par J. Leclercq, 403.
- NOËL (L.). Notes d'épistémologie thomiste; note par M. De Wulf, 355.
- PARISOT (R.). Histoire de Lorraine, t. III et Index; note par H. Pirenne, 88.
- PERGAMENI (Ch.). Esquisse géographique de la Roumanie actuelle; note par J. Leclercq, 160.
- PIETTE (Max.). La réaction wesleyenne dans l'évolution protestante; note par dom U. Berlière, 374.
- POULLET (P.). Manuel de droit international privé belge; note par le baron Descamps, 89.
- ROCKWELL (W.-W.). Liber miraculorum Ninivensium Sancti Corneli Papae; note par F. Cumont, 402.
- SCHMITZ (Chan. J.) et NIEUWLAND (dom N.). Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande..., t. VIII; note par dom Berlière, 265.
- TAKAKUSU (J.) and NAGAI (M.). Samanta-Pāsādikā Buddhaghōsa's commentary on the vinaya Pitaka, I; note par L. de la Vallée Poussin, 162.
- VAN LANGENHOVE (G.-Ch.). On the origin of the Gerund in English; note par J. Vercoullie, 268.
- WAGNER (F.) éd. La Saga du scalde Egil Skallagrímsson; note par J. Leclercq, 261.
- WITTMER (L.). Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche; note par Eug. Hubert, 346.
- Œuvres complètes de Nicolas Defrècheux*; note par M. Wilmotte, 397.

Bibliothèque :

Don de la Commission du *Diplomatarium norvegicum* (Oslo), 155.

Bourse E. Verhaeren :

M. Leclercq, délégué de l'Académie à la Commission de la Bourse, 127.

Comité secret : 8, 78, 79, 128, 166, 374, 394, 399.

Commémorations; anniversaires :

Inauguration de l'Université hébraïque de Jérusalem, 77, 345.

Onzième centenaire de l'Université de Pavie, 165.

Monument à Virgile (à Mantoue), 373.

Cinquantenaire académique d'A. Gilkinet : discours de MM. Waltzing, 196, et Gravis, 198.

Commission administrative, 8.

Table analytique. — Comptes rendus.

Commission de la Bibliographie nationale :

Rapport (1924-1925), 185.

Commission des anciens auteurs belges :

Rapport, 374; réélection, 399.

Commission des Finances, 399.

Communications dont le texte ne figure pas dans le « Bulletin » :

DES MAREZ (G.). La colonisation franque et la question agraire en Belgique (*Mémoires in-4^o*, 401.

PARMENTIER (L.). Documents hittites du XIV^e siècle avant J.-C. sur les rois d'Achaïe. — Sur quelques papyrus littéraires récemment découverts, 82.

SAROLÉA (Ch.). La Révolution française et la Révolution bolcheviste, 10.

Concours annuels :

1925. Sciences morales et politiques. Première question. Rapports de MM. Des Marez, Mahaim et Wodon sur un mémoire, 79, 81. — M. Verhulst, lauréat, 81.

Histoire et Lettres. Deuxième question. Rapports sur le mémoire présenté par MM. Hubert, Leclère et Delehayé, 129, 146, 150. — M. Poncelet, lauréat; impression dans les *Mémoires in-8^o*, 151.

1926. Deuxième question. Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 394.

Troisième question. Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 394.

Sixième question. Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 394.

Septième question. Est ajoutée au programme de 1927, 395.

1928. Programme, 168.

Voir : Proclamation.

Concours international de la Fondation Travers-Borgstroem (Nationalisation du crédit), 373.

Conférence int. espérantiste, Paris, mai, 78.

Congrès :

Fédération archéologique et historique de Belgique, Bruges, août, 77, 127.

« Saint-Bernard et son temps » à Dijon, organisé par l'Association bourguignonne des Sociétés savantes, 373.

Congrès des historiens polonais (IV^e), Poznan, déc., 399.

Demande d'avis :

De M. le Ministre des Sciences et des Arts relative aux Prix décennaux, 77.

Échange de publications :

Société des Antiquaires de Zurich, 7.
Répertoire d'Art et d'Archéologie, Paris, 128.
American Academy in Rome, 257.
Bibliothèque de la ville de Reims, 257.
Institutions savantes de Hongrie, 10.
Institut national Ossolinski, Lwow, 258.
Fondation Bernat Metge, Barcelone, 393.
Académie théologique de Halki. 393.

Élections et nominations. Voir : *Comité secret.*

(Mai). MM. le comte Carton de Wiart, membre titulaire, 166, 342; Menéndez Pidal et Tittoni, associés, 166.

(Décembre). MM. le baron Beyens, membre correspondant; C. Pascal et Lagercranz, associés, 399.

PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE :

1925. M. Waltzing, 7.

DIRECTEUR :

1925. M. Waltzing, 8.

1926. M. Hubert, 8.

Décision relative à la présentation des candidatures, 394.

Voir aussi : *Proclamation.*

Fondation. Voir : *Proclamation.*

Fondation en faveur des études sémitiques et musulmanes, 259.

Fondation Goblet d'Alviella.

Voir : *Prix.*

Jurys : Voir : *Prix.*

Jury des langues modernes : 345, 373.

Legs Goblet d'Alviella (Histoire des Religions), 373.

Nécrologie :

Hommage aux membres décédés (Assemblée générale), 181.

M. L. Havet, associé, 55.

M. le comte Goblet d'Alviella, membre titulaire. Allocution du directeur, 371.

M. C. Morawski. 373.

Voir la *Proclamation.*

NOGES D'ARGENT DE LL. MM. LE ROI ET LA REINE, 346.

Personnification civile.

Loi accordant la personnification civile aux Académies royales, 5.

Table analytique. — Comptes rendus.

Prix académiques :

PRIX AUG. BEERNAERT. — Modification au règlement, 9, 55.

PRIX ANTON BERGMANN (6^e période : 1920-1925) : Jury, 128, 341, 345.

PRIX BOUVIER-PARVILLEZ. — Voir Prix Beernaert.

PRIX J. DE KEYN (23^e concours, 1^{re} période : 1923-1924) : Jury, 9. Rapport, 151.

MM. Jonckheere, Sobry et Eeckels, M. et E. Théodore, lauréats, 155.

PRIX DE SAINT-GENOIS. — Règlement, 342-344.

PRIX DE STASSART. — Règlement, 342 et 344. — (9^e période : 1919-1925). Troisième question : Réception de deux mémoires, 8, 395. Désignation des commissaires, 395. — Quatrième question : Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 395.

PRIX CH. DUVIVIER (7^e période : 1925-1927). — Questions posées, 56.

PRIX J. GANTRELLE (17^e période : 1925-1926). — Questions posées, 56.

PRIX GOBLET D'ALVIELLA (Histoire des Religions) : Fondation et règlement, 395.

PRIX EUG. LAMERRE (4^e période : 1920-1925) : Jury, 167, 342.

FONDATION PIRENNE (1924) Subventions à MM. Lefèvre et Favresse, 56; (1925), Jury, 374.

PRIX TEIRLINCK. — Règlement, 342-344.

Voir : *Proclamation*.

Prix du Gouvernement :

PRIX DÉCENNAUX et QUINQUENNAUX. — Vœu de la Classe, 10, 154; voir *Demandes d'avis*.

PRIX QUINQUENNAL DES SCIENCES HISTORIQUES (9^e période : 1921-1925) : Jury, 398.

PRIX QUINQUENNAL D'HISTOIRE NATIONALE (16^e période : 1921-1925) : Jury, 398.

PRIX HEUSCHLING (1919-1923) : M. A. Julin, lauréat, 55.

Voir *Proclamation*.

Proclamation (séance publique) : 255.

Prix Nobel pour la Paix 1925, 55.

Rapports :

Sur un travail publié dans les *Mémoires* in-8^e :

DELBOUILLE (M.). De l'origine de la pastourelle; commissaires, 396; rapports, 400.

Sur un travail non publié par l'Académie :

KARL (L.). La Légende de Saint-Julien l'Hospitalier; commissaires, 82; renvoi à l'auteur, 374.

Voir *Concours* et *Prix*.

Règlement de la Classe :

Modification, 82.

Règlement général :

Modifications, 181.

Séances ordinaires :

Janvier, 7; février, 55; mars, 77; avril, 127; mai, 165; juin, 257; juillet, 341
août, 345; octobre 371; novembre, 393; décembre, 398.

Séance publique, 8, 165, 204.

Société des Nations :

Commission internationale de Coopération intellectuelle : propose la reprise
de l'échange des publications avec les institutions savantes de Hongrie, 10.
— Motion de MM. Pirenne et Wilmotte relative aux relations entre les
organismes intellectuels internationaux, 155, 166.

Statuts :

Modifications, 181.

Union académique internationale :

Documents inédits concernant le Japon : communication de M. Cuvelier, 78.
Grotiana, 257.

Sixième session annuelle du Comité, compte rendu, 260, 303.

Proposition de l'Académie d'Amsterdam (*Encyclopédie du droit international*);
renvoi à une commission académique, 398.

Vœux : Coopération intellectuelle internationale, 193.

De M. Jonckheere (la pédagogie dans les concours académiques), 393.

B. — COMMUNICATIONS ET LECTURES.

ANSIAUX (M.). Les crises économiques et la concentration industrielle, 240.

BERLIÈRE (dom Ursmer). Les décimes pontificales dans les anciens diocèses belges
aux XIII^e et XIV^e siècles, 99.

CUMONT (F.). Les fouilles de Tripolitaine, 285.

CUVELIER (J.). Un projet d'impôt au temps du duc d'Albe, 57.

DE LA VALLÉE POUSSIN (L.). Notes bouddhiques. VI. Notes sur le chemin du
Nirvāna, 15.

LECLERCQ (J.). Où Annibal a-t-il passé les Alpes? 175. — L'invasion de la Belgique
jugée par un Irlandais, 383.

LECLÈRE (L.). Une voyageuse écossaise en Belgique (1756), 357.

THOMAS (P.). Notules critiques (Varron, Pétrone, Firmicus Maternus, gloses latines
du *Vaticanus Reginae*, 203), 377.

VANDERVELDE (É.). Le socialisme en Europe depuis dix ans, 269.

WALTZING (J.-P.). Le crime rituel reproché aux chrétiens du II^e siècle, 205.

WILMOTTE (M.). Les origines littéraires de « Gormond et Isembard », 35.

TABLE ONOMASTIQUE

DES COMPTES RENDUS DES SÉANCES

*Les noms des académiciens sont en petites capitales.
Les chiffres en caractères gras indiquent la page d'une communication.*

A

Académie de droit international, La Haye, 127.
Académie française, 265.
Académie polonaise, 373.
Académie royale de langue et de littérature françaises, 9, 55.
Académie royale des Sciences, Amsterdam, 398.
Académies royales, 5.
Académie théologique de Halki, Constantinople, 393.
Achaïe (les rois d'), 82.
Albe (duc d'), 57.
Albert et Isabelle (règne d'), 129.
Albert (S. M. le Roi), 165, 346.
Allemagne, 342.
Alpes (les), 175.
American Academy in Roma, 257.
Analecta Bollandiana, 399.
Annibal, 175.
ANSIAUX (M.), 8, **240**.
Aristarchi (A.), 393.
Aristarchi (S. d'), 393.
Arschot (comte d'), 128.
Askenazy (S.), 78, 97.
Association bourguignonne des Sociétés savantes, 373.
Athénée royal d'Anvers, 255.
— de Charleroi, 261.
Athènes, 56.
Auguste, 56.

Autriche, 345, 346.
Averbode (abbaye d'), 56, 256.

B

Belgique, 56, 78, 85, 357, 383, 401.
BERGMANS (P.), 184, 185.
BERLIÈRE (dom U.), 8, 14, 82, **99**, 128, 166, 172, 258, 267, 373, 376.
Bernard (saint), 373.
BEYENS (baron), 8, 13, 339.
Beyle (Stendhal), 258.
Bibliothèque centrale, Zurich, 7.
BIDEZ (J.), 77, 155, 260.
BLONDEL (G.), 342.
Bouchet (Émile), 7.
Brabant, 56, 256, 373.
Brialmont, 166, 172.
Bruges, 78, 128.
Bruxelles, 128.
Byzantion, 78, 94.

C

CAPART (J.), 258, 263.
CAPITANT (H.), 7, 8, 256.
CARTON DE WIART (comte H.), 166, 256, 257, 342, 399.
Cavens (comte), 258, 342.
Champagne (P.), 346, 352.
Chateaubriand, 258.
Chlepner (B.-S.), 166, 169.
CHUQUET (A.), 97, 399.
Commissions : voir Table analytique.

Table onomastique.

Compagnie de Jésus, 129.
 Conrardy (Ch.), 258.
 Conseil de Recherches, 155.
 Corneille (saint), 402.
 CORNIL (G.), 78, 84.
 Crokaert (P.), 166, 172.
 CUMONT (Fr.), 285, 403.
 CUVELIER (J.), 8, 12, 57, 78, 128, 167,
 374, 395.

D

Defrècheux (N.), 394, 397.
 DE GREEF (G.), 79, 166, 256, 342.
 DE LA VALLÉE POUSSIN (Ch.-J.), 9.
 DE LA VALLÉE POUSSIN (L.), 10, 15, 77,
 128, 162, 163.
 Delbouille (M.), 396, 400.
 DELEHAYE (le P. H.), 78, 82, 96, 129,
 150, 165, 374, 399.
 de Meulemeester (M.), 166, 171.
 Demogue (R.), 83.
 De Ridder (A.), 128.
 DESCAMPS (baron Ed.), 10, 78, 94, 373.
 DES MAREZ (G.), 79, 128, 167, 342, 395,
 401.
 DE WULF (M.), 8, 77, 166, 346, 356.
 Dijon, 373.
 Diplomatarium norvegicum, Oslo, 165.
 DOUTREPONT (G.), 82, 374, 394, 395, 396,
 400.
 Dunkerque, 259, 263.

E

Eeckels (J.), 255.
 Élisabeth de Belgique (S. M. la Reine),
 346.
 Escaut, 128.
 Europe, 269, 342.

F

FAUCHILLE (P.), 258.
 Favresse, 56, 256.
 Fédération archéologique et historique
 de Belgique, 77, 127.
 Ferraris (C.-F.), 79, 166, 256.
 Firmicus Maternus, 377.

Flandre, 373.
 Fondation Bernat Metge, Barcelone, 393.
 FREDERICQ (L.), 9.

G

Gentz (Fréd. de), 345, 346.
 GILKINET (A.), 196, 203.
 GOBLET D'ALVIELLA (comte Eug.), 371,
 373, 395.
 Godefroid de Bouillon, 8.
 Gormond et Isembard, 10, 35.
 Graindor (P.), 94.
 GRAVIS (A.), 198, 203.
 Grégoire (H.), 78, 94, 97.
 Guyon (R.), 128, 161.

H

Hainaut, 373.
 Haust (J.), 78, 84.
 Havet (L.), 79, 166, 256.
 HEIBERG (J.-L.), 256.
 Henry (A.), 78, 85.
 HOMOLLE (Th.), 399.
 Hongrie, 10.
 HUBERT (E.), 8, 128, 129, 160, 345, 351,
 394.
 Huisman (M.), 167.
 Huvelin (P.), 256.

I

Institut de Droit international, 89.
 Institut de Sociologie Solvay, 169.
 Institut des Hautes Études de Belgique,
 342.
 Institut national Ossolinski (Lwow), 258.

J

Japon, 78.
 Jonckheere (T.), 255, 393.
 Julien l'Hospitalier (saint), 82, 374.
 JULIN (A.), 55, 256.

K

Karl (L.), 82, 374.

Table onomastique.

L

Lacour-Gayet (G.), 97.
 LAGERCRANZ (O.), 399.
 LECLERCQ (J.), 10, 127, 128, 161, 166,
 174, **175**, 258, 262, **383**, 394, 399,
 406.
 LECLÈRE (L.), 78, 98, 129, 146, 167, **357**,
 374, 394.
 Lefèvre (P.), 56, 256.
 Léopold II, 128, 156.
 Liège, 256.
 Liège (province de), 373.
 Ligne (le prince de), 345, 346.
 Lipse (Juste), 399.
 Lorraine, 78, 88.
 Luxembourg (province de), 258, 265,
 373.

M

Magnette (F.), 8, 11, 167.
 MAHAIM (E.), 8, 77, 81, 398.
 Malo (H.), 259, 263.
 Mantoue, 373.
 MENÉNDEZ PIDAL (R.), 166, 256, 257, 403.
 Ministre de l'Agriculture, 165.
 Ministre des Colonies, 165.
 Ministre de la Défense Nationale, 165.
 Ministre des Finances, 81, 165, 255.
 Ministre de l'Industrie, du Travail et de
 la Prévoyance sociale, 165, 256.
 Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,
 55, 89, 165.
 Ministre des Sciences et des Arts, 7, 55,
 77, 341, 345, 373, 393, 398.
 Morawski (C.), 373.
 Müller (J. de), 345, 346.

N

Nagai (M.), 128, 162.
 Namur (province de), 258, 265, 373.
 Napoléon (1^{er}), 78, 97.
 Nieuwland (N.), 258, 265.
 Noël (N.), 346, 355.

O

Oikonomos (G.), 258.

P

Paris, 78.
 PARISOT (R.), 78, 88.
 PARMENTIER (L.), 9, 82, 394.
 PASCAL (C.), 399.
 Peano (G.), 258.
 Pergameni (Ch.), 128.
 Pétrone, 377.
 Piette (Maximin), 373, 374.
 PIRENNE (H.), 77, 78, 88, 89, 155, 166,
 259, 260, 264, 373, 395, 398.
 Firmez (O.), 346, 352.
 Pologne, 78, 97.
 Poncelet (A.) S. J., 151, 255.
 Posnan (Posnanie), 398.
 Potvin (Ch.), 258.
 Pouillet (P.), 78, 89.

R

Reims (Bibliothèque de la ville), 257.
 République chinoise, 128.
 Rockwell (W.-W.), 402.
 Rodrigue (le Roi), 403.
 RÖRSCH (A.), 166, 399.
 ROLIN (baron A.), 398.
 Roosenberg (abbaye de), 166, 171.
 Roumanie, 128, 160.

S

SAROLÉA (Ch.), 10.
 Schmitz (J.), 258, 265.
 Sconhove (Antoine), 166.
 Skallagrimsson (E.), 258, 261.
 Sobry (J.), 255, 257.
 Société archéologique du Pays de Waes,
 171.
 Société des Antiquaires, Zurich, 7.
 Société des Nations, voir : Table analy-
 tique.
 Société Dunkerquoise pour l'encourage-
 ment des Sciences, des Lettres et des
 Arts, 7.
 Stendhal, 258.

T

Takakusu (J.), 128, 162.
 Thèbes (Égypte), 258, 262.

Table onomastique.

Théodore (M. et E.), 256.
 THOMAS (P.), 56, **377**, 394, 396, 400.
 TITTONI (T.), 166, 256, 257, 258.
 Tocqueville (A. de), 399.
 Travers-Borgstroem (Fondation). Berne,
 373.
 Tripolitaine, 285.

U

Union académique, 155; voir : Table
 analytique.
 Université de Bordeaux, 398.
 Université de Bruxelles, 255.
 Université de Gand, 56, 268.
 Université hébraïque de Jérusalem, 77,
 345.
 Université de Louvain, 89.
 Université de Nancy, 78.
 Université de Paris, 83, 127.
 Université de Pavie, 165.
 Université nationale de Pékin, 128.

V

VAN BIERVIJET (J.), 9.
 VAN DEN HEUVEL (J.), 398.
 VANDER LINDEN (H.), 9, 342, 374, 394, 395.
 VANDERVELDE (É.), **269**.

Van Houtte (H.), **345**.
 Van Langenhove (G.-Ch.), **259**, 268.
 Van Maerland (Jacob), 8.
 Vairon, 377.
 VAUTHIER (M.), 10, 166, 398.
 VERCOULLIE (J.), 9, 77, **259**, 268.
 Verhaeren (Bourse E.), **127**.
 Verhulst (L.), 81, **127**, **255**.
 Virgile, 373.

W

Waasmunster, 166, 171.
 Wagner (F.), 258, 261.
 WALTZING (J.-P.), 7, 8, 77, **128**, 165, 196,
205, 394.
 Waterloo, 253.
 Willebroeck, 258. ✓
 WILMOTTE (M.), 9, 10, **35**, 77, 78, 82, ✓
 85, 155, 374, 394 ... 397. ✓
 Wittmer (L.), 345, 346.
 WODON (L.), 81.

Y

Ypres, 373.

Z

Zurich, 7.



Chu
 Gai
 Lee

v

c

h

o

p

cl

t

ch

[illegible][illegible]

The Ohio State University



3 2435 06543200 7

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	07	11	18	8	04	011	2